

# C O D E FRÉDÉRIC;

O U  
CORPS DE DROIT,

POUR  
LES ETATS DE SA MAJESTÉ  
LE ROI DE PRUSSE:

Fondé sur la Raison , & sur les Constitutions du Pays;

D A N S L E Q U E L

LE ROI A DISPOSÉ LE DROIT ROMAIN

dans un ordre naturel , retranché les Loix étrangères ,  
aboli les subtilités du Droit Romain , & pleinement éclairci  
les doutes & les difficultés , que le même Droit & ses  
Commentateurs avoient introduit dans la Procédure ;

*Etablissant de cette manière*

UN DROIT CERTAIN  
ET UNIVERSEL.

Traduit de l'Allemand

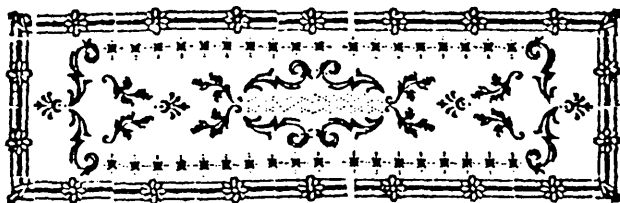
*Par A. A. de C. Conseiller privé du Roi,*

AVEC L'EXPOSITION ABRÉGÉE DU PLAN DU ROI ,  
pour la Réformation de la Justice , par M. FORMET.



---

M. D C C. L I.



EXPOSITION ABRÉGÉE  
DU  
PLAN DU ROI,  
*Pour la Réformation de la Justice.*

---

## I.

*Nécessité de la Société.*

\* \* \* \* \*  
 L'HOMME est né pour la Société.  
 Dès qu'il a le malheur d'en être  
 L'exclus, son état ne diffère point  
 de celui des animaux, & tous ses  
 talens demeurent en friche.

## II.

*Nécessité de l'ordre dans la Société.*

Mais la Société ne sçauroit se maintenir,  
 ou du moins elle ne sçauroit procurer à  
 à ij l'homme

l'homme les véritables avantages qui lui conviennent , si l'ordre n'y règne. C'est cet ordre qui distingue les Nations policées des Sauvages , & qui les met pour le moins autant au-dessus d'eux , que ceux-ci sont au-dessus des brutes.

## I I I.

*Trois sortes de troubles dans la Société.*

Néanmoins les Sociétés où l'ordre paroît le mieux établi sont encore exposées à divers troubles. On en compte trois espèces principales , les Procès , les Crimes & les Guerres. Les Guerres ont leurs Loix dans le droit des Gens ; les Crimes & les Procès servent de matière aux Loix Civiles ; mais notre sujet ne nous appelle qu'à la considération des Procès.

## I V.

*Trois manières de terminer les Procès.*

Toutes sortes de Procès , entre toutes sortes de personnes , sans en excepter les Communautés , peuvent être terminés par trois voies principales ; l'accommodement volontaire entre les intéressés , l'arbitrage , & la procédure judiciaire , soit qu'une Partie soit attirée devant le Juge , ou qu'elle veuille y attirer l'autre.

## V.

*Ordre Judiciaire , & son but.*

Les deux premières voies étant rarement suffisantes , & les Procès étant plutôt assoupis pour quelque tems que décidés par leur moyen , il faut qu'il y ait dans tout état bien réglé des Tribunaux & un ordre judiciaire. Mais comme cet ordre ne peut être destiné qu'à faire connoître la vérité , en donnant lieu aux Parties de la montrer , & d'établir leurs droits , la manière simple & naturelle de l'exercer se borneroit à faire venir les Parties devant le Juge , pour expliquer le fait de leurs différens , afin que les ayant entendues , il leur rendit sur le champ la justice qu'elles méritent.

## VI.

*Abus qui s'y sont introduits.*

Personne n'ignore cependant , combien il s'en faut que la Justice ne s'administre d'une manière aussi abrégée. La chose est même impraticable dans les états policés à l'égard d'une infinité de différens , comme nous le verrons dans la suite. \* Mais le mal consiste en ce qu'au lieu de s'en tenir à ce qu'il y a d'essentiel dans l'ordre judiciaire , on y a mêlé beaucoup de choses

à iij vicieuses

\* Voyez G. 20.



vicieuses & superflües , qui laissent le champ libre à la malignité , au menlonge , à toutes les espèces d'injustice qu'on voit se multiplier dans les Procès. Les choses en sont venues au point que les gens sensés ont eu les Procès en horreur , & ont souvent mieux aimé faire des pertes considérables , que de s'engager dans un labyrinthe sans issuë. Mais avec tout cela , comme il n'y a , & ne peut y avoir que les Souverains qui jouissent du droit de se rendre justice à eux-mêmes , il reste une infinité de cas , où la voie de recours au Juge est d'une nécessité indispensable.

## VII.

*Inconvéniens des Procès.*

Cette voie est donc devenuë odieuse comme nous venons de l'insinuer , & cela principalement à cause de l'extrême longueur des Procès. Il en résulte une foule d'inconvéniens également dommageables , & aux citoyens que les Procès regardent immédiatement , & à tout l'Etat. Telles sont les inquiétudes & les agitations qui bouleversent l'ame des Plaideurs ; l'animosité qui naît , se foment & se perpétue entre les Parties , les frais ruineux qui absorbent le plus clair des biens litigieux , les établissemens manqués par quantité de personnes

ſomes qui auroient pû ſe pouſſer dans toutes ſortes d'état & de profeſſions , ſi leurs fortunes n'avoient pas dépendu de la déciſion de leurs procès ; enfin l'extrême peine que les étrangers ont à venir ſ'établir dans des contrées où les Procès ſont fréquens , & traînent en longueur.

## VIII.

*Remèdes.*

Tant de maux réunis & procédant d'une même ſource , méritoient aſſurément qu'on cherchât à y apporter des remèdes. Il eſt même ſurprenant que dans les Etats les mieux policés de l'Europe, on n'ait trouvé juſqu'à préſent aucun moyen efficace à cet égard. Ce n'eſt pas dans l'abolition entière des Procès qu'il faut le chercher : la choſe, avons-nous dit, eſt impoſſible ; mais c'eſt dans l'accourciſſement des procédures. Il s'agit uniquement de preſcrire une forme convenable , qui laiſſe d'un côté à la vérité tous les ſecours néceſſaires pour ſe faire connoître , & pour établir ſes droits ; mais qui détourne de l'autre l'eſſet de tant de ruses & d'artifices , que les hommes ennemis de la juſtice & de l'ordre ont inventés pour obſcurcir les affaires en les embarrasſant de longueurs , & pour élu-

à iiij      der

des des jugemens qu'ils craignent de subir. Ce sont ces difficultés & ces échappatoires, dont l'immense assemblage a formé le monstre de la chicane.

## IX.

*Ce qu'a fait Louis XIV. à cet égard.*

Un Roi, auquel personne ne conteste la gloire d'avoir accru à plusieurs égards la splendeur de son Royaume, LOUIS XIV. connut ces maux, & en chercha les remèdes. C'est dans ce but qu'il fit publier l'Ordonnance de 1667. qui fait partie du Code Louis. Elle contient l'établissement d'une procédure uniforme & abrégée dans toutes les Cours & Jurisdictions du Royaume de France; & elle a toujours été regardée comme un des plus grands avantages que ce Prince ait procuré à ses Sujets.

## X.

*Vuës du Roi.*

Le Roi ayant remarqué que dans chaque Province de ses Etats on avoit anciennement introduit un style & une procédure particulière, & qu'il en résultoit souvent des incidens si embarrassans qu'on étoit obligé d'évoquer la plûpart des affaires à son



MEDAGLIA COMMEMORATIVA  
 del *Codex Louis* e del *Codex Fridericianus Marchicus*  
 Società delle Scienze di Berlino  
 (cfr. Tomo I, p. XVIII, n. 44)



son Conseil , conçut le plan de ramener tout à une procédure uniforme , par laquelle tous les Procès fussent solidement instruits , & terminés par trois instances dans l'espace d'une année.

## X I.

*Essai fait en Poméranie.*

Après avoir communiqué ce Plan à son Grand - Chancelier , le Roi voulut qu'il en fit l'essai. Pour cet effet , S. M. ordonna de commencer les opérations par la Poméranie , vaste Province , qui anciennement a été nommée *terra litigiosa* , à cause de la disposition de ses habitans , qui bien que gens pleins de candeur & de bonne foi , se suscitent cependant des Procès assez fréquens , par animosité , ou par quelque faux point d'honneur.

## X II.

*Suite de cet essai.*

L'exécution ayant parfaitement répondu aux espérances , le Roi ordonna à son Grand-Chancelier de dresser un ample projet d'Ordonnances , & de le faire pratiquer provisionnellement dans tous ses Etats , par tous les Tribunaux & Cours de Justice ,

en leur enjoignant de faire ensuite leurs observations & leurs remontrances sur les difficultés qui pourroient se rencontrer dans l'exécution de ce plan , afin qu'il y fût pourvû avant que de mettre la dernière main à cette Ordonnance.

## XIII.

*Etendue de la nouvelle Ordonnance.*

En la parcourant , on remarque bientôt qu'elle embrasse tout ce qui est essentiel à l'instruction des affaires civiles , de quelque nature qu'elles soient. Elle diffère non-seulement dans le fond & dans la forme , de celle de LOUIS XIV. mais elle est beaucoup plus étendue & plus complete , de sorte qu'elle n'aura pas besoin d'être étendue & interprétée par le secours du Droit Romain & du Droit Canon.

## XIV.

*Bornes dans lesquelles l'Auteur  
se renferme.*

Je vais donc passer au principal but de cet Ecrit , & donner à présent une idée raisonnée du plan de S. M. Mais mon dessein n'est point d'entrer dans un détail qui me mèneroit trop loin , & qui ne regarde  
pro-

proprement que les gens de Loi ; je me borne à un exposé général , qui puisse faire sentir aux personnes mêmes qui n'ont aucune teinture de Jurisprudence , la beauté & la justesse de ce Plan.

## X V.

*Nécessité de conserver certaines  
procédures.*

Comme l'ordre judiciaire ( §. 5. ) n'est destiné qu'à mettre les contestations des Parties dans tout leur jour , & à donner aux Juges une connoissance suffisante des questions & de leurs circonstances , il semble d'abord qu'on pourroit retrancher toutes les procédures , ou du moins les réduire à la seule comparition des Parties devant le Juge , pour expliquer leurs différens , & recevoir d'abord leur Sentence. Mais nous avons promis de montrer que la chose n'est pas praticable. En effet , quand elle le seroit dans quelques affaires très-légères , & dont l'exposition peut aisément être faite par les Parties elles-mêmes , il reste toujours une infinité de cas épineux & embarrassés , qui intéressent l'honneur & la fortune des citoyens , & dans lesquels les Juges & les Avocats les plus habiles & les plus intègres , ont besoin de toute leur sagacité pour démêler le vrai du faux ,  
le



le juste de l'injuste. Cela ne paroîtra point surprenant , pour peu qu'on ait fait réflexion sur la variété infinie qui se manifeste à chaque instant dans les actions des hommes, d'où naissent les procès. En effet, combien le jeu des passions n'est-il pas diversifié ! Leurs loix & leurs effets ne présentent-ils pas une théorie plus compliquée que celle de la Mécanique ? Ne sont-ce pas elles qui inspirent aux hommes toutes ces voies obliques qui se multiplient en tant de manières ? & si l'injustice a un art d'embrouiller les affaires, ne faut-il pas que la justice ait un art de les débrouiller ?

## XVI.

*Usages & abus de la fonction des  
Avocats.*

Il falloit donc , ( & l'on s'en est apperçu dans tous les Etats policés ) il falloit établir des Avocats, qui par leurs études & par leur expérience, eussent acquis les lumières & l'habileté qui sont nécessaires pour discuter les affaires les plus compliquées, qui fussent en état de donner conseil sur les cas qu'on leur propose, & de plaider ou d'écrire au nom des Parties qui les chargent de leur cause. Les personnes sensées, amis de l'ordre & de la justice, ont reconnu de tout tems la nécessité de cet établis-

établissement. L'abolir entièrement , ce seroit tomber véritablement dans la barbarie & dans la tyrannie, qui sautent aux yeux dans la manière dont on administre la Justice en Turquie. Mais toutes choses ont deux faces, & voici le revers de la Médaille. Les Avocats, au lieu de servir à représenter leurs Parties dégagées de passions, au lieu de soutenir uniquement les intérêts de la justice & de la vérité, ont été les premiers à user de suppositions dans les faits, de mauvaise foi & de surprise dans les raisonnemens : ils ont employé le mensonge, l'artifice, & toutes sortes d'iniquités pour allonger les Procès, & pour défendre les mauvaises causes. C'est à réprimer ces abus que se rapportent principalement les moyens efficaces contenus dans le Plan que nous dévelopons.

## XVII.

*Avocats indignes cassés.*

Le premier de ces moyens consiste donc dans le retranchement & la cassation de tous ceux qui s'étant ingérés dans le métier d'Avocat sans y avoir aucune vocation, sans talens, sans probité, n'ont été jusqu'à présent que des sangsues publiques, & des boute-feux dans la Société. Il en est de même de ceux qui, après avoir commencé la  
fonction

fonction d'Avocat fans aucune irrégularité, ont enfuite dégénéré , & fe font rendus coupables d'iniquités averées. Le premier acte de la Juftice Royale dans la réformation de la Jurifprudence , va donc à interdire pour toujours les Avocats qui ce trouvent dans le cas qu'on vient d'indiquer. Pour s'affurer véritablement de leur tort , le Roi a enjoint à la commiffion établie pour réformer la Juftice , d'examiner foigneufement tous les procès qui n'étoient pas terminés, & de demêler les caufes de retardement qui venoient de l'incapacité ou de la malice des Avocats. Quelque fâcheufes que foient les fuites de cette juftte févérité à l'égard de leur fortune particulière , ils n'ont pourtant aucun fujet de fe plaindre , ni droit de prétendre à la compaffion , puifqu'il n'y a aucune comparaiſon à faire entre ces maux qu'ils fe font attirés , & ceux qu'ils cauſoient dans la Société.

## XVIII.

*Preuves exigées à l'avenir des Avocats.*

En ſecond lieu , pour prévenir le retour des mêmes inconveniens , il eſt eſſentiel d'empêcher pour l'avenir l'exiſtence de cette multitude énorme d'Avocats , qui faute d'occupation , étoient toujours prêts à entreprendre les plus mauvaiſes cauſes , & cherchoient

cherchoient à exciter & à fomenter des divisions dont ils pussent tirer parti. Pour cet effet donc , le nombre des Avocats à chaque Cour de Justice est fixé , & il est statué en vertu du nouveau Règlement , que les candidats seront à l'avenir examinés à fond sur le Droit & sur les Ordonnances , & qu'ils se légitimeront pour leur emploi , tant par cet examen, que par diverses autres preuves de leur capacité.

## X I X.

*Travail des Avocats taxé, & le payement renvoyé à la fin du Procès.*

En troisième lieu , comme ci-devant le salaire des Avocats n'étoit point déterminé ni pour la somme ni pour le tems du payement , & que plus une affaire tiroit en longueur , plus ils faisoient financer continuellement les Parties , le nouveau Plan prévient tous ces abus , en déterminant par Sentence dans chaque instance la rétribution des Avocats , modérée selon leur travail , & à proportion de la qualité des affaires , de l'objet des affaires , & des facultés des Parties. Il est aussi défendu aux Avocats de prendre un sou avant que le Procès soit terminé , & par-là ils ont le même intérêt que les Parties à en voir la fin.

## XX.

*Avocats supprimés dans les petits lieux.*

Tout ce que nous avons dit ( §. 15. & 16. ) pour prouver qu'il faut des Avocats , ne regarde cependant que les grandes Villes & les Tribunaux considérables. Bien-loin qu'on puisse appliquer ces réflexions aux petites Villes, Bourgs ou Villages, c'est un très-grand mal au contraire qu'il y ait des Avocats dans ces endroits-là , & qu'ils y trouvent de la pratique. Il est rare qu'il y naîsse des Procès de quelque importance. Les Parties sont sur les lieux , le Juge est fort peu occupé , & chaque affaire peut être terminée en bref. Rien n'est même plus essentiel au bonheur des habitans de semblables lieux que de voir promptement la fin de leurs Procès. Leurs facultés pour l'ordinaire ne suffiroient pas aux frais d'une longue poursuite ; mais sur tout leur repos en est beaucoup plus altéré que dans les grandes Villes , parce que les objets de leurs querelles sont continuellement devant leurs yeux , & que renfermés avec eux dans les bornes étroites de leur séjour , ils ont à tout moment des occasions de s'aigrir & d'envenimer leur haine. Un Juge suffit donc dans ces petits lieux ; mais il est essentiel qu'il ait un degré de capacité convenable

nable à la nature de ces affaires , & qu'il y joigne une parfaite intégrité.

## XXI.

*Réforme commencée par les Tribunaux.*

Avant que de passer à cet arrangement de détail , le Roi a commencé la réforme par les Justices supérieures ou Tribunaux. Il n'est pas difficile d'en découvrir les raisons. L'importance des affaires qui se traitent devant ces Tribunaux , demandoit qu'ils fussent le premier objet de l'attention. D'ailleurs , comme les Justices inférieures dépendent des supérieures , qui ont inspection sur elles , remédier aux défauts de celles-ci , c'est déjà une grande avance par rapport aux autres.

## XXII.

*Nécessité des Corps supérieurs.*

Ce n'est pas faire une digression hors d'œuvre , que de réfléchir un moment sur la nécessité des Corps de Justice , ou Tribunaux supérieurs. Ceux qui ne connoissent pas bien les hommes pourroient aisément s'imaginer que la décision du Juge inférieur suffit , & qu'il n'y a point de meilleur moyen pour abrégér les Procès que de s'y  
ē      borner.

borner. Mais quand on pense combien il est rare qu'un tel Juge ait une capacité assez étendue pour juger sainement de tous les cas variés à l'infini qui peuvent se présenter, & que d'ailleurs toute la prudence & toute l'intégrité d'un homme, par les mains duquel passe une suite continuelle d'affaires, ne sçauroient l'empêcher de tomber quelquefois dans l'erreur ; quand on fait, dis-je, ces réflexions, on s'apperçoit aisément qu'il doit être permis d'évoquer certaines Causes, & d'obtenir révision de la première Sentence. Et comme après tout, les Juges iniques ne sont que trop communs, il est essentiel de les contenir dans leur devoir par la crainte de recevoir des mortifications, au cas que leur Arrêt soit cassé, & d'en être même responsables dans certains cas. Sans cela la plupart des Juges inférieurs deviendroient dans peu de petits tyrans.

## XXIII.

*Ce que c'est que l'Appel.*

L'Appel est donc un remède que les Loix donnent aux Parties, pour faire changer ou redresser par les Juges supérieurs une Sentence que l'on croit injuste. Mais ce remède deviendrait pire que le mal, s'il ne seroit qu'à différer sans fin la décision des  
Procés,

Procès , & à tenir la Partie qui a le droit de son côté , dans une incertitude perpétuelle sur la jouissance de ce droit. C'est pourquoi il faut limiter la voie d'appel dans certaines bornes , & lui prescrire ce qu'on nomme *Fatale* , un dernier terme péremptoire. Et comme les Parties habituées dans les petites villes ou villages sont fort ignorantes en fait de procédure , & qu'il leur seroit très - dommageable de laisser écouler le terme prescrit pour l'appel , le Juge inférieur doit le leur expliquer d'une manière claire & positive , & pour leur ôter tout sujet de doute à cet égard , le leur indiquer au bas de sa Sentence de la manière qui est prescrite , recevoir ensuite la déclaration d'appel , & la faire signifier à la Partie adverse , afin qu'elle ne requière point l'exécution de la Sentence , dont l'effet est suspendu par l'appel.

## XXIV.

*Cas dans lesquels l'Appel ne scauroit avoir lieu , ou du moins n'arrête pas l'exécution de la Sentence.*

Il y a pourtant bien des cas où la nature des affaires ne laisse aucun lieu à l'Appel , ou demande du moins l'exécution provisionnelle de la Sentence. Le bon sens indi-



que ces cas. Tels sont ceux où il y auroit quelque danger dans le retardement, où il s'agit d'ouïr des témoins, sauf à la Partie adverse à fournir les exceptions contre eux, où il faut payer des frais de procédure déterminés par les taxes, & en général dans toutes les bagatelles. L'exécution ne sauroit être différée non plus dans toutes les affaires qui regardent le Droit de Change, sans la rigueur duquel le négoce ne pourroit se soutenir. Notre dessein ne nous permet pas d'entrer là dessus dans les plus grands détails, sur lesquels on peut consulter l'Ordonnance.

## XXV.

*Suite de l'Appel.*

L'Appel étant porté devant le Juge supérieur, l'Appellant doit avoir un tems déterminé pour profiter de cette voie, & déduire son droit de la manière qu'il juge lui être la plus avantageuse. C'est pour cet effet qu'on lui accorde un terme de quatre Semaines. Il paroîtroit peut être court, si l'Appellant étoit obligé de rassembler lui-même les pièces qui servent à l'instruction de son affaire, ou s'il falloit qu'il se mit en frais, en recourant à un Avocat, qui fit des copies de toutes ces écritures. On prévient tout cela, en enjoignant au Juge  
inférieur

inférieur d'envoyer immédiatement après l'Appel , & sans autre ordre spécial , tous les Actes au Tribunal supérieur ; de sorte qu'avec ce secours les quatre semaines susdites sont très-suffisantes pour revoir l'affaire ; & rendre une nouvelle Sentence. Les mêmes Actes mettent souvent en évidence que les griefs déduits & présentés par l'Appellant à la Justice supérieure ; sont dénués de tout fondement. Dans ce cas , comme il seroit inutile de perdre le tems , & de faire de nouveaux frais , l'Appellant doit aussi-tôt être débouté par un Arrêt bien motivé , contenant les principales raisons qui réfutent directement les griefs proposés. Ainsi les Juges d'Appel confirment la première Sentence qu'ils trouvent juste ; sans entendre celle des Parties qui y a acquiescé , & qui en plaidant n'auroit pu faire autre chose , que soutenir le bien jugé de cette Sentence. Au contraire , suivant la procédure usitée en Allemagne & en France , les Juges supérieurs n'osent confirmer la Sentence dont est appel , avant que l'autre Partie ait été dûment assignée ou intimée , pour être entenduë. Mais dès que les griefs de l'Appellant ont le moindre fondement , & qu'il reste lieu à quelque doute , ou bien ; si l'Appellant éclaircit des faits qui n'avoient pas été suffisamment discutés , & s'il offre de faire de nouvelles preuves ; dans ce cas il est enjoint aux Juges d'Appel d'entendre les Parties.

## XXVI.

*Délais portés par l'Ordonnance.*

Pour établir leurs droits, elles fournissent dans les délais portés par l'Ordonnance, leurs pièces d'écriture, qu'on nomme *Déduction, Exception, Réplique & Duplique*. Cette division est fondée en raison. Il peut aisément se trouver dans la première réponse ou exception des contestations sur lesquelles le Juge n'est pas en état de prononcer, avant que d'avoir oïi la réplique du Demandeur; & celui-ci acquérant par ce moyen le droit de procéder deux fois à l'établissement de sa demande, l'égalité naturelle veut que le Défendeur ait aussi le privilège d'une double défense, ou duplique. Mais l'on sent aisément qu'il faut limiter ces dits & contredits, & que tout ce qui va au-delà des délais susdits ne sert qu'à allonger, & pour l'ordinaire qu'à embrouiller la procédure.

## XXVII.

*Instances.*

Il n'a pas été moins nécessaire de fixer, comme le Roi l'a fait, les instances ou différentes voies de procédure. Trois instances  
suffisoient

suffisent pour discuter solidement les affaires litigieuses, de quelque nature qu'elles soient. Pour prévenir les incidents & les difficultés qui arrêtent la décision, il est sévèrement enjoint aux Avocats de ne se charger d'aucune cause, ni d'entamer aucun procès avant que d'avoir pris de leurs parties toutes les informations nécessaires, pour mettre la vérité dans son jour, & les Juges en état de décider ce que de raison. Si malgré ces précautions, les Juges de la première instance, devant lesquels le procès a commencé, & les Juges même d'appel n'ont pas rendu la justice à qui elle appartient, alors la partie qui se croit lésée, a encore la voie de révision, c'est-à-dire, le bénéfice de la troisième instance, pour exposer ses griefs, en suivant la procédure prescrite pour l'instance d'appel. L'une & l'autre de ces deux dernières instances peuvent être terminées dans l'espace de six mois, & souvent beaucoup plutôt par un Arrêt rendu avec entière connoissance de cause, qui confirme le précédent, ou bien le change & le réformé par les raisons tirées du fait & du droit, inscrites dans l'Arrêt, ou qu'on y joint, lorsqu'elles demandent une ample discussion. \* Si l'on  
 è iiij                    objecte

\* Joignons ici une remarque qui acheve de montrer jusqu'où l'exactitude a été poussée. Il arrive quelquefois qu'une partie a obtenu gain de cause dans les deux premières instances, de sorte qu'elle a par devers soi deux Sentences ou Arrêts conformes, c'est-à-dire, que l'Ar-

objette que malgré tout cela , les Conseillers de la Chambre ou du Tribunal qui jugent en dernier ressort quelque habiles & expérimentés qu'ils soient , peuvent encore se tromper , & faire tort à l'une des parties , & qu'ainsi il est dur de lui ôter toute ressource de faire redresser ce tort ; il est aisé de répondre que la difficulté subsistera toujours , dût-on augmenter le nombre des instances à l'infini , c'est-à-dire , éterniser les procès. Est-il des précautions capables d'empêcher que le bon droit ne soit lésé ? Autant vaudroit dire qu'on a trouvé les moyens de délivrer les hommes de toutes leurs imperfections. Des plans de la nature de celui-ci , parviennent à leur but quand ils mettent les choses sur le meilleur pied où elles puissent être , les hommes étant tels qu'ils sont. Concluons donc , pour revenir à notre sujet , que le nombre de trois instances doit être

en  
rêt prononcé en seconde instance , confirme à pur & à plein le Jugement rendu en première instance. Dans ce cas là , la présomption est du côté de la Partie , qui a eu deux fois gain de cause. Si la Partie adverse a recours à la troisième & dernière instance , & que les deux Rapporteurs nommés , jugent que cette Partie a raison , & qu'ainsi il y a lieu à réformer les deux précédentes Sentences ou Arrêts conformes , alors il faut que chaque membre du Tribunal opine séparément , & que tous , sans se communiquer leurs avis , envoient chacun le leur au Président , afin qu'après avoir compté les voix , & discuté de nouveau l'affaire dans l'Assemblée , on recorde conformément à la pluralité des voix , un Arrêt bien motivé , qui réfute les raisons contenues dans les jugemens précédens.

en quelque sorte sacré , & que le Souverain ne ſçauroit équitablement y en ajoûter de nouvelles , ou nommer des commiſſions ultérieures, ſous prétexte de privilégier quelques perſonnes. Toute infraction des Loix eſt ſouverainement dangereuſe, & le Prince qui la permet , jette ſes ſujets dans une juſte défiance. Quand il eſt queſtion d'établir les Loix , on ne ſçauroit apporter trop d'attention à les rendre convenables au bonheur des peuples ; mais quand une fois elles ſont en vigueur , le dommage que certains particuliers peuvent en ſouffrir dans des cas extrêmement rares , n'eſt pas une raiſon ſuffiſante de changer l'ordre , & de violer la Loi. Ces particuliers eux-mêmes , ſi la raiſon les guideoit , conviendroient qu'ils ſe trouvent dans le cas de faire un ſacrifice au bien public , qui l'emporte ſur leur intérêt particulier. Il en eſt comme des défordres apparens de la nature. Ce ſont des exceptions qui réſultent néceſſairement des ſages Loix ſur leſquelles Dieu règle le gouvernement du monde , & perſonne ne pourroit prétendre ſans folie que Dieu intervint par des miracles , pour le tirer des cas où ces exceptions tournent à ſon dommage.

### XXXVIII.

#### *Conſtitution des Tribunaux ſupérieurs.*

La matière des Appels étant liée avec celle  
des

des Tribunaux que nous avons entamée ( §. 26. & 27. ) continuons à développer la constitution de ces Tribunaux. C'est un sujet de la dernière importance. Ils sont ordinairement composés d'un Chef ou Président , & d'un certain nombre de Conseillers ou Assesseurs. Il y a outre cela la Chancellerie , dont ce n'est pas ici le lieu de parler. Le Président a l'inspection sur tous les autres membres du Tribunal , & c'est de concert avec eux qu'il règle tout ce qui ressort de ce Tribunal. Les Conseillers sont dans l'obligation de se charger du travail que le Président leur impose. Leur but commun, c'est que la justice soit rendue sans aucune acception de personnes , & sans perte de tems , d'une manière exactement conforme aux Loix & aux Ordonnances.

### XXIX.

#### *Qualités supérieures des Magistrats qui les composent.*

On comprend aisément que la supériorité de ces Tribunaux exige une supériorité de talens dans ceux qui les composent. Ils doivent joindre à une connoissance exacte des Loix naturelles & civiles & à l'habileté requise pour en faire l'application dans les cas qui se présentent , des vûes pures , des intentions constantes de rendre à chacun la

justice , des soins & des attentions infatigables. On peut même prétendre d'eux de l'ordre, & une conduite réglée dans les affaires domestiques ; car celui qui ne sçait pas gouverner sa maison , ne s'entendra pas mieux à gouverner les citoyens ; & sur tout le désordre de ses affaires le rendra plus accessible aux tentations, plus facile à corrompre. C'est une considération qui a engagé S. M. à rendre une Ordonnance digne de sa sagesse , c'est que tout Conseiller dont les biens en viendroient à un concours , seroit cassé *eo ipso*.

### X X X.

#### *Importance de leurs fonctions.*

On ne sçauroit donner une idée trop relevée de l'importance des fonctions de ceux qui siègent dans les Tribunaux pour juger. C'est le bonheur de chaque personne , qui fait celui de toute une famille , le bonheur de chaque famille qui fait celui d'une société , d'une ville , le bonheur de chaque ville qui fait celui des Provinces, de tout l'Etat ; or ce bonheur consiste principalement dans la jouissance paisible des avantages que vous avez acquis par des voies légitimes. Mais c'est le bon ordre de la justice , l'habileté , l'intégrité , la vigilance des Magistrats qui sont la base de ce bonheur. Il en résulte une  
égalité



égalité entre les sujets , qui empêche le plus foible d'être la victime du plus fort , en les mettant dans une dépendance commune des Loix :

## XX XI.

*D'où s'ensuit que le Prince doit les soutenir de toute son autorité.*

Il résulte de-là une conséquence bien naturelle ; c'est que des emplois de cette importance doivent être munis de tous les secours extérieurs , qui peuvent les rendre respectables , & sur tout que le Souverain , au nom duquel la Justice s'administre , doit la soutenir de toute son autorité. La charge elle-même doit être non-seulement mise sur un pied honorable & distingué ; mais ceux qui l'exercent ont besoin d'être salariés d'une manière qui leur attire de la considération. Les choses les plus excellentes peuvent tomber dans l'avilissement , faute de ce relief extérieur.

## XX XII.

*Cassation des Juges indignes.*

L'essentiel néanmoins, il faut en convenir , c'est de purger d'abord les Chambres de Justice de tous les sujets qui les deshonorent ,

rent, & qui péchent, soit par une ignorance grossière, soit par malice. Assurément c'est prodiguer sa pitié que de l'accorder à ceux qui sont destitués pour de pareilles causes ; ou plutôt, c'est une pitié cruelle que celle qu'on a de leur sort, puisqu'il s'agit visiblement d'opter entre l'intérêt personnel d'un petit nombre d'hommes fort méprisables, & le bonheur de toute la société. Ce n'est qu'après la destitution des mauvais Juges, qu'on peut établir cet ordre de procédures, & mettre en vigueur ce beau plan, qui fait la matière de notre examen.

## XXXIII.

*Devoirs du Président.*

Qu'il n'y ait donc, s'il est possible, que des gens d'élite dans les Tribunaux, & voyons comment les choses s'y passeront alors, c'est-à-dire, continuons à développer la nouvelle Ordonnance. D'abord, le Président qui doit avoir une supériorité de mérite aussi-bien que de rang sur ses Assesseurs, doit d'un côté veiller exactement à ce qu'ils remplissent leurs devoirs, & de l'autre être fort attentif aux siens propres. Il faut avant que de distribuer les actes, qu'il acquiert lui-même une idée nette de la nature de chaque procès. Il faut qu'il ne perde, pour ainsi dire, pas de vûe la Chancellerie & les  
 Avocats

Avocats, & qu'il repasse tous les mois les actes, afin de voir si les affaires se poullent comme elles le doivent, & pour ramener à leur devoir ceux qui les négligent, en se servant des censures, ou même des punitions : il faut qu'il reçoive sans distinction toutes les représentations qui lui sont adressées, que les Conseillers de tout le Collège fassent le rapport de ces représentations à l'ouverture de la séance, & que les résolutions qui les concernent, soient pareillement prises par tout le Collège. Le Président, en un mot, est comme l'ame du corps, c'est lui qui doit en dirigeant tout conformément aux Loix, donner le branle à tout le corps, & en régler l'action.

#### XXXIV.

##### *Devoirs des Conseillers.*

Les Conseillers sont obligés à le seconder, & pour cet effet leur assiduité est spécialement requise. Personne ne doit s'absenter par des raisons légères & arbitraires. Comme le Conseiller qui a le rapport d'une affaire en doit désormais répondre, il est aisé de comprendre que ce motif l'engage suffisamment à y donner tous ses soins. Ces autres parties du devoir des Conseillers sont suffisamment connues ; & comme ils exercent la fonction de Juge conjointement avec  
le

le Président , cela revient aux idées que nous avons déjà développées.

## X X X V.

### *Détails de Procédures fort abrégés.*

Nous réunissons dans un seul article diverses choses réglées par la nouvelle Ordonnance , qui servent infiniment à abrégér le détail des procédures. Une des principales consiste dans la manière prescrite pour faire de bouche toutes les remontrances & actes requis pour l'instruction du procès. Les Avocats en se chargeant des causes , doivent être munis de procurations de leurs parties. Eux seuls sont tenus d'instruire la cause , & de comparoître aux jours d'audience de la Cour de Justice où ils sont établis. Avant la plaidoierie , eux , ou ceux qu'ils ont substitués à leur place lorsqu'ils ne peuvent pas être présens eux-mêmes , présentent leurs pièces d'écriture , dont l'original est joint aux actes judiciaires , & la copie sur le champ remise à l'Avocat de la Partie adverse. Ils demandent les délais suivant l'exigence des cas , & font tel autre réquisitoire qu'il convient pour instruire le procès , au lieu des requêtes , sommations , interpellations , & autres actes par écrit qui se faisoient ci-devant dans le cours du procès. Sur quoi , & près avoir brièvement ouï l'Avocat de  
l'autre

l'autre partie, la Justice, sur le protocole tenu à ce sujet, donne un décret qui est publié à l'audience suivante. S'il arrive quelque incident qui ne puisse pas être décidé d'abord, on renvoie les Avocats dans l'autre Chambre pour plaider & contester plus amplement. On délivre en conséquence les expéditions au Greffe ou à la Chancellerie; & cela épargne tout le tems & les frais qu'il en coûte aux parties pour dresser les requêtes, & pour faire signifier les décrets, sommations & autres actes. Une précaution importante encore, c'est qu'aucune représentation ne soit reçue, à moins qu'elle ne soit signée d'un Avocat. Car c'est à l'Avocat à n'en signer aucune qui soit irrégulière, & à dresser lui-même le mémoire, suivant la teneur de l'Ordonnance, faute de quoi il est d'abord mis à l'amende. Si quelque partie opiniâtre veut passer outre, & négliger ces formalités, il faut l'abandonner à son sort; ou si l'Avocat l'assiste, il doit se faire donner une déclaration qui exprime comment il a voulu la détourner de pousser l'affaire dont il s'agit, & lui en a représenté les suites, qui retombent alors uniquement sur ladite partie. Et afin qu'il paroisse qu'aucun plaignant n'est abandonné & dénué de secours, l'Avocat doit expliquer aux personnes qui forment de semblables plaintes, les raisons qui enga-  
gent

gent la Justice à ne faire aucune attention à leurs griefs. Outre cela , on établit un Avocat à part pour les pauvres. Pourroit-on méconnoître combien tous ces arrangemens sont salutaires , & à quel point ils servent , tant à abrégér les Procès , qu'à les débarrasser des maux qu'ils traînoient à leur suite ?

## XXXVI.

*Abrogation des Procureurs.*

C'étoient ci-devant les Procureurs qui faisoient le recueil des informations , & qui étoient chargés de presque toute la conduite du Procès. La nouvelle Ordonnance veut que les Avocats vaquent seuls à ces fonctions , & en déchargeant par-là les parties d'une très-grande quantité des frais , abroge sans retour l'office des Procureurs , & débarrasse par ce moyen la société d'une vermine très-nuisible. C'est donc désormais aux Avocats à se mettre soigneusement au fait de toutes les circonstances avant que d'entamer le Procès. Ils doivent être exactement instruits des preuves , avant que de proposer la plainte ; rassembler les documens , & pourvoir en général à tout ce qui peut instruire solidement , & terminer promptement les affaires. Il est facile de se  
faire

faire après cela une idée , comment il est possible de poursuivre les procès sans aucune interruption , & les conduire tout de suite à leur fin. Car , dès que les Avocats ont par devers eux toutes les informations en entreprenant l'affaire , ils peuvent passer aussi-tôt à la preuve. Il y a certains tems déterminés pour cela , sous peine de la perte du procès , & les raisons en sont les mêmes que nous avons développées en parlant des termes de l'Appel.

## XXXVII.

*Si les Parties absentes peuvent souffrir de ces arrangemens.*

On objectera sans doute , que cette promptitude sera très-préjudiciable aux absens , & à toutes personnes arrêtées par des obstacles légitimes , puisqu'elle leur ôtera le tems & les moyens de déduire leur droit. Mais cette difficulté tombe déjà à l'égard du demandeur , puisqu'il est requis , comme on vient de le voir , que l'affaire soit pleinement instruite avant que d'être portée en justice , qu'il dépend de lui de prendre tout le tems dont il a besoin pour l'instruire , & que l'Avocat même ne doit pas l'entreprendre qu'il  
ne

ne la voie en état d'être poussée & vuïdée dans l'enceinte des termes prescrits ; & pour ce qui regarde le défendeur , il est extrêmement rare qu'il puisse souffrir des arrangemens susdits. Supposons, par exemple , qu'on attaque un Officier absent , ou toute autre personne empêchée duëment , il est réglé que le défendeur peut exposer d'abord ses empêchemens , & demander un délai , pour avoir le tems de rassembler ses moyens de défense ; lequel lui sera accordé tel qu'on le jugera convenable aux circonstances où il se trouve , & que la procédure ne sera entamée qu'après l'expiration de ce délai. On ne sçauroit humainement mieux pourvoir à tout.

### XXXVIII.

#### *Tems déterminé pour les Rapports.*

Un des plus grands abus des Tribunaux c'étoit la lenteur avec laquelle les Conseillers faisoient leurs rapports , qui traînoient souvent chez eux pendant plusieurs mois. On y a remédié. Il n'y a point de rapport qui ne doive être expédié en huit , ou du moins en quinze jours , suivant qu'il renferme plus ou moins d'ouvrage ; & s'il étoit dans certains cas absolument nécessaire de passer ce terme , ce ne seroit qu'après



avoit produit les preuves de cette nécessité au Président. Ceux qui disent que l'exécution de ce règlement est impossible , & qu'il faut que les Procès acquièrent une certaine maturité , s'expriment avec bien peu de justesse. Car qu'est-ce que la maturité d'un Procès , sinon sa pleine & solide instruction ; & l'expérience ne vient-elle pas de donner des exemples par milliers , que cette instruction peut aisément se parfaire pendant l'espace de tems qui lui est assigné ?

## XXXIX.

*Envoi des Actes aux Universités abrogé.*

Il régnoit dans les Procès une coûtume bien singulière , qui ne manquoit guères néanmoins d'avoir lieu dans toutes les affaires d'une certaine importance , c'étoit d'envoyer aux Universités les Actes d'un procès instruit pour être décidé. Les Parties pauvres s'en trouvoient ordinairement fort mal. D'ailleurs un Professeur qui n'avoit aucun usage de la pratique , qui n'avoit jamais siégé dans aucun Tribunal , & qui n'étoit pas même au fait des Coûtumes du pays , recevoit les affaires les plus compliquées à débrouiller & à décider. Mettons qu'il fût en état de donner les solutions des questions de Droit , & l'explication des Loix. Il faut bien d'autres choses pour rendre

rendre une Sentence , & les circonstances variant les cas à l'infini , c'est le développement de ces circonstances qui demande une attention & une patience que ces Professeurs n'étoient pas en état d'y apporter. Aussi l'expérience prouvoit-elle continuellement que ces décisions d'Universités n'aboutissoient qu'à des longueurs excessives ; sans aucuns fruits. Les Actes restoient quelquefois absens des mois ou même des années , & quand c'étoit une Université étrangère , on n'avoit aucun moyen de la contraindre à terminer , & à renvoyer les Actes. Aussi le Roi parfaitement instruit de ces abus , avoit-il déjà aboli depuis deux ans , une coûtume aussi dommageable. L'écueil qu'on se propose d'éviter en portant les affaires de Tribunal en Tribunal , sçavoir de tomber deux fois entre les mains du même Juge , est suffisamment évité par les voix d'appel ci-dessus mentionnées. Je ne crois pas qu'on prétende qu'il y ait quelque oppression à craindre de la part des Grands , parce que le Tribunal supérieur rend son jugement dans le même district où l'affaire a été traitée en premier ressort. Ce n'est pas sous la domination d'un Monarque juste & puissant , aux yeux duquel tous les sujets sont égaux , qu'on doit craindre de voir donner de semblables entorses à la Justice. Et si le Monarque étoit dans d'autres idées , où trouveroit-on les moyens de prévenir le s injustices ?

## X L.

*Ordre fixe des Appels & des Instances.*

Rien donc assurément de mieux réglé que les Appels & les Instances. On appelle d'abord de la justice inférieure à la justice supérieure, qui vous expédie quelquefois dans l'espace de quatre semaines. Voilà deux Instances. La troisième a lieu par l'appel au Tribunal ; & pour empêcher que les procès n'y traînent, on a pris la sage précaution d'ordonner que le procès pendant à cette dernière instance, seroit préalablement instruit, & qu'après que les Parties auroient établi leurs faits, les actes seroient envoyés à l'examen du Tribunal qui juge en dernier ressort.

FIN.

PROJECT  
einer nach  
Sr. Königl. Maj. von Preußen  
vorgeschriebenem PLAN  
errichteten  
TRIBUNAL - Ordnung,  
vermöge welcher  
Alle Processe in der dritten und letzten  
Instantz in drey und höchstens in vier Mo-  
nath abgethan werden sollen.

---

---

Tit. I.

Wie das Tribunal besetzt werden soll.

§. 1.

**S** soll das Tribunal künftig aus einen Präsiden-  
ten, Vice-Präsidenten und sieben geheimden  
Tribunals-Räthen bestehen; und weil in allen  
Sachen ein Re- und Correferent bestellet werden soll, so  
folget von selbst daß der Vice-Präsident die Relationes  
mit verfertigen müsse. Hiernächst soll auch dieses Colle-  
gium mit zweyen Referendariis, einem Protonotario,  
einem Registratore, zweyen Cangelisten und einem Vo-  
then-Meister versehen werden.

§. 2. In das Tribunal soll keiner gesetzt werden, wel-  
cher nicht vorher in dem Dritten Senat des Cammer-Ge-  
richts gearbeitet, und sich vor andern distinguirt hat.

Worüber Wir Uns, ohne auf die Ordnung und den  
Rang zu reflectiren, lediglich die Disposition vorbe-  
halten.

§. 3. Das Tribunal versammelt sich Dienstags un Donnerstages Morgens um 8 Uhr auf dem neuen Collegien-Haus. Wer sich nicht einfindet giebt 16 Gr. in die Armen-Büchse: Wer gar ausbleibt, und kein justam Causam, die er in seinem Billet an Eyndes statt bekräftigen muß, anführet, giebt doppelt so viel.

§. 4. Ob Wir nun zwar versichert seyn, daß die von Uns in dieses Collegium gesetzte Rätthe keiner Corruption unterworfen seyn, so wollen Wir sie dennoch zum Ueberfluß auf dasjenige, was dieserwegen in Unserem Codice Fridericiano P. I. T. I. versehen ist, verweisen.

## Tit. II.

### Von des Tribunals-Präsidenten Amt und Berrichtungen.

#### §. 1.

Der Präsident muß in genere auf die Administration der Justitz, und daß dieser Verordnung bey dem Collegio genau nachgelebet, insonderheit aber die einlaufende Acta sofort zur Distribution vorgelegt werden, ein wachsames Augen haben.

§. 2. Bey der Distribution muß er allezeit einen Re- und Correferenten bestellen, auch dahin sehen, daß die Rätthe die ihnen distribuirte Acta gehörig ausarbeiten, und ihre Re und Correlationes in der vorgeschriebenen Zeit ihm einliefern. Zu welchem Ende er bey allen Sessionen das Distributions-Buch sich vorlegen lassen, und ob ein oder der ander Rath im Rückstand verblieben, nachsehen, dieselbe zu ihrer Schuldigkeit anweisen, die abgethane Sachen aber im Buch löschen muß.

§. 3. Bey der Distribution soll er eine Gleichheit halten, keinen für den andern graviren, sondern dabey die Ordnung beobachten:

§. 4. Wie er dann auch auf die Subalternen fleißig acht haben muß, damit die Partheyen mit der Taxe- und Copial-Gebühren nicht überseht, und die abgethane Sachen ohne Zeit-Verlust an die Provincial-Regierungen remittiret werden.

§. 5. Das Siegel hat der Präzident in seiner Verwahrung, er unterschreibet auch alle Sachen.

§. 6. Wann Rescripta oder Cabinets-Ordres einlaufen, müssen dieselbe in der nächsten Session publicirt, und dasjenige was darinn befohlen worden schleunig expediret werden: wann etwa Bericht erfordert wird, muß der Präzident nach beschehener Publication, sofort etnen Referenten benennen, und dafür sorgen, daß diesem noch denselben oder des folgenden Tages die Acta zur Abfassung des Berichts vorgelegt werden.

§. 7. Wann die Re- und Correlation verlesen worden, muß der Präzident Singulorum vota colligiren, und wann er durch seinen Beytritt paria ausmacht, muß das Urtheil darnach ausgefertigt werden.

§. 8. Wann Memorialien einkommen, müssen sie alle Abend den Präzidenten vorgelegt werden, welcher dieselbe unter die Rätthe distribuiren muß, die Rätthe aber müssen in proxima in pleno daraus vortragen.

§. 9. Er muß einem jeden Rath ein freyes Votum verstaten, und dahin sehen, daß keiner dem andern in seiner Ordnung obloquire, oder in die Rede falle, und daß ein jeder gegen den andern gebührende Bescheidenheit gebrauchet.

§. 10. Von Privar-Information derer Partheyen muß sich der Präzident sowohl, als die Rätthe gänzlich enthalten: Dahingegen stehet einer jeden Parthey frey eine Speciem facti unter die Rätthe zu distribuiren.

§. 11. In denen Ferien muß der Präzident die Rätthe anhalten, daß sie in der Woche einmahl zusammen kommen, und die fertige Relationes ablesen müssen.

§. 12. Schließlich muß der Präsident

- 1) alle Monat eine Tabelle von denen abgethanen Sachen, wann, und wenn sie distribuir, auch wann das Urthel verlesen und abgefaßt worden.
- 2) Alle Monat eine Tabelle von denen neu eingekommenen Sachen.
- 3) Alle Jahr eine General-Tabelle von denen geschwebten Processen nach dem bisherigen Formular.
- 4) Alle Jahr gegen Trinitatis die Specification derer comminirten und dictirten Strafen, nach der in Unserm Codice Fridericiano vorgeschriebener maße etc. an Uns einschicken.

§. 13. Unsere künftige Präsidenten müssen den in dem Codice Fridericiano P. I. Tit. §. 23. vorgeschriebenen Eyd bey den Antritt ihrer Function abschweren.

### Tit. III.

## Von der Geheimden Tribunals-Räthe Amt und Berrichtungen.

§. 1.

**U**nser Geheimde Tribunals-Räthe sollen des Morgens um Acht oder höchstens um halb Neun Uhr auf dem Tribunal sich einfinden.

Es wäre dann, daß sie wegen Ehehaften nicht erscheinen können; welche sie aber dem Präsidenten durch ein Biller (worinnen sie die Ursache an Eydes statt bekräftigen müssen) anzuzeigen schuldig seyn.

§. 2. Die Räthe müssen bis zum Ende der Session in der Audienz, und auf ihrer Stelle bleiben, und ohne Noth nicht heraus gehen, noch sich mit andern Leuten unterreden.

§. 3.

§. 3. Wann sie auf das Land einige Wochen verreisen wollen, kann solches ohne Unsere eigenhändige Permissiön nicht verstattet werden, in denen Ferien aber können sie solche von Unserm Geheimden Etats-Rath fordern.

In beyden Fällen aber müssen sie nicht verreisen, ehe und bevor sie alle Sachen welche ihnen distribuirt worden ausgearbeitet, und wann sonst Acta bey ihnen vorhanden, solche in der Registratur abgeliefert haben.

§. 4. Damit auch die Rätthe nicht mögen abgehalten werden alle ihre Application auf die Administration der Justitz zu wenden. So wollen Wir sie mit allen Commissionen, welche nicht in loco judicii expediret werden können, verschonen; ingleichen dieselbe mit keinen Vorinundschaften, Curatelen, Beyständen unmündiger Wittwen, und anderer Personen beladen; es sey dann daß sie vermöge derer Recht und angebohrner Verwandtschaft sich damit zu beladen schuldig.

§. 5. Die Memorialien, welche denen Rätthen distribuirt werden, müssen sie mit allein Bedacht lesen, solche mit denen Acten, wann dergleichen vorhanden (als welche alsdann mit distribuirt werden müssen) conferiren, in pleno daraus vortragen, die Supplicanten über alle und jede Punkten klar und deutlich bescheiden, auch wann sie etwas unrechtes bitten, dieselbe und deren Advocaten oder Conscipienten jederzeit mit einer zur Sportul-Casse zu erlegenden Strafe von 2 bis 5 Rthlr. belegen.

§. 6. Diejenige Acta welche ihnen ad referendum distribuirt worden, müssen die Rätthe vor ihren Frauen, Dienern und Haus-Gesinde nicht liegen lassen, sondern solche verschließen, oder sonst in guter Verwahrung halten, damit die Partheyen wer die Referenten seyn, oder wie das Urtheil lauten werde, vor Eröffnung desselben keine Erfahrung und Wissenschaft davon erlangen mögen.

§. 7. Der Referent muß seine Relation, binnen 8 Tagen von Zeit der Distribution fertig machen: Wie dann auch



auch der Correferent binnen gleicher Zeit die Correlation übergeben muß.

§. 8. Bende müssen vor jeden Tag, wenn sie die Acta länger bey sich behalten 16 gr. zur Sportul-Casse erlegen: weil aber öfters sich zuträgt, daß bey einer Distribution zwey bis drey Pacquete von Acten einem Rath distribuiert werden, so verstehet sich von selbst, daß der Referente zu einem jeden Procels 8 Tage Zeit haben müsse.

§. 9. Und obwohl diese Zeit etwas kurz scheinen möchte, so ist doch wohl zu mercken, daß eines theils nach der jetzigen Verfassung die Acta in allen Instanzen nicht leicht über eine Hand hoch sich häufen können, andern theils diese Rätthe keine andere Function haben, folglich ohne grosse Mühe eine und mehr Relationes in einer Woche verfertigen können.

Im Fall aber ein Re- oder Correferent durch rechtsmäßige Vorfälle abgehalten würde die Re- oder Correlation in solcher Zeit zu verfertigen, und die Sache weils läufig wäre, müssen sie dem Präsidenten so fort die Ursache anzeigen, und solche an Endes statt bekräftigen, da ihnen alsdann noch einige Tage verstattet werden sollen.

Wenn die Verhinderungen insonderheit bey Kranckheiten lang wären solte, muß der Rath Acta abgeben, der Präsident aber solche einen von denen Referendariis zu Verfertigung der Re- oder Correlation zuschreiben.

§. 10. Wann einer von denen Rätthen mit einer langwährigen Kranckheit befallen wird, oder in Königl. Geschäften verreisen muß, können demselben während dieser Zeit keine Acta distribuiert werden, damit er bey seiner Genesung oder Retour, mit Acten nicht überhäuft werden möge: sondern es muß einer von denen Referendariis vor ihn arbeiten.

§. 11. So bald jemand mit seiner Relation fertig, muß er solche (mit Verzeichnung des Diei distributionis) dem Präsidenten, die Acta aber dem Correferenten verschlossen zujunden.

zusenden. Und muß der Präſident das Präſentatum auf die Relation ſetzen.

§. 12. Die Acta müſſen die Rätthe mit Fleiß leſen, dieſelbe bey Strafe der Collation keinen andern Rath, vielweniger einem fremden, zu Verfertigung eines Extractus actorum, oder wohl gar einer Relation hingeben, oder deren Bedencken darüber erfordern.

§. 13. Wenn aus denen Acten referirt wird, müſſen die übrige Rätthe fleißig zuhören, keine andere Sachen vornehmen, das Factum, und die Haupt-Rationes dubitandi & decidendi notiren, damit ſie auf ihren geleiſteten End ihr Votum mit reinem Gewiſſen ertheilen können; Und muß der Präſident hauptſächlich darauf Achtung geben.

§. 14. Wann eine Sache zum votiren herum gehet, muß kein Rath dieſelbe über 3 Tage bey ſich behalten, oder vor jeden Tag 1 Flr. in die Sportul Caſſe erlegen; auch zu dem Ende den Tag wann er Acta erhalten, und wann er ſie wieder weggeſchicket, auf das Votum notiren.

§. 15. Die Rätthe ſollen in ihren Voris nicht nach ihrem, vielleicht irrigem, Gewiſſen und Gurdüncken, ſondern auf die Acta, wie auch des Landes-Rechte, Conſtitutiones, Landtags-Abschiede, ehrbare Statuta und Gewohnheiten, auch gemeine und ſonderbare Unſerer Vorfahren und Unſere gegebene Privilegia und Wagnadigungen, die für ſie gebracht werden, nach Anweiſung ihres Endes, Urtheil und Beſcheide ausſprechen; und ſollen ſich weder Furcht noch Dräuen, Gewalt, Befehl, Geſchäfte oder andere Sachen, von wem und in was Nahmen ſolches immer geſchehen möchte, davon verhindern, auch jedermänniglich, wes Standes oder Condition er ſey, Armen und Reichyen, ohne Neben-Absichten, nach End und Pflicht gleichmäßiges Recht wiederfahren laſſen.

Im Fall einer von den Rätthen in Abfaſſung der Urtheil ſich nicht nach denen vorgeſchriebenen Rechten achten, ſondern ſich öffentlich in ſeinen Votis der Singularitat oder

Do

Eigens

Eigensinnigkeit gefährlicher Weise und pertinaciter bfeiffen, seine Meynung contra majora quovis modo zu behaupten und durchzutreiben suchen, auch Vota zu cap- turen oder zu erlangen extra judicium sich bemühen, oder auch sonst seinem Amt dieser Unserer Ordnung gemäß nicht genug thun würde, denselben wollen Wir bey Uns- fern Tribunal nicht dulden.

§. 16. Wann jemanden eine Strafe dictirt wird, muß derjenige welchem das Straf-Buch aufgetragen wird, sol- che sofort in das Straf-Buch eintragen, auch wann sie wieder aufgehoben oder remittirt wird, solches dabey no- tiren. Wie dieserwegen in Unserm Codice Fridericiano weiter verordnet worden.

§. 17. Welcher Rath einer Parthen mit Bluts-Freunds- schaft oder Schwägerschaft in quarto gradu, secundum computationem civilem, zugerechnet, oder wegen eines bey der Sache habenden Interesse, z. E. daß er sein Mits- befehler wäre; daß er, oder seine nächste Aunderwands- ten, eine gleiche Sache hätten; daß er eventualiter die Eviktion prästiren müste; oder wann er mit der Parthen in öffentlicher Feindschaft stünde, 2c. muß sich von selbst bescheiden daß er sich seines Voti enthalten, und, wann die Sache vorgetragen wird, einen Abtritt nehmen müsse. Dabero denen Parthen und denen Sachwaltern frey stehet bey Zeiten, und in geheim, dem Präsidenten mit Benennung der Ursache solches anzuzeigen, welcher den Rath anweisen soll sich des Voti zu enthalten.

Wann aber der Rath causam reculationis läugnen sol- te, muß der Präsident die Sache näher untersuchen, und dieselbe allenfals an das Collegium bringen, welches cau- las reculationis summarie untersuchen, auch den Recu- santen, wann das Collegium causas reculationis nicht gegründet finden sollte, nachdrücklich bestrafen muß, wor- gegen kein Remedium verstattet werden soll.

Es soll aber unter die Causas reculationis die bloße Oblatio ad juramentum perhorrescentiæ, oder der Vor- wand,

wand, daß der Rath ihm vorher nicht nach Gefallen decretiret oder Bescheid ertheilet habe, nicht gerechnet werden.

§. 18. Die Rätthe, und alle andere Gerichts-Personen, sollen alles so im Rath gehandelt, votirt, und beschloffen wird, geheim und verschwiegen halten: Und wann jemand überführet würde, daß er was einer oder der andere votiret hat offenbaret hätte, (worüber derjenige der einige Nachricht davon erhalten, und sich dessen geäußert, endlich vernommen werden soll,) so muß der Präsident solches immediate an Uns berichten, und darüber Verhaltungs-Befehl erwarten.

§. 19. Die Rätthe müssen auf die Provincial-Regierungen fleißig Acht haben, und sorgen daß die Justitz bey denenselben kurtz und ohne grosse Kosten administriret werde: zu welchem Ende die Rätthe bey denen einlaufenden Actis primæ instantiæ die Mängel anmercken, und, wann die Sache daselbst ohne Noth weitläufig gemacht, oder verschleppet worden, die Advocaten und Richter zu besserer Beobachtung ihrer Pflicht anhalten, auch dem Befinden nach mit einer Strafe belegen müssen.

§. 20. Wann es mit einem Rath dahin kommt, daß er von vielen Schuldnern belanget wird, und derselbe ein Moratorium suchet, oder die Sache sich zum Concurrs anlässet, soll sofort an Uns berichtet, und er dem Befinden nach seines Amtes erlassen werden, weil es so bedenklich als gefährlich ist dergleichen Leuten die Justitz in Hände zu lassen.

§. 21. Weil Wir bey allen Unsern Collegiis die Anordnung gemacht, daß die Präsidenten, Rätthe und Subalternen keine Sportuln weiter haben, sondern dieselbe in eine gemeine Sportul-Casse gelegt werden sollen, so muß auch dieses bey dem Tribunal genau beobachtet werden.

In diese Casse müssen alle Gerichts- und Expeditionsgelühren, Siegel-Groschen, Succumbentz, Urtheils und andere Gelder, item kleine Strafen von 2 bis 5 Rthlr. ic. gelegt werden woraus Wir denen Membris Collegii ein

gewisses als ein Supplement ihrer Besoldungen assigniren wollen.

§. 22. Die Referendarii werden auf dasjenige was ihrentwegen in dem Codice Fridericiano statuir worden, verwiesen.

§. 23. Schliesslich müssen sich die Geheime Tribunals-Räthe bey Antrittung ihres Amts mit folgenden Eyd verbindlich machen :

Ich N. N. gelobe und schwere dem Allerdurchlauchtigsten, Großmächtigsten König und Herrn, Herrn Friderich, König in Preussen, Marggrafen zu Brandenburg, Obersten Herzog in Schlesien ic. ic. meinem allergnädigsten Könige und Herrn. Nachdem Seine Königl. Majestät mich zu Dero Geheimden Tribunals-Rath gnädigst bestellet und angenommen, daß höchst-gemeldter Seiner Königl. Majestät ich will getreu, hold und gewärtig seyn, Dero Bestes und Frommen in allen befördern, Schaden und Nachtheil aber warnen, und nach meinem besten Vermögen abwenden, den Gerichtlichen Sessionen beywohnen, wann es die Noth erfordert, und von dem Präsidenten begehret wird, auch extraordinarie in der Raths-Stube mich einfinden, Acta, Supplicationes, und was mir sonst unter die Hand gegeben, oder vom Präsidenten aufgetragen wird, mit Fleiß lesen, extrahiren, getreulich referiren, dabey alleine Gott, die Gerechtigkeit und Willigkeit für Augen haben, nach denen beschriebenen Rechten, ehrbaren und guten Ordnungen, Begnadigungen, Statuten und Gewohnheiten, sofern dieselben furkommen und begläubiget werden, meinem besten Verstande nach, männiglich hohes und niedriges Standes gleich urtheilen, mich weder Furcht, Dräuung, Neid, Gabe, Freundschaft, oder andre Sachen, in was Nahmen das immer geschehen möchte, bewegen lassen, auch mit niemand keinerley Anhang oder Beyfall in Urtheilen suchen noch machen, von den Partheyen, so  
für

für mir zu Rechten oder zu handeln haben, oder von ihrentwegen keine Geschenke, Gabe, oder Nutzung durch mich selbst oder andere nehmen, oder in meinen Nutzen nehmen lassen, unter was Gestalt oder Schein das geschehen möchte: Keiner Parthey rathen oder Warnung thun, die Heimlichkeiten oder Rathschläge des Gerichts den Partheyen oder andern, für oder nach dem Urtheil nicht eröffnen, die Sachen und Urtheil aus Vorsatz nicht verzögern, und was mir sonst von Seiner Königl. Majestät wegen, von dem verordneten Präsidenten anbefohlen und committiret wird, mit getreuem Fleiß verrichten, auch dahin mit sehen wolle, daß der Proceß so viel es nach menschlichem Vermögen geschehen kann, in der dem Tribunal vorgeschriebenen Zeit zum Ende gebracht werden; und sonst alles das thun, was einem getreuen Geheimden Tribunals-Rath Inhalt der Ordnung obliegt und gebühret, auch sonst wohl anstehet; Alles getreulich und sonder Gefährde. So wahr mit Gott helffe durch Jesum Christum 2c.

### Tit. IV.

## Von dem Amt und Verrichtung des Protonotarii.

### §. 1.

**W**eil bey der jetzigen Einrichtung wenig mehr zu expediren vorfällt, so wollen Wir nur einen Protonotarium beybehalten.

§. 2. Dieser muß künftig wie die Cammer-Raths Rätze examiniret werden und eine Probe-Relation fertig.

§. 3. In denen Audientz-Tagen muß er sich des Morgens um 8 Uhr bey 1 Fl. Strafe einfinden, während der Session da bleiben, und ohne Erlaubniß nicht weggehen.

§. 4. Was auf die Memorialien decretirt wtrb, u. . . . .  
er ungesäumt extendiren, sich genau nach dem Decret  
richten, die Memorialien mit Fleiß lesen, und die Vers  
ordnung über alle und jede Puncten einrichten.

Wann der Protonotarius finden solte daß der Decer  
nente nicht über alle Puncten verordnet hätte, oder das  
Decret zweifelhaft, oder sonst etwas wegen ihm bekann  
ter Umstände zu erinnern wäre, so sticht ihm frey dieses  
wegen bey dem Decernenten anzufragen, und wegen der  
Expedition nähern Verhaltungs-Befehl einzuholen, die  
expedirte Sachen aber muß er dem decernirenden Rath  
zur Revision zusenden.

§. 5. Der Protonotarius muß keine Correspondenz  
in Process-Sachen mit denen Partheyen unterhalten,  
vielweniger denenselben mit Consiliis an die Hand ges  
hen, noch vor sie sollicitiren, oder gar Supplicata vers  
fertigen.

§. 6. Ueber alle expedirte Verordnungen muß er ein  
accurates Register halten: die Sachen dem Vorhenmei  
ster zustellen um solche zu inlinuiren, zugleich auch bey  
allen Expeditionen (inclusive derer Berichte) die Taxe so  
wohl auf das Original als die Copey bey 5 Rthlr. Strafe  
setzen.

§. 7. Was die Canzellisten mundiren muß der Proto  
notarius genau nachsehen, und collationiren, die Acta  
aber sofort wieder in die Registratur remittiren.

§. 8. Der Protonotarius muß sich eines geziemenden  
Canzley-Stryli gebrauchen imgleichen die Titulatur wohl  
in acht nehmen und die Aufschriften also einrichten daß ein  
jeder wissen könne ob der Befehl ihn angehe, oder an einen  
andern gerichtet sey.

§. 9. Was ihm von denen Partheyen zu vidimiren  
oder zu collationiren übergeben wird, solches muß er mit  
aller Behutsamkeit verfertigen, und unter der Abschrift  
mit eigener Hand die Richtigkeit attestiren, und dafür  
stehen. Worauf das Tribunals-Siegel bengefügt wer  
den muß.

§. 10.

§. 10. Wann von denen Parthenen Briefe und Siegel oder andere Schriften producirt und bey dem Gerichte beygehalten werden, muß der Protonotarius solche wohl verwahren, auch denenselben, wann sie es verlangen, ein Recepisse ertheilen.

§. 11. Die fiscalische Sachen müssen an Seiten des Fiscus unentgeltlich ausgefertigt werden: Was aber zu denen fiscalischen gezogen werden kann, darüber beziehen Wir Uns auf Unsern Codicem Fridericianum. *Part. IV. Tit. 5.*

§. 12. Der Protonotarius muß bey Remission der Akten die Specification der Urtheil und Causelen-Gebühren beylegen; welche der Judex a quo ex officio und ohne Entgeld beyzutreiben und einzuschicken schuldig ist.

Alle einkommende Expeditions-Gebühren (außer denen Schreib- und Insinuation-Gebühren) müssen zur Sportuln Casse gebracht werden, worunter auch dasjenige was die Protonotarii vor Abhörung der Zeugen, Aufnehmung der Testamente, Taxation der Häuser, Depositen-Gebühren, Versiegelung &c. gezahlet wird gehört. *Vid. Tit. præc. §. 21.*

§. 13. Schließlich müssen die Protonotarii davor sorgen, daß diejenige Listen welche in Tit. 1. §. fin. benannt seyn, und nach Hof eingesandt werden sollen, mit Zustimmung des Registratoris zu gehöriger Zeit verfertiget, in specie aber die Designation derer dictirten Strafe, bey dem Eintritt des Trinitatis-Quartal, an das General-Directorium und den General-Fiscal eingeschicket werden.

§. 14. Wie er dann auch wann Strafen dictirt werden, und solches der General-Straf- oder Haupt-Pœnalien-Casse notificiret wird, jedesmahl Copiam davon dem General-Fiscal zufertigen, in der Ordre wo der Debet wohnhaft deutlich anführen, die Original-Ordre aber dem Rendanten durch den Botenmeister ohne Entgeld und ex officio einliefern.



§. 15. Endlich muß auch der Protonotarius alle Monath eine Liste von denen eingelaufenen Rescripten dem Präsidenten einliefern, damit dieser sich erkundigen könne ob demjenigen was darinn beschloffen nachgelebt worden.

§. 16. Der Protonotarius muß bey seinem Antritt dem in dem Codice Fridericiano P. I. Tit. 8. in fin. vorgeschriebten Eiden bey seinem Antritt ablegen.

## Tit. V.

### Von dem Amt und Verrichtung des Registratoris.

#### §. 1.

**E**s soll künftig kein Registrator angenommen werden, als der nach dem Codice Fridericiano P. I. T. I. die Probe seiner Capacité abgelegt hat.

§. 2. Es muß der Registrator über die Acta eine vollständige Registratur halten, auch dieselbe in guter Ordnung verwahren, damit die Acta allemahl, wann sie gefodert werden, sofort bey der Hand seyn können.

§. 3. Auf dem Tribunal muß er in denen beyden wöchentlichen Sessionen Vor- und Nachmittag, des Morgens vor 8 Uhr, und des Nachmittags von 3. bis 6. (des Winters aber bis 5 Uhr) aufwarten.

In denen übrigen Tagen inclusive derer Ferien muß er des Morgens von 10. bis 12. und des Nachmittags von 3 bis 5 Uhr sich auf dem Tribunal einfinden. Und ohne des Präsidenten Vorwissen und Erlaubniß nicht wegbleiben, vielweniger verreisen.

§. 4. Auf die übergebene Memorialien muß der Registrator sofort das Präsentatum setzen, zugleich auch Achtung geben, ob sie auf gehöriges Stempel-Papier geschrieben, oder ob ein recipirter Advocat solche unterschrieben habe: Wann solches nicht geschehen, muß er erstercn Falls die Schrift wieder zurück geben, auf den andern

andern Fall aber dem Præsidenten solche besonders zuschicken: welcher, wie in dem Codice Fridericiano P. 1. Tit. 5. versehen, damit verfahren muß.

§. 5. Zu denen präsentirten Memorialien muß er sofort die dahin gehörige Acta aussuchen, die Memorialien selbst aber dem Præsidenten durch den Botenmeister zur Distribution zusenden, und wann solche zurück kommen, nebst denen parat liegenden Acten denen Rätthen zum Decretiren zusenden.

§. 6. Wann die Memorialien von denen Rätthen vortragen und decretirt, von denen Protonotariis aber expedirt worden, muß der Registrator dieselbe ohnverzüglich ad Acta heften, in den Rotulum eintragen und foliiren: Wann Acta manca gefunden werden, und die Schuld an dem Registratore liegt, muß derselbe jedesmahl 2. Rthlr. zur Sportel-Casse bezahlen.

Vor das Heften der Acten aber, weil solches ein Stück seines Amtes ist, kann er keine Gebühren fordern.

§. 7. Der Registrator muß, wann aus denen Provinzen Acta einlauffen, dem Præsidenten täglich eine Specification darüber einschicken, wie viel Volumina Actorum eingekommen, solche mit ihren foliis specificire notiren, und die Specification ad Acta heften, die Acta selbst aber gedachtem Præsidenten ohnverzüglich zur Distribution vorlegen.

§. 8. Der Registrator muß die Distributions-Bücher bey allen Sessionen dem Præsidenten vorlegen, um Nachfrage zu halten, ob alle Sachen zu behöriger Zeit referirt und abgethan worden; Nach der Audiens aber müssen diese Bücher dem Registratori wieder in die Hände gegeben werden.

§. 9. Der Registrator muß bey Straffe der Cassation keinem Advocaten, auch keinen fiscalischen Bedienten einige Acta ohne des Præsidenten schriftliche Permission mit nach Hause geben. Wann sie auf schriftliche Ordre abgesehlet werden, muß der Registrator solches, und wie

viel Volumina es gewesen, in ein besonderes Buch notiren, den Advocaten oder Fiscalern, wie bald er Acta zu remittiren vermeinet, befragen: nach verflorener Zeit die Acta zurücker fordern, und wann er sie nicht erhalten kann, dem Präsidenten solches anzeigen.

§. 10. Wann die Partheyen, oder derer Sachwalter einige Acta, sie mögen alt oder neu seyn, zu ihrer Information vorgelegt zu haben verlangen, soll ihnen ohnweigerlich darunter gewillfahret werden: doch müssen solthane Acta von ihnen in der Neben-Stube in Gegenwart eines Cansley-Bedienten, durchgesehen, und das nöthige daraus extrahirt, oder um die Copey gebeten werden.

§. 11. Weil aber öfters Acta während der Audiens gefordert werden, so muß der Registrator nach geendigter Session sich selbst in die Audiens-Stube verfügen, und die daselbst befindliche Acta wieder zu sich nehmen, auch so bald sich einige Acta verlieren, dem Präsidenten Nachricht davon ertheilen.

§. 12. Der Registrator muß alle Monath seine Registratur nachsehen, die abgethane Sachen reponiren, eine Specification darüber verfertigen, und solche dem Präsidenten, nebst denen jeden Monath neu eingelauffenen Sachen, wie auch publicirten Sentenzen, zusenden.

§. 13. Der Registrator muß keine Attestata oder Copeyen ohne des Präsidenten Vormiffen ertheilen.

§. 14. Er muß auch nicht leiden, daß eine Parthey, oder deren Advocaten, vielweniger deren Bediente sich in der Registratur einfinden, und Acta nachsuchen dürfen. Im Fall auch diese mit dem Registratore oder mit denen Cansley-Bedienten zu sprechen hätten, muß solches in der Neben-Stube geschehen.

§. 15. Wann Feuers-Gefahr auf dem Tribunals-Gericht, oder in der Nachbarschaft vorhanden, muß er auf die Rettung der Registratur bedacht seyn.

§. 16. Wann Succumbenz-Gelder, worvon etwa die Hälfte denen Armen gewidmet wäre versallen, so muß er zu Ende eines jeden Jahrs eine auf seine Pflicht attellirte Specification, aller gefallenen Succumbenz-Gelder dem Armen-Directorio abliefern, und damit solche jährliche Einnahme bey der Armen-Casse richtig belegen.

§. 17. Schließlich muß er sich bey dem Antritt seiner Functlon, durch den in dem Codice Fridericiano Part. I. Tit. vorgeschriebenen End verbindlich machen.

## Tit. VI.

### Von dem Amt und Berrichtung des Canzellisten.

Die Canzellisten werden auf dasjenige was in dem Codice Fridericiano Part. I. Tit. X. wegen deren Canzellisten in genere verordnet worden, lediglich verwiesen.

## Tit. VII.

### Von dem Amt und Berrichtung des Canzley-Dieners.

#### §. 1.

Die Canzley-Diener oder Boten-Meister müssen von ehrlichen Herkommen, und bekannter guter Auf- führung seyn, auch aus abgedanckten Unter-Officiern, welche lesen und schreiben können, künfftig gewählt und vorgeschlagen werden. Sie müssen die Canzley-Stube rein halten, und alle Morgen vor 8. Uhr entweder selbst oder durch einen Boten sich bey dem Präsidenten melden, ob etwas zu verrichten sey von ihm vernehmen, auch præcise um 8. Uhr sich auf der Nacht-Stube einfinden.

#### §. 2.

§. 2. Der Cansley-Diner muß denen zeitigen Präsidien und Rächten insgesamt mit allem Fleiß, Treue und Gehor'am gewärtig seyn, Sie ehren und respectiren.

§. 3. Die ordinaire und extraordinaire Audiensien, Commissiones, und was sonst vorgehen möchte, muß er, wann Acta verlanget werden, bey der Hand seyn möge: Bey Verlesung derer Relationen aber, und votiren derer Rätire, muß er vor der Thüre aufwarten.

§. 4. Die Parthen soll er aus Voriass nicht aufhalten, sondern so viel immer möglich zur Abfertigung befördern.

§. 5. Wann auch gerichtliche Acta bey Verhören und Commissionen, auf Befehl des Präsidien und Rät-e, von denen Protonotariis oder Secretariis abzufoeren nöthig, soll er solche selbst abholen, und wann Bescheide darauf erlangen, die Acta denenselben in ihre Cammern wieder bringen.

§. 6. Ferner soll er auch dasjenige was ihm zugestellet werden möchte, mit Fleiß aufheben und verwahren, und darüber eine richtige Designation verfertigen und halten.

§. 7. Denen Parthen, und derer Sach-Bedienten, soll er mit guten Willmpf und Bescheidenheit begegnen, niemanden mit verdriesslichen harten Worten ansahren, noch abweisen, weniger von denenselben über die ihm gesetzte Gebühren was abfordern, sondern sich daran begnügen lassen.

§. 8. Da auf Unserm Tribunal an Schreib-Materialien Holz und dergleichen etwas mangeln wolte, hat er solches bey Zeiten anzumelden, und sich zu bemühen genugsamen Vorrath davon anzuschaffen.

§. 9. Er selbst aber muß währendem Protocolliren, und Ableung derer Relationen Unsern Präsidien und Rätire durch Vorlegung der Acten ohnersodert nicht beschwerlich fallen.

§. 10. Nach geendigter Audiens soll er niemand ins Gemach lassen, noch verstaten, daß die auf der Tafel verhandene Sachen von jemand durchgesehen werden.

§. 11. Wenn ihm auch die Decreta am ersten zu Händen kommen, und ihm nicht allein deren Inhalt, sondern auch diejenige Ráthe, welche decretiret und contrasignirt, wissend sind, hat er solche Verordnungen sofort dem Protonotario und Secretario in dessen Expedition sie gehören, zuzustellen, damit solches denen Parthen oder Sach-Bedienten nicht vor der Zeit kund werden möge.

§. 12. Wie er sich denn úbrigens alles Sollicitirens vor ein oder das andere Theil, auch alles Correspondirens sowohl selbst als durch die Seinigen enthalten, den Parthen von demjenigen, was bey dem Collegio vorgehet, nicht das geringste offenbahren, keiner Parthey der andern zum Schaden rathen, dieselbe warnen, oder sonst ihnen etwas entdecken, und keine Geschenke von denen Partheyen, ausser den gesetzten Gebúhren nehmen muß.

§. 13. Die Acta welche von Unserm Præsidenten zu Abfassung der Urtheil, oder Relationen, oder votiren herum zu tragen ihm úbergeben werden, hat er sofort in das Kästlein, wozu ein jeder Rath seinen Schlüssel hat, einzuschließen, und also bestellen zu lassen. Auch muß er bey Verlust seines Dienstes von denen Votis derer Ráthe, denen Parthen, oder deren Sach-Bedienten, noch sonst jemand die geringste Nachricht erteilen.

§. 14. Mit denenjenigen Sachen, welche die Protonotarii oder Secretarii ausgefertigt, soll er sowohl am Gerichts- als andern Tagen aussr den Sonn-Fest und Buß Tagen um 4. Uhr des Nachmittags allemahl bey Unserm Præsidenten sich einfínden, insonderheit aber bey der Siegelung selber erscheinen, und weder Commissiones noch sonst etwas sich davon abhalten lassen, auch ehe die Siegelung geendiget, nicht davon gehen, damit selbige nebst der Revision und Subscription ungesáumt erfolgen möge, worauf er solche sofort in die Carsten bringen muß, auf daß die Partheyen mit der Ausfertigung nicht aufgehalten werden.

§. 15.

§. 15. Was der Präsident bey der Siegelung ihm befehlet, soll er sich sofort aufzeichnen, und des andern Tages dem Präsidenten Nachricht von dessen Bestellung geben.

§. 16. In denen Ferien lieget ihm ob, alle einkommende Sachen täglich aus der Tribunals Cansley abzufordern, und solche selbst, und nicht durch andere, dem Präsidenten zum distribuiren, und denen Rätchen zum decretiren ins Haus zu bringen: Nach erfolgten Decretis aber, selbige ohne einhige Säumniß in die Cansley zur Registratur hinwieder zu liefern, und soll ihm wegen dieses Herumtragens und Insinuation vor jedes Supplicatum 3 Gr. gegeben werden.

§. 17. Wann in denen Ferien dem Botthenmeister selbst ein Memorial zugestellet wird, muß er solches zuerst dem Registratori übergöben, um es zu präsentiren, und Acta darzu aufzusuchen; hiernächst aber selbiges dem Präsidenten zur Distribution vorlegen. Es muß aber der Botthenmeister die Memorialien deshalb nicht liegen lassen wann er seine 3. Gr. nicht bekommen, denn es müssen diese, wie die andern Gebühren, allem fals von den Patronis causæ beygetrieben werden.

§. 18. Wolte auch jemand sonst in Sachen die keinen Verzug leiden, ausser denen gewöhnlichen Gerichts: Tagen, durch den Botthen:Meister eine Verordnung suchen, sollen ihm vor jedes Supplicatum so er dergestalt herum trägt, gleichfalls 3 Gr. gereicht werden.

§. 19. Außer diesem soll der Botthen:Meister, wann er nicht selbst die Memorialia zur Verordnung herum trägt, von keinem Supplicato, unter keinesley Vorwand, etwas zu fordern besugt, sondern wann er dawieder handeln solte, jedesmahl 2 Rthlr. Strafe zu erlegen schuldig seyn.

§. 20. Dafern auch, welches Gott abwende, in der Nachbarschaft des Tribunals Feuer entstehen solte, muß er sofort dasselbst sich einfinden, und auf gute Anstalten, allen:

allenfalls auch auf Wegbringung derer daselbst vorhandenen Sachen, bey Zeiten bedacht seyn.

§. 21. Unser Vorhen-Meister soll geloben und schwören, seinem Amte mit allem treuem Fleisse vorzustehen, die Briefe, wie ihm befohlen, getreulich zu bestellen, auch andere Unseres Tribunals Befehle mit Fleis, und getreulich auszurichten, was ausgerichtet wieder anzusagen, auf das Gericht und Audientz gute Aufmerckung zu haben, Unserm Tribunal verwandte Personen zu ehren, ihnen gehorsam und gewärtig zu seyn, niemand ohne Befehl in die Raths-Stube über die da liegende Briefe und Akta gehen zu lassen als dem es Amts:halber zustehet. Und, wann er des Raths, oder Gerichts:Heimlichkeit und Rathschläge erfahren würde, dasselbe zu verschweigen, die Partheyen daraus nicht zu warnen, oder denselben zu rathen, von den Partheyen über seinen gewöhnlichen und gebührlischen Lohn nichts zu nehmen, und sonst alles andere zu thun und zu lassen, das einem getreuen Cansley-Diener seines Amts halben, Inhalt dieser Ordnung und sonst gebühret, alles ungefährlich. So wahr 2c. 2c.

## Tit. VIII.

### Von denen Sachen welche zu des Tribunals cognition gehören.

#### §. 1.

**W**eil das Tribunal in locum derer Reichs:Gerichte surrogirt worden, so können alle Sachen, welche vorher per appellationem an die Reichs:Gerichte gegangen, nunmehr per modum revisionis an das Tribunal gebracht werden.

§. 2. Vor dieses Tribunal gehören auch einige Sachen welche vorher an die Reichs:Gerichte nicht devolvirt worden, als *causæ Ecclesiasticæ, & matrimoniales, item possessr* .ic.

§. 3.



§. 3. Es seyn auch per speciale rescriptum vom 3ten April 1730. dahin verwiesen worden die Bergwei. Sachen, wann bloß über Berg-Portiones und eines oder des andern daran habendes Recht inter privatos gestritten wird: Und worbey Se. Königl. Majestät kein immediat und besonders Interesse haben.

§. 4. Wie dann auch durch ein Special-Edict vom 31 Aug. 1722. die Pfälzer-Colonie-Sachen von Magdeburg und Halle, (die in Stendal wohnende Colonisten seyn mit der Französische Colonie combinirt, und gehören also zur Französische Jurisdiction) wann dieselbe 100 und mehr Thlr. betreffen, bey dem Tribunal angebracht werden können.

§. 5. Und weil Wir in Unserer Chur-Marc die Verschiebung der Acten aufgehoben, so haben Wir die vor dem Cammer-Gericht schwebende Processse in der dritten Instantz gleichfalls per modum commissionis an das Tribunal verwiesen: woselbst dieselbe in der letzten Instantz rechtlich decidirt werden sollen.

§. 6. Hingegen können folgende Sachen bey dem Tribunal nicht angenommen werden.

I.) Wann keine Summa revisibilis vorhanden ist

Summa revisibilis ist

conf. pr.  
Instrukt. §.  
170. P. 41.

- |    |                                                                                                  |             |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| a) | In Preussen                                                                                      | 2000 Rthlr. |
| b) | In Schlesien bey denen Ober-Nemtern                                                              | 500 Rthlr.  |
|    | Bey denen Mediat-Regierungen                                                                     | 200 Rthlr.  |
| c) | Im Herzogthum Cleve                                                                              | 600 Goldfl. |
|    | NB. Der Gold-Gulden wird ratione Summæ appellabilis auf 1 Rthlr. 52 $\frac{1}{2}$ St. gerechnet. |             |
| d) | In Herzogthum Magdeburg                                                                          | 400 Rthlr.  |
| e) | In Herzogthum Vor-Pommern                                                                        | 200 Rthlr.  |
| f) | In Fürstenthum Hinter-Pommern                                                                    | 500 Goldfl. |
|    |                                                                                                  | 1000 Fl.    |
|    | NB. Der Goldgulden wird 1 Thlr. 8 gr. gerechnet.                                                 |             |
| g) | In Pommerschen Consistorial Sachen                                                               | 100 Fl.     |

h) In

h) In dem Fürstenthum Halberstadt		
In Mobilibus	;	400 Fl.
In Immobilibus	;	600 Fl.
i) Im Fürstenthum Minden	;	400 Rthlr.
k) Im Fürstenthum Moers	;	400 Rthlr.
l) In der Grafschaft Lingen	;	50 Fl.
m) In Tecklenburg	;	300 Fl.
n) Von denen Pfälzer-Colonien in Mag-		
deburg und Halle	;	100 Rthlr.

§. 7. Wann die Summa revisibilis zweifelhaftig ist, soll dem Revidenten frey stehen zu schweren, daß er lieber so viel als die Summe austrägt verlieren wolle, allenfalls stehet dem Judicio frey periculo revidentis demselben die dritte Instantz zu verstaten.

§. 8. Wann die Sache Jura, annuos redditus &c. betriefft, muß der Revident bescheinigen daß dieselbe so viel werth seyn als die Summa revisibilis ausmacht, allenfalls den Werth beschweren.

Wann Strafen, wodurch des Condemnati Ehre la-  
dirt wird dirlirt worden, soll es auf des Judicii arbitrium  
ankommen, ob die Revision anzunehmen.

§. 9. Es werden aber die Zinsen nicht unter die Sum-  
mam revisibilem gerechnet, sondern bloß diejenigen wov-  
über die Partheyen streitig seyn.

§. 10. Wann jemand die dritte Instantz ergreift, und  
Summa revisibilis notorie nicht vorhanden, muß nicht  
allein der Richter bey arbiträrer Strafe die Execution,  
des eingewandten Remedii ohngeacht, verrichten; sondern  
die Parthey jederzeit mit 25 Rthlr. den Advocat oder Con-  
cipienten aber mit 50 Rthlr. bestrafen.

§. 11. Weil aber öfters Umstände vorkommen können,  
wo es hart seyn würde die Partheyen dieserwegen weil  
Summa nicht revisibilis ist, hülflos zu lassen, so leidet die  
vorige Regel einen Abfall.

1) In Armen-Sachen.

- 2) Wann der klagenden Parthey ganze Habseligkeit demjenigen worüber geklagt wird, bestehet.
- 3) Wann wegen einer erkannten Strafe geklagt wird, wodurch des Condemnati Ehre leidet wird.  
*Vid. §. 8.*
- 4) Wann evidens iniquitas oder nullitas vorhanden ist.

Es kann also in diesen Fällen die dritte Instantz verstatet werden wann schon keine *Summa revisibilis* vorhanden ist. Es wäre dann daß die beyde vorige Sententzen conform wären, in welchem Fall in diesen Sachen niemahlen die dritte Instantz verstatet werden soll.

§. 12. Es können ferner und II.) die Remedia bey dem Tribunal nicht angenommen werden, wann die Sache vorhin durch drey Instanzen abgethan worden, weil Wir supponiren, daß die Partheyen ihrem Advocato vor dem Anfang des Proceßs eine völlige Information werden ertheilet, der Advocatus aber den Proceßs vorgeschriebener massen werde instruiert, allenfalls den Mangel in der zweyten Instantz supplirt haben.

Es soll daher die vierte Instantz nicht verstatet werden, wann schon die dritte Sententz duas conformes reformirt hat. Weil der Richter dritter Instantz complete Acta vor Augen gehabt, und singuli Acta lesen und darüber voriren müssen, folglich die præsumtio vor den obersten mit lauter grundgelehrten Rätthen besetzten Senat militiret. Wie dann auch

*Vid. C.C. de a. 1752. n. 17.* §. 13. III.) In denen Sachen welche denen Kriegs- und Domainen-Cammern privative überlassen worden, keine Revisio verstatet werden soll.

§. 14. Endlich und IV.) so hat das Remedium revisionis in allen denen Fällen nicht statt, welche nach den  
Codice

Codice Fridericiano P. 3. Tit. 40. sich zur dritten Instanz nicht qualificiren.

Wegen Queblinburg v. Anhang 3. C.

- Magdeburgischer Bürger.
- Ekevisch, Märckischer Unterthanen.
- Ostfriesland.
- Eleve und Minden, v. C. C. de a. 1751. n. 2. & 1755. n. 41.
- Minden, Moeurs, Ravensberg, Lingen und Tecklenburg, v. C. C. de a. 1751. n. 90.
- Halberstadt, v. C. C. de a. 1755. n. 84.
- Pommern, v. C. C. de a. 1756. n. 32. & 1757. n. 3. 4. 5.

## Tit. IX.

Von der Interposition der Revision an das Tribunal. Item: Wie die Processe in dieser dritten Instanz zu instruiren, die Urthel abzufassen, und zu publiciren.

### §. 1.

Es haben die Processe bey dem Tribunal nach der bisherigen Verfassung nicht anders als weitläufig und kostbar ausfallen können, weil so viele unnöthige Formalitäten bey dieser Instanz beobachtet, und so weitläufige Termine verstattet werden müssen, worvon das Gericht nicht hat abgehen können. Dann

§. 2. Nach denen bisherigen Verfassungen seyn 1) denen Partheyen 2 bis 3 Monath verstattet worden die Appellation zu introduciren: 2) Bey der Introduction hat der Appellante dociren müssen daß a) summa appellabilis vorhanden, b) daß er binnen 30 Tagen bey dem iudice a quo acta requirirt, und c) Sich ad quavis solennia offerirt habe. Worbey er d) die Rationes decidendi, welche er öfters in vielen Monathen nicht erhalten können, beylegen müssen.

3) Hierauf sind Acta einem Re- und Correferenten distribuiert worden, um zu erkennen ob die Appellation anzunehmen sey, worüber viele Monath hingegangen.

4) Wann nach so langer Zeit die Appellation rejicirt worden, haben die Partheyen zwey, drey, auch wohl viermahl pro receptione appellationis Ansuchen gethan, bis endlich das Tribunal selber die Appellation angenommen, oder auf Ordre vom Hofe dieselbe annehmen müssen: welches wiederum einen grossen Aufenthalt in dem Process verursacht hat.

5) Wenn die Appellation angenommen worden, sind dem Appellanten 2 bis 3 Monath zur Reproduction derer Processuum, und Justification derer gravaminum indulgirt worden: Worbey wiederum verschiedene Solemnitäten beobachtet, und a) documentum factæ insinuationis, so wohl an den Richter als an alle Interessenten, b) ein Attest præditorum solennium beigelegt, und c) acta primæ instantiæ zugleich eingeliefert werden müssen.

6) Weil nun occasione dieses fatalis introducendæ & reproducendæ öfters etwas versäumt wurde, sind daher vielfältige Desertions und Restitutions-Processse entstanden, welche manchmal den Haupt-Process Jahr und Tag aufgehalten haben.

7) Wann endlich die Sache in Gang gerathen, haben die Partheyen zu Einbringung der Schrifften 2 bis 3 Dilationes (jede a 6 Wochen) gesucht so daß ehe eine solche Schrift eingekommen öfters sechs Monath hingegangen seyn.

8) Bey dem Urthel hat sich die Sache am meisten accrochirt, weil einige Rätthe die Acta viele Jahre bey sich liegen lassen, ehe sie die Relation versertiget haben.

§. 3. Weil nun diese Formalitäten und weitläufigte Termine mit Unserer Intention die Processse in allen dreyen Instanzen in einem Jahr zum Ende zu bringen ganz incompatible seyn, so haben Wir dieselbe mehrentheils aufgehoben, und soll es mit der Revisions- oder der Drit-

ten

ten Instanz bey dem Tribunal folgendergestalt gehalten werden :

§. 4. Wir setzen voraus daß das *Remedium revisionis* in allen Sachen welche sich zur dritten Instanz nach dem Tit. *precedente*, qualificiren, schlechterdings angenommen, und über die Frage, ob die Revision zu verstaten oder nicht, kein besonderes Erkenntniß weiter ergehen soll.

§. 5. Sondern wann jemand wider das in der zweyten Instanz, ergangene Urtheil die dritte Instanz, das ist das *Remedium Revisionis*, ergreifen will, muß er solches bey dem *judice a quo* binnen 10 Tagen interponiren.

Not. Es soll aber der ganze zehende Tag bis des Abends um 8 Uhr unter diesem *Fatali* begriffen seyn.

§. 6. Der *Revidente* muß alle und jede *Gravamina* deutlich *specificiren*, weil sonst, wann die *Gravamina* nicht *specificice* benannt werden, die Revision, (wann auch schon gegen das ganze Urtheil *gravaminirt* wird) nicht angenommen werden soll.

§. 7. Der *judex a quo* muß dem *Gegentheil* die *Schedulam revisionis* sofort *communiciren*, der *Revidente* aber solche demselben bey 5 *Rthlr.* Straffe *insinuiren*: anben, ohne weitere *Verordnung* zu erwarten, die *justificationem gravaminum* binnen 4 Wochen bey dem *judice a quo* in *duplo* einbringen.

Welches *fatale* niemahlen *prorogirt* werden soll.

§. 8. Der *Revisus* muß binnen 4 Wochen *präclusivischer* Frist *excipiren*.

*Ultra exceptiones* aber soll nicht weiter verfahren werden; weil *supponirt* wird, daß der *Advocat* die Sache in denen beyden vorigen Instanzen seiner *Pflicht* nach mit allen Umständen und *Rechts-Gründen* werde *instruirt* haben: und daher das *Judicium*, da nicht erlaubt ist in dieser *Revisions-Instanz* etwas neues vorzubringen, sich *genugsam ex actis prioribus* ersehen könne.

vid. C. C. §. 9. Wann also excipiendo geschlossen, mit der ju-  
 dex a quo acta in proxima inrotuliren lassen, und dies  
 des. 1756. selbe nebst der Re- und Correlation mit der nächsten Post  
 n. 26. an das Tribunal ex officio einsenden.

Wann die Parthey bey der Inrotulation sich zu denen  
 Post-Gebühren nicht erkläret, noch, wo solche abzusor-  
 deren, anzeigt, müssen die Gebühren aus der Sportuln-  
 Cassé vorgeschossen, und so fort wieder von dem sämmt-  
 lichen Theil durch die Execution bengetrieben werden.

§. 10. Wann bey dieser dritten Instantz einige Me-  
 morialien, übergeben werden müssen, (welches nach der  
 jetzigen Verfassung fast nicht möglich) so muß der Ad-  
 vocatus Provincialis solche unterschreiben, welchem die  
 Verordnung darauf ex officio durch den Botenmeister  
 auf der Post zugestellt werden soll.

§. 11. Weil nun solchergestalt die Instruction des ganz-  
 en Proceß bey dem Judioe a quo bleibet, folglich die  
 Beschleunigung bloß von ihm, und denen Provincial-  
 Advocaten dependiret: So haben Wir Unserm Tribu-  
 nal hiedurch alles Ernstes anbefehlen wollen, die Pro-  
 vincial-Richter, wann sie nicht nach der Ordnung ver-  
 fahren, zu deren besserer Beobachtung anzuweisen, die  
 Advocaten aber, wann sie die Schrifften mit Recoctis  
 überhäuffen, solche zu rechter Zeit nicht einliefern, oder  
 eine ganz offenbahr ungerechte Sache defendiren, nach  
 Anleitung Unsers Codicis Fridericiani zu bestraffen.

§. 12. Der Botenmeister muß fleißig bey jeder ein-  
 laufenden Post, ob Acta an das Tribunal eingelassen,  
 sich erkundigen, solche abfordern, und dem Registratori  
 zustellen;

Wann sie nicht franquirt seyn, müssen die Post-Gel-  
 der aus der Sportuln-Cassé vorgeschossen, und die Regies-  
 rungen, welche Acta ohne solche zu franquiren eingeschickt,  
 ex propriis das duplum erstatten.

§. 13. Der Registrator muß die eingeschickte Acta  
 höchstens denselben oder den folgenden Tag dem Präsi-  
 denten

denen zur Distribution vorlegen; allermaffen Wir die unnöthige Reclusions-Terminе hiedurch völlig abgeschafft wissen wollen.

§. 14. Der Präsident muß bey allen Sachen einen Re- und Correferenten benennen, und jeder Referente muß binnen 8 Tagen mit der Relation fertig seyn, auch solche dem Präsidenten, um das præsentatum darauf zu sehen, zusenden:

§. 15. Wer in der gesetzten Zeit mit seiner Relation nicht einkommt, muß vor jeden Tag 1 Rthlr. in die Spornuln-Casse erlegen: Wovon das Collegium zu dispensiren nicht befugt ist.

§. 16. Wann jemand wegen besondere Umstände verhindert wird die Relation binnen denen gesetzten 8 Tagen fertig zu liefern, muß er vor Ablauf der 8 Tage die Ursachen dem Präsidenten anzeigen, welcher dem Befinden höchstens noch 8 Tage zugeben kann.

§. 17. Es können sich die Räte um so vielweniger hierüber beschweren, weil nach der neuen Verfassung keine Acta über eine Hand dick anwachsen können: Die Räte auch übrige Zeit genug haben binnen 8 Tagen dergleichen Sachen auszuarbeiten, weil Sie bey keinem andern Collegio als bey diesem Tribunal arbeiten dürfen.

§. 18. Weil sich aber leicht zutragen kann, daß einem Rath in einer Woche 2 bis 3 Acten distribuirt werden, so verstehet sich von selbst, daß ihm zu einer jeden Sache 8 Tage verstatet solgliche ihm zu denen ihm zugleich distribuirten 3 Proccessen auch 3 Wochen Zeit gelassen werden müsse.

§. 19. Sobald beyde Relationes fertig, muß der Präsident davor sorgen daß dieselbe ohnverzüglich in der nächsten Audientz abgelesen werden.

§. 20. Die Räte müssen bey Ablefung derer Relation die behörige Attention haben, die vornehmste Momenta aufschreiben und notiren, und solchergestalt mit behörigen Attention und ruhigem Erwiesen ihr Votum ertheilen.



§. 21. Wann daz conformes reformirt werden sollen, müssen alle Rätthe (ohne Beyfügung derer Relationen) Acta lesen, und binnen 4 Tagen ihr Votum schriftlich cum rationibus aufsetzen; worauf dann erst juxta majora der Schluß gemacht werden muß. So daß diese Formalität loco der bisherigen Supplications-Instanz gehalten werden soll.

§. 22. So bald das Urtheil fertig, mundirt, und unterschrieben ist, muß dasselbe nebst denen Acten an den Judicem a quo ex officio zur Publication remittirt, demselben auch zugleich eine Specification derer Urtheils und anderer Gebühren zugefertigt, und ihme deren Beytreibung anbefohlen werden.

Es versteht sich aber von selbst, daß die Remission der Acten und der Urtheil an das Cammer-Gericht blos durch ein Anschreiben geschehen müsse.

§. 23. Wann bey dem Tribunal interloquirt, und die Parthey angewiesen wird noch etwas zu bewürcken oder zu prästiren, dürfen Acta zu Evidirung des Hin- und Herschickens nicht remittirt werden, sondern dieselbe bleiben bis zur Endigung der Sache bey dem Tribunal. Weil supponirt wird, daß die Advocaten ihre Manual-Acta complet haben müssen.

§. 24. Wann in dieser dritten Instanz über Attentata geklagt wird, muß die Haupt-Sache dadurch nicht aufgehalten werden, sondern es muß die Parthey separata actione um deren Abstellung bey dem Judice a quo bitten, und rechtlich darüber erkennen lassen. Vid. P. 3. T. 4. §. 30. & Tit. 10. §. 29.

§. 25. Weil nun solchergestalt die Processe bey dem Judice a quo instruirt, und Acta blos zum Spruch an das Tribunal eingesandt, die Urtheil ex officio mit denen Acten remittirt, die Decreta aber ex officio insinuirt werden, so brauchet es bey dem Tribunal keiner besondern Advocaten, vielweniger Procuratoren als welche Wir schon vorhin abgeschafft haben.

§. 26.

§. 26. Es muß also nach dieser Verfassung ein Proceß in der Tribunals-Instanz nicht leicht über 3 Monat, inclusive der Urtheil, dauern, wodurch dann die schwere ehmahlige Kosten von selbst hinwegfallen.

## Tit. X.

## Von Avocation derer Acten.

## §. 1.

W<sup>e</sup>il bey der jetzigen Einrichtung nicht leicht eine avocatio actorum, wegen verzögerter oder denegirter Justitz gebethen werden kann, so muß das Tribunal solche auch nicht verstaten um so viel weniger weil durch dergleichen Avocationes die Proceße ungemein aufgehalten werden.

§. 2. Wann aber wieder alles Vermuthen die Partheyen eine rechtliche Ursache haben solten über verzögerte und denegirte Justitz zu klagen, solche auch beschweinigen, und daher um Avocation der Acten bitten, so soll anfänglich ein Rescriptum justitiæ an den Judicem a quo ergehen, wann aber mit der Klage continuirt wird, Acta avocirt, und ohne weiteres Verfahren darinn erkant werden.

§. 3. Würde sich finden, daß die Avocatio actorum zur Ungebühr gesucht worden, muß die Parthey mit 50 Rthlr. Strafe belegt, der Advocat aber cassirt, und wann ein fremder Consulent die Schrift verfertiget, dieser gleichfalls mit 50 Rthlr. bestraft, oder 6 Wochen halb bey Wasser und Brod zur gefänglichen Haft gebracht werden.

§. 4. Wann aber der Richter ex actis überführt würde, daß er die Justitz würcklich denegirt oder verzögert hätte, so soll er der Parthey alle Kosten, wie sie solche vermittelst Endes angeben würde, erstatten, und dem Befinden nach mit gleicher Strafe wie die Parthey belegt werden.

§. 5. Wann eine Sache per sententiam, Sie mag interlocutoria oder definitiva seyn, decidirt worden, hat niemahls advocatio actorum statt, sondern es muß gravatus, die gewöhnliche Remedia ergreifen.

## Tit. XI.

### Von der Revision in Ravensbergischen Sachen.

#### §. 1.

In denen Ravensbergischen Sachen wird der Reces de Anno 1653. zum Fundament gesetzt

§. 2. Wann die Partheyen vermeynen daß Sie durch des Ravensbergischen Appellations Gerichts-Urtheil gravirt seyen, so stehet ihnen frey das Remedium revisionis intra dicendum an das Tribunal zu ergreifen.

§. 3. Worauf Acta, wann sich die Sache zur dritten Instantz qualificiret, ex officio an das Tribunal eingeschickt, und von dem Tribunals Präsident ohne weiteres Verfahren, auch ohne eine besondere Vollmacht beyzubringen, distribuir werden müssen.

§. 4. Wann sententia confirmatoria erfolgt, muß der verlierende Theil 20 Rthlr. Succumbentz-Gelder erlegen, die acta auch ex officio nebst dem Urtheil an das Ravensbergische Appellations Gericht zur Execution remittirt, und zugleich die Specification der Urtheils und anderer Gebühren beygefügt werden; vor deren Beytreibung sohanes Gericht sorgen muß.

## Tit. XII.

### Von denen Preußischen und Schlesischen Revisionen.

vid. C. C.  
de a. 1752.  
n. 2. IIII  
1754. n. 12

Well bey diesen Provinzen besondere Umstände vorkommen, so soll bey vorstehender Reformation auch

auch dieserwegen das Benöthigte verordnet werden, und bleibt es daher in Preussen bey der bisherigen Verfassung, in Schlesien aber bey der gemachten Interims-Verordnung.

## Tit. XIII.

## Von denen Expensen.

## S. I.

Damit auch ein jeder wissen möge, was er bey dem vid. C. Tribunal vor Sportuln zu entrichten habe; so soll de a. 1711 n. 107. künftig gegeben werden.

- |                                                                                     |   |   |    |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---|---|----|--------------|
| I) Vor ein jedes Decret, oder Rescript mit dem Stempel                              | ‘ | ‘ | 1  | Rthlr. 3 gr. |
| Dem Boten-Meister pro insin.                                                        | ‘ | ‘ | 3  |              |
| Siegel-Groschen                                                                     | ‘ | ‘ | 12 |              |
| II) Vor ein Definitiv-Urtheil von jeder Parthey 6. 8. bis                           | ‘ | ‘ | 10 | ‘            |
| In denen Schlesiſchen Sachen besage der Ordnung von jeder Parthey 10. 15. bis       | ‘ | ‘ | 20 | ‘            |
| Vor die Siegelung von jedem Theil Pro Expeditione mit dem Stempel von jeder Parthey | ‘ | ‘ | 1  | ‘            |
| III) Vor ein Interlocut von jeder Parthey mit der Expedition und Stempel 3. 4 bis   | ‘ | ‘ | 5  | ‘            |
| Vor Siegelung jeder Theil                                                           | ‘ | ‘ | 12 |              |
| IV) Pro Remissione Actorum                                                          | ‘ | ‘ | 1  | ‘            |

NB. Diesen Thaler sollen dem jetzigen Registratori, weil er die confuse Registraturen bey dem Cammer-Gericht in Ordnung bringen muß, gelassen werden, nach dessen Abgang aber der Sportul-Casse zufließen. Unterdessen muß er das Leinwand, und andere benöthigte Zubehör zu dem Einpacken hergeben.

V) Weil

V) Weil das Tribunal fast alle vorige Expeditionen ~  
 bühren verlieret, hingegen die Provincial-Collegia  
 davon profitiren, so müssen die Succumbentz-Gel-  
 der, wann sie bey dem Tribunal erkannt werden, die-  
 sym zur Hälfte berechnet und eingeschickt werden.

§. 2. Der Bothenmeister bekommt

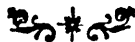
- |                                                                              |       |
|------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1) Von einem jeden Rthlr. Urtheils-Gelder                                    | 1 Gr. |
| so lang ihm die Einnahme und Beytreibung derer<br>Sportuln anvertrauet wird. |       |
| 2) Von einem jeden einkommenden Proceß                                       | 4 Gr. |
| 3) Von einem jeden Decret oder Rescript mit<br>der Insinuation               | 3 Gr. |
| 4) Von abschläglichen Decretis                                               | 1 Gr. |
| 5) Wann Acta remittirt werden, weil er solche<br>auf die Post bringen muß    | 4 Gr. |

§. 3. Die Cancellisten bekommen vor einen comprehens  
 geschriebenen Bogen 2 Gr. welche nicht zur Sportuln-  
 Casse gebracht werden.

§. 4. Der Protonotarius muß die Taxe jederzeit auf  
 das Concept, und auf das Mundum sehen.

§. 5. Wenn Abschriften ex Actis verlangt werden,  
 und das Collegium solches bewilliget, bekommt der Pro-  
 tonotarius pro Bogen 2 Gr. welche nicht in die Spor-  
 tuln-Casse kommen.

§. 6. Ausser diesen specificirten Kosten soll von nie-  
 manden, bey Strafe der Cassation, unter dem Vorwand  
 einer Paritatis rationis, oder daß es von denen Vorfahren  
 als hergebracht, oder daß die Parthey es ultro offerirt, &c.  
 etwas mehr genommen werden.



PROJECT  
der SPORTUL-Ordnung  
bey  
dem Cammer = Gericht.

**S**achdem bey Unserm Churmärkischen Cammers Gericht durch die von Uns gemachte neue Einrichtung, und daher folgende Verkürzung der Processen, ein grosser Theil derer vorhin üblich gewesenener Sportuln wegfällt, sonderlich nachdem Wir die beschwerliche Protocoll- und Verschickungs-Kosten gänzlich aufgehoben, auch die Vorsehung gethan haben, daß in denen Appellations- und Revisions-Instantzen (wann Confirmatoria erfolgen muß) nicht weiter verfahren, keine Processus und Compulsoriales expedirt, keine Appellations-Ende künftig abgenommen, die Succumbentz-Gelder gemindert, und en general wenig Memorialien, (da alles was zur Instruction des Processus gehöret mündlich vorgetragen und ohne Kosten decretirt wird,) weiter ausgefertigt werden ic. folglich die Cansley-Bedienten, welche allein aus der Sportuln-Casse salarirt werden sollen, auffer Brodt gesetzt werden dürften, so haben Wir anstatt der nunmehr abgehenden Expeditions Gebühren eine kleine und billige Erhöhung bey denen Urtheilen und Bescheiden verstattet.

Welche Erhöhung desto weniger Bedencken hat, weil nach der jetzigen Verfassung in Bagatel-Sachen unter 10 Rthlr. gar keine Sportuln genommen werden. In denen übrigen Sachen aber werden so wenig die *Loco oralis* übergebene, als andere Sabschriften, weiter expedirt, sondern bey dem Constitutioniren denen Parteyen eingeliefert ic. So daß nunmehr der Process in der ersten Instantz, wann mündlich verfahren wird, einer Partey an Gerichtsgebühren mit den Bescheid nicht mehr als 2 Rthlr. wann *loco oralis* oder schriftlich verfahren wird, 5 bis höchstens 8 Rthlr. mit der Sententz  
kosten

Kosten kann: Worunter aber die Zeugen Verhöre und Commissions-Kosten nicht begriffen seyn.

Es sollen also künftig an Gerichts-Gebühren entrichtet werden:

	Zbl.	Gr.	oc.
1) Vor die Verordnung auf das Klag-Libel ;	1	—	—
2) Vor eine andere Verordnung, Rescript oder Mandat	—	16	—
3) Vor eine Edictal-Citation von dreym Terminen, welche in einem Patent expedirt werden			
a) Wenn ein Haus, Garten, Weinberg oder Wiese subhalkirt wird ;	2	—	—
b) Wann es ein ganzes Guthe betrefft ;	3	—	—
4) Vor ein Parentum ad domum ;	1	12	—
5) Vor einen Abschied bey mündlichen Verhören, weil rationis decidendi verfertigt und inserirt werden, jeder Theil ;	1	—	—
Wann das Urthel auf Begehren expedirt wird ;	—	12	—
6) Für ein Urthel so das Cammer-Gericht auf ein Protocollo loco oralis cum rationibus verfertigt, jeder Theil ;	2	—	—
7) Für ein abzufassendes Urthel, wann schriftlich verfahren wird, soll das Collegium die Gebühren nach Weitläufigkeit und Wichtigkeit der Sachen einrichten, jedoch niemahls dieselben über 6 Rthlr. vor jeden Theil extendiren.			
8) Bey einer Priorität-Urthel muß auch auf die Menge derer Creditoren reflectirt, aber niemahlen mehr als 12 Rthlr. wann weniger als 12 Creditores seyn; und, wann mehr Creditores liquidiren, 15 bis 20 Rthlr. genommen werden.			
9) Pro decreto de alienando ;	3	6	—
10) Vor ein Distributions-Urthel, wie ad n. 6.			
NB. Wann die Expedition eines solchen auf schriftliches Verfahren ergangenen Urthels verlangt wird, so wird pro expeditione gegeben ;	1	—	—
Und von Priorität und Distributions-Urtheln	2	—	—

	24.	25.	26.
11) Wann Acta von denen Unter:Gerichten avocirt werden, wird vor die darauf ergehende Verordnung, und Remission der Acten bezahlt	1	16	—
12) Wann auf eingebrachte Justification, die Sache durch einen Bescheid zu fernerm Verfahren verwiesen wird, darf nichts bezahlt werden.			
13) Vor ein executorialc, immissorialc, ejectorium, & arrestatorium	1	12	—
14) Vor einen Steck:Brief	1	12	—
15) Für ein Commissoriale	1	12	—
16) Für ein Remissoriale	—	12	—
17) Für ein Excitatorium	—	12	—
18) Für einen salvum conductum	2	—	—
19) Pro literis mutui Compassus, Requistorialibus, & Subsidualibus	—	16	—
20) Für einen alten Abschied von 50 bis 60 Jahren aufzusuchen, und zu expediren	2	9	—
21) Für ein Tutorium oder Curatorium	1	12	—
22) Für eine gerichtliche Quittung	1	12	—
23) Für eine gerichtliche Vollmacht	1	12	—
24) Für eine gerichtliche Confirmation, die Summa mag sich so hoch belaufen wie sie wolle, 2 bis 4 Rthlr.	1	12	—
25) Für ein gerichtlich Attest	1	—	—
26) Für ein vidimus unter des Cammer:Gerichts:Siegel Im Process einen Stof a 6 Bogen zu vidimiren	—	8	—
27) Pro taxatione eines Hauses, Gartens, Wiese, und Einfindung der Taxe	2	16	—
Von der Taxe einiger Pfänder	1	12	—
28) Vor die Abnahme eines Eydes und darüber gehaltenene Protocoll	—	12	—
NB. Unter allen diesen Articulen, werden die Expeditions-Gebühren, und der Stempelbogen mit begriffen			
29) Bey der Introduction eines Präsidenten	10	—	—
Eines Directoris oder Raths	8	—	—
Eines Advocati, Secretarii, und Archivarii	6	—	—



	Zahl.	Gr.	Sf.
Immatrication eines Notarii	3	—	—
Bestellung eines Canzellisten	1	—	—
30) Wann Testamenta, Donationes inter vivos, vel mortis causa ad acta gegeben werden für die Recognition	1	12	—
Wann solche Testamenta &c. gegen Extradition der Recognition wieder abgefodert werden	1	—	—
31) Wann zwey von Unseren Cammer-Gerichts-Räthen nebst einem Protonotario dergleichen in einem Haus empfangen, muß zur Sportula-Casse geliefert werden vor jede Person	2	—	—
32) Succumbentz-Gelder werden erlegt, wann von dem zweyten Senat an den dritten Remedia gesucht werden	5	—	—
Wann von dem dritten Senat an den vierten die Remedia gesucht werden	20	—	—
33) Denen Canzellisten Gebühren von Bescheiden, Urtheilen, Memorialien und andere Schrifften per Bogen, wann er der Ordnung gemäß geschriben ist.	—	2	—
Im Proceß-Abschrift für einen Stos a 6 Bogen	—	8	—
34) Für eine Relation so auf Anhalten der Partheyen oder aus deren Veranlassung an Uns abgestattet wird	2	—	—
• Wann die Sache wichtig	4	—	—
inclusive des Siegels, und Stempel-Papier	—	—	—
35) Bey denen Commissionen vor jeden Hof- oder Land-Rath an Diäten-Geldern, welche von dem Tage der Abreise bis den Tag der Wiederkunft beydes inclusive zu rechnen, nebst der freyen Fuhr auf der Hin- und Herreise täglich	3	—	—
Vor einen von Adri so ohne Bedienung, item einen Referendarium	2	—	—
Denen Königlichen Beamten und Magistrats Personen nebst freyer Fuhr täglich	1	—	8
36) In Unsern Residenzen denen Rätthen vor eine Commission so den ganzen Tag erfordert	3	—	—
Wann aber solche in einem halben Tag expedirt wird	2	—	—
37) Vor	—	—	—

	24l.	Gr.	10r.
37) Vor den Commissions-Receß und abzustattende Relation 2 bis 4 Kthlr.			
NB. Diese Diecten werden denen Commissariis, prae via Specificatione, aus der Sportuln-Casse bezahlet, und von denen Parthen wieder bengetrieben.			
38) Für einen Zeugen abzuhören bis 50 Articula	1	—	—
Wann über 50	1	12	—
Wann über 100	2	—	—
Den Rotulum zu verfertigen vor jeden Bogen	—	4	—
Dem Stempel	—	3	—
Wann der Rotulus nach gescheneher Publication aufgelöset wird werden die Copialien wie bey denen Casschriften erlegt, als a Stos	—	8	—
39) Vor Verfertigung der Designation der Acten, wann schriftlich verfahren wird, jedes Theil	1	—	—
Wey Concurs-Acten jeder Creditor	—	12	—
40) Wann Acta von der Neumarc, Altenmarc, und Uckermarc eingesandt werden, bekomme die Sportul-Casse vor die Abhohlung von der Post und Remission der Acten	1	12	—
41) Von jedem hundert derer deponirten Gelder, an depositions-Gebühren	1	—	—
42) Dem Botenmeister für eine mündliche Citation und Insinuation einer Verordnung	—	3	—
Demselben für ein Decret so in denen Ferien ertheilet wird für das Herumtragen	—	3	—
Ingleichen wann er auf jemandes Verlangen, ausser denen gewöhnlichen Gerichts-Tagen, ein Supplic zum decretiren herumtragen muß	—	3	—
Ein Proclama anzuschlagen und abzunehmen, und wie solches geschehen darauf zu verzeichnen.	—	4	—
Dem Botenmeister für Aufwartung bey denen Commissionen von jedem Theil	—	6	—
43) Einem Cammer-Gerichts-Boten pro insinuatione eines Mandati allhier	—	2	—
In denen Vorstädten aber	—	3	—

	Zhl.	Gr.	Sf.
Pro Relatione des Boten	—	—	—
An Meilen-Gebühr in den Churmärkischen Landen	—	—	3
Nusser den Churmärkischen Landen von der Meile	—	—	4
Warte-Geld des Tages	—	—	8

### Sportel-Ordnung für die Advocaten.

Weil von denen Advocaten hauptsächlich die Verschleu-  
nung der Processse dependirt und dieselbe durch die neue  
Einrichtung sich viele Mühe geben müssen, so ist nichts  
billiger als daß auch vor deren nothdürftigen Unterhalt  
gesorget werde: Es wird also denselben zu nehmen ver-  
stattet.

	Zhl.	Gr.	Sf.
1) Für einen libellum actionis oder die erste Klage Wann die Klage wichtig, und eine weitläufige In- formation erfordert	1	—	—
2) Für eine Schedulam appellationis, seu revisionis Wann die Justificatio zugleich darin enthalten 1 bis 2 Rthlr.	2	—	—
3) Wann die Justification besonders erfolgt, soll die- selbe wie andere Deductiones und Satzschriften nicht nach denen Bogen, sondern nach der Soli- dität taxirt werden. Dahingegen diejenige welche ohne Noth die Schrif- ten weitläufig machen, ante acta recoquiren ic. nicht allein ihrer Gebühren verlustig declarirt, son- dern auch noch dazu gestraft werden sollen.	—	16	—
4) Vor ein mündlich Verhör, oder wann wegen Man- gel der Zeit eine geringe Sache loco oralis verwie- sen wird	2	—	—
5) Wann die Parteyen bitten daß wegen Weitläufig- keit und Wichtigkeit der Sachen dieselbe loco ora- lis verwiesen werden möge, für bey Schriften 3 bis 4 Rthlr. Wann sie nachher finden solte, daß die Sache gar füglich mündlich hätte vorgetragen werden können, müssen	—	—	—

- |                                                                                                            | Gr. | Gr. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| müssen nicht mehr als 2 Rthlr. passirt, diese aber zu<br>der Sportuln Casse zuerkant werden.               |     |     |
| 6) Der Inrotation der Acten bezuwohnen, wann<br>schriftlich verfahren wird                                 | 1   | —   |
| Wann Advocati in Termino nicht erscheinen und<br>den Recels unterschreiben, können sie nichts so-<br>dern. |     |     |
| 7) Pro revisione einer ihnen auswärts zugeschieden<br>Sach: Schrift.                                       | —   | 8   |
| 8) Pro revisione eines solchen Memorialis                                                                  | —   | 2   |

**Wann die Advocaten vices procuratorum  
vertreten.**

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |   |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|
| 1) Weil die Advocaten die expedirte Sachen abfordern<br>und auslösen müssen und sollen, so wird ihnen er-<br>laubt von jedem Memorial und darauf expedir-<br>tem Decret ihrer Parthey anzurechnen                                                                                   | — | 4 |
| Hingegen müssen sie, wann sie vor 1 Uhr die Sachen<br>nicht abfordern, denen Boten, welche ihnen nach<br>1 Uhr die Expedita ins Haus bringen, die Insinua-<br>tions-Gebühren ex propriis bezahlen.                                                                                  |   |   |
| 2) Wann sie denen Partheyen copiam decreti vel sen-<br>tentiae zusenden nebst dem Schreiben                                                                                                                                                                                         | — | 4 |
| 3) Wann sie dem Gegentheil das Decret in der Stadt<br>insinuiren lassen                                                                                                                                                                                                             | — | 3 |
| 4) Pro sollicitatura und Abforderung einer nach Hof<br>abzustattenden Relation, item einer Confirmation-<br>und Expedition eines gerichtlichen Vergleichs                                                                                                                           | — | 6 |
| 5) Wann der Advocat seiner Parthey von einem wich-<br>tigen Umstand Nachricht ertheilet, oder von der-<br>selben Information einzuholen nöthig findet, und<br>derselbe auf seinen Advocaten:End die Briefe spe-<br>cificirt, so sollen ihm für jeden Brief passiren 2.<br>bis 4 Gr. |   |   |

292

## PUPILLEN-COLLEGII.

**S**eine Königl. Majestät in Preussen etc. Unser allergnädigster König und Herr, haben bey Untersuchung des Chur-Märckischen Justitz WeSENS missfällig wahrgenommen, daß vor die Sicherheit derer Unmündigen und Minderjährigen nicht genugsam gesorget, bey Bestellung der Vormünder keine zureichende Vorsichtigkeit gebrauchet, die Rechnungen nicht zu rechter Zeit abgenommen, öfters keine Monita dargegen gemacht, und die Capitalia ohne genugsame Sicherheit ausgethan worden; daher dann geschehen, daß nach geendigter Tutei oder Curatei, die Unmündigen mit ihren Vormündern kostbare und weitläufige Processse führen, und der Ueberrest des mehrentheils vorhin schon verlohrenen Vermögens dazu anwenden, oder aus Mangel der Subsilientz und der Kosten das ihrige verlieren müssen.

Damit nun auch dieser Unordnung abgeholfen werden möge; So haben allerhöchst gedachte Se. Königl. Majestät, der zur Regulirung des Chur-Märckischen Justitz-Wesens angeordneten Commission alleranädigst aufgetragen, bey dem Cammer-Gericht in Berlin ein Pupillen Collegium, nach dem Preussischen Fuße zu errichten, welches unter der Direction des Präsidenten vom zweyten Senat aus sieben Rätthen, zwey Secretariis und Calculatoren, und einem Cantellisten bestehen soll.

Damit aber jedermann wissen möge, was vor Unmündige zu diesem Pupillen-Collegio gehören, und was des Collegii Departement und Verriachtung seyn werde; so sehen, ordnen, und wollen Wir

§. 1. Daß zuörderst unter dem Departement des Pupillen-Collegii in genere seyn sollen alle adeliche Pupillen.

conf. No-  
tata im Mi-  
hange ad  
Cod. Fr.  
und dieser  
Pupil. Ord-  
nung.  
it. C. de  
an. 1761.  
p. 117.  
it. C. de  
an. 1762.  
p. 185.  
it. C. de  
an. 1763.  
conf. pr.  
Pupil. Ord-  
nung §. 3.

pillen, wie auch diejenige bürgerliche Pupillen, welche solche Väter gehabt die von derer Unter-Gerichte Jurisdiction eximiret seyn, als in specie alle Ober-Officierer, Sie mögen in würcklichen Diensten stehen oder nicht, alle Titular-Räthe, wie auch Sub-Ilrernen der Collegiorum, Secretarii, Advocaten und Causellisten.

§. 2. Ferner gehören auch hierunter diejenige adeliche und vorgemeldte bürgerliche Personen, welche mente capti und furiosi seyn, item die Minderjährige, welchen Curatores zu bestellen seyn.

§. 3. Dieses Vormundschafts Collegium soll hauptsächlich davor sorgen, daß die Unmündige gleich nach der Eltern Tod bevormundet werden.

§. 4. Damit aber dieses Collegium jederzeit Nachricht erhalten möge, wann Eltern mit Hinterlassung Unmündiger, Minderjähriger oder blödsinniger Kinder versterben, so müssen diejenige Personen, welche nach der Vormundschafts-Ordnung schuldig seyn Vormünder in Vorschlag zu bringen, solches bey 10. bis 30. Rthlr. Strafe dem Pupillen-Collegio notificiren, und darbey diejenige, welche die Vormundschaft zu übernehmen schuldig seyn, benennen.

§. 5. Damit aber dieses Collegium ausserdem desto mehrere Gewißheit haben möge, was dergleichen adeliche oder bürgerliche Väter vor unmündige, minderjährige oder blödsinnige Kinder nachgelassen, so sollen alle Prediger in denen Städten und auf dem Lande, bey 10. Strafe zur Pupillen-Casse, dem Collegio entweder vor, oder 14. Tage nach dem Begräbniß umständlich notificiren, daß der Verstorbene dergleichen Kinder nachgelassen, item wer die nächste Verwandten, oder sonst die nächste Nachbahren des Pupilli seyn, welche die Vormundschaft übernehmen könnten.

§. 6. Wann Tutores legitimi & Testamentarii würcklich vorhanden, müssen dieselbe binnen 4. Wochen und zwar die erste nach dem Absterben der Eltern, die andern

nach Eröffnung des Testaments, bey gleicher Strafe, dem Pupillen Collegio Nachricht davon geben, sich ad præstandum præstanda offeriren, und um Confirmation bitten.

§. 7. Wann weder legitimi noch Testamentarii Tutores sich angeben, und diejenige welche Vormünder vorschlagen müssen, keine in Vorschlag bringen, so muß das Pupillen Collegium ex officio sich nach denen nächsten Verwandten, oder, wann solche nicht vorhanden, nach denen an demselben Ort, oder in der Nachbarschaft wohnenden ehelichen und verständigen Personen erkundigen, zwey oder drey davon ansuchen, dieselbe zugleich auf einen Tag citiren, und einem davon prævia causæ cognitione die Tutel per sententiam auflegen.

§. 8. Im Fall sich einer oder der andere von Annahme der Vormundschaft zu entschuldigen vermeynte, muß er solches nicht schriftlich, sondern in Termino mündlich entweder selbst, oder durch einen Bevollmächtigten vorstellen, auch solche excusandi causas in continenti bescheinigen, oder gewärtigen daß darauf nicht reflectiret werden solle.

§. 9. Wann jemand (auch allensfalls in contumaciam) zum Vormund per sententiam confirmiret wird, hat kein Remedium als quoad effectum devolutivum dargegen statt: daher der confirmirte Vormund pendente lite ein Inventarium conscribiren, das Vermögen administriren, und vor allen durch seine Versäumniß entstehenden Schaden stehen muß.

§. 10. Diejenige welche vor Etablirung dieses Pupillen-Collegii entweder von Uns immediate, oder per testamentum, oder sonst gesetzet und bestätiget worden, müssen a dato dieser in öffentlichem Druck herausgekommenen Constitution höchstens binnen zwey Monath sich bey dem Pupillen-Collegio melden, allda das über des künfftigen Vermögens aufgerichtete Inventarium, nebst denen unklässigen Rechnungen, einliefern, sich zu de-

ren

ren Ablegung erbiethen, oder gewärtigen, daß sie sonst suspect declariret, a Tutela removiret, und mit 50. bis 100. Rthlr. Strafe belegt werden sollen.

§. 11. Wann verschiedene Agnaten sich zu der Vormundschaft melden, und dieserwegen unter sich streitig seyn, so muß das Pupillen-Collegium dieselbe in einem Termino vor sich fordern, die Sache hören, und dahin sehen daß dem nächsten Agnato, wann er genügsame Sicherheit prästiren kan, die Tutel zugesprochen werde; worvon keine Remedia als quoad effectum devolutivum verstattet werden sollen.

§. 12. Hauptsächlich aber muß dieses Pupillen-Collegium davor sorgen, daß alle Vormünder, nach dem Ablauf des Jahres ihre Rechnungen (und zwar in dem ersten Jahre nebst dem copeylischen Inventario) einschicken müssen; und ist das Collegium, wann der Vormund hierunter säumig seyn solte, zum Ueberfluß schuldig nach Ablauf des Jahres ex officio demselben einen Terminum dazu anzusetzen.

§. 13. Zu dem Termino muß das Collegium das Inventarium, und ob es rechtlich gefertigt worden, untersuchen, und wann sich einiger Zweifel hervor thut, solches von dem Vormund, und demjenigen der es gefertigt, auch befundenen Umständen nach, von denen so in domo defuncti sich befunden, endlich bestärcken lassen.

§. 14. Wann die Rechnung abgelegt wird, muß das Collegium denen Secretariis aufgeben, Monita darüber zu machen, auch selbst ex officio dergleichen formiren, und die Rechnungen mit aller Behutsamkeit untersuchen, ob etwa der Vormund unndthige Reisen gethan, ob er mehr als sich gebühret zu Erziehung des Unmündigen angewandt, u. s. w.

§. 15. Das Collegium muß ferner in Termino sich das baare Geld was vorhanden, nebst denen Manualien von dem angefangenem neuen Jahre vorzeigen lassen, das Geld mit dem Gerichts-Siegel versiegeln, und ent-



weder ad depositum nehmen (wovon keine Deposita Jura genommen werden müssen,) oder dem Vormunde, wann er sicher, wieder zustellen, welcher wann es noch nicht auf Zinsen ausgethan werden können, solches in beyden Fällen durch die Intelligenz-Zettel bekannt machen, und seinen Fleiß dadurch justificiren muß.

§. 16. Wann sich jemand findet der das Geld zinsbahr annehmen will, muß der Vormund alle Umstände wohl erwegen, und davon an das Collegium berichten, welches insbesondere die Caution wohl untersuchen, den Vormund umständlich bescheiden, und auch jederzeit ein richtiges Protocoll darüber halten soll.

§. 17. Wann ein Vormund ohne Approbation des Collegii Geld ausstut, und nach geendigter Vormundschaft dem Pupillo der geringste Streit gemacht werden selte, muß das Capital von dem Vormund beygetrieben, und ihm jura celsa von dem Pupillo gegeben werden, da ihm dann frey stehet, die Sache mit dem Debitore auf seine Kosten auszumachen.

§. 18. Es kann kein Vormund im Nahmen seines Pflegebefohlenen weder active noch passive sich in Processen einlassen, ohne dem Collegio davon vorhero Anzeigung zu thun, und deesfalls mit einem Decreto versehen zu seyn.

Der Vormund muß die rationes pro & contra ansühn und sein Gutachten, ob er vermaynet mit der Klage und dem Beweis fortzukommen, oder ob er begründete Exceptiones habe, abstatien: Das Collegium muß solche examiniren und dem Besinden nach dem Vormund bescheiden entweder von der Klage abzustehen, oder den Kläger zu befriedigen; In zweifelhaften Fällen aber zum Vergleich anrathen.

Solte ein Vormund ohne diese Besutsamkeit sich in Processen vertreffen, ist er, wann er gleich obriniret, die Kosten ex propriis zu tragen schuldig.

§. 19. Wann es in einigen Punkten zur Contradiction kommt, als wann ein Vormund die Vormundschaft

schaft depreciret, oder wann verschiedene Verwandten sich melden, oder wann ein Vormund als suspectus removiret wird &c. so muß das Collegium die Sache summariter hören, die Zeugen wo es nöthig summariter, jedoch jurato vernehmen. und ein Urtheil darüber sprechen.

Wann sich ein Theil darüber beschwert befindet, stehet ihm frey seine Nothdurft dagegen binnen 14 Tagen schriftlich vorzustellen. Das Collegium muß diese Vorstellung nebst den Acten und seinem Gutachten dem Cammer-Gerichte einsenden, dieses aber muß o<sup>u</sup>ic ferneres Verfahren, Acta durch den zweyten Senat nachsehen lassen; Was dieses darüber erkennet, dabey soll es lediglich gelassen werden.

§. 20. Die Secretarii müssen die Vormundschafts-Bücher in guter Ordnung halten, und dieselbe nach dem dato, da sie angefangen verzeichnen, diejenige Vormundschaften, welche zur Rechnungs-Abnahme stehen, müssen sie dem Präsidenten vorlegen, welcher, wann sich der Vormund nach Ablauf des Jahres nicht selber meldet, ex officio einen Terminum reddendarum rationum anzuberaumen hat.

Es müssen auch diese Secretarii alles was in dem Collegio angegeben wird, treulich und fleißig expediren, die Rechnungen ob solche in calculo richtig nachsehen, und das benöthigte auch ihrerseits dabey moniren.

§. 21. Weil aber höchstbillig ist, daß die Membra dieses Pupillen Collegii vor die ihnen aufgetragene Arbeit einige Ergöblichkeit haben mögen, so seyn Wir zufrieden, daß von dem völligen Capital eines jeden Pupilli ein halb pro 100 genommen, und zur Sportul Casse geliefert werde.

Dahingegegen alles von dem Collegio gratis ausgefertiget, und ausser denen Post- und Copial-Gebühren nicht das geringste genommen werden soll.

Wann die Ausgabe die Einnahme übersteiget, so muß vor die Abnahme der jährlichen Rechnung nichts gefordert, oder genommen werden.

## 618 Project eines neuen Pupillen-Collegii.

§. 22. Das Pupillen-Collegium muß jährlich eine Tabelle an Unser Hof-Lager einsenden, und darin 1) d. i. Namen, 2) das Alter des Pupilli, und 3) des Vormund des Namen anzeigen. Zugleich auch 4) anführen, ob ein Inventarium conseribiret, und 5) der Vormund zu reichende Caution bestellet habe, 6) ob alle Jahr richtige Rechnung abgenommen worden, und 7) wie hoch sich das Vermögen belause.

§. 23. Gleichwie nun diese Pupillen-Ordnung bloß auf die adeliche und solche bürgerliche Pupillen, deren Vätern denen Unter-Gerichten nicht unterworfen seyn, eingerichtet ist, also folget von selbst, daß denen Aemtern und Städten ihr Recht, die ihrer Jurisdiction unterworfenen Unmündigen zu bevormunden, derer Vormünder Rechnungen jährlich abzunehmen, und über die Rechnungen zu quiriren u. ungefräncket bleiben müsse.

Weil aber die Erfahrung gezeiget, daß eben nicht überall mit behöriger Sorgfalt vor das Beste der Unmündigen geforget werde, und solches zuweilen aus Nachsicht, zuweilen auch aus Ermangelung zureichender Einsicht geschicht; So ordnen und wollen Wir 1) daß die Aemter und Städte jährlich eine accurate Litte von denen Pupillen nach der oben §. 23. vorgeschriebenenen Tabelle an dieses Collegium einschicken; anbey 2) die jährlich aufgenommene Rechnung, nebst dem darüber gehaltenen Protocoll, originaliter an das Pupillen-Collegium einsenden sollen: Welches dieselbe behörig revidiren, das nöthige dabey moniren, in zweifelhaften Fällen näheren Bericht erfordern, und sodann dem Befinden nach das benöthigte darauf, ohne einige Weitläufigkeit, verabscheiden muß.

3) Wann die Aemter und Städte sich in einigen Stücken nicht finden können, und daher einige Information nöthig haben, können sie sich bey diesem Collegio Rathß erholen, welches sie jederzeit nach denen Rechten bescheiden muß. Es soll aber

4) Vor die Revision dieser Rechnungen sowohl, als vor die eingeholte Information, auffer dem Post-Geld nicht das geringste bezahlet werden.

Uhrkundlich u.



Anhang

Anhang  
zum  
**C O D I C E**  
**FRIDERICIANO,**

wie auch  
zur **TRIBUNALS-**  
und  
**PUPILLEN-Ordnung,**

in welchem  
alle seit der Publication und Einführung  
ergangene  
**Ordnungen, Edicten, Mandaten, Rescripten und**  
Resolutionen, wodurch der Cod. Frid. und die Tribunal- und Pu-  
pillen-Ordnung eine Erklärung, Abänderung, Erläuterung  
oder Zusatz erhalten,  
entweder

remissive auf die Stellen in der IV. Continuation des  
**Corporis Constit. March. Myliani**

und  
in denen von der Academie der Wissenschaften  
**fortgesetzten jährlichen Sammlungen,**

wo solche befindlich  
nach der Ordnung der Titeln und §§. angeführt,  
oder  
in so weit solche Edicten und s. w. in keiner von gedachten  
beiden Sammlungen anzutreffen, nach ihrem ganzen In-  
halt eingerücket sind.





Circulare an alle Regierungen und Justiz-Collegia, wodurch denselben der von der Academie der Wissenschaften veranstaltete Abdruck eines Anhanges, zum Codice Fridericiano bekannt gemacht, auch ein Exemplar davon communicirt wird, mit dem Befehl, sich nach den darin angemerkten seit Publication des Codicis und Einführung der Tribunals- und Pupillen-Ordnung, zu deren Erklärung und Erläuterung ergangenen Rescripten und Verordnungen sowohl, als nach den Circularien vom 3. Decemb. 1760, welche dem Anhange beygefügt sind, in vorkommenden Fällen zu achten.

**F**riederich, König in Preussen, Marggraf zu Brandenburg, des Heil. Römischen Reichs Erbkammerer und Chur-Fürst, Souverainer und Oberster Herzog von Schlesien u. u. u.

Nach



Nach der Verbesserung des Justitz Wesens in Ur<sup>o</sup> 7 Landen und der Publication des Projects Unseres Coucis Fridericiani hat die würckliche Anwendung desselben in manchen Fällen zu Zweifeln und Bedendlichkeiten Anlaß gegeben, welche theils auf die bey Unserer Allerhöchsten Person von den Parthenen gethanen allerunterthänigsten Vorstellungen; theils bey neuen Einrichtungen in den Provinzisen, theils auf die Anfrage der Justitz-Collegien durch allerhöchste von Uns immediate erlassene Cabinets-Ordres, Instructiones für die Provinzen und Rescripte aus Unserm Hoflager gehoben worden.

Da aber von solchen Verordnungen einige nur an dieses oder jenes Justitz Collegium ergangen, andere aber, wenn sie gleich durchgängig bekannt gemacht, verschiedentlich wieder aus der Acht gelassen worden;

So haben Wir für nöthig befunden, zumahl da in den bisherigen von Unserer Academie der Wissenschaften fortgesetzten jährlichen Sammlungen Unserer Landes-Gesetze die zur Proceß Ordnung gehöbrigen nicht von den übrigen abgesondert werden, durch einige Mitglieder der zur Revision des Codicis verordneten Commission, unter der Aufsicht Unsers Groß-Canzlers, einen Anhang zum Cod. Frid. verfertigen zu lassen.

In demselben sind alle die Verordnungen, Rescripte und Resolutiones, wodurch das Project Unsers Codicis Frid. und die mit demselben eingeführte Tribunals- und Pupillen-Ordnungen eine Abänderung, Erläuterung oder  
Zusatz



Zusatz bekommen, nach Ordnung der Titul und der Absätze bemerkt, auch ist angeführt worden, wo sie in der 4ten Continuation des Corporis Myliani, oder in denen von Unserer Academie jährlich fortgesetzten Sammlungen, zu finden; Wenn sie aber in diesen Wercken nicht befindlich, sind sie zugleich abgedruckt worden.

Unsere Academie der Wissenschaften hat den Druck des obgedachten Anhangs veranstaltet, und es ist solcher nebst den Continuationibus Constitutionum vom Jahre 1751 bis 1759. bey allen Factoren derselben zu bekommen; Wir communiciren euch hiebey ein Exemplar davon, mit dem gnädigsten Befehl, euch in vorkommenden Fällen nach den darinn angeführten Verordnungen zu achten, auch des Endes die 4te Continuation des Corporis Myliani de anno 1748 bis 1750, welche in der hiesigen Buchhandlung des Hallischen Waisenhauses zu bekommen ist, und die fortgesetzte Sammlungen Unserer Academie, wosferne solches nach Unserm Rescriptis vom 3. und 8ten April 1755. noch nicht geschehen, euch forderst anzuschaffen, und die unter euch stehenden Magisträte, Unter:Gerichte, Gerichts:Obrigkeiten, und Beamten so wohl dazu als zur Beobachtung der im Anhang angeführten Verordnungen anzuweisen.

Wir haben auch gut gefunden bey dieser Gelegenheit einige Vorschriften des Cod. revisi aus den Titula von der Wiederklage, dem Beweise und Gegen:Beweise, von Zeugen, und von Arretten vorläufig bekannt zu machen, welche Vorschriften die im Anhang an ihrem Orte befindli:





findliche Circularien vom 3ten Dec. 1760. enthalten es ergeheth demnach Unser gnädigster Befehl an euch, selbige gleichfalls in Ausübung zu bringen. Daran geschieheth Unser Wille. Berlin den 28ten Febr. 1761.

Auf Sr. Königl. Majestät allergnädigsten  
Special-Befehl.

von Jariges.



Ad Codicem Fridericianum.

**A**d Part. I. Tit. I. wegen Visitation der Justitz-Collegiorum.

vid. Continuat. Constitut. de Anno 1754 No. 34.

Ad Part. I. Tit. I. §. 4. wegen Besetzung der Rathes-Stellen in den Justitz-Collegiis.

vid. Continuat. Constitut. de Anno 1755. No. 82. und 85.

Ad Part. I. Tit. I. wegen Verpflichtung und Introduction der neubestellten Bedienten, daß solches nicht eher geschehen solle, bis die Quitung über die Erlegung der Jurium von der Chargen-Casse beygebracht.

vid. Cont. Const. de An. 1764. No. 71.

Ad Part. I. Tit. 3. §. 14. wegen der Auszahlungen ex Deposito, daß solche an Bevollmächtigte nur alsdann geschehen soll, wenn sie mit gerichtlicher Vollmacht versehen, die vor einem Notario und zweyen Zeugen ausgestellte Vollmachten aber unzureichend.

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 71.

Ad Part. I. Tit. 3. §. 14. wegen der Auszahlungs-Befehle bey gerichtlichen Depositis, und daß nach Abfassung eines Distribut-Urtheils, jeder theilnehmender Gläubiger einen besondern Befehl zur Auszahlung aufbringen müsse.

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 29.

Ad Part. I. Tit. 3. §. 22. wegen der Aufsicht über das Depositen-Wesen der Unter-Gerichte, ist den

## 626 Anhang zum Codice Fridericiano.

9ten Jul. 1759. folgendes *Rescript* an das *Cammer-Gericht* erlassen:

Friderich, König in Preussen etc. Unsern etc. Euer allerunterthänigster Bericht vom 15ten Menf. pr. worinnen ihr von der Aufsicht, über die bey den Magisträten, Unter-Gerichten und Aemtern befindliche Depositen-Cassen, dispensirt zu werden, gebeten, ist nebst der deshalb schon unterm 1yten Nov. 1748. nach Hofe gegangenen, von euch dermahlen wieder mit eingesandten Relation, belesen und gehörig erwogen worden.

Gleichwie Wir nun zu euch das gnädige Vertrauen hegen, ihr werdet niemahls ermangeln, alles dasjenige, was euch nur irgends möglich ist, mit unermüdetem Fleisse, so willig als schuldigst beizutragen, damit Unsere Landes-Väterliche Intention, in Ansehung des Depositen-Wesens, überall erreicher, und Unser dabey auf das erspriessliche Wohl Unserer getreuen Unterthanen abzielender Endzweck völlig erhalten werden möge; Also ist dahingegen auch Unsere Meynung keinesweges, von euch hierunter etwas zu verlangen, welches zu bewerkstelligen euch unmöglich wäre.

Die Jurisdiction eures Collegii ist zu weit ausgedehnt, und die Arbeit bey selbigem zu häufig, daß die Räte selbst die Unter-Gerichte bereisen, das Deposital-Wesen bey denselben einrichten, und die Deposita untersuchen könten, nicht zu gedencken, daß die Fuhren und Kosten dem Lande sowohl als denen Cämmereyen, insonderheit bey gegenwärtigen Zeiten, allerdings beschwerlich fallen würden.

Eben diese Bedencklichkeiten der Kosten walten bey dem Adjuncto Fisci gleichfalls ob, und ist in Ansehung desselben noch ferner in Betracht zu ziehen, daß sein *Ofticium* ihm nicht verstatte, so lange abwesend zu seyn.

Diesem allen ohngeachtet aber muß doch das Depositen-Wesen bey den Unter-Gerichten eures Ressorts einmah! in die gehörige Richtigkeit gesetzt werden, welches  
Wir

## Anhang zum Codice Fridericiano. 627

Wir dann nachfolgender massen wollen beiderckstelliget wissen.

Zuforderst müisset ihr von allen Unter:Gerichten, Magisträten und Beamten ohnverlangt berichten lassen:

Ob Deposita bey ihnen vorhanden?

Ob solche in besonders dazu verfertigten Kasten aufbehalten werden?

Wie viele Schlösser dafür gelegt, und wer diese Schlüssel zur Verwahrung bey sich führe?

Ob Bücher vorhanden, worinnen die Decreta wegen der Deposition, nach der gegebenen Vorschrift, eingetraget werden?

Ob diese Eintragung auch würcklich geschehe?

Ob die Rechnungen jährlich abgenommen werden, und durch wen es geschehe, auch ob darüber Protocolla gehalten, und die Rechnung richtig befunden worden?

Endlich wie groß vor jezo der Bestand der Depositens Gelder sey?

Hiernächst und wenn diese Berichte eingegangen, habt ihr sämtliche Unter:Gerichte, nach der neuen Verfassung, genau zu instruiren, auch einen und den andern, aus denen vornehmsten Magisträten, mit dem Deposital- und Controll-Buche herüber zu fordern, und diese allhier selbst, wie sie sich überall zu verhalten, umständlich anzuweisen.

Durch diese solchergestalt von euch selbst völlig instruirte Magistrats: Membra, habt ihr alsdann, in denen ihnen zunächst angelegenen Orten, das Depositens Wesen auf gleichem Fuß einrichten zu lassen, und diese eingerichtete Magistrate müssen hinwiederum in denen in ihrer Nachbarschaft belegenen Städten eine gleichmäßige Einrichtung besorgen, so lange bis überall in der ganzen Provinz das Depositens:Wesen in die gehörige Richtigkeit gesetzet worden.

## 628 Anhang zum Codice Fridericiano.

Dasi solches auch je eher je lieber geschehe, und darunter keine ungebührliche Verzögerung verstattet werde, wird von eurer darauf besonders zu nehmenden Attention hauptsächlich mit abhängen.

Aus denen jährlich einkommenden Tabellen könnet ihr künftig ersehen, ob die Deposita bey einem Unter-Gerichte in Ordnung, oder nicht? und habt ihr sodann dem Befinden nach jemanden aus dem nächsten Magistrat aufzugeben, die Visitation zu verrichten, und davon zu berichten.

Was die Aemter anbelangt, so müssen die Justitiarii die Decrete in die Controлле einschreiben, und die Beamten die Richtigkeit durch ihre Unterschrift attestiren, beyde aber einen Schlüssel zum Depositen-Kasten haben, damit keiner ohne den andern dazu kommen könne.

Nach Befolgung dieser Unserer allergnädigsten Intention wollen Wir zu seiner Zeit eures allergehorsamsten Berichts gewärtigen, wie die Einrichtung gemacht, und wie das Depositen-Wesen bey denen Unter-Gerichten befunden sey?

Uebrigens verstehet es sich von selbst, daß wenn ihr nach dieser Vorschrift eine genaue Aufsicht über das Depositen-Wesen bey denen Unter-Gerichten habet, und deshalb euch keiner Nachlässigkeit schuldig machet, von euch auch ein mehreres nicht gefordert werden könne und solle. Sind ic. Berlin den 9. Jul. 1759.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. I. Tit. 3. §. 22. wegen der Process Tabellen.*  
vid. Cont. Const. de anno 1753. No. 7.

*Ad eund. §. wegen der Criminal-Tabellen.*  
vid. Cont. Const. de anno 1755. No. 50.

*Ad eundem §. wegen Specification der Membrorum Collegii u. s. w.*

vid. Cont. Const. de anno 1753. No. 52.

*Ad Part. I. Tit. 6 §. 25. wegen der Sportel-Freyheit.*  
vid. Cont. Const. de anno 1753. No. 2.

*Ad*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 629

Ad Part. I. Tit. 6. §. 25. ist unterm 31. Dec. 1759. dem Cammer-Gericht ein *Reglement* vorgeschrieben, wornach die *Sportul Cassé* in guter Ordnung zu erhalten, und unterm 3. Dec. 1760. daraus folgender *Extract* mit einigen Zusätzen zur allgemeinen Richtschnur der übrigen Regierungen und *Justiz-Collegien* angefertigt:

### EXTRACT.

Nachdem Wir in allen Unsern Provinzien den Klagen wegen der enormen Gerichts-Sportuln und Commissions-Gebühren dadurch abgeholfen, daß die *Justiz-Collegia* keine Sportuln unter sich weiter repartiren dürfen, sondern solche in eine gemeine Sportul-Cassé legen und sammeln, und zu ihrer Besoldung ein gewisses Quantum daraus empfangen, hiebey aber vor allen Dingen nöthig ist, daß bey der Einziehung, Verwahrung und Berechnung dieser Gerichts-Kosten eine genaue und gute Ordnung beobachtet werde:

So haben Wir nöthig gefunden, bey Unserm Hof- und Cammer-Gericht folgende Einrichtung festzusetzen.

§. 1. Es sollen jederzeit zwey Unserer Cammer-Gerichts-Räthe, so aber alle Jahr abzuwechseln, die besondere Aufsicht über die Sportul-Cassé haben.

§. 2. Der Kasten, worinn die einkommende Gerichts-Gebühren zu legen, und zu verwahren, soll bey dem Rendanten der Depositen-Cassé stehen.

§. 3. Der Sportul-Cassen-Rendant hat alleine die Einnahe aller zur Sportul-Cassé fließenden Gerichts-Gebühren, stellet auch allein die Quittungen darüber aus, und führet darüber die Haupt-Rechnungen.

§. 4. Zu dem Kasten, worinn die zur Sportul-Cassé gehörigen Gelder geleyet werden, soll der Rendant der Depositen Cassé und der Sportul Cassen-Rendant, jeder einen Schlüssel haben, und einer ohne den andern nichts heraus nehmen noch herein legen.

## 630 Anhang zum Codice Fridericiano.

§. 5. Da Wir durch das Rescript vom 23. Aug. 1752. die Rendanten der Sportul-Cassa von Bestellung der Caution dispensirt haben; so soll der Rendant niemahls über 200 Rthlr. baaren Bestandes an sich behalten, sondern sobald er ein mehreres eingenommen und vorrätzig hat, sofort in Weysen des Rendanten der Depositen-Casse in den Kasten legen.

§. 6. Alle Quartale hat der Rendant eine Balance von dem vorhandenen baaren Bestande, und wie selbiger sich von einem Quartal zum andern vermehret oder vermindert, anzufertigen, und darunter von dem Rendanten der Depositen-Casse attestiren zu lassen, daß der Vorrath in dem Kasten mit solcher Balance übereinkomme, mithin der Rendant alles, wie es eingehoben, ausser der an sich zu behalten erlaubten und nicht über 200 Rthlr. betragenden Summe, würcklich abgeliefert habe.

§. 7. So oft als Ferien bey dem Cammer-Gericht einfallen, sollen die zwey Cammer-Gerichts-Räthe, welchen die besondere Aufsicht in solchem Jahre aufgetragen, unter dem Praesidio eines des Präsidenten oder Directoren, zusammen kommen, und in dieser extraordinairn Zusammenkunft alle diejenigen Sachen vorgetragen, und darauf decretiret werden, so zur Einferderung derrer Gerichts-Gebühren gehören.

§. 8. Alle Viertel Jahre hat der Rendant einen generalen Abschluß von dem Zustande der Sportul Cassie in Einnahme und Ausgabe, auch ausstehenden Ketten, zu übergeben, welcher vom Cammer-Gericht nach Hofe gesendet werden muß.

§. 9. Alle Jahre müssen die beyden Cammer-Gerichts-Räthe unter dem Praesidio eines derrer Präsidenten oder Directoren die Rechnung von den Rendanten abnehmen.

Hierbey müssen zum Grunde geleyet werden:

1) Die Protocolla der letzt vorhergegangenen Rechnung-Abnahme.

2) Der

## Anhang zum Codice Fridericiano. 631

- 2) Der darüber von den vorigen Rechnungs-Abnehmern abgestattete Bericht.
- 3) Die auf di: dabey vorgefallene Erinnerungen und deren Vortrag von dem Collegio gefassete Resolutiones.
- 4) Die nach dem §. 6. gemachte vierteljährige Balance des Bestandes.
- 5) Die nach dem §. 8. alle Viertel Jahr nach Hofe einzusendende Quartal Abschlüsse des Zustandes der Sportul-Casse.

Als welche sämtliche Piecen zu jeder Zeit von dem Protonotario lub sigillo majori des Cammer-Gerichts in dem Kasten, wo die Testamenta liegen, zu asserviren sind; hierauf muß die Rechnung auf das genaueste examiniret, der Bestand nach Art der Cassen-Visitation nachgesehen, dem Collegio daraus referiret, und erst hierauf der Rendant, nachdem die Rechnung und Bestand richtig befunden, quittiret werden.

§. 10. Es fließen in die Sportul-Casse des Cammer-Gerichts alle bey den drey Senaten des Cammer-Gerichts zu bezahlende Gerichts-Kosten und kleine Strafen. Der Sportul Cassen-Rendant hat auch die General Einnahme von allen diesen Geldern, und muß darüber gehörige Rechnung führen.

§. 11. Damit nun der Rendant in den Stand gesetzt werde, seine Einnahme auf eine leichte und solide Art zu rechtfertigen; So muß

- 1) Was die Expeditions-Gebühren bey dem 2ten und 3ten Senat des Cammer-Gerichts betriß, der expedirende Secretarius unter dem Concept einer jeden Verordnung, so er expedirt, die geordnete Taxe inclusive des Stempels notiren, und wann ein Duplicat oder Beslage, wovon die Abschrift nicht übergeben worden, communiciret wird, hiervon die Copial Gebühren taxiren, und solche gleichfalls unter das Concept setzen: Hiernächst muß ein besonderes Buch von den Cancellisten gehalten werden,



## 632 Anhang zum Codice Fridericiano.

worin sie alle Taxen der Verordnungen, und überhaupt alles was zur Siegelung kommt, eintragen.. Dieses Buch wird dem 1sten Präsidenten des Cam: Gerichtes bey der Siegelung zugesandt, von demselben nachgesehen, gegen die mundirte Expedition gehalten, auf welcher die Canzelisten die Taxe gleichfalls setzen müssen, auch die Richtigkeit durch seine jedesmalige Unterschrift bezeuget, welches also dem Rendanten zur Controlle dienet. Der Rendant aber trägt die Expeditions-Jura selbst nach denen ihm vorgelegten Originalien, oder Copeyen, so ihm die Canzelisten vorlegen müssen, in seinem Buche ein.

- 2) Was die Urtheils- und Bescheids-Gebühren, auch Succumbenz-Gelder eines jeden Senats betrifft, so wird das Quantum derselben von den Referenten unter der Relation und hiernächst unter dem Urtheil notirt: Bey der Publication trägt der Präsident oder vorsitzende Rath, welcher der Publication der Urtheile oder Bescheide beywohnet, die Urtheils- und Bescheids-Gebühren von jeder Juridica in ein besonderes dazu zu haltendes Buch mit Benennung der Partheyen ein. Wird für das Urtheil oder den Bescheid propter qualitatem personæ vel causæ nichts angesetzt, so muß dieses in dem Buche ausdrücklich angemerket werden.

Nach der Publication muß einer von den Copisten die Urtheile und Bescheide in ein besonderes Buch abschreiben, und über die darunter gesetzte Gebühren eine Controlle halten, mit welcher sowohl, als mit denen im Collegio zu haltenden Büchern, der Rendant die Einnahme an Bescheids- und Urtheils-Gebühren zu belegen im Stande gesetzt wird.

- 3) Die dictirte und cominirte kleine Strafen müssen bey allen dreyen Senaten von dem Referenten und Decernenten in besondere dazu angefertigte Bücher eingetragen, und wegen derer per sententias festgesetzt

## Anhang zum Codice Fridericiano. 633

festgesetzten das Quantum bey den Urtheils:Gebühren jederzeit mit verzeichnet werden. Aus denen Straf:Büchern muß derjenige Referendarius, welchem das Collegium dieses Geschäfte aufträgt, und welchem dafür von allen wirklich einkommenden Strafen das 6te Theil zugebilliget wird, die Strafs Listen anfertigen, und gegen die erste Woche der jedesmaligen Ferien in Bereitschaft halten, da dann einem oder zwey Rätthen aufgetragen werden soll, mit Zuziehung dieses Referendarii die comminirte Strafen nach den Acten festzusetzen, oder, wann denen Injunctis genüget, niederzuschlagen; wegen der bis dahin schon dem Rendanten zur Einnahme angewiesenen und noch rückständigen, die Execution zu veranlassen; wegen derer, seit den vorigen Ferien aufs neue dictirten oder comminirten und festgesetzten aber eine Liste zur Einnahme dem Rendanten zu stellen, welche zum künftigen Belag dieser Einnahmen zu legen.

Damit auch, wenn etwa dictirte Strafen wieder erlassen werden, dieses zur Wissenschaft der Rechnungsführer über die Strafen komme; so soll das Decret, wodurch die remission geschieht, dem Referendario, der die Straf:Listen anzufertigen hat, vorgezeigt, und dieses im Decret selbst jedesmahl ausdrücklich verordnet werden, und hat derselbe nach geschehener Vorzeigung die remittirte Strafen zu verzeichnen, damit solche bey Anfertigung der Straf:Listen daraus hinweggelassen werden.

- 4) Die Endes:Leistungen, so in loco Judicii geschehen, werden jedesmal auf den Tage:Zettel verzeichnet. Diejenigen, welche davon wirklich abgeleitet werden, muß derjenige, der bey den Verhören das Praesidium führet, aus dem Tage:Zettel notiren, und derjenige Referendarius, welcher dabey das Haupt:Protocoll führet, muß solches in einem besondern

## 634 Anhang zum Codice Fridericiano.

Buche, mit Bemerkung der Parteyen, eintrage und dieses von dem Rath jedesmal unterschrieben werden, welschemächst die Canzelen diesem verzeichneten Enden im Buche die Taxe beysetzet, womit hiernächst der Rendant diese Einnahme belegen.

- 5) Da die Recognitions-Scheine, welche über niedergelegte Testamenta ausgefertigt werden, mit zur Siegelung kommen: und also ad No. 1. unter die Expeditionen berechnet werden: so bedarf es dieserhalb der Führung eines besondern Buches nicht.
- 6) Die zur Sportul-Casse fließende Depositions-Gebühren muß der Rendant der Depositen-Casse bey dem Abschluß des Jahren abgeben, und zu derselben Zeit einen von ihm und denen zur Abnahme der Depositen-Rechnung ernannten Rätthen unterschriebenen Abschluß der Depositen-Rechnung, woraus conkliret, wie viel an Depositen-Gebühren zur Casse fließen sollen, dem Rendanten aushändigen.
- 7) Die Urtheils-Gebühren in denen Altmärckischen Sachen fordert der Sportul-Cassen-Rendant allein ein, und dienet ihm das von dem Copist Blume zu führende Buch zur Controlle. In denen Neumärckischen Sachen aber müssen die festgesetzten Urtheils- und andere Gebühren von der Neumärckischen Regierung sofort nach Erhaltung der Sententz aus ihrer Sportul-Casse an den Sportul-Cassen-Rendanten eingeschickt, und hiernächst durch den bey dem Judicio bestellten Sportul-Cassen-Rendanten, wieder beygetrieben; falls sich aber ein Ausfall daben ereignete, solcher bey den nächsten einzuschickenden mehreren Geldern in andern Sachen angezeigt und abgezogen werden. Die nach dem §. 13. No. 2. zu haltende Urtheils-Bücher dienen gleichergestalt zur Controlle der Neumärckischen Urtheils-Gebühren.
- 8) Wenn Zeugen in loco Judicii abgehört werden, (denn bey den Zeugen-Verhören, so per Commissarium

## Anhang zum Codice Fridericiano. 635

sarium auswärts aufgenommen werden, bedarf es dessen nicht), so muß sogleich bey Veranlassung des Examinis testium von dem Decernenten solches mit Benennung der Partheyen und der Anzahl der Zeugen, wie auch des Secretarii, welchem das Zeugen-Verhör aufgegeben worden, in ein dazu geordnetes Buch eingetragen werden; In den Secretarium judicii, welcher das Zeugen-Verhör verrichtet, wird kein Commissoriale ausgefertigt, sondern ihm nur das Decret, wodurch das Zeugen-Verhör veranlaßt wird, zugestellt. Wenn das Zeugen-Verhör geendiget, und der Rotulus von dem Secretario uberreicht wird, so muß er zugleich in einem Pro Memoria, wofür ihm 4 Gr. von den geordneten Gebühren für das Zeugen-Verhör in Rechnung pailiren sollen, anzeigen, was der Producent für das Zeugen-Verhör zur Sportul-Casse zu entrichten hat; Dieses Pro Memoria muß sodann auf den Distributions-Zettel mit gesetzt, und beyrn Vortrage desselben, von den Decernenten in vorbemeldeten Buche die zur Sportul-Casse zu entrichtende Gebühren eingetragen werden, mit welchem Buche hiernächst der Rendant seine Einnahme für die Zeugen-Verhöre jultificiret.

- 9) Wenn Testaments in loco judicii übergeben werden, so trägt in einem dazu geordneten Buche der Prototonarius oder Secretarius die Gebühren mit Benennung des Testatoris ein, der Präsident des Collegii oder der vorsitzende Rath aber attestiret solches mit seiner Unterschrift; Wird das Testament extr. locum judicii durch Deputatos aufgenommen, so werden die von dem Prototonario in dem Buche eingetragne Gebühren von den Deputatis attestiret.

In eben diesem Buche werden auch die Gebühren für die Publication eines Testamenti bey der Publication selbst von demjenigen, so sie verrichtet, einget

## 636 Anhang zum Codice Fridericiano.

eingetragen. Und mit diesem Buche belegt der Rendant seine Einnahme für Aufnahme und Publication der Testamente.

10) Wenn eine Obligation, Resignation, oder Inventur verordnet wird, muß sogleich beym Vortrage und Veranlassung derselben solche von dem Deceruenten in ein besonderes dazu destiniertes Buch eingetragen werden. Der Secretarius specificiret hiernächst, wenn er seinen Bericht von dem expedirten Actu erstattet, die dafür zu entrichtende Gebühren, welche, wann sie von dem Collegio festgesetzt worden, in bemeldetem Buche dem darinn notirten Actui beygefüget werden; Und dieses Buch giebt bey Abnahme der Rechnung die Nachweisung, was an Obligations- Resignations- und Inventur Gebühren zur Einnahme kommen soll.

11) Wenn Commissions- Gebühren festgesetzt, und der Vorschuß derselben aus der Sportul- Casse verordnet worden, so muß das Decret von der Canzley dem Rendanten vorgezeigt werden, welcher sein Vidit darunter setzen, solche in ein besonderes Buch eintragen, das festgesetzte Quantum abschicken, und dafür sorgen muß, daß, wosern nichts in der Sache von der Parthey deponirt worden, durch jedermalige von dem expedirenden Secretario auszufertigende Mandata restituendo solches zur Casse wieder eingezogen werde; Diese nach Vorschrift des Codicis erlassene Mandata müssen an die alhier wohnende Partheyen durch den Rendanten, an die außer Berlin wohnenden aber durch die Post gesandt werden. Da aber diese Gelder eigentlich weder eine Einnahme noch Ausgabe ausmachen, so werden solche in der Haupt-Rechnung nicht gebracht, sondern der Rendant muß quartaliter bey dem General Schluß anführen, was an vorgeschossenen Commissions- Gebühren noch ausstehet, und überdies bey

## Anhang zum Codice Fridericiano. 637

ben der Zusammenkunft in jedesmaligen Ferien denen zweyen besonders die Aufsicht über die Sportul-Casse habenden Rätthe die Liste dieser Commissions-Gebühren-Reste vorlegen, damit solche durch Mandata oder würckliche Execution von denen Partheyen bengetrieben werden. Wann ein solcher ausstehender Vorschuß niedergeschlagen werden müste, so muß derselbe vom Rendanten in Ausgabe gebracht, und dessen Niederschlagung durch das Decret selbst, worinn sie geschehen, beleet werden.

12) Die Urtheils- und andere Gebühren für das Tribunal in denen vom Cammer-Gericht dahin in Revisorio gebieheten Sachen muß der Rendant sofort nach Publication des vom Tribunal zurückgekommenen Urtheils, so wie die Commissions Gebühren, vorschiesen, und müssen zu dem Ende dem Rendanten jederzeit die Remissorialia vorgezeigt, die darinn specificirte Gebühren von demselben in dasselbe Buch, so er wegen der Commissions-Gebühren hält, eingetragen, die Gelder hierauf an das Tribunal geschicket, und dasern nichts von denen Partheyen bey der Sportul-Casse deponiret, auf die dieserhalb von dem Rendanten gethane Anzeige, an die Partheyen die Mandata de solvendo auf das remissoriale expediret, auch im übrigen, so wie wegen der Commissions Gebühren, verfahren werden. Solte sich hierbey ein Ausfall ereigenen, hat der Rendant solchen in der von denen zwey deputirten Rätthen in den Ferien zu haltenden Zusammenkunft anzuzeigen, da dann die Niederschlagung feste gesetzt, und das Decret dem Rendanten zum Verlag gegeben werden soll, gegen welchen das Tribunal sich von denen in dem künftigen Monath an dasselbe einzusendenden andern Geldern so viel abziehen zu lassen hat.

13) Da in Armen-Sachen sichzutragen kan, daß eine arme

## 638 Anhang zum Codice Fridericiano.

arme Parthey den Proceß gewinnt, und de  
rem Gegner etwas heraus bekommt, in solchem Fall  
aber, vermöge des von ihr geleisteten Eydcs, bey  
selbiger die Verbindlichkeit einsteht, die aufgelaufene  
Gerichts-Kosten zu bezahlen, so hat der Armen-  
Advocat einen solchen Fall dem Collegio jedesmal  
bey 5 Rthlr. Strafe anzuzeigen. Damit auch von  
demselben um so weniger etwas versehen wer-  
den kann, so soll der Urtheils-Jasser einer solchen  
definitivæ, wodurch der Arme etwas erhält, unter  
derselben verordnen, daß solche dem Sportul-Cassen-  
Rendanten vorgezeigt werde, welches in dem Fall,  
wenn durch Schließung eines Vergleichs coram  
Commissione der Arme den Gewinnst erhält, eben  
so vom Commissario in der Resolution zu beobach-  
ten, von dem Sportul-Cassen-Rendanten aber der  
Extract der Gerichts-Gebühren aus denen Actis zu  
machen, und dem Collegio zur Festsetzung beson-  
ders wegen der bis dahin ausgeföhnten Urtheils-Ges-  
bühren vorzulegen, und sodann in Rechnung zu  
bringen, und einzufordern ist. Wobey zu Erhalt-  
ung einer Controlle wegen solcher Einnahmen von  
einer vorherigen armen Parthey, die Eintragung  
des festgesetzten Extracts der Gerichts-Gebühren in  
dem Urtheils-Buche des Collegii und der Controlle  
des Copisten geschehen muß.

§. 12. Bey Endigung jeden Monaths muß der Ren-  
dant einem jeden Advocaten einen Extract der von seinen  
Partheyen schuldigen Expeditions-Gebühren zustellen,  
damit er solches bezahle. Wann die Bezahlung in vier  
Wochen nicht geschieht, muß der Rendant solches dem  
Collegio schriftlich melden, da denn sofort die Gelder durch  
Execution von ihm beygetrieben werden sollen.

§. 13. Da Wir auch besonders in Ansehung der Bes-  
cheids- und Urtheils-Gebühren verordnet, daß die Advo-  
cati nach Publication derselben binnen 4 Wochen durch  
ein

## Anhang zum Codice Fridcrieiāno. 639

ein Pro Memoria dem Collegio anzeigen sollen, ob sie das von denen Parthenen Nachricht gegeben, und zugleich gemeldet, daß sie die Gebühren dem Rendanten zu zahlen oder zuschicken, widerigenfalls aber die Execution ohne fehlbar zu gewärtigen hätten: so muß der Rendant, im Fall die Anzeige abseiten der Advocaten binnen der gesetzten 4 wöchentlichen Frist nach Ablauf derselben nicht geschehen, dem Collegio es schriftlich bekant machen, damit es die Execution wieder die Advocaten sogleich verordne.

§. 14. Nachdem nun in vorstehenden §§phis alles zu guter Ordnung bey der Einnahme dienliche festgesetzt worden: so hat der Sportul Cassen-Rendant auch beyder Ausgabe und deren Berechnung ordentlich zu verfahren, und dannerhero nichts was ihm nicht entweder zu seinem Ausgabe-Erat angewiesen, oder durch Assignation des ersten Präsidenten Unserer Cammer-Gerichts anbefohlen, oder von dem Collegio verordnet, aus der Sportul-Casse zu bezahlen, diese Ausgaben selbst aber bey der Rechnungs-Abnahme durch die Assignationes und Quittungen oder Decreta zu belegen, auch die aussenstehende Reste in eine besondere Colonne, und dabey die niedergeschlagenen besonders in Ausgabe zu setzen; deren wirklich geschehenen Niederschlagung er bey der Rechnungs-Abnahme durch die Original-Decreta des Collegii, oder, woferne er solche ex Actis nicht heraus nehmen kan, durch ein Arrest der zur Sportul-Casse deputirten Rätthe belegen muß.

Dann dieses Reglement dasjenige, was zu ordentlicher Einziehung und Berechnung der Gerichts-Gebühren gehöret, deutlich vorgeschrieben, und durch dessen Befolgung alle Unordnung bey der Sportul-Casse vermieden wird: so wollen Wir solches in allen Stücken genau befolgt wissen. Berlin, den 3. Dec. 1750.

*Ad Part. I. Tit. 6. §. 25. wegen der Auszahlung der bey dem Cammer-Gericht vacanten Besoldungen, ist unter dem 22ten Aug. 1752. folgendes Rescript ergangen:*

Von



## 640 Anhang zum Codice Fridericiano.

Von S. G. Friderich, König in Preussen ꝛ. Unser  
Was Wir wegen Auszahlung der zu eurer Besoldung in  
dem Land:Kanthey:Etat angefesten Gelder, an Unsere hier  
sige Krieges: und Domainen:Cammer zu veranlassen gut  
gefunden, solches lassen Wir euch zu eurer Nachricht,  
mittelft abschriftlichen Abschlusses, bekant machen. Sind ꝛ.  
Begeben Berlin, den 22. Aug. 1752.

An das Cammer:Gericht.

Friderich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Nach:  
dem Wir allerhöchst in Gnaden resolviret; daß das zum  
Dehuf der Regierungs:Besoldung, in den dortigen Land:  
Kanthey:Etat angefestete Quantum völliig zur Sportul Cassa  
ausgezahlet werden solle, wenn gleich ein oder ander Mem:  
brum etwa bey der Regierung verstorben, oder sonst abs:  
gehen, und dessen Stelle, wegen Mangel tüchtiger Sub:  
jectorum, oder anderer bewegenden Ursachen halber, nicht  
sogleich wieder besetzt werden sollte;

Als wird euch solches hiermit bekant gemacht, mit dem  
allergnädigstem Befehl, euch darnach allerunterthänigst  
zu achten, und deshalb das Nöthige weiter, zu verfügen.  
Sind ꝛ. Berlin, den 8. Aug. 1752.

An alle Krieges: und Domainen:  
Cammern *exclusiv* Cleve und  
Schlesien.

*Ad eund.* §. wegen ordentlicher Einschickung der  
Criminal-Urtheils:Gebühren, ist untern 9. Nov.  
1759. ein *Circulare* erlassen worden.

vid. Cont. Const. de an. 1759. n. 36.

*Ad Part. I. Tit. 9. §. 17.* wegen Vorlegung der  
Akten *ad inspiciendum* in der Registratur und Ver:  
absolung derselben an die *Advocaten*, ist unterm  
22. März 1758. folgender Ausob:ng beyrn Cam:  
mer:Gericht bekant gemacht worden:

Nachdem Wir in Erfahrung gebracht, daß wider den  
Inhalt des §. 18. Tit. P. I. des Codicis, wegen Vorle:  
gung

## Anhang zum Codice Fridericiano. 641

gung der Acten ad inspiciendum denen Partheyen und Advocaten, verschiedene Mißbräuche bey der Cammer- Gerichts-Registratur eingeschlichen, massen die Schreiber der Advocaten sich dergleichen Inspektion nicht allein an gemasset, sondern auch unternommen, Acten aus der Registratur wegzunehmen, und solche denen Advocaten außserhalb der Registratur ad inspiciendum vorzulegen, oder wol gar unter dem Vorwand der Vergessenheit solche mit wegzunehmen, und dadurch die Registratur in die Verlegenheit gesetzt, daß, wenn Acta a Collegio gefordert worden, solche nicht an der Hand gewesen; Wir aber solchen Unordnungen keinesweges länger nachsehen können; als befehlen Wir der Registratur ernstlich und bey nachdrücklicher Ahndung, sich überall nach oballegirten Articul des Codicis genau zu achten, und keinem als denen Partheyen oder denen Advocaten, keinesweges aber denen Schreibern, Acta ad inspiciendum vorzulegen; und darauf zu halten, daß die Vorlegung in Gegenwart des Registratoris, und also jedesmal außser denen Schranken in der Registratur Stube, geschehe. Deuen Advocaten aber befehlen Wir, sich ebenfalls darnach zu achten, dabey nicht ohne Noth, sonderlich in denen Gerichts-Tagen, die Registratur mit häufiger Abforderung derer Acten, als welche alsdann ohne dem zum Behuf des Collegii parat gehalten werden müssen, zu chargiren, und dahin bedacht zu seyn, daß sie ordentliche Manual-Acten halten, und zu denen Terminen mitbringen, wodurch die vielfältige Inspektion der Judicial-Acten von selbst wegfällt, und wann ja die Nothdurft erheischt, daß sie Judicial Acta inspiciren müssen, so haben sie solches mit Bescheidenheit zu suchen, und der Registratur, wann Acta nicht gleich bey der Hand seyn könnten, nicht lastig zu seyn, sondern bey dieser Willfahung, sonderlich an Gerichts-Tagen, in die Gelegenheit zu sehen. Sollte aber gar sich einer derer Advocaten oder ihrer Schreiber unterstehen, hinter dem Rücken der Registratur Acta an

Es

sich

## 642 Anhang zum Codice Frideritiano.

sich oder mit nach Hause zu nehmen, der soll, im Fall er darüber ertappt würde, nachdrücklich, und zwar das erste mahl mit 5 Thlr., bey wiederholter Contravention aber noch härter bestraft werden. Dagegen wollen wir gestatten, daß, wann ein Advocat die Judicial-Acta, sonderlich bey wichtigen und weitläufigen Sachen, unumgänglich nöthig hat, und ihm nicht möglich, solche in der Registratur mit Attention zu extrahiren, ihm solchane Acta auf schriftliche Erlaubniß des Cammer:Gerichts:Præsidi gegen seinen Schein mit nach Hause verabfolget werden, jedoch daß er sie um die gefetzte Zeit richtig zurück liefere. Damit nun einem jeden von dieser Verordnung Nachricht zukomme, und sich keiner mit der Unwissenheit entschuldigen könne, so ist selbige durch gegenwärtigen Aushang auf dem Cammer:Gericht bekandt gemacht. So geschehen Berlin, den 22. Mart. 1758.

*Ad Part. I. Tit. 13. §. 2. wegen Wiederbesetzung der Fiscale.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 33.

*Ad Part. I. Tit. 13. §. 3. 4. wegen des General-Fiscals und des Adjuncti-Fisci, auch daß am letztern und nicht am erstern, die an das Officium Fisci zu erlassende Verordnungen ergehen müssen.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 34.

*Ad Part. I. Tit. 13. wegen des Officii Fisci.*

vid. die Instruktion für den General Fiscal d'Anneres. n. 89. in der Cont. Const. de an. 1763.

*Ad Part. I. Tit. 13. §. 13. wegen der Fiscalischen Processi-Tabellen.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 35. & de a. 1753. n. 64.

*Ad Part. I. Tit. 13. §. 22. 23. wegen der Quota Fiscalis.*

Vid. Cont. Const. de an. 1748 - 1750. n. 71. n. 110.

§. 119. Cont. Const. de an. 1753. n. 19.

*Ad Part. I. Tit. 14. §. 5. und 30. wegen der Vorstellung in Gewercks-Sachen, so immediate strer geben*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 643

geben werden, daß die Cammer-Gerichts-Advocaten sich deren Unterschrift enthalten sollen.

vid. Cont. Contl. de an. 1764. n. 40.

*Ad. Part. I. Tit. 14. § 10.* ist untern 1. Sept. 1750. in der Buchhandlung des Zöllischen Wäysenhaus ses folgendes *Formular* gedruckt worden, über die Punkte, worüber die *Advocaten* von ihren *Partheyen* bey Anfang des *Processus Information* einzuziehen haben:

Se. Königl. Majest. haben in Dero Codice Fridericiano vorausgesetzt, daß die *Advocaten* keinen *Process* anfangen sollen, ohne vorher sich von allen Umständen, welche in sothanem Codice vorgeschrieben sind, zu informiren.

Weil nun denen *Advocaten* schwer fällt, einer jeden *Parthey* alle Punkte, worüber die *Parthey* den *Sachwalter* informiren soll, schriftlich zuzustellen: so ist mit Erlaubniß des Geheimten *Etats-Ministerii* ein *Formular* entworfen worden, worin sothane Punkte enthalten sind, und welchen die *Information* von denen *Partheyen* ad *Marginem* beygefüget werden kan.

Es muß also I. in Ansehung des *Klägers* dessen *Advocat* sich erkundigen:

- 1) Ob das *Forum* fundirt sey?
- 2) Muß er das ihm von dem *Kläger* zugesicherte *Factum* wohl einsehen, und insonderheit ob mehrere *Interessenten* zu der *Klage* gehören, und ob der *Kläger* sich ad *Causam* gnugsam legitimirt habe untersuchen: allenfalls ihm, wie er solches thun müsse, an die Hand geben: Hiernächst aber den *Libellum* klar und deutlich formiren.
- 3) Wenn *Documenta* dem *Facto* beygelegt werden, muß er solche genau examiniren, und, wenn er vermuthet daß noch andere *Documenta* vorhanden seyn, solche vor Anstellung der *Aktion* abfordern.
- 4) Muß der *Advocat* *Nachricht* einziehen, ob der *Kläger*

## 644 Anhang zum Codice Fridericiano.

ger minderjährig sey; welchenfalls, wann der Kläger einen Tutorem oder Curatorem hat, das Curatorium in copia vidimata der Klage beigelegt werden muß.

- 5) Es muß auch der Advocat, wann der Beweis durch Zeugen geführt werden muß, sich gleich anfangs erkundigen, ob dergleichen vorhanden; wie sie heißen; wo sie wohnen; und von was vor Qualität sie seyn.

Wobey allenfalls der Advocat schuldig ist die Parthen anzuweisen, wie sie den Beweis führen sollen.

- 6) Es muß auch die Parthen dem Advocaten treulich anzeigen, was etwa der Beklagte vor Exceptiones gegen die Klage einwenden könnte oder würde.

- 7) Wann der Beklagte etwa besugt wäre cautionem pro reconventionem & expensis zu fordern, muß der Advocat den Kläger erinnern, solche parat zu halten, damit der Proceß dadurch nicht aufgehalten werde.

Schließlich muß der Advocat sich eine Vollmacht anschaffen, wie solche nach Anleitung des Codicis Fridericiani erfordert wird: wann der Advocat dergleichen richtige Vollmacht nicht übergiebt, wird er mit 5 Rthlr. bestraft, und der Libellus wieder zurück gegeben.

II. In Ansehung des Beklagten muß sich dessen Advocat erkundigen

- 1) Ob der Beklagte exceptionem fori einwenden könne.
- 2) Muß er, wie des Aëtoris Advocat, das ihm zugesandte Factum, nebst denen Documenten genau untersuchen, und seine Exceptiones darnach kurz und ohne alle Weitläufigkeit formiren.
- 3) Muß er sich informiren, ob der Beklagte minderjährig sey; welchenfalls das tutorium &c. der exception beigelegt werden muß. Item
- 4) Ob mehrere dabey interessiret sind, deren ad citation nötig ware: oder welchen

5) lis

## Anhang zum Codice Fridericiano. 645

- 5) lis denunciirt werden müsse.
- 6) Ob Beklagter eine Gegenforderung gegen den Kläger habe, folglich derselbe eine reconvention gegen diesen anstellen könne.
- 7) Muß der Beklagte seinen Advocaten informiren, wie und wodurch er den Beweis seiner Exceptionum führen wolle.

Wann der Beklagte solches unterläßt, muß der Advocat ihm an die Hand geben, wie er die Exceptiones erweisen müsse. Und wann

- 8) Die Exceptiones durch Zeugen erwiesen werden sollen, muß der Beklagte deren Namen, Wohnung und Qualität dem Advocaten anzeigen.
- 9) Schließlich muß des Beklagten Advocat sich eine zureichende Vollmacht, nach Anleitung des Codicis Fridericiani, geben lassen, welche bey 5 Rthlr. Straffe der Exception bengelegt werden soll.

III. Beyder Theile Advocati müssen auf den Fall, da die Partheyen die Advocaten mündlich von ihrem Process informiren, sich von allen vorangeführten Puncten genau erkundigen, und ein ordentlich Protocoll darüber halten.

Beyder Theile Advocati müssen gleich anfangs bey Einholung der Information ihre Partheyen befragen, ob sie auf den Fall, da sie eine widrige Sententz erhalten, die remedia einwenden sollen.

Von dieser Instruction dependiret die ganze Beschleunigung des Processes, allermassen die Advocaten, wann sie gleich anfangs eine völlige Information erhalten, nicht nöthig haben, incident-Puncte, und daraus folgende Interlocutorias zu veranlassen, oder Dilationen zu Einholung einer nähern Instruction bey Vorfertigung ihrer Schriften (worzu sie die Materialia schon bey der Hand haben) zu suchen.

Dahero soll ein jeder Advocat, auf des Präsidenten Verlangen, schuldig seyn die auf dieses Formular erhaltene Information, oder das über die mündliche Infor-

## 646 Anhang zum Codice Fridericiano.

mation gehaltene Protocoll, zu produciren, damit der Präsident daraus ersehen könne, ob der Advocat vorangestellter Klage und vor übergebener Exception diese Vorschrift beobachtet habe.

Wann solches nicht geschehen, und der Proceß dadurch verjährt worden; So soll der Advocat mit 5. bis 10. Rthlr. und dem Befinden nach höher bestraft werden.  
Berlin, den 1. Sept. 1750.

*Ad Part. I. Tit. 14. §. 15-17. wegen der Advocaten-Gebühren.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 39.

*Ad Part. I. Tit. 14. wegen des Advocirens der Auditeurs.*

vid. Cont. Const. de an. 1753. n. 20.

*Ad eund. Tit. wegen der Advocaten Kleidung.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 28.

*Ad eund. Titul. wegen der Permission zum Verreisen der Advocaten.*

vid. Cont. Const. de an. 1758. n. 17.

*Ad Part. I. Tit. 14. §. 37. wegen Einreichung der Memorialien bey dem Ministerio und Justiz-Collegiis.*

vid. Rescript vom 1. Sept. 1749. Cont. Constit. de an. 1748-1750. n. 77.

*Ad Part. I. Tit. 14. §. 38. 39. wegen der Correspondence der Advocaten mit ihren Partheyen, ist unter den 29. April 1751. folgendes Rescript ergangen:*

Von G. G. Friedrich, König in Preussen etc. Unsern etc. Es laufen unendliche Klagen wider die Advocaten ein, daß sie denen Partheyen nicht die geringste Nachricht von ihren Processen geben.

Ob es nun wol die Meinung nicht ist, daß die Partheyen von jedem Decret benachrichtiget werden sollen, so verstehet sich doch von selbst, daß Ihnen allerdings die Urtheil, wenn es auch nur bloße Interlocute sind, zugersertiget werden müssen.

Die

## Anhang zum Codice Fridericiano. 647

Die Advocaten sind zu Unterhaltung der Correspondenz anjeho um so mehr verbunden, da sie die Procuratur-Gebühren genießen, und kann ihnen die Menge derer Sachen darunter zur Entschuldigung nicht dienen, da eines Theils sie nicht mehr übernehmen solten, als sie bestreiten können, andern Theils sie bey ihrer importanter Einnahme sich die nöthigen Schreiber zu halten schuldig sind. Ihr habet dahero denenselben durch einen Auszug bekannt zu machen, daß sie die Correspondenz mit ihren Clienten nicht ganz aus der Acht lassen, sondern denenselben jederzeit, wenn es nöthig, von der Situation ihrer Sachen Nachricht ertheilen sollen.

Weil auch verlauten will, daß einige Advocaten die ehemalige Procuratores und andere Umläufer amoch an der Hand haben, und die von ihnen verfertigte Memorialien unterschreiben, so habet ihr vorgedachtem Auszug zu annectiren, daß die Advocaten sich aller Gemeinschaft mit denen Procuratores und Umläufer enthalten, und denenselben keine Gelegenheit geben sollen sich weiter in Justitz-Sachen zu meliren. Daran geschiehet Unser gnädigster Wille, und Wir sind euch mit Gnaden gewogen. Gegeben Berlin, den 29. April 1751.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. I. Tit. 15. §. 14.* ist wegen der Substitution in Concurs-Sachen an das Tribunal und die Clevische Regierung folgendes Rescript ergangen:

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Was Wir auf der Clevischen Regierung abschriftlich nebenstehende Vorstellung vom 8. Jul. wegen der Substitutionen dreer Advocaten bey Concurs-Processen, bey Gelegenheit der in causa des Grafen von Wartensleben, contra Abesté & Hedding, dem Advocato Hoppmann, wegen unterlassener Substitution, bey euch dictirten 2 Rthl. Strafe, in gnädigster Resolution den Referenten zum Bescheide wissen lassen; Solches geben Wir euch nach:



## 648 Anhang zum Codice Fridericiano:

richtlich und zur Achtung aus der anliegenden Copie  
erschen. Sind ic. Begeben Berlin, den 30. Aug. 1751.

An das *Tribunal* allhier.

Friderich, König in Preussen ic. Unsern ic. Bey  
den angeführten Umständen in eurem Bericht vom 8ten  
mens. pr. wollen Wir dem Advocato Hoppmann die ihm  
wegen unterlassener Substitution diktirte 2 Rthlr. Strafe  
in Sachen des Grafen von Wartenleben wider Abesté  
und Hecking ad causam des Meyderichschen Concurfus  
hiernit erlassen; Sind auch nach eurem Vorschlage zu-  
frieden, daß in Concur-Proceffen, wo gemeiniglich die  
meisten Advocaten den Creditoren selbst patrocini-  
ren, es mit den Substitutionen so genau nicht genommen werde:  
dem *Tribunal* haben Wir Nachricht hiervon ertheilet.  
Sind euch ic. Begeben Berlin, den 31. Aug. 1751.

An die Clevische Regierung.

*Ad Part. I. Tit. 16. §. 1. wegen des Armen-Rechts  
der Ausländer.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 53.

*Ad Part. I. Tit. 16. §. 3. wegen des Armen-Eydes  
in Ehe-Sachen, und daß in dergleichen Proceffen  
niemand zu selbigem, ohne Gezeugniß seiner Obrigkeit  
verstattet werden solle.*

vid. Cont. Const. de an. 1763. N. 68.

*Ad Part. I. Tit. 14. §. 4. wegen der Sportul-Frey-  
heit der Unter-Officers und Soldaten.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. No. 16.

*Ad Part. 1. Tit. 16. §. 9. wegen der Instanzen in  
Soldaten-Sachen.*

vid. Cont. Const. de an. 1748 - 1750. No. 102.

*Ad Part. I. Tit. 16. §. 15. wegen der Gerichts- und  
Advocaten-Gebühren, in wie fern die zum Armen-  
Recht verstattete Partheyen solche von den durch  
den Proceß gewonnenen Summen zu erlegen  
schuldigt.*

vid. Cont. Const. de an. 1762. No. 7.

*Ad*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 649

*Ad Part. I. Tit. 17. §. 1. Von den Procuratoren.*  
vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 36.

*Ad Part. I. Tit. 18. §. 1. Von den Notarien.*  
vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 69. und 85.

*Ad Part. I. Tit. 18. §. 9. wegen der von Notariis und andern Privat-Personen zu erlassenden Vorladungen der Gläubiger.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. No. 52.

*Ad Part. II. Tit. 2. §. 3. ist wegen des fori der Unter-Gerichts-Advocaten unterm 17. Jun. 1760. folgendes Rescript an das Cammer-Gericht ergangen:*

Friderich, König in Preussen ic. Unsern ic. Euer allergehorsamster Bericht vom 21. m. p. wegen der Jurisdiction über die Unter-Gerichts-Advocaten ist verlesen und gehörig erwogen worden.

Da Wir nun in gnädigste Erwägung gezogen, daß  
1) der hiesige Magistrat und die Stadt-Gerichte von je her Unter-Gerichts-Advocaten gehabt, solche bestellet, und sie des Magistrats-Jurisdiction unterworfen gewesen, ehe Wir vor gut befunden, denselben Patente zu ertheilen, und insonderheit hiebei nirgends noch jemahls festgesetzt worden, daß die Unter-Gerichts-Advocati fort mehro als exempt angesehen werden sollen; immassen ersteres aus dem alten vom Magistrat sub F. beygelegten Ende der Unter-Gerichts-Advocaten, dem Inhalt des zwischen den Städten Berlin, Cöln und Werder 1697. errichteten Vergleichs und denen Actibus possessoriis hervorgehet, auch die Beilage F. von 1714. zeigt, daß damalige Gerichts-Advocaten jurisdictionem Magistratus über sich zum Grunde genommen, damit ihnen die Advocatur beym Unter-Gerichte allein möchte gelassen werden; In Ansehung der letztern aber zwar in der Declaratione Edicti de 1. Octob. 1741. vom 17. April 1715. befindlich:

## 650 Anhang zum Codice Fridericiano:

Daß es bey den Unter:Gerichten ebenfalls wie bey den Ober:Gerichten gehalten werden, und sie sich keinesweges gelüsten lassen sollen, Advocaten zu bestellen, die nicht von Uns selbst genommen, und deshalb ein Patent erhalten;

Allein daraus, daß es dabey ferner heisset:

Wenn aber die Approbation geschehen, so müssen sie bey den Gerichten, wobey sie bestellt worden, ihre Pflicht ablegen.

Wie es auf gleiche Art schon in der Gerichts:Verfassung derer Residenzien vom 31. May 1710. §. 9. lautet, eben zu schließten, daß denen Gerichten ihre übrige Rechte, folglich die bishero gehabte Jurisdiction über die Advocaten vorbehalten geblieben sey, und daß solches auch für bekant angenommen worden, so wohl die vom Magistrat sub S. bryges fügte Verordnung vom 14. Jan. 1735. genugsam zu erkennen giebet, als das aus der Cammer:Gerichts:Canzley ertheilte Decretum sub Q. selbst eurer jetzigen Intention widerspricht:

- 2) Wohl nichts natürlicher ist, als daß derjenige, welcher jemanden zu einem Amte verpflichtet, denselben in Ordnung halten soll, und sein Vergehen zu bestrafen berechtiget ist, denselben auch unter seiner Vormüßigkeit habe; sodann an dem ist, oder doch wenigstens nicht von euch, dem Cammer:Gericht, in Zweifel gezogen wird, daß der Magistrat die Unter:Gerichts:Advocaten ernenne, examinire, in Vorschlag bringe, und nach erfolgter Approbation verende; Wie dann in der Gerichts:Verfassung de Anno 1710. §. 40. ausdrücklich festgesetzt ist, daß das Examen der Unter:Gerichts:Advocaten von denen Syndicis geschehen soll, Dieses aber schon solche Actus sind, die Abseiten des Magistrats die Jurisdiction über die Unter:Gerichts:Advocaten darlegen; diesem allen

3) noch

## Anhang zum Codice Fridericiand. 651

- 3) noch hinzutritt, daß die Absicht und der Nutzen, wozu die Unter:Gerichts:Advocaten bestellt, daß nemlich auch bey dem Unter:Gerichte die Processus in guter Ordnung geführt, und die Parteyen zu schleunigem Rechte verholfen werden, weit eher und leichter erreicht werden kann, wenn der Magistrat und die Gerichte ihre Advocaten in Ordnung halten, dieselben dem Befinden nach bestrafen, die Strafen exequiren, ja wenn sie auch so gar allenfalls Cassation verdienen, darauf gleichfalls salvis remediis erkennen können, als wenn diese Advocaten erst bey euch, dem Cammer:Gericht, in Anspruch zu nehmen sind: Endlich auch
- 4) in andern und solchen Fällen, wie der Magistrat in seinen Verlagen K. P. berührt hat, alsdann die rechtliche Verfügung in Sachen der Unter:Gerichts:Advocaten leichter und kürzer bewürcket werden können.

Dahingegen nicht abzusehen, was eurem Collegio das durch an seinen Vorzügen und Würden entgehe, wenn die Unter:Gerichts:Advocaten dem Magistrat unterworfen bleiben, zumahl ihr doch jederzeit als Ober:Richter jurisdictionem superiorem über dieselben behaltet:

Es ist in Betracht des nur angeführten von Uns gnädigst resolviret worden:

Daß dem Magistrat und Stadt:Gerichten allhier, gleich wie es in Magdeburg gehalten wird, die Jurisdiction über die Unter:Gerichts:Advocaten nach wie vor gelassen, und nicht ferner streitig gemacht werden solle.

Hievon werden jedoch diejenigen Unter:Gerichts:Advocaten ausgenommen, welche mit Charactern e. g. als Rath, Königl. Secretarius &c. versehen, massen diese sodann als Exempti anzusehen, und bey euch, dem Cammer:Gericht, zu belangen sind.

## 652 Anhang zum Codice Fridericiano.

Ihr werdet also dieser Unserer allergnädigsten Willens: Meynung ein gehorsamstes Obügen zu leisten, mithin die wieder mehr besagte Advocaten in erster Instantz ein: kommende Wechsel: und andere Klagen von euch ab: und ad forum comperens zu verweisen, hierdurch um so mehr von Uns gnädigst befehliget, als die von euch all: girte dem Cöslinschen Hof:Gerichte ertheilte Resolution vom 1. April 1757. euch hierunter zu keinem Behelf die: nen kann.

Dann daß die Justitz Burgemeister, Syndici, Secre: tarii und Actuarii Inhalts dieser Resolution in der ers: sten Instantz bey denen Landes: Justitz: Collegiis Recht nehmen sollen, ist deßhalb verordnet, weil sie alleine in denen Städten das Justitz: Wesen respiciren, mithin paritas rationis obwaltet, weshalb nach dem Codice die Præsidenten und Rätthe von den Provincial: Justitz: Col: legiis bey dem mit dem Cammer:Gericht combinirten Ge: heimten Justitz:Rath belanget werden können.

Wenn übrigens endlich Fiscus bey Gelegenheit des Nachlasses der Unter:Gerichts:Advocaten an denen davon zu entrichtenden Abschoss: oder Abzugs: Geldern rechtmä: sigen Anspruch zu machen sich befugt zu seyn erachtet; So lieget demselben ob, solches durch den Weg rechtens auszumachen. Sind 10. Berlin, den 16. Jun. 1760.

An das Cammer:Gericht.

Ad Part. II. Tit. 2. §. 3. ist wegen des Fori der Marggräflichen Bedienten, unterm 18. Sebruar 1760. folgendes Rescript an das Cammer:Gericht ergangen:

Von G. G. Friderich, König in Preussen 10. Un: fern 10. Aus den beyden copenslichen Anschlüssen werdet ihr zur Nachricht und Achtung des mehreren ersehen, wie die Marggräfliche Justitz:Cammer zu Schwedt wegen des fori der Marggräflichen Bedienten unterm 18. m. pr. angefraget, und welchergestalt sie mittelst Rescripti von heutig

## Anhang zum Codice Fridericiano. 653

heutigem dato darauf beschieden worden. Sind ic. Gegeben Berlin, den 18. 1760.

An dae Cammer-Gericht.

Friderich, König in Preussen ic. Unsern ic. In Ansehung des fori derer Marggräflichen Bedienten, sie seyn Rätthe, Beamten, oder wer sie sonst seyn mögen; kömmt es allerdings darauf an: Ob sie sich bey ihrem dortigen Aufenthalt in würclichen Marggräflichen Diensten annoch befinden oder nicht? die ersteren können auch von der Amts-Cammer selbst, bey euch belanget werden, das hingegen wegen der letztern zwischen Adeltlichen und Bürgerlichen ein Unterscheid statt findet, dergestalt daß erstere ihr forum bey dem Cammer-Gericht; Rätthe, Beamte, Secretarii Bürgerlichen Standes aber, welche ihr domicilium zu Schwedt haben, solches bey euch behalten; woben sich übrigens von selbst verstehet, daß die dort wohnhafte ausser Diensten sich befindende Marggräfliche Unter-Bediente in erster Instanz beym Magistrat zu belangen.

Wir haben euch dieses, auf die allerunterthänigste Anfrage vom 18ten vorigen Monaths, zu eurer Direction nicht verhalten wollen, und sind ic. Berlin, den 18. Febr. 1760.

An die Marggräfliche Justitz-Cammer zu Schwedt.

*Ad Part. II. Tit. 2. §. 3. wegen des Fori der zu Schwedt in Marggräflichen Diensten stehenden von Adel.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. No. 19.

*Ad Part. III. Tit. 2. wegen des Fori der Universitas zu Stranckfurt.*

vid. Cont. Const. de anno 1754. No. 61.

*Ad eund. Titul. wegen des Fori der Bedienten bey der Ritter-Academie zu Berlin und Stranckfurt.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. No. 23.

## 654 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad eund. Tit. wegen der Jurisdiction über die Acteurs und Comedianten.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 11.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 2. wegen des Fori der Magistrats-Personen.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. No. 24.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 3. wegen des Fori der Entrepreneurs der hiesigen Seiden, und Zucker-Siederey-Fabriquen ist folgendes Rescript unter dem 5ten April 1755. an das Cammer-Gericht ergangen:*

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Dem: nach Wir allergnädigst resolviret, daß alle sowol bisher noch vorwaltende, als auch vor das künftige zwischen den Entrepreneurs der hiesigen Seiden: und Zucker-Siederey-Fabriquen und den Meistern und Arbeitern wegen Arbeits-Lohns der nicht richtig gefertigten Waaren sich ereigende Streitigkeiten und andere in die Fabrique selbst einschlagende Vorfälle, so lediglich den Entrepreneur und dessen Arbeiter wegen unter einander habenden Rechnungen und Arbeit betreffen, zunächst bey dem hiesigen Policey-Directorio, jedoch mit Zuziehung eines tüchtigen und unpartheyischen Kaufmanns oder Fabricanten, und allensfalls mit Zuziehung eines Stadt-Syndici, als Justitiarii, ganz summarisch nach Recht und Billigkeit entschieden, auch auf den Fall, daß ein oder anderer Theil sich dabey nicht beruhigen wolte, die Acten nebst dem Bericht davon an das 5te Departement unsers General-Directorii zur letzten Entscheidung eingesandt werden sollen.

Als lassen Wir euch solches zu eurer Verhaltung mit dem allergnädigsten Befehl bekannt machen, das Cammer-Gericht darnach zu instruiren, und die in Sachen des Seidens-Fabricanten Strich wider den Kaufmann Gostkowsky juniorem bey dem Cammer-Gerichte verhaufelte Acta an unser General-Directorium fordersamst einzusenden.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 655

zufenden. Daran ic. Gegeben Berlin, den 8. April 1755.

An den wirklichen Geheimten *Etats-Minister* von Bismarck.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 3. wegen des Etablissements der Colonisten* ist unterm 24. April 1755. folgendes *Rescript* an das *Cammer-Gericht* ergangen.

Von S. G. Friedrich, König in Preussen ic. Uns fern ic. Wir haben euch die auf immediates Vorstellen des August Albrechts von Winterfeld erlassene allerhöchste *Cabinets-Ordre* vom 23ten huj. nach welcher ihr euch in denen Sachen, so auf die Etablissements von Colonisten und neuen Einwohnern einschlagen, keiner *Cognition* anmassen sollet, zu eurer Nachricht und gehorsamsten Achtung hiebey in Abschrift gnädigst communiciren wollen.

Sind ic. Gegeben Berlin, den 24. April 1757.

An das *Cammer-Gericht*.

Mein lieber Geheimer *Etats-Minister* von Bismarck! Es hat der August Albrecht von Winterfeld zu Carve in der *Prigniß* nach mehrerer Anzeige der abschriftlichen Anzeige bey Mir vorgestellt, daß, da er auf Meinen Befehl und mit Meiner Genehmigung die bisher wüste gewesene *Feld-Marck* Barnow, wovon die Bauern zu Beck vorhin *Pacht-Korn* gegeben, aufbauen, und mit neuen Colonisten besetzen müssen, numehro sich der *Schulße* zu Beck darwider setze, und den *Acker*, den er jedennoch nur vorhin gegen *Pacht-Korn* inne gehabt, wiederum abgetreten haben, und ihm deshalb bey dem *Cammer-Gerichte* belangen wollen, welches letztere denn auch einen *Proceß* darüber eröfnet habe. Da euch nun vorhin bekannt seyn muß, wie Ich nicht haben will, daß dergleichen auf die neuen Etablissements von Colonisten und neuen Einwohnern einschlagende Sachen bey den ordinairen *Jullitz-Collegiis* in vorfallenden *Contradictionen* tractiret, noch selbige sich einige *Cognition* darüber anmassen



## 656 Anhang zum Codice Fridericiano:

massen sollen; als zu welchem Ende Ich besondere Commissiones aus den Justitz-Collegiis und aus den Cammern vorhin geordnet habe, die dergleichen Sachen reguliren und abthun müssen; als soll es auch lediglich dabey sein Verbleiben haben, und befehle Ich euch hierdurch, gedachtem Cammer-Gerichte von Meinemwegen sofort aufzugeben, oberwehnten klagenden Schulßen, und wer es auch sonst seyn möge, mit seinem Klagewerck gänzlich ab; und vielmehr an die Chur-Märckische Cammer zu verweisen, als welcher Ich das Nöthige bereits bekannt gemacht habe. Wie ihr denn sowol als mehr erwöhntes Cammer-Gericht sich hiernach künfftighin, sowol in diesem, als allen vorkommenden dergleichen Fällen, zu achten habt *ic.* Potsdam, den 23. April 1755.

An den *Etats-Minister* von *Bismarck*.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 3.* wegen des *Conflictus Jurisdictionis* des Cammer-Gerichts mit den Stadt-Gerichten, ist unterm 10. Febr. 1750. folgendes *Rescript* an das Cammer-Gericht ergangen:

Von *G. G. Friedrich*, König in Preussen *ic.* Unsfern *ic.* Was Wir an das hiesige Stadt-Gericht auf eure Beschwerden gegen dessen Eingriffe in eure Jurisdiction unter heutigem dato haben ergehen lassen, solches communiciren Wir euch zu eurer Nachricht hierbey in Abschrift, und sind *ic.* Gegeben Berlin, den 10. Febr. 1750.

An das Cammer-Gericht.

*Friedrich*, König in Preussen *ic.* Unsfern *ic.* Es hat zwar Unser Geheimte Tribunals-Rath und General-Fiscal *Uhden* die von euch auf Unsfern allergnädigsten Befehl bey ihm eingereichte *Exculpation* wegen eurer von dem Cammer-Gericht eingeklagten Eingriffe in dessen Jurisdiction *contra decilum* vom 23. May 1747. unterthänigst eingesandt.

Wir finden aber solche keinesweges hinreichend.

Dann

## Anhang zum Codice Fridericiano. 657

Dann ihr führet fälschlich an, daß das Cammer:Gericht sich gegen besagtes Decisum moviret habe, da das allegirte Schreiben des Cammer:Gerichts:Raths Haag blos auf die dem Hof:Gericht ehemals zugestandene Jurisdiction gehet, mithin dasjenige, was dieser vor sich gethan, dem Cammer:Gericht nicht zugeschrieben werden kann, als welches bey dem Decislo überall acquiescirt hat.

Es ist also dieses als ein Judicatum anzusehen, wornach beyde Theile sich achten müssen, und welches von euch nicht nach Gefallen ausgeleget, noch demselben zuwider dem Cammer:Gericht die Jurisdiction über sämtliche eximirte Häuser streitig gemacht, und blos auf die Titular-Räthe und Hof:Arbeiter restringiret, vielweniger der Codex dagegen allegiret werden kann, weil zu der Zeit, da derselbe projectiret worden, das Decisum nicht bey der Hand gewesen, der Codex auch auf dergleichen decidirte Punkte um so weniger zu extendiren ist, de bey künftiger Revision desselben der Conflictus Jurisdictionum näher reguliret werden soll.

Wir befehlen euch daher hiermit nochmals so gnädig als ernstlich, euch nach mehrgedachtem Unserm höchstehenden Decislo eigentlich zu achten, und dagegen aller Eingriffe gänzlich zu enthalten. Daran ic. Gegeben Berlin, den 10. Febr: 1750.

An das hiesige Stadt:Gericht.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 17. wegen des Fori der Prediger.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 58. Continuatur. de an. 1753. No. 38.

*Ad Part. III. Tit. 2. §. 17. wegen der Vergehen und Excesse der Prediger und Schul:Lehrer, und wohin die Cognition gehöre, ist unterm 16. May 1760. folgendes Edict ergangen:*

Wir Friedrich von Gottes Gnaden, König in Preussen ic. Thun kund und fügen hiermit zu wissen ic. So

## 658 Anhang zum Codice Fridericiano.

grossen Einfluß die Prediger und Schul-Lehrer in der Staat haben, und so allgemeinen Nutzen derselben Dien, verschaffet, wenn solcher von redlichen und wohlgesitteten Männern geleistet wird, so viel Uebel entstehet daraus, wenn in dergleichen Aemtern sich solche Personen befinden, welche selbst allerley Lastern sich ergeben, und dadurch bey ihren Gemeinden große Aergerniß anrichten, und häufige Nachfolger ihrer bösen Exempel machen, wodurch nur untüchtige und Pflicht:vergessene Unterthanen gegen Unsere allerhöchste Person, Unsern Dienst und die vorgesezte Obrigkeit, erwachsen.

Ob nun wohl Unser Ober:Consistorium alle Mühe angewendet hat, wenn die ärgerliche Lebens:Art eines Predigers oder Schul-Lehrers bekannt worden, diesem Unheil abzuhelfen, so hat sich doch solches bishero dadurch hauptsächlich verhindert gesehen, seinen Bemühungen den gehörigen Nachdruck zu geben, wenn die wegen mancherley Vergehen und grober Excessen zur Verantwortung gezogene Prediger und Schul-Lehrer die Sachen auf allerley Art und Weise an die Justitz-Collegia zu bringen gesucht, da es denn geschehen, daß den Consistoriis wider sie weiter zu procediren, und mit wohlverdienter Strafe zu beslegen die Hände gebunden, die Vorfälle bey denen Justitz-Collegiis auf Verhör gerichtet, und aus Mangel genugsam untersuchter und instruirter Sache die Schuldigen ziemlich glimpflich angesehen worden, welches dieselbe in ihren Vergehungen nur desto dreister gemacht.

Damit nun Unser Ober:Consistorium und die Provincial-Consistoria die ihnen in dem Rescripte vom 29. Sept. 1735. und in der Instruction vom 4. Oktobr. 1750 so ernstlich anbefohlene Obliegenheit künstlig mit gehörigem Nutzen beobachten, und die ausschweifende Prediger und Schul-Lehrer in die gezlemende Schrancken bringen können; So wollen Wir hiermit verordnet und vors künstlige feste gesetzt haben, daß

## Anhang zum Codice Fridericiano. 659

1. Alle und jede Sachen, welche der Prediger und Schul-Lehrer Amtesführung, Conduite, übele Lebens:Art und grobe Vergehungen betrifft, wodurch bey den Gemeinden Aergerniß und Schaden entsethet, lediglich der Cognition der Consistorien unterworfen bleiben, welche denn

2. Bey einem sich ergebenden Vorfalle, welcher ihnen von dem Vergehen eines Predigers kund worden, also fort durch den Inspektorem und andere benachbarte von der Sachen wahren Beschaffenheit gründliche Erkundigung einzuziehen haben, und, wenn nichts gewisses dars unter auszumitteln, oder das Vergehen von keiner Erheblichkeit, so haben die Consistoria erstern Falls die Sache auf sich beruhen zu lassen, letztern Falls aber den Prediger und Schul-Lehrer entweder in denen Consistoriis selbst oder durch den Inspektorem in Besehyn ein Paar anderer Prediger eine ernstliche Vorhaltung seines Vergehens und Anweisung zu einer anständigern Aufführung thun zu lassen. Wenn aber

3. so viel aus der eingezogenen Erkundigung abzunehmen, daß es mit dem bekant gewordenen erheblichen Vergehen wohl seine Wichtigkeit habe, so müssen die Consistoria dem Inspectori loci oder bey befundenen Bedenklichkeiten einem andern des Orts nebst einem Justiz-Verständigen in der Nachbarschaft auftragen, die Untersuchungen in loco anzustellen, die Zeugen zwar summariter, jedoch endlich abzuhören, und alles ordentlich zu instruiren, den Denunciatum ad Protocollum zu vernehmen, und was er zu seiner Defension anzubringen nöthig zu seyn vermeynet, ad acta zu transcribiren, dabey dem Befinden nach den Commissariis aufzugeben, die ganze Gemeinde zu befragen, wie der denunciirte Prediger oder Schul-Lehrer sich sonst verhalten, wie sein Lebens-Wandel in allen und jeden Stücken beschaffen gewesen, worauf dann Commissarii die geschlossene Acta zur Decision des committirenden Consistorii einzuschicken haben. Findet nun das Consistorium,

## 660 Anhang zum Codice Fridericiano.

4. daß der Denunciatus wegen seines Vergehens mit einer leichten Geld: Strafe, oder kleinen Suspension cum effectu zu belegen, so ist demselben nachgelassen, befundenen Umständen nach in dem ersten Falle auf 30 Rthlr. zu gehen, in dem letztern aber die Suspension loco poenæ bis auf 3 Monathe zu erstrecken, und wenn der Denunciatus sich bey der ihm von dem Consistorio zuerkannten Strafe nicht beruhigen, sondern ulteriorem defensionem suchen wolte, so ist zwar solche jedesmahl zu gestatten, und sind nach eingebrachter ulterioren Defension Acta an das Justitz-Collegium der Provinz zum Erkenntniße abzugeben, jedoch soll der Denunciatus, wenn Confirmatoria erfolget, die von dem Consistorio ihm dictirte Strafe alsdenn doppelt erlegen; Erfolgte aber Reformatoria, und das Consistorium findet hiebey einige gegründete Bedencklichkeiten, so muß solches sämtliche Acta an das Justitz-Departement des Geheimen Etats Ministerii einschicken, die Gründe seiner Bedencklichkeiten anführen, und darüber Decision erbitten, dabey sich von selbst versteht, daß die Justitz-Collegia, welche über die ulteriorem defensionem gesprochen haben, Acta jedesmahl an die Consistoria remittiren, die denn das Nöthige in Ansehung der Execution an die Commillarien zu verfügen haben. Daserne jedoch

5. das Consistorium aus der auf seine Veranlassung geschene Untersuchung wahrnimmt, daß das Vergehen des Denunciati von solcher Beschaffenheit ist, daß die Bestrafung mit 30 Rthlr. oder 3 monatlicher Suspension cum effectu nicht zureichend, sondern die Translocation, oder gar die Remotion ab officio zu erkennen seyn würde, so hat es sogleich die Acta an das Justitz-Collegium abzugeben, und muß dieses alsdenn niemahls die Sache auf Verhör richten, sondern darüber ordentlich re- und conferiren lassen, auch niemahls auf eine bloße Geld: Strafe, sondern, weil ein Prediger wegen des bey seiner Gemeinde angerichteten Vergusnisses dabey weder Erbauung  
noch

## Anhang zum Codice Fridericiano. 661

noch sonst einigen Nutzen schaffen kan, allezeit auf die Translocation, oder dem Befinden nach auf die Remotion erkennen, und Acta zur Execution an das Consistorium remittiren, welches denn selbige an die Commissarien zu verfügen hat, oder bey sich ergebender gründlichen Bedenklichkeit, wie in vorstehendem §. 4. bereits feste gesetzt worden, die Decision von dem Justitz-Departement über die einzuschickende Acta erbitten muß, dabey sich aber von selbst versteht, daß dem Consistorio unbrunommen bleibe, zur Verhütung eines mehrern Aergernisses bey der Gemeinde, den Denunciatum pendente processu ab officio cum effectu zu suspendiren, und wegen der nöthigen Besorgung des Amts gehörige Verfügung und Anstalt zu machen. Würde aber

6. ein Prediger sich so vergehen, daß derselbe mit einer empfindlichen Leibes: oder gar Lebens: Strafe zu belegen wäre, so hat das Consistorium sich hiermit nicht abzugeben, sondern die Untersuchung bleibet lediglich dem Justitz-Collegio vorbehalten, welches jedoch, so balde der Prediger von demselben ab officio suspendiret, oder zur gefänglichen Haft gebracht worden, dem Consistorio davon Nachricht zu ertheilen hat; damit dieses wegen der nöthigen Amts: Besorgung das Erforderliche verfügen könne.

Wornach Unsere sämtliche Justitz-Collegia sowol als die Consistoria sich allergehorsamst zu achten, und dabir zu sehen haben, daß Unserer allergnädigsten Willens: Meynung hierunter nicht zuwider gelebet, sondern selbst ger vielmehr überall ein schuldiges Gnügen geschehe.

Urkundlich unter Unserm beygedruckten Königl. Innsiegel. Gegeben zu Berlin den 16. May 1760.

*Ad eund. §. wegen der Küster.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 64.

Es ist auch deshalb den 25. April 1759. ein *Rescript* an die Pommersche Regierung erlassen worden. vid. Cont. Const. de an. 1759. n. 22.

## 662 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad Part. III. Tit. 2.* wegen des *Fori* der Scharfrichter, und wohin die *Instantzien* in derselben Sachen gehen; ist unter den 19. Aug. 1758. folgendes *Rescript* an das Cammer-Gericht ergangen:

Von G. G. Friedrich, König in Preussen etc. Unsern etc. Da das Circular-Rescript vom 10. Jul. 1737. bloss von denen *præstandis* der Scharfrichter verordnet, welche sie statt der *onerum publicorum* theils an den Ober-Jägermeister selbst, theils an die Hausvoigten abliefern müssen; so kan solches auf diejenigen Gerechtigkeiten, vermögliche welcher die Scharfrichter, an einige Magistrate, und von Adel, lederne Handschuhe und Eimer zu entrichten gehalten, keinesweges gezogen werden. Wannhero ihr denn in Sachen des von Kiffelmann und des von Keeder wieder die Scharfrichterin Meyern, in 2da *Instantia* von dem 2ten Senat eures Collegii erkennen zu lassen habt. Sind. etc. Gegeben Berlin, den 19. Aug. 1758.

An das Cammer-Gericht.

*Copia*, des in *causa* des von Kiffelmann und des von Keeder *contra* die Meyern und deren Kinder von dem Cammergericht nach Hofe abgestatteten Berichts, worauf vorstehendes *Rescript* erfolgt.

Allerdurchlauchtigster etc.

Als der von Kiffelmann, auf Schönwalde, und der von Keeder auf Wansdorf unterm 22. Octob. pr. bey dem 1ten Senat des Cammer-Gerichts, wider die verehlichte Scharfrichterin Meyern zu Spandow, und deren Kinder deshalb Klage erhoben, daß sie sich weigerten, die ihnen von der Scharfrichterin zu Spandow aus einer längst hergebrachten Gewohnheit und innewährendem Besitze jährlich zukommende lederne Handschuhe nebst ledernen Eimern abzuliefern; so wurde dem Cammer-Gerichts-Rath Haag aufgetragen, in dieser Sache das nöthige zu veranlassen, und hiernächst mit Zuziehung des Oberforstmeisters des Districts, *Sententiam* abzufassen, welches auch geschehen. Es haben aber die Kläger wie-

der

## Anhang zum Codice Fridericiano. 663

ber die von dem Oberforstmeister von Knobelsdorf und Cammer:Gerichts:Rath Haag ertheilte Sententz appellationem eingewandt, und es sind Acta auf die eingekommene Justifications-Schrift zum anderweitigen Spruch bey dem 2ten Senat vorgeleget. Da nun in denen Rescriptis vom 10. Jul. 1737, 8. Jun. 1740, und noch ältern, festgesetzt worden, daß die Cognition in solchen Sachen, wie die gegenwärtige, allein dem Ober:Jägermeister und Hausvoigt zustehet, nirgends aber bestimmt ist, wie es deshalb 2da Instantia gehalten werden solle, und daher um so mehr zweifelhaft wird, ob das Cammer:Gerichte in 2da Instantia hierin erkennen könne, als in der alten Cammer:Gerichts:Ordnung Tit. IX. §. 13. ausdrücklich bemerkt worden, daß dergleichen Sachen vom Cammer:Gerichte weder in 1ma. noch 2da Instantia angenommen werden sollen: so haben wir nicht unterlassen mögen, bey Ew. Königl. Majestät allerunterthänigst anzufragen:

ob das Cammer:Gerichte und dessen 2ter Senat in dieser Sache in 2da Instantia, erkennen könne?  
und ersterben 1c.

*Ad Part. III. Tit. 2. wegen der Jurisdiction über die Scharfrichter.*

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 4.

*Ad Part. III. Tit. 3. §. 2. was für Justitz-Sachen den Krieges und Domainen-Cammern verbleiben, und welche für die Justitz-Collegia gehören.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 66.

Es ist auch unterm 12. Febr. 1756. wegen einer deshalb angeordneten Commission folgendes Rescript ergangen:

Von G. G. Friedrich, König in Preussen 1c. Unsern 1c. Nachdem Wir, zu Entscheidung der Jurisdiction Streitigkeiten zwischen den Justitz und Cammer:Collegiis, eine besondere Commission anzuordnen allergnädigst gut gefunden: So haben Wir euch die vor sothane Commission abgefaste Instruktion zu eurer Nachricht und Achtung



## 664 Anhang zum Codice Fridericiano.

abschriftlich communiciren wollen. Sind ic. Gegeben  
Berlin, den 12. Febr. 1756.

An d.:s Cammer:Gericht.

Die zur Entscheidung der Jurisdiction:Streitigkeiten zwischen den Justitz-Collegiis und Krieges: und Pomainen:Cammeren verordnete Commission, wozu Sr. Königl. Majest. vorseho die Geheimen Finanz:Krieges: und Domainen:Räthe Schmalß und Steber, den Cammer:Gerichts:Präsidenten von Fürst, den Geheimen Rath und General Fiscal Ulden, und den Geheimen Tribunals-Rath Löper, ernannt haben, soll in allen Fällen, da unter gedachten Collegiis Irrung über die Frage entstehet? und ob die Sache zum Ressort der Justitz- oder Cammer: Collegiorum gehöre? befugt und schuldig seyn, solche zu entscheiden, und die Collegia darnach anzuweisen.

Wie sie denn auch zuförderst die bisher vorgefallene, und noch nicht abgethane Streitigkeiten, vorzunehmen und zu decidiren hat.

Die Commissarii müssen in ihrer Entscheidung das Reglement vom 19. Jun. 1749. zum Grunde legen, und nach ihrer eigenen Einsicht erkennen, ohne dieservwegen mit dem Directorio oder Justitz-Departement zu conferiren, und sollen hierin von keinem Departement dependiren.

Gestalt Wir denn durch Unsere an das General-Directorium ergangene Cabiners-Ordre vom 5ten dieses ausdrücklich verordnet haben, daß alle besagte Streitigkeiten bey der Commission besonders und private tractiret werden sollen.

Es müssen daher die Cammer: und Justitz-Collegia die streitigen Vorfälle künftig nicht an das General-Directorium und Justitz Departement, sondern unmittelbar an die Commission berichten, welche auch authorisirt ist, von diesen Collegiis Acta und Erläuterungen zu dieser Absicht zu fordern, und darf dieselbe keinen Bericht an die  
Departement-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 665

Departements abstaten, und um Rescripta zur Verzögerung der Sache ansuchen.

Die Commissarien votiren über die eingekommene Sachen schriftlich, und nöthigenfalls treten sie darüber in mündliche Conferentz, welche der erste Commissarius ansagen lässet.

Das Conclufum wird nach den meisten Stimmen abgefasset. Wenn aber beyde Commissarii aus dem General Directorio von den übrigen dissentiren, und das Conclufum nicht mit zu unterschreiben, erhebliche Ursachen zu haben vermeinen, soll der Vorfall zu Sr. Königl. Majestät unmittelbaren Entscheidung an höchst Dieselben einberichtet werden.

Auch muß die Commission in zweifelhaften Fällen unmittelbar allerunterthänigst anfragen.

Die Commission lässet das abgefaste Conclufum an die in Streit begriffene Collegia unmittelbar unter ihrer Unterschrift abgehen.

Und diese müssen solches ohne alle Wiederrede aufs genaueste befolgen, bey vorkommendem Zweifel aber bey der Commission allein anfragen.

Die Ausfertigung der Concluforum, und anderer Veranlassungen, geschiehet in der geheimen Cansley, und die Commissarien aus dem General-Directorio geben die Coppen von denen Conclufis nachrichtlich in das Archiv des General Directorii.

Die sehr geringe geheime Cansley-Kosten für die Ausfertigung, soll das Collegium ex propriis tragen, welchem die Decision zuwieder ausfällt, wenn aber beyde Theile es versehen haben, jedes zur Hälfte, welches in dem Concluso allezeit zu determiniren ist.

Es soll auch die Commission befugt und schuldig seyn, die Collegia, welche wieder obgedachtes Königl. Reglement Streitigkeiten erregen, und solches durch gezwungene Auslegungen zu verwickeln suchen, nach Beschaffenheit der Umstände in 10, 20, bis 100 Rthlr. Fiscalis-

## 666 Anhang zum Codice Fridericiano:

sche Strafe zu vertheilen, welche kein Departement; erlassen bemächtigt seyn soll, vielmehr soll der General-Fiscal solche dictirte Strafe zur General Straf-Casse un- verzüglich bestreiben.

Damit auch alle Gelegenheit zu dergleichen schädlichen Streitigkeiten gänzlich benommen werde, soll die Commission das Reglement durchgehen, die Stellen welche dunkel scheinen, und eine Erklärung bedürfen, anmercken, und ein Reglement so klar und deutlich als möglich ist, mit denen besonders beygefügten Ursachen, warum die Erklärung, oder allenfalls Aenderung, nöthig sey, aufertigen, und zu Sr. Königl. Majestät Approbation einsehen. Berlin, den 10. Febr. 1756.

*Instruktion für die zur Entscheidung der Jurisdiktions - Streitigkeiten zwischen den Justitz Collegiis und Krieges- und Domainen - Cammern, verordnete Commission.*

*Ad Part. III. Tit. 3. §. 2 wegen der Annehmung, Verheyrathung und Vergleitung der Juden, daß solche vor die Cammer gehören.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 16.

*Ad Part. III. Tit. 3. §. 3. n. 2. wegen der Jurisdiktion über Enrolirte und Soldaten-Weiber.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 47. und 77.

*Wegen der Erkenntniß in Ehesachen gegen die Cantonisten.* vid. Cont. Const. de an. 1765. n. 71.

*Ad Part. III. Tit. 3. §. 3. n. 4. wegen des Fori der Officiers in Pacht-Sachen.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 55.

*Ad Part. III. Tit. 3. §. 5. wegen der Jurisdiktion der Collegiorum Medicorum.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 71.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 3. wegen der Senatorum litteratorum bey den Magisträten, und daß kein solcher Senator, ohne vorhergegangenes Examen und Legiti-*

*Legiti-*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 667

*Legitimation*, zum Justiz-Wesen gezogen werden soll. vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 13.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 26. n. 2. wegen der Appellation ratione causarum excusationis Tutorum.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 92.

*Ad Part. III. Tit. 4. wegen der Appellationen von der Marggräflichen Cammer zu Schweedt.*

vid. Cont. Const. de an. 1652. n. 49. und de anno 1759. n. 2. und 10.

*Ad Part. III. Tit. 4. wegen der Instanzen in den Wernigerodischen Sachen, ist per Rescriptum vom 8. Novemb. 1755. dem Cammer-Gericht folgendes Reglement communiciret worden:*

Von G. G. Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Auf euren unterm 19ten dieses allerunterthänigst abgestatteten Bericht, das Reglement wegen Einrichtung des Justiz-Wesens bey der Gräflichen Regierung zu Stolberg-Wernigerode betreffend, communiciren Wir euch von sothanem Reglement hierbey loco resolutionis eine andere Abschrift, wodurch zugleich dem begangenen Schreibfehler, welcher diesen euren Bericht veranlasset, gänzlich abgeholfen wird.

Ihr werdet euch darnach allergehorsamst zu achten wissen, und Wir sind ꝛc. Gegeben Berlin, den 8. Nov. 1755.

An das Cammer-Gericht.

Se. Königl. Majestät haben den modum procedendi in Ansehung der Grafschaft Stolberg und Wernigerode, mit dem Grafen, durch den Geheimen Tribunals-Rath Löper bey Gelegenheit der Revision der Halberstädtischen Regierung folgendergestalt reguliren lassen:

Da Se. Königl. Majest. eine allgemeine Process-Ordnung, unter der Benennung des Cod. Fridericiani, zu Beförderung der Wohlfart Ihro sämtlicher Unterthanen und Landen entworfen, und publiciren lassen: So wird auch der Graf von Stolberg-Wernigerode solche bey der Wernigerodischen Gräflichen

## 668 Anhang zum Codice Fridericiano.

chen Regierung beobachten lassen, und solche darnach instruiren.

Mit den drey Instantien, welche Sr. Königl. Majestät festgesetzt haben, wird es dergestalt gehalten, daß wenn die Klage bey der Gräflichen Regierung zu Wernigerode angestrenget, und von dieser die erste Sententz gefället wird, der beschwerte Theil davon, anstatt der bishero üblichen Läuterung, appellire, die Appellation bey gedachter Regierung justificire, und Acta, wenn bis zur Duplic verfahren und geschlossen worden, an die Magdeburgische Regierung verschicket werden. Die Magdeburgische Regierung fasset die Sententz vigore Commissionis ab, und remittiret sie cum Actis an die Gräflich-Wernigerodische Regierung, welche solche in des Grafen Namen publiciret.

Wenn sich jemand dadurch gravirt befindet; so kann er sich des Remedii revisionis bedienen, welches mit 2 Säßen bey der Gräflichen Regierung instruirt wird. Hiernächst werden Acta an das Cammer-Gericht eingesandt, und zwar in originali, und der 2te Senat des Cammer-Gerichts ertheilet Sententiam in Revisorio, welche Sententz cum actis remittiret und nomine Regis von der Gräflichen Regierung publiciret wird.

Solchenmach werden künftig keine Acta an eine Universtät oder Schöppen-Stuhl verschickt, und die Läuterung unterbleibt gänzlich, an deren statt das Remedium Appellationis ist, und die Revision tritt in die Stelle der Appellation.

Hieraus folgt, daß zur Appellation keine andere Summe erfordert werde, als welche in dem Cod. Frid. vorgeschrieben ist, weil nemlich die Appellation der Läuterung succediret, dahingegen das Remedium Revisionis nur in dem Fall zulässig ist, wenn das Objectum litis 150 Rthlr. austrägt, als worin vorher

## Anhang zum Codice Fridericiano. 669

hero Summa appellabilis bestanden hat, woben es nach wie vor verbleibet, indem die Revision in die Stelle der vormaligen Appellation tritt.

Wann die erste Instantz bey den Untergerichten ist: so wird an die Gräßliche Regierung appelliret, und von dieser Sententz gehet das Remedium Revisionis an das Cammer:Gericht, jedoch werden Acta vorhin gemeldetermassen bey der Regierung instruiert, und an das Cammer:Gericht zu Fällung einer Sententz eingesandt. Wie nun die Abschreibung der Acten vorhin in der Läuterungs-Instantz nicht gewöhnlich gewesen, sondern allein in der Appellations-Instantz, so verstehet sich auch von selbst, daß solche anjeho in der Appellations-Instantz cessire. Da aber die Revision der vormaligen Appellation succediret, in welcher die Abschreibung gebräuchlich gewesen, diese gleichwol Beschwerlichkeit und und Auffenthalt verursacht, und bey der gegenwärtigen Justiz-Verfassung keinen Nutzen hat; so unterbleibet auch diese Abschreibung inskünftige, und die Acta werden in originali an das Cammer:Gericht eingesandt: jedoch werden anstatt der Copial-Gebühren pro Vegen 8 Pf. bezahlet.

Wann der Graf Beschwerden über die Unterthanen hat, so kann er solche bey seiner Regierung belangen, und diese hat die erste Sententz pflichtmäßig zu ertheilen, die Appellation aber gehet in solchem Fall an das Cammer:Gericht; Acta müssen interposita appellatione dahin eingesandt werden, und den Parthenen ist anzudeuten, daselbst die Sache zum Spruch zu instruiren.

Wenn aber die Unterthanen wider den Grafen klagen, so verstehet sich von selbst, daß solche Klage bey dem Cammer:Gerichte angestellet werden müsse, und dieses bey der Gräßlichen Regierung nicht geschehen könne.

Wann

## 670 Anhang zum Codice Fridericiano.

Wann aber der Graf wider seine Unterthanen bey  
ner Regierung klaget, und gedachte Unterthanen  
Reconvention anstellen, so müssen sie diese Recon-  
vention vor der Gräflichen Regierung zugleich nach  
Vorschrift des Codicis ausführen, und soll die Re-  
gierung in dem Fall, wenn sie zwischen dem Gra-  
fen und seinen Unterthanen zu erkennen hat, ihrer  
besondern Pflicht gegen den Grafen erlassen, und  
allein auf den zur Justiz geleisteten Eyd gewiesen  
seyn, auch bleibet dem Cammer-Berichte frey, wie  
in allen andern Fällen, wenn *super denegata vel  
protracta Justitia* geklaget wird, also insonderheit  
in diesem Fall *mandata de promovenda* zu erthei-  
len, *Acta* zu avociren, und die *Executiones* nöthig-  
genfalls zu veranlassen.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 28.* wegen des Post-Porto,  
in Herrschaftlichen, Fiscalischen und Armen-Sa-  
chen, und daß auf die Post-freye Berichte und  
Schreiben, die *Special-Materie* zu notiren.

vid. Cont. Const. de an. 1763. No. 69 & 95.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 28.* ob die Kirchen das Ar-  
men-Recht haben.

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 23.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 23.* wegen des Verfahrens  
in *Appellatorio*, wenn in *prima Instantia* nulliter ver-  
fahren worden.

vid. Cont. Const. de an. 1753. No. 17.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 33.* wegen der *Succumbentz-*  
Gelder in den ehemaligen geheimen Justiz-Raths-  
Sachen, ist folgendes *Rescript* vom 9. April 1750.  
ergangen:

Von G. G. Friedrich, König in Preussen ꝛc. Uns  
fern ꝛc. Auf eure unterthänigste Anfrage wegen des  
Quantii der *Succumbentz-Gelder* in Sachen, welche sonst  
bey dem jüngsthin mit euch combinirten geheimten Ju-  
stiz-Rath verhandelt worden, ertheilen Wir euch zur  
aller-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 671

allergnädigsten Resolution, daß es in Ansehung derselben solchergestalt gehalten werden solle, wie es bishero bey euerm Collegio üblich gewesen. Daran geschiehet Unser allergnädigster Wille, und Wir verbleiben euch mit Gnaden gewogen. Berlin, den 9. April 1750.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. III. Tit. 4. §. 38. wegen Remittirung der Acten ad iudicium prima Instantia.*

vid. Cont. Const. de an. 1755. No. 43.

*Ad Part. III. Tit. 7. §. 4. wegen der gethanen Anfrage:*

Ob bey der angestellten *Diffamations-Zlage* die *Præclusio* in dem *Foro* des *Diffamantis* und *Provocati*, oder des *Diffamati* und *Provocantis* geschehen müsse.

vid. Cont. Const. de an. 1763. No. 50.

*Ad Part. III. Tit. 10. §. 2 & 4. wegen der Umde-Justitiarier und daß die Beamten keine Actuarios und Justitiarior, ohne vorgängiges Examen annehmen sollen.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 17.

*Ad Part. III. Tit. 9. §. 6. wegen des Canzley-Style.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. No. 36.

*Ad Part. III. Tit. 13. §. 6. ratione simultanei Processus der Reconvention.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. No. 110.

§. 12. & supplement. ad Constitut. de annis 1751-1755. No. 17. §. 167.

*Ad Part. III. Tit. 13. §. 11. von dem Separato.*

vid. Cont. Const. de annis 1748-1750. No. 110.

§. 120. & supplement. ad Constitut. de annis 1751-1755. No. 17. §. 166.

*Ad Part. III. Tit. 13. §. 18. ratione cautionis pro reconventionem.*

vid. Cont. Const. de annis 1747-1750. No. 110.

§. 122.



## 672 Anhang zum Codice Fridericiano.

§. 122. & supplement. ad Constitut. de annis  
1751-1755. No. 17. §. 165.

*Ad Part. III. Tit. 13.* ist unter dem 3. Dec. 1760. folgendes *Circulare* ergangen, welches das Verfahren bey Wieder-Klagen nach den verschiedenen Fällen fest stellt.

Friedrich, König in Preussen etc. Unter denjenigen Stücken, welche einen Haupt-Einfluß in den Fortgang eines Processus und dessen Beschleunigung haben, gehöret ohnstreitig eine genaue Bestimmung der Fälle und der Art und Weise, wenn und wie von einem Beklagten, der eine Gegenforderung an den Kläger zu haben vermeynet, die Wieder-Klage angestellt werden müsse.

Schon bey Lebzeiten Unsers vorigen Groß-Canzlers, Freyherrn von Cocceji, hat sich bey Anwendung des Codicis Fridericiani befunden, daß dessen Vorschriften im Titul von der Wieder-Klage besonders die §. 6. 10. 11. und 18. zu Zweifeln Anlaß gegeben, weshalb deren Erläuterung in der Instruction für die Neumärkische Regierung von 1750. §. 121. und 122. erfolgt, und in der Instruction für das Altmärkische Ober-Gericht §. 165. 166. 167. und 168. wiederholet worden.

Wey Fortsetzung der Conferenzen über die Revision des Codicis ist noch verschiedenes dahin gehöriges angemerkt worden, welches Wir euch, da der revidirte Codex noch nicht publiciret werden kann, vorläufig zur Achtung bekannt zu machen, für gut befunden haben.

- 1) Wenn der Beklagte eine Gegen-Forderung an den Kläger hat, die nach der Natur der angestellten Klage und der Beschaffenheit der Gegen-Forderung die Einwendung der Compensation begründet, auch durch dieselbe der Beklagte nicht ein mehreres, als was der Kläger von ihm fordert, erhalten kan, so darf er sothaner Gegenforderung wegen ad effectum compensationis keine Wiederklage anstellen, sondern er muß solche bey der litis contestation auf die Haupt-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 673

Haupt:Klage als eine Einwendung vorbringen. Wird nun hiernächst sowol über die Klage als über die Exception Beweis eröffnet, so muß das Erkenntniß über beyde Beweise ausgesprochen werden, bis beyde instruirt sind. Wenn also der Beklagte sein Compensations-Recht nicht unter den Einwendungen gültig macht, sondern dieserhalb zur Ungebühr eine Reconvention angestellt hat, so muß er sich selbst die Schuld beymessen, wenn die Convention vor der Reconvention geendiget, und er mit der Execution belegt wird.

- 2) In summariissimo findet keine Reconvention statt. Es können auch die actiones reales per modum reconventionis quoad effectum prorogationis fori nicht angestellt werden, wenn der Kläger einer von unsern Unterthanen ist. Belanget hingegen ein Fremder einen unserer Unterthanen actione personali, und dieser hat wider jenen einen Real-Anspruch auf ein extra territorium belegenes beweg: oder unbewegliches Gut, so muß solcher Reconvention wegen bloß das jus retorsionis beobachtet werden.
- 3) Es kann der Beklagte keine Reconvention aus einem Judicato, welches bey einem andern Gerichte in unsern Landen ergangen, anstellen, weil er bey demselben Gerichte die Execution suchen muß. Es steht ihm aber frey, sich auf denselben Einwendungen zu gründen, in so fern dieselben den Rechten nach statthaft sind.
- 4) Wenn nach unserer Landes-Verfassung die Reconventions-Sache zu einem von unsern besonders geordneten foris privilegiatis causæ gehöret, so muß der Judex conventionis solche ad forum competens verweisen. So wie derjenige Richter, bey dem der Arrest angeleget, vor dem aber die Justification desselben nicht geschiehet, den Arrestanten anweisen muß, seine Reconvention in dem Gerichte, wo

## 674 Anhang zum Codice Fridericiano.

der Arrestant den Arrest zu rechtfertigen hat, anzubringen.

- 5) Es ist bereits in Unserm Codice P. 3. tit. 13. §. 14. verordnet, daß die Reconvention nur wider diejenige, welche in ihrem eigenen Nahmen klagen, mit hin wider die Vormünder, Curatores u. s. w. so viel ihre eigene Person betrifft, nicht statt haben soll; Wenn nun jemand ex jure cesso beklagt wird, so ist es bisher nach den gemeinen Rechten zweifelhaft gewesen, ob und wie der debitor cessus gegen den klagenden Cessionarium eine Wiederklage, welche ihm vor der Cession wieder den Cedenten zugestanden, anstellen könne?

Wir ordnen also hiemit:

Daß ein Unterschied zu machen sey, ob die Forderung mit des Schuldners Einwilligung dem Kläger cedirt worden oder nicht. Im erstern Fall kann der Schuldner sich der Exception, so ihm gegen den Cedenten zugestanden, auch nicht einmahl per modum reconventionis wider den Cessionarium bedienen, weil in diesem Fall eine wirkliche Delegation geschehen ist.

Im andern Fall hingegen stehen alle diejenigen Exceptiones, welche die Sache selbst betreffen, auch dem Cessionario entgegen.

In so weit aber der Schuldner eine Exception wider den Cessionarium hat, in so weit kann er auch solcherwegen gegen denselben eine Wiederklage anstellen, wofern solchane Exception in dem Process über die Hauptklage wegen der Natur solchen Processus nicht statt gefunden, und deshalb ad Reconventionem verwiesen worden.

Es kann also ein debitor cessus wider den Cessionarium keine Wiederklage aus Anforderungen wider den Cedenten auf eine höhere Summe, als die wider ihn eingeklagte Forderung beträgt, noch  
weniger

## Anhang zum Codice Fridericiano. 675

weniger aber wegen einer Gegen-Forderung an den Cedenten, welche diversi generis ist, und daher keine Compensation an sich wirken kan, anstellen, es wäre denn, daß der Cedens ein Auswärtiger und kein in unsern Landen zu Recht stehender Untertan wäre, als welchen Falls der Cessionarius sich auch auf die von dem debitore cesso aus einer andern an den Cedenten habenden mit der cedirten nicht connexen Forderung angestellte Wieder-Klage, so viel das quantum cessionis betrifft, einlassen muß.

Was aber die Wechsel und deren Indossation oder Cession betrifft, so hat es bey der von Uns per Rescriptum vom 30. May 1758. ertheilten Declaration sein Bewenden.

- 6) Wenn die Klage und Wieder-Klage von der Beschaffenheit sind, daß sie zu einerley Art des Processus gehören, so findet simultaneous Processus statt, im entgegen gesetzten Fall aber nicht, sondern die Reconvention ist zur besondern Ausführung, und zwar, wenn sie nicht nach dem obigen ganz und gar unzulässig, vor dem Richter, wo die Haupt-Klage angestellet, zu verweisen, ohne Unterschied, es mag der Beklagte Unser Untertan oder ein Fremder seyn.

Von einem Erkenntniß, worin dieses geschehen, darf gar nicht appellirt werden, von einem solchen aber, wodurch der Beklagte ad separatum vor des Klägers ordentlicher Obrigkeit verwiesen, hat die Appellation statt.

- 7) Ist ein Wechsel- oder sonst ein summarischer Process von dem Kläger angestellet, des Beklagten Exceptions- oder Reconventions-Recht aber so beschaffen, daß solches nur in einem ordentlichen Process erörtert und entschieden werden kan, so liegt demselben ob, bey der Litis Contestation auf die Klage anzuzeigen, worin seine zur besondern Ausführung gehörige Exceptiones und Reconventiones bestehen,

## 676 Unhang zum Codice Fridericiano.

Demnächst auch binnen einer auf Anhalten des Gegentheils zu setzenden Frist, sein Klage-Libell zu übergeben, widrigenfalls aber zu gewärtigen, daß er mit seinen peremptorischen Einwendungen gar nicht, mithin auch nicht einmal in separato gehört: wenn er aber eine mit der wider ihn angestellten Klage in keiner Verbindung stehende Gegen-Forderung hat, damit von dem foro conventionis ab: und ad separatum zu des Klägers ordentlichen Obrigkeit verwiesen werden solle.

- 8) Wenn in einem Wechsel: oder summarischen Process des Beklagten Einwendungen für so weit aussehend befunden werden, daß solche nach der Natur der angestellten Klage nicht mit derselben zugleich ausgemacht werden können, und daher der Beklagte damit zur besondern Ausführung, welche allezeit vor dem Richter, wo die Klage angebracht, erörtert werden muß, verwiesen worden, so findet wieder ein solches Erkenntniß die Appellation, und zwar in Wechsel-Sachen nach Vorschrift der Wechsel-Ordnung, aber kein weiteres Remedium statt.

Ist hingegen der Beklagte in einem ordentlichen Process mit seinen Exceptionen ad separatum verwiesen, so sind wider das Erkenntniß die ordnungsmäßigen Instanzen zulässig.

- 9) Die unnöthige Weltläufigkeiten verursachende Caution pro Reconventionem wollen Wir gänzlich abgeschafft wissen. Wenn also die Convention vor der Reconvention, oder diese vor jener abgethan ist, oder der Beklagte mit seiner Exception ad Reconventionem, oder mit dieser ad separatum verwiesen worden, so steht dem gewinnenden Theil frey, die Execution des Judicati zu suchen, und kan der verlierende Theil pro Con- & Reconventionem weder die Deposition der dem gewinnenden Theil zuerkannten beweglichen Sachen oder Geld-Summen noch

## Anhang zum Codice Fridericiano. 677

noch einige Caution de judicato solvendo fordern, ausser in den Fällen, da er seiner Sicherheit wegen Arrest zu suchen befugt ist. In welchen Fällen die Deposition oder Sequestration, so wie die Anlegung des Arrestes per Decretum verfügt, und der Ausgang der Con- oder Reconvention loco Justificationis erwartet werden muß.

Will aber in solchen Fällen der gewinnende Theil Caution bestellen, so muß es auf eben die Art, als wenn die Relaxation eines Arrestes gegen Caution gesucht wird, damit gehalten, niemals aber Cautio juratoria zugelassen werden.

Kommt es auf eine unbewegliche Sache an; und der verlierende Theil behält ein jus reale wegen einiger noch nicht ad liquidum gebrachten Forderungen an derselben; so wird die Caution bloß mit dem streitigen Immobili selbst gemacht, wenn der andere Theil nicht schon ausser dem mit einer hinlänglichen Hypotheca expressa versehen ist.

Succumbirt hiernächst der verlierende Theil gänzlich in der Con- oder Reconventions-Sache, so muß nicht nur die Caution remittirt, oder die deponirte Sache verabsolget, sondern auch der succumbent in die Ersetzung der Kosten und der Interesse condemnirt werden.

Hiernach habt ihr euch zu achten. Sind euch mit Gnaden gewogen. Gegeben Berlin, den 2ten Decembr. 1760.

*Circulare an alle Regierungen  
und Justiz-Collegia.*

*Ad Part. III. Tit. 15. §. 3. wegen der Declaratton  
pro herede.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. §.  
123. Contin. de an. 1751. n. 1. Supplement  
ad Constit. de an. 1751-1755. n. 17. §. 169.

## 678 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad Part. III. Tit. 17. ratione cautionis.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 10. §. 118.

Supplement. ad Constit. de an. 1751-1755.  
n. 17. §. 168.

*Ad Part. III. Tit. 17. wegen der Caution pro expensis, in welchen Sachen sie gefordert werden können, und wie sie zu bestellen, ob von einem Erkenntniß über eine solche Caution und deren Tüchtigkeit die Appellation zulässig;*

Auch was die *Caution de iudicio fieri* und *prosequenda lite* gänzlich abgeschafft seyn sollen.

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 18.

*Ad Part. III. Tit. 17. §. 20. wegen der Declaration eines absentis pro mortuo.*

vid. Supplement. ad Const. de an. 1751-1755. n. 17.  
§. 170.

*Ad Part. III. Tit. 18. §. 7. ratione effectus contumaciae.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. §. 101.

*Ad Part. III. Tit. 18. §. 10. wegen praeclosure des Beweises.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 33. & de an.  
1758. n. 52.

*Ad Part. III. Tit. 18. §. 12. Tit. 20. §. 12. Tit. 39. §. 3.  
n. 13. wegen der Incident Punkte.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. §.  
124. & supplement. ad Constit. de an. 1751-1755.  
n. 17. §. 171.

*Ad Part. III. Tit. 19. §. 2. und ad Part. III. Tit. 21.  
§. 2. wie es, wenn von einem Erkenntniß auf Bes  
weiss appellirt worden, mit Einbringung der Ex-  
ceptionsschrift in appellator zu halten, und ob da-  
zu eine Frist verstattet werden könne?*

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 24.

*Ad Part. III. Tit. 18. §. 10. wegen Einbringung  
der Beweise und Schriften in den Praeclosure-Ter-  
minen, und wie die Advocaten zu bestrafen, wenn  
sie*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 679

sie nicht ihren Fleiß, und daß die Verschümmiß nicht durch ihre Schuld hergerühret, *dociren*.

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 52. in der Anlage ad punct. 6.

*Ad Part. III. Tit. 19. §. 4. wegen der dritten Dilation.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. §. 1.

*Ad Part. III. Tit. 21. §. 3. wegen der Appellation und Revision, wenn auf Beweis erkannt ist, und wie solcher pendente Appellatorio & Revisorio anzutreten.*

vid. Cont. Const. de an. 1758. n. 52. und Declar. vom 14. Febr. 1759. in Cont. Const. de an. 1759. n. 7.

*Ad Part. III. Tit. 21. §. 16. wegen Veränderung des modi probandi in erster Instanz ist das unterm 3. Dec. 1765. ad Tit. 28. & 29. vorkommende Circulare nachzusehen.*

*Ad Part. III. Tit. 23. §. 9. und 13. wegen der beständigen und vollgültigen Beweises: Kraft der Bücher des Königl. Lagerhauses und der Gold- und Silber-Manufactur.*

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 53.

*Ad Part. III. Tit. 21. §. 3. wie die Beweise während der Appellations-Instanz wieder Erkenntnisse von der Art, daß darinn wider das Definitiv-Erkennniß kein anders remedium, als quoad effectum devolutivum, statt findet, anzutreten, und so weit fortzusetzen, als es in Cod. Part. III. Tit. 21. §. 3. vorgeschrieben, und wegen einer ausführlicheren Erklärung der Rescripte vom 5. Dec. 1758. und 4. Febr. 1759.*

vid. Cont. Const. de an. 1762. in der Anlage ad punct. 1. 2. 3. 4. 5.

*Ad Part. III. Tit. 23. §. 13. wegen der Beweises: Kraft der Handels-Bücher und Eydes: Delation darüber.*

vid. Cont. Const. de an. 1753. n. 4.



## 680 Anhang zum Codice Fridericiano.

Die *Declaration des Rescripti* vom 6. Febr. 1757 wegen der *Præscription* der Beweises-Kraft eines Handels-Buchs vom 22. Febr. 1759.

vid. Cont. Const. de an. 1759. n. 9.

*Ad Part. III. Tit. 25. §. 24.* wegen der *Original-Documenten.* vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 75.

*Ad Part. III. Tit. 28. §. 4.* wegen der *Beweises-Streit.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. § 125.

*Ad Part. III. Tit. 29. §. 4.* wegen der *Præclusion* des *Gegen-Beweises* ist vom *Cammer-Gericht* unter dem 18. Aug. 1751. folgende *Verordnung* ergangen:

Demnach um besserer Ordnung willen in pleno beschloffen worden, daß künftigh in Ansehung des *Reprobatorii* die *accusatio contumaciæ ad effectum præclusionis* eben so wie bey der *Probatione* nöthig seyn solle: als wird diese *Verfügung* den sämtlichen *Cammer-Gerichts-Advocatis* durch gegenwärtigen öffentlichen *Aushang* zur *Nachricht* und *Achtung* bekannt gemacht. Berlin, den 18. Aug. 1751.

*Aushang* wegen *Præclusion* des *Gegen-Beweises.*

*Ad Part. III. Tit. 28. §. 19.* wegen des neuen *Beweises* in *Appellatorio.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 68.

*Ad eund. §.* wegen des neuen *Gegen-Beweises.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 59.

*Ad Part. III. Tit. 28. und 29.* ist unterm 3. Dec. 1760. folgendes *Circulare* ergangen, worinn festgesetzt worden, wie es mit dem *Gegen-Beweise* in erster und zweyter *Instantz* zu halten, und ob solcher in der zweyten angetreten werden könne, wenn man sich dessen in der ersten begeben hat?

Friedrich, König in Preussen etc. Der bey dem *Cammer-Gericht* durch den *Aushang* vom 18ten Aug. 1751. einges

## Anhang zum Codice Fridriciano. 681

eingeführte Gerichts-Gebrauch, daß nach der Analogie desjenigen, was in unserm Codice von Beweisen und deren Präclusion verordnet, auch die Führung des Gegenbeweises dem Gegen-Beweis-Führer so lange frey stehe, bis er auf vorgegangene Contumacial-Beschuldigung und Ansetzung eines Präclusion-Termins damit präcludirt worden, hat in verschiedenen Fällen den Aufenthalt der Probations Instanz verursacht; Es ist dieses daher bey Revision des Codicis dahin geändert worden:

Daß der Gegen-Beweis innerhalb 4 Wochen nach Insinuation des Beweises angetreten werden müßte, und das fatale der 4 Wochen an und für sich präclusivisch, dergestalt, daß nach dessen Ablauf in eben derselben Instanz der Gegen-Beweis nicht mehr zu admittiren, wenn gleich der Beweis-Führer um die Präclusion nicht angesuchet hat. Damit auch der Ablauf des fatalis, welches von der Insinuation des Beweises abhängt, in allen Fällen ex actis constire, so hat der Gerichts-Bothe, der die Insinuation des Beweises verrichtet, das originale Documentum Insinuationis nicht dem Beweis-Führer oder dessen Advocaten zuzustellen, sondern ad Acta abzugeben; und daß er dieses zu thun habe, muß ihm von der Canzley, die ihm die Verordnung über den angetretenen Beweis oder Bescheinigung zur Insinuation verabsolget, jedesmal bedeutet werden,

Zweytens, es ist ferner festgesetzt worden:

Daß wenn dem Beweise oder Gegen-Beweise (der Bescheinigung oder Gegen-Bescheinigung) in der ersten Instanz entsaget worden, derselbe in der Appellations-Instanz nicht weiter geführt werden könne.

Wie denn überhaupt Drittens gar kein neuer Beweis in Appellatorio zuzulassen, wenn in der ersten Instanz der Beweis durch die Endes-Delation geführt worden.

## 682 Anhang zum Codice Fridericiano.

Damit auch viertens derjenige, welcher in erster Instanz den Beweis durch Zeugen, briefliche Urkunden oder den Augenschein angetreten, bey der Unzulänglichkeit dieser Beweises-Mittel nach eröffnetem Urtheil in Probatorio nicht genöthiget werde, die Appellations-Instanz zu ergreifen, um in derselben durch Eynes-Dilation neuen Beweis zu führen, so ist belibet worden:

Daß es dem Beweises-Führer frey stehe, sowohl bey der Beweises-Antretung, als auch in dem Verfahren über den Beweis, über eben diejenigen Umstände, deren Beweis er durch Zeugen, briefliche Urkunden oder Augenschein angetreten, den Eyd auf den Fall, wenn der andere Beweis entweder an sich, oder wegen des oblitirenden Gegen-Beweises für unzulänglich gehalten werden möchte, zu deferiren, und daß solchenfalls auf dessen Acceptation oder Relation erkannt werde, zu suchen.

Wie ihm denn auch nachzulassen, wenn er die Unzulänglichkeit des andern angetretenen Beweises selbst einsiehet, davon noch vor dem Beschluß der Sache in Probatorio abzugehen, und den Eyd schlechthin zu deferiren, wobey er jedoch die Kosten, die er dem Gegentheile durch den vorigen Beweis und dawider geführten Gegen-Beweis verursacht, erstatten muß, wenn jener den deferirten Eyd abschwöret, oder der Beweis-Führer solchen auf zulässige und geschehene Relation nicht ablegt. Schwöret aber jener den deferirten Eyd nicht oder solcher wird auf geschehene Relation von dem Beweis-Führer abgelegt, so kann der Gegentheile die Kosten des vorigen Beweises nicht fordern.

Sinftrens ist es zwar dabey gelassen worden;

Daß wenn der Beweis oder Gegen-Beweis durch briefliche Urkunden geführet, und darüber schriftlich verfahren wird, den Partheyen ordentlicher Weise

## Anhang zum Codice Fridericiano. 683

Weise die Einbringung mehreren Schriftsätze zu erlauben, als welche sie bey einem schriftlichen Verfahren über einen andern Beweis einbringen dürfen. Wenn aber die Sache sehr wichtig, und wegen der Anzahl und Beschaffenheit der zum Beweis oder Gegen-Beweis beigebrachten Urkunden eine weitläufige Ausführung zu erfordern scheint, so soll es einer oder der andern Parthey frey stehen, dieses durch ein besonderes schriftliches Pro memoria dem Gerichte anzuzeigen, welches dem Befinden nach ein Verfahren bis zur Duplic verstaten mag.

Sechstens, wird wider ein Urtheil, welches auf einem geführten Beweis erkannt hat, die Appellation eingewandt, so erstreckt sich das Verfahren in der Appellations-Instantz, es mag darinn neuer Beweis oder Gegen-Beweis angetreten worden seyn, ordentlicher Weise nicht ultra Exceptiones, weshalb der Appellant, wenn er einen neuen Beweis, und der Appellat einen neuen Gegen-Beweis angetreten, in der Justifications-Schrift zugleich auf letztern excipiren muß, worauf der Appellat durch die Exception auf den Beweis und die Deduction des Gegen-Beweises das Verfahren beschliesset. Sind aber zum Behuf des neuen Beweises oder Gegen-Beweises viele eine weitläufige Ausführung erfordernde Urkunden beigelegt, und eine oder die andere Parthey findet die Verlängerung des Verfahrens ad Duplicas usque für nöthig, so muß solches dem Gerichte durch ein schriftlich Pro-Memoria angezeigt werden, welches dem Befinden nach die Einbringung der Re und Duplic verstaten mag.

Gegeben Berlin, den 3. Dec. 1760.  
*Circulare an alle Regierungen  
und Justitz-Collegia.*

## 684 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad Part. III. Tit. 28 und 29. wegen des Gegenbeweises, und ob ein in der ersten Instantz nicht angetretener Gegen: Beweis, in der Appellations-Instantz nachgeholt werden könne? Auch wegen Antretung mehrerer alternative erkannten Beweise.*  
vid. Cont. Const. de an. 1762. No. 52.

*Ad Part. III. Tit. 28. und 29. wegen des neuen Gegen-Beweises in Appellatorio, und daß es dieserhalb bey dem Fatali ipso jure præclusivo nach dem Circulare vom 30. Decembr, 1760. verbleibe.*

vid. Cont. Const. de an. 1763. No. 81.

*Ad Part. III. Tit. 28. §. 73. wegen des Verfahrens in probatorio per documenta, und wie weit in zweiter Instantz das Verfahren gehet, wenn in der ersten in probatorio erkannt.*

vid. das vorstehende Circulare vom 3. December 1760.

*Ad Part. III. Tit. 28. §. 29. ist unterm 3. Dec. 1760. folgendes Circulare ergangen, wie das Appellatorium von einem Urtheil instruet werden soll, das über die Zulässigkeit eines Zeugen erkannt hat:*

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Es ist in Unserm Codice Part. III. Tit. 28. §. 9. verordnet, daß wenn die vom Beweis- oder Gegen-Beweis Führer vorgeschlagene Zeugen zu Ablegung des Zeugnisses für untüchtig erkannt worden, den Producenten frey stehe, dawider binnen 10 Tagen die Appellation einzuwenden. Damit aber dieses Remedium desto schleuniger instruiert, und das Erkenntniß in Appellatorio über die Zulässigkeit der verworfenen Zeugen nicht aufgehalten werde, so ist bey der Revision des Codicis festgesetzt worden, daß es mit dergleichen Appellationen folgendergestalt gehalten werden solle:

- 1) Wenn der Zeugen: Führer wider das Erkenntniß, wodurch ein von ihm vorgeschlagener Zeuge oder mehrere verworfen worden, die Appellation einwendet, so muß er zugleich in der binnen 10 Tagen nach

## Anhang zum Codice Fridericiano. 685

nach der Eröffnung einzubringenden Schedul die Beschwerden rechtfertigen, und wenn ihm über die Wahrheit der Recusations-Ursachen der Eyd nicht deferirt worden, die Bescheinigungen die er zu ihrer Elidierung an Arrestatis oder Documentis etwa noch hat, beylegen, oder dem Gegner den Eyd in der Schedul selbst deferiren, als welches alles er nachhero nicht weiter thun darf.

- 2) Ueber diese Appellation ist ohne vorgängige Vorlegung der Acten bey einem kurz anzusehenden Verhör zu verfahren, worin der Appellat die von dem Appellanten seiner Interpositions-Schedul beygelegte Urkunden recognosciren, oder sich zu deren Diffession erbiethen, auch was er wider die Atteste zu sagen hat anführen, nicht weniger sich über den ihm deferirten Eyd erklären muß. widrigenfalls die Urkunden für recognoscirt, die Atteste für glaubwürdig, und der Eyd für acceptirt angenommen werden soll. Er hat auch bey diesem Verhör alle noch etwa durch Arrestata oder Urkunden habende Bescheinigung seiner Recusations-Ursachen, wosfern er nicht schon in voriger Instantz den Eyd darüber deferirt, beyzubringen, oder an deren Statt dem Zeugen-Führer annoch den Eyd zu deferiren, über dessen Acceptation oder Relation, wie auch über die Recognition der von Appellaten beygebrachten Atteste oder Documente der Appellant sich in termino selbst zu erklären, auch was er wider die Atteste zu sagen hat, anzuführen, oder zu gewärtigen hat, daß der Eyd für acceptirt, die Atteste für ganz glaubwürdig, und die Documenta für recognoscirt angenommen werden sollen.
- 3) Nach abgehaltenem Verhör sind die Acten bey dem Richter der folgenden Instantz vorzulegen, der binnen 8 Tagen nach geschעהener Distribution die Sententz abzufassen hat; und damit dieses den Referenten

## 686 Anhang zum Codice Fridericiano.

ten sogleich in die Augen falle, so muß der Registrator auswärts auf den distribuirten Akten v. : zeichnen, daß über eine Zeugen-Recusation zu sprechen und daher die Sache zu beschleunigen sey. Wenn bey dem vorigen Gerichte beyde Theile mit Advocaten versehen gewesen, so soll selbiges diese Appellation, ohngeachtet es auch sonst die Direction der von seinen Erkenntnissen entstehenden Appellations-Processen nicht behält, zum Spruch instruiren.

Es muß auch, wenn das Urtheil über diese Appellation nicht von einem andern Senat eben desselben Gerichts, bey welchem der vorige Bescheid gesprochen worden, abgefaßt, sondern von einem andern Gericht gegeben wird, bey Einfendung der Akten gemeldet werden, daß nur über eine Zeugen-Recusation zu sprechen, damit dieses wisse, daß der verlangte Spruch zu beschleunigen, und binnen 8 Tagen abzufassen sey. Sind beyde Theile in der ersten Instanz nicht mit Advocaten versehen gewesen, so geschieht die Instruction der Appellation nicht bey dem Unter-Richter, sondern dieser muß bey Einfendung der Akten und der Appellations-Schedul in seinem Bericht melden, daß wider eine Zeugen-Verwerfung appellirt worden, worauf der Richter der zweyten Instanz einen Verhörs-Termin anzusetzen hat, in welchem dem Appellanten die Bescheinigungs-Mittel wieder die Recusations-Ursachen, die er sonst der Interpositions Schedul selbst hätte beylegen sollen, annoch beyzubringen erlaubt, und in welchem übrigens es eben so zu halten, wie vorher sub No. 2. verordnet.

Wir haben für gut befunden, euch diese Vorschrift vorläufig zur Beobachtung bekannt zu machen. Gegeben Berlin, den 3. Dec. 1760.

*Circulare an alle Regierungen und Justiz-*

*Collegia,*

*Ad*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 687

*Ad Part. III. Tit. 30. wegen der Juden-Ende.*  
vid. Cont. Const. de anno 1757. No. 28.

Es ist auch deshalb unterm 29. May 176c. folgendes *Rescript* an das Cammer-Gericht ergangen:

Von G. G. Friederich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Wir haben euch unterm 25. Apr. 1756. dasjenige zur Achtung bekannt machen lassen, was bey Revision des Cod. Frid. wegen der Juden-Ende und der dabey nöthigen Ceremonien angemercket worden: da aber die Jurisdenschaft vermeinet, daß solche zum Theil unnöthig, auch deren Beobachtung ihrer Nation keinen guten Nahmen machen, sondern zu deren Verachtung gereichen werde, weshalb der Land-Rabbiner Fränckel bey Uns einen Aufsatz eingereicht, worinn er wider die mit dem vorangesführten Rescript communicirte Verordnung, wie es bey Abnahme der Juden-Ende zu halten, verschiedene Einwürfe gemacht; Unsere Landes-Väterliche Intention aber dahin gehet: daß auf der einen Seite die Juden bey Ablegung der Ende mit solchen Formalien, welche in ihren Gesetzen und Gebräuchen gar keinen Grund haben, nicht beschweret, noch dadurch ein unbilliger Verdacht auf dieselbe gebracht werde, auf der andern Seite aber auch die Ablegung der Ende dergestalt von ihnen geschehen solle, wie es ihre Gesetze und Gebräuche erfordern, und wie sie solches selbst in ihrem Gewissen für kräftig und verbindlich halten; So haben Wir den obgedachten Aufsatz des Land-Rabbiners Fränckel den gelehrten, der Jüdischen Lehren, Schriften und heutigen Verfassung kundigen Doctoribus Theologiae, dem Michaelis und Callenberg zu Halle zugesertiget, von Uns darüber und über die Art und Weise, wie von einem Juden nach seinem Glauben und den Meinungen seiner Nation ein verbindlicher Eynd abgenommen werde, ein Gutachten allergehorsamst abzustatten.

Goldches



## 688 Anhang zum Codice Fridericiano.

Solches nun ist, in ein und andern Stücken, von demjenigen abgewichen, was in der dem Rescript v. d. 25. April 1757. beygefügeten Anlage festgesetzt worden.

Wir haben daher eine anderweitige Vorschrift von demjenigen, was bey Abnahme der Juden: Eyde zu beobachten aufsetzen lassen, welche Wir euch in der Anlage zu fertigen, mit dem gnädigen Befehl, euch darnach zu achten, solche den unter euch stehenden Unter:Gerichten bekannt zu machen, und falls die bey Abnahme des Juden: Eydes nöthige Geseß: Rollen, oder eine von einem Juden im Druck gegebene Chomelch in eurem Collegio nicht vorhanden seyn sollten, die eine oder das andere fordersamst anzuschaffen. Daran geschiehet Unser Wille. Sind ic. Gegeben Berlin, den 29. May 1760.

1. Die Juden sollen zwar an ordentlicher Gerichts: Stelle schwören: Wenn aber Eyde von besonderer Wichtigkeit, z. E. in peinlichen Sachen abzulegen sind, oder die Gerichte solches wegen anderer bedenklichen Umstände für nöthig finden, so sollen die Juden gehalten seyn, den Eyd in der Synagoge oder Juden: Schule abzulegen.

2. Bey Ablegung eines Juden: Eydes müssen wenigstens zwey andere Juden, welche über 13 Jahr alt sind, und unter denselben, wenn der Eyd in der Synagoge abgelegt wird, der Schammalch oder Unter: Diener der Synagoge gegenwärtig seyn. Diese beyden Juden muß derjenige, welcher den Eyd abzulegen hat, mit sich zur Stelle bringen. Ehe der Jude schwört, muß derselbe entweder von dem Rabbi, oder einem andern Jüdischen Gelehrten, oder auch von der Gerichts: Person, welche den Eyd abnimmt, wegen des Mein: Eydes nachdrücklich verwarnt, und des Endes ihm, besonders in wichtigen und bedenklichen Sachen, folgende Verwarnungs: Formel, deutlich, langsam und mit untermischter Einschärfung vorgelesen werden:

Unter allen Mirzvos lo saace (Verbothen) welche den Menschen, wenn er sie thut, um chelek olam hassch,

## Anhang zum Codice Fridericiano. 689

hassch, (die Seligkeit dieses Lebens) und cheleckolam habbo (die Seligkeit des zukünftigen Lebens) bringen können, ist die Abéro (Uebertretung) von shebúos schavvólchécker (umsonst und falsch schwören) die grössste, weil sie allein so groß ist, als avó-dosoro (Abgötterey) giluri avájos (Ehe-Bruch) und shephichos dómim, (Mord-Thaten,) wie Ramban (das ist Rabbi Mosche ben Nachman) in Parschas Jisro (Auslegung der Section von Jethro) beweiset. Weil nun leés attá (in gegenwärtiger Zeit) unter den bar Jisroelim (Kinder Israel) baavónos harabbim (wegen gehäufter Missethat) viele sind, die nicht wissen und bedenken, was es auf sich hat, eine Schevá (einen Eid) zu thun, deswegen sie sich auch kein Gewissen machen, und erschrecken nicht, wenn sie umsonst oder gar falsch chas velcholom, das ist, (welches Gott verhüte) schwören, da doch der Berg Sinai sich erschrecken und gezittert hat, als Hakkódesh boruchhu (der heilige und hochgelobte Gott) gesprochen: Lo sísso es sheim Adonai Elohécho laschov (Du sollt bey dem Namen des Herrn deines Gottes nicht falsch schwören) oder wie es in der teutschen Uebersetzung lautet, Du sollt den Namen des Herrn deines Gottes nicht missbrauchen, wie die Gemóro (das ist: weitere Ausführung des Talmudischen Textes, welcher *Mischno* heisset) saget in Masseches shebúos (dem Tractat von Erdschwüren). Zumahl machen sich viele gar wenig aus einer Schevá, wenn es nicht bearchós Jehúdim (in Jüdischen Gerichten) ist. Denn da meinen sie, daß es in einem solchen ophan (Art und Weise) keine so grosse Abéro (Sünde) sey, da doch im Gegentheil alsdenn die Abéro (Sünde) und der Onesch (die Straffe) noch vielmahl so groß wird, weil der Chillul halchéim (die Entheiligung des Namens Gottes) grösser ist,

wie in Schené Lúchos habberis (in dem Buch<sup>e</sup> genannt die zwei steinerne Tafeln), in den L. Jahos Theschubo (Gebrauchen der Bússe) stehet. Und also pflegen solche Leute viel Böses zu verursachen, nicht nur über sich, sondern auch über ihre ganze Mischpócho (Geschlecht) und über col Iisróel (ganz Israel) wie wir unten hören werden. Derowegen hat man, le saccus Rabbim (um mehreren zu dienen) in einigen kelolim bekitzur (kurzgefaßten Regeln) melden wollen, was ein shebúo bichlal ubiphrát (Eyd-Schwur inogemein und besonders) sowohl bearchóos Jehudim (in Jüdischen Gerichten) als bearchóos Norzerim (in Christlichen Gerichten) auf sich hat, und wie und wann man schwören soll, damit es ein jeglicher sehen, und sich mehajóm vahólo (von dem Tage an und fernerhin) hüten möchte, kiphscuto, (so schlechthin) eine Schebuo, (einen Eyd) zu thun, ubifrat, (und insbesondere) chas veschólam (welches GOTT verhüte) shebúas schécker (einen falschen Eyd).

1te Regel: Es ist für den Ben odom (Menschen) eine grosse Toho (Wohlthat) und segullo (ein besonderes Guth) wenn er gar nicht zu schwören bedarf, wie der Rambam (Rabbi Mosche ben Maimon) in Hilckos shebúas Peréck (in den Gebrauchen der Eyd-Schwüre, im 12ten Capitel) máshir ist (erinnert).

2te Regel: Auch ist es eine grosse Abéro (Sünde) eine shebúas Emes (einen wahren Eyd) zu thun, nemlich lafchóv (umsonst und ohne Ursach), wie Raschi (Rabbi Schelomo Jitzchok) schreibet in Parfchas Jisro (Auslegung der Historie von Jethro) über den Poluk (Vers) Lo sillo es schem Adonai Elohecho lafchóv (Du solt bey dem Nahmen des Herrn deines Gottes nicht falsch schwören ohne Ursache:) und der Báal shehenc lúchos habberis  
(Ver-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 691

- (Verfasser des Buchs, die zwei steinerne Tafeln) in os (dem Buchstaben) Schin.
- 7te Regel: Wenn es aber nöthig ist, daß man bebes din (vor Gerichte) schwören soll, damit der Emes (die Wahrheit) von einer gewissen Sache möchte herauskommen, alsdann ist es eine mitzvas Elé (ein Gebot, das man thun soll) eine Schebúas Emes (einen wahren Eyd) zu thun, wie zu sehen ist in Táv, jóre Deó, Siman (im Buch, Lehrer der Wissenschaft, im 203ten Capitel) und im Sépher mitzvos gedólos (im Buch von den grossen Gebotten.)
- 8te Regel: Alle Pósekim (Richter oder Rechts-Gelehrte) schreiben, daß man sich vor Schebúas schéker (einem falschen Eyde) mehr hüten soll, als vor allen andern Abéros (Uebertretungen), weil ein solcher, der falsch schwört, zugleich auch ober (ein Uebertreter) ist, auf die grosse Obéro. (Uebertretung) von Chillul hafchem (Entheiligung des Namens Gottes), welche doch Hakkódosch bárucchu (der heilige und hochgelobte Gott) sehr verboten, wenn er in Parshas kedáschim (Séctias von dem was heilig ist) gesprochen: Lo tischébcn bíschmi laschocker, vechilláto es Schem Elohécho (das ist, Ihr solt nicht bey meinem Namen falsch schwören und verunheiligen den Namen meines Gottes).
- 9te Regel: Es ist auch mit dem ónesch (der Straffe) von dieser Abéro (Sünde) fast ganz anders beschaffen, als mit allen andern Ónóchim (Straffen). Denn barischo (fürs erste) strafft Gott darüber, wenn sie gleich jemand beschógeg (unwissend) gethan hat, wie Rabbi Jochanan der Sohn Baróko in den Pirke óbos (oder Capitulis Patrum) gesagt, Echadschogeg véechad mélid, bechillul hafchem; das heißt: Bey chállul hafchem (Entheiligung des Namens) ist einerley, es mag unwissend oder muthwillig

## 692 Anhang zum Codice Fridericiano.

willig geschehen seyn, und wie zu sehen ist: Malleches Gittin (Talmudischen Tractat von Scheide-Briefsen) f. 35. bey der Geschichte einer Almóno (Wittwe) welche beschógeg (unwissend) geschworen hat, und ist mijád (sòfort) néenalich (gestrafft) worden. Schenis (fürs andere) da wegen anderer Abéros (Sünden) nur der Chóte (Sünder) allein gestrafft wird, so wird hingegen bey dieser Abéro (Sünde) nicht nur der Chóte (Sünder) mit kóres beólem hassé uhólem habbó (Ausrottung in diesem und in dem zukünftigen Leben) gestrafft, sondern seine ganze mischpócho (Familie) und nicht nur seine mischpócho (Familie) sondern sogar auch baavónos harabbim (wegen geduffter Mißthat) ganz Israël wird zugleich seinetwegen néenalich (gestrafft), weil ein bar Jilróel (Israelit) óreb (Bürge) ist für den andern, wie zu sehen ist in der Gemóro (weiterm Auslegung des Talmuds in dem Tractat Schebúos (von Eyd = Schwüren) f. 39. Schelchis (fürs dritte) bey andern Abéros (Sünden) pflegt Haschéin Jishorech (der hochgelobte Gott) nicht sobald das Purónus (Straf-Gerichte) zu schicken, sondern er wartet eine zeitlang; aber bey einem schebúas schéker (falschen Eyd = Schwur) kommt er bald, und ist sich nókem (rächend), wie in dem Gemóro an dem angeführten Ort gelernt wird, über den Posuk (Vers) aus Zachar. V, 4. da der hochgelobte Gott spricht: Hoczesio u. s. w. Das ist teutsch: Ich habe den Fluch, davon Póluk gimel (im 3ten Vers) stehet, ausgezogen, kelómar (als wolte er sagen: Ich eile, daß er bald kommen soll, spricht Gott der Heerschaaren, daß er kommen wird in das Haus des Diebes, und in das Haus des, der bey meinem Namen falsch schwóret; und der Fluch wird in seinem Hause übernachten, und wird dasselbige verderben mit seinem Holz und mit seinen Steinen. Also sollen

## Anhang zum Codice Fridericiano. 693

sollen auch so gar Holz und Steine darüber gestrafft werden. Gleichfalls spricht Hakkódosch bórachhu (der Heilige und Hochgelobte) auch bey dem Malachia C. III, 1. veho jisi Edmemáher &c. das heißt: Und ich werde ein geschwinder Zeuge seyn wider die, so fälschlich schwören.

6te Regel: Weil das eine Abero (Sünde) ist schebbén ódom lamnókóm (zwischen einen Menschen und Gott), kan sie kein ben ódom (Menschen-Kind) mechapper (versöhnend) seyn, auch hilfft nicht einmaßl Teshúbo urphillo (Busse und Gebeth) etwas, wie Rambam (Rabbi Mosche ben Maimon) in Hilchos Teshubo (den Hebräuchen der Busse) schreibt, und in Sohar (welches ein altes Jüdisches Buch ist) stehet, daß, wenn einer mechallel ist (entheiliget) Schem haggótol vehannóro (den grossen und verehrungswürdigen Namen), so seyn alle Malgéhim (Engel) einen solchen benodóm (Menschen) im Himmel machrem unnádde (verbannend und verabscheuend) und mekallel (verfluchend); (wofür uns Gott bewahre!) und lassen seine und anderer Leute Thephillo (Geber), welches für ihn geschieht, nicht für den Kisse hakkóhod (den Thron der Herrlichkeit) kommen. Hakkódosch bórachhu (der Heilige und Hochgelobte) selbst will auch nichts mehr von ihm hören, sondern er giebt ihn in die Hände der Ruchós (Geister) und Schédím (Teuffel), daß sie schon beólem hassé (in diesem Leben) sehelico (Gewalt) über ihn haben, und leáchar mílo (nach dem Tode) schleudern sie ihn becháph hakkála (mit der Schleuder) und find ihn sehr metzir (plagend), daß es besser wäre, wenn ein solcher Mensch nicht wäre beschaffen worden.

7te Regel: Alle Posekim (Richter und Rechts-Gelehrte) beweisen aus der Thóra (dem Gesetz), daß es einerley ist, wer ein beschwóret (schwören laßt,

## 694 Anhang zum Codice Fridericiano.

set), es mag ein Jude oder ein Goi (Unbeschnittener) und besonders ein Nörzeri (Christ, seyn, wenn man Amen darauf saget, so ist man chäjob (schuldig). Wie denn der Rambam (Rabbi Moses ben Maimon) in Hilchos schebhos den Gebrauchen bey Erd-Schwören) bephärusch (in der Erklärung darüber) sagt: Aphlu hischbto goi veöno ömen, chäjob, wenn auch jemanden ein Goi (Unbeschnittener) schwören lästet, und jener spricht Ömen (Amen), so ist er schuldig.

2te Regel: Daraus ist auch zu lernen, daß es einerley ist, man mag einen schwören lassen belöscham hakködesch (in Hebräischer Sprache) oder einem andern loschan (Sprache). Adrábba (Im Gegentheil) die Poskim (Rechts-Gelehrten) wollen auch haben, daß es ein solches loschan (Sprache) sey, welches der Nisünba (Schwörende) wohl versteht. Nun wer also nur ein bißchen Iras Schomáim (Furcht Gottes) in seinem leb (Herzen) hat, der wird seine Neschómo (Seele) so lieb haben, daß er lieber alles schebbecken (was in der Welt ist) leiden wird, als falsch schwören, damit nicht seine Neschómo (Seele) ledöme ad (in alle Ewigkeit) verlohren werde, und andre Leute Tzáar (Noth oder Jammer) über ihm ausstehen. Er wird lieber sein mómon (Saab und Gut) hingeben, und den Poluk (Vers) makajem (erfüllend) seyn: veohábto es Adonái Elohécho bechol lehóbecho uhcol napschécho uhcol meodécho (Du sollst den Herrn deinen Gott lieben von ganzem Herzen, von ganzer Seele, von allem Vermögen) wie die Chachómim (Weisen) sagen, daß man sich soll sein Mómon (Saab und Gut) und guph (den Leib) nehmen lassen, und nicht mechállel schem (den Namen Gottes entheiligend) seyn. Cadé (Sintemahl) an einem solchen crch mekujam (erfüllt)

ver-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 695

werden wird, was Dóvid hammélech ólav halché-  
lom (Der König David, über welchem sey Frie-  
de) in Tehillim Caph Dólas (im 24 Psalm) gefa-  
get hat; Mi jáaleh har halchém, umijókum bir-  
kom kodscho: neki cappúim uhar, lebób asché-  
lo nóso laschév nápscho, veló nischba lemirmo: jisse  
berócho mées halchem utzdóko medáche jíscho  
(Wer wird auf des HErrn Berg gehen? und  
wer wird stehen an seiner heiligen Stätte? Der  
unschuldige Hände hat, und reines Herzens  
ist, der nicht Lust hat zum Litzeln, und schwö-  
ret nicht fälschlich, der wird den Segen vom  
HErrn empfangen, und Gerechtigkeit von dem  
GOTT seines Heils).

Jedoch überlassen Wir dem Ermessen der Gerichte  
in Sachen von keiner sonderlichen Wichtigkeit, und  
wenn sonst keine bedenkliche Umstände vorkommen, dem  
schwörenden Juden an statt dieser Formul nur die vor-  
nehmste darinn enthaltene Gründe wider den Menn-End  
vorzulegen.

3. Ehe der Jude zu schwören anfängt, muß er die  
Hände rein waschen, welches auch die andern anwesend-  
en Juden zu thun schuldig sind. Hiernächst muß er  
sein Haupt mit dem Hute oder Mütze bedecken, sich her-  
gen Morgen wenden, die Hand auf eine von einem Ju-  
den geschriebene Geseß-Rolle, oder auf eine von Juden  
im Druck herausgegebene Chomesch, 2 B. Mose XX,  
7. legen, und folgende Endes-Formel langsam und deut-  
lich aussprechen, auch allezeit die teutsche Uebersetzung  
der darin vorkommenden Hebräischen Wörter beifügen:

Ich Peloni (N. N.) oder was ich sonst für einen  
Nahmen oder Zunahmen habe und gebrauchen kan  
und mag, ein Sohn des N. N. (eine Tochter des N. N.  
ein Weib des N. N.) schwöre eine Schebúo gemúro  
(einen leiblichen Eyd) lo al dási (nicht nach  
meinem Sinn) ello al dáas hammasch bíim ósi,



## 696 Anhang zum Codice Fridericiano.

sondern nach dem Sinn derjenigen, die mich schwören lassen) zu Gott dem Allmächtigen, der Himmel und Erden, auch mich erschaffen hat, daß ich auf alles dasjenige, worüber ich jezunder werde befragt werden, den recht Eines, (Die rechte reine Wahrheit) auszusagen will, ohne schécker wechesbonos (Falsch und Lügen oder Unwahrheit) ohne Raimmos (Betrug) ohne orimo umirno vesachbulos (List und Berrügerey und Finten) und ohne machachóbo róo (böse Gedanken) etwas maalim zu seyn (zu verhehlen oder im Herzen zu behalten), keines leróbo oder leróo (zu Liebe oder zu Leide), und daß ich auch dieses, was der Eines (Die Wahrheit) ist, wegen matónos (Gaben), oder schohad (Geschenke), oder hannos (Tugenden), oder mischám áhaho (wegen Liebe und Gunst), amischám simó (oder wegen Haß) wegen Freundschaft oder Feindschaft, wegen móro (Furcht), noch wegen etwas anders, welches das Herz eines Menschen erdenken möchte, nicht lassen will. Ferner auch schwöre ich, daß ich über dieser meiner Schebúo (Eidesleistung) keinen Pérusch (Erklärung) annehmen will: (Das ist, wenn einer würde sagen wollen: die Schebúo (der Eyd) kan so und so ausgelegt werden, also könnte man Póur (frey und loß) seyn, und keinen ónesh (Straffe) darüber befürchten: das soll nicht gelten.) keine haphára (Easung) oder hattóro (Erlassung), (nehmlich wenn ein anderer möchte wollen dieses Schebúo (dieser Eyd) verstören, oder zu nichte machen, oder manir (auflösend) seyn, und sie auf sich nehmen); keine selicho umeshlo (Verzeihung und Vergebung), welches alles schon so nichts gut, weil zu Anfang der Schebúo (des Eides) gesagt ist, daß man schwören will lo al dáalo (nicht nach seinem Sinn)nehmlich des Nischba (der da schwört) sondern al dáas  
han-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 697

hammaschbiim! (nach dem Sinn derjenigen, die da schwören lassen) von keinem Juden noch andern Menschen. Auch soll mir die Tephillo col nidre (das Gebeth, welches sich mit diesen Worten alle Gelübde anfängt), welche wir erebh idm kippur (am heiligen Abend des Versöhnungs-Tages) zu maaribh (zum Abend-Gebeth) zu thun pflegen, nicht zu statten kommen, noch meine Chattoim (Sünden) mechapper seyn (versöhnen) oder wegnehmen, wenn ich mit dieser meiner Schebúo (Zy des Leistung) einen ben odom (Menschen) meramme bin (betrüge). Und ruffe ich dich an, Adonái Elohim, Elóhe Jisróel (Herr GOTT du GOTT Jisrael) iochid unúschad, Elóhe emes, Elóhe Elohim vaadóne haadónim, Elóhe abofai Abrohom, Jiszechok, ve Jaakob (dich einzigen und ewigen GOTT, der du bist ein GOTT über alle Götter, und ein Herr über alle Herren, ein GOTT meiner Väter Abraham, Isaac und Jacob,) so wahr als ich dir als meinem GOTT diene, und zu dir tephillo (Gebeth) thue, und so wahr ich maamim bin (glaube) an deine heilige Thoro, (Gesetze) und an alle deine Mirzvos (Gebote), daß du durch deinen herrlichen grossen Nahmen, Adonáhi Elóhim (Herr GOTT) selbst memálla umkajjem bist, (erfüllst und bestätigst) diese meine Schebúo (Zy): daß u. s. w.

Und also helffe mir der wahrhaftige GOTT, Adonái Elóhim (Herr GOTT); wo ich aber in dieser Sache nicht den emes (die Wahrheit) rede, sondern einige Schekúros vechishónos (Lügen und Unwahrheiten), oder ramúos (Betrügligkeiten), oder Chanúpho (Heuchelei), und massóas ponim (Hartheyligkeiten) darin gebrauche, und also eine schebúas sheker thue, falsch schwöre), und bin

## 698. Anhang zum Codice Fridericiano.

über auf die mitavo (übertrete das Gebot): <sup>7</sup>  
 siffo es schem Adonai Elohe cho lascho (das ist,  
 du solst bey dem Nahmen des Herrn deines  
 Gottes nicht falsch schwören), und bin also me-  
 challel schem haggóddal vehannóra (den grossen  
 und fürchterlichen Nahmen Gottes), davon  
 doch Hakkódosch búruchim (der heilige und hoch-  
 gelobte Gott) selbst vielmaht gesagt hat: Lo se-  
 chállelu es schemi (Ihr sollt meinen Nahmen  
 nicht schwächen oder verunheiligen), so müsse  
 ich gar legamre (und ganz) keinen Chesed veracha-  
 mim (keine Gnade und Barmherzigkeit) von  
 dir, ach Gott! nicht mehr erlangen leolme ad (bis  
 in Ewigkeit). Ich müsse seyn orur mochrám un-  
 nadde (verflucht, verbannt und vernagelt) (ent-  
 fernt) vor die Gott Israel, und vor deinen heiligen  
 Malóchim (Engeln), und vor deinem Volk! Es  
 müssen über mich kommen alle kelólos vesachóchos  
 (Flüche und Strafen), welche du col Jisróel  
 (ganz Israel) auferleget hast, wenn sie bemésid  
 (muthwillig) wider dich sündigen würden! Es müs-  
 se an mir gewiß mekújam (erfüllet) werden, was der  
 Posuk (Vers) sagt: kilo jenakke es ascher isso sche-  
 mo laschóv, (das ist: denn er, nehmlich Gott,  
 lästet nicht ledig und ungestraft denjenigen, der  
 bey seinem Nahmen falsch schwört). Und also  
 soll und muß bekórobh (bald) dein saph vokerzeph  
 (dein Zorn und Grimm-Zorn) ach Gott! über  
 mich ausgegossen werden, daß ich werde lemóchol  
 velischnino (zum Exempel und Sprüchwort) ei-  
 nem jeglichen bon odom (Menschen), auf daß sich  
 darnach alle fürchten, dergleichen wieder zu thun.  
 Mein guph unschómo (Leib und Seele) soll kein  
 cheleck (Theil) haben an allen deinen Zusagungen  
 und Verheissungen, die du deinem Volk gethan hast.  
 Ich muß auch kein chelek (Theil) haben an der Geúlo  
 (Erlb,

## Anhang zum Codice Fridericiano. 699

(Erlösung), und an dem Moschiach (Messias), noch an dem olam habbo (ewigen Leben). Ich muß vor dir dem wahrhaftigen Gott keine Hülfe haben in meinen Sachen und Nöthen, du mußt dich über mich nicht erbarmen beschâas misosi (in meiner letzten Todes-Noth), sondern ich muß also als ein Kofcho uphoschea (Geizloser und Uebertreter) lebte me ad (in alle Zweigelt) in gehinnom (in die Hölle) unter den malöche chabolos (verdammten Engeln) bleiben, und mein Feuer soll begehinnom (in der Hölle) niemahls verloschen werden, und mein Wurm nicht sterben: und muß eine greuliche Schmach werden vor allem Fleisch, wie gesagt wird: Kelorzeu vorou bephigre haanoschim happöchim bi kislaotom lo sömus velschomlo sicbe vehöiu derdon lechöl bösar: (Das ist: und sie werden ausgehen, und sie werden die todte Körper ansehen von den Menschen, die gegen mich mißgehandelt haben: Denn ihr Wurm wird nicht sterben, und ihr Feuer wird nicht ausge!schet werden, und sie werden vor allem Fleisch eine grulliche Schmach seyn). Wo ich aber recht schwöre, so müssen hingegen alle Segen des Gesetzes auf mich kommen. Amen (Amen).

4. Die Juden:Weiber können sich gleichfalls nicht entbrechen, vorstehenden End abzulegen, jedoch müssen sie es zu einer Zeit thun, da sie von der monatlichen Reinigung frey sind, und also die Gesetz:Kolle anrühren, oder auch in die Synagoge, falls der End daselbst abzulegen wäre, kommen können; wenn also der ihnen zum Schwören angeetzte Termin in die Zeit ihrer monatlichen Reinigung fällt, so liegt ihnen ob, dessen Prorogation zu suchen.

5. Auf das bloße Erfordern des Gegentheils ist die Abschwo: rung in der Synagoge nicht zu verfägen, sondern dieses wird dem richterlichen Gutfinden überlassen. Es sollen

## 700 Anhang zum Codice Fridericiano

sollen auch, ausser den vorhin fest gesetzten Formalien eines Juden-Endes, den Juden keine weitere Ceremonien angemuthet werden. Jedoch überlassen Wir in wichtigen peinlichen Fällen dem Gutfinden des Richters, welcher auf das Purgatorium erkennet, zugleich im Urtheil festzusetzen, daß bey der Ablegung des Endes annoch ein Sarg in die Synagoge zu bringen, auf welchen der schwörende Jude, wenn er zusörderst die Kleider, welche er am grossen Veröhnungs-Tage braucht, angezogen, sich niedersetzen, und ein grosses Schächts-Messer in der Hand halten muß.

6. Alle vor Unfern Errichteten Proceßführende Juden sind schuldig, den End nach den vorgeschriebenen Formalien abzuleisten, wenn sie sich gleich ausserhalb Landes befinden solten. Wenn also ein auswärtiges Gericht einen solchen Juden, zufolge der Requisition, den End abnehmen zu lassen sich weigern solte, so ist der fremde Jude verbunden, sich entweder an dem Orte des Gerichts, wo der Proceß geführt wird, zur Ablegung des Endes zu stellen, oder von einem der ihm zunächst belegenden heimischen Gerichte, welches der Richter, wo der Proceß geführt wird, benennen, und um die Abnahme ersuchen muß, zu eben dem Ende zu erscheinen.

7. Die Juden-Ende sollen allezeit von einer Gerichts-Person abgenommen, und dazu entweder ein Montag oder Donnerstag angesetzt werden.

*Ad Part. III. Tit. 30. wegen der Juden-Ende,* und daß nur in wichtigen peinlichen, nicht aber in geringen Fällen die ausserordentlichen Ceremonien beobachtet werden können.

vid. Cont. Const. de an. 1763. n. 28.

*Ad Part. III. Tit. 30. §. 8. wegen des Purgatorii,* ob ein Jude dazu wider einen Christen, verstattet werden könne.

vid. Cont. Const. de an. 1763. n. 27.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 701

*Ad Part. III. Tit. 30. §. 3.* sind wegen des dem *Contradictori* oder *Curatori bonorum defertten* *Zydes* folgende *Rescripte* unter dem 15. Jun. 1758. und 16. Jun. 1759. ergangen:

Friederich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Auf euren Uns abgestatteten allerunterthänigsten Bericht vom 7ten hujus betreffend die Beschwerden der Separatæ Frommelstin über den nunmehr verstorbenen *Advocatum* *Lüdicken*, dienet euch hierdurch zur gnädigsten Resolution, daß bey angeführten Umständen die *Supplicantin* das Erkenntniß in *Appellatorio* abwarten müsse; jedoch lieget euch dabey ob, solches auf alle Weise zu beschleunigen, auch künftighin dahin zu sehen, daß kein *Curator* oder *ex officio* bestellter *Mandatarius* ein ihm *super facto alieno* deferttes *Jurament* referire, immassen solches blos de *ignorantia* abgeschworen werden dürfe, und daher auch die *Relatio* gemeiniglich höchst nachtheilig ist. Sind ꝛ. Begeben Berlin, den 15. Jun. 1758.

An das Cammer-Gericht.

Von S. S. Friederich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Euer unterm 7ten Nov. a. p. abgestatteter gutachtlicher Bericht von einigen zweifelhaften Rechts-Fragen, die sich bey Anwendung des *Rescripti* vom 15ten Jun. 1758. wegen des *Juramenti ignorantie* hervor gethan, ist gehörig erwogen worden, und wollen Wir euch darauf nachfolgendes zu eurer Direction hiermit gnädigst nicht verhalten. Dem *Contradictori* und *Curatori bonorum* soll, da er ohnedies kein Interesse bey der Sache hat, zu Begräumung aller Zweifel das *Juramentum ignorantie* nicht weiter deferiret werden, und können *Creditores*, wenn sie den Beweis aus denen *Documentis* ihres *Debitoris* nehmen wollen, solche entweder selbst nachsehen, oder wenn ihnen die Nachrichten unbekannt, derselben endliche edition von dem *Curatore*, oder von dem, der die Brieffschaften in Händen hat, fordern. D hingegen kann das *Juramentum ignorantie* den *Concreditoribus* defert.

## 702 Anhang zum Codice Fridericiano.

deferiret werden, welche bey der Sache ein Interessi haben, folglich denen, welche mit dem deferente in tributum gehen oder ihm nachstehen, massen den vorstehenden Creditoribus gleich viel seyn kan, ob der Deferent seine Forderungen verificire oder nicht?

Wenn Creditores ihnen bekannte Umstände anzeigen, so sind sie zwar dessen ohngeachtet zu schwören schuldig, daß sie ein mehreres nicht wissen, es ist aber hiernächst zu erkennen, ob und wie weit die angezeigte Umstände bewiesen.

Wider diejenigen Creditores, welche das Juramentum ignorantiae nicht ablegen wollen, ob sie gleich einige Umstände, als ihnen wissend, angezeigt haben, ist die Forderung des den Eyd deferirenden Gläubigers für richtig anzunehmen.

Solte auch ein Creditor das Juramentum ignorantiae ablegen, der andere aber nicht, und die Creditores gehen in tributum; so wird der Theil dessen, der nicht schwören wollen, zwischen ihm und dem Creditore, der ihm den Eyd deferiret hat, nach Proportion ihrer Forderung getheilet.

Auf dem Fall der Creditor, welcher den Eyd zu leisten sich geweigert hat, dem Deferenti nachstehet; so tritt dieser in jenes Stelle, so weit das jenem zuerkannte Quantum reicht, oder nöthig ist.

Wenn kein Concurs - sondern Liquidations - Process ist, wird der Eyd dem Liquidato selbst deferiret, es wäre dann, daß sich bey der Liquidation insufficientia ergäbe.

Gleichergestalt wird hæredi beneficiario der Eyd deferiret, so lange de insufficientia bonorum nicht contestiret. Wenn aber Creditores defuncti citiret worden, und sich aus der Liquidation ergiebet, daß das Vermögen unzureichend sey, folglich hæredis beneficiarii interesse aufhöret, so muß es wie in Concurs - Processen gehalten werden. Das Juramentum ignorantiae ist übrigens in Concurs - Processen dahin zu richten: Daß

## Anhang zum Codice Fridericiano. 703

Daß dem Schworenden weder aus Brieffschaften, noch von glaubwürdigen Personen wissend, oder bekant sey, daß ꝛ. ꝛ.

Ihr habt euch hiernach gehorsamst zu achten, und Wir sind ꝛ. Gegeben Berlin, den 16. Jun. 1759.

An das Cammer-Gericht.

*Ad emd. §. wegen derjenigen Eyde, die dem Curatori oder Contradictori von einem Schuldner der Concurs-Masse entweder deseriret oder referiret worden, ingleichen wegen auszufehrender Abschwoörung der Eyde in Concurs- oder Liquidations-Processen, wie nicht weniger wie es in den Fällen zu halten, wenn einige Creditores den Eyd ableisten, andero aber nicht, sind unterm 14. Jul. 1760. und dem 28. November 1760. folgende Rescripte erlassen worden:*

Friedrich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Da in dem von euch unterm 21ten April 1760. allergehorsamst abgestatterten Bericht, betreffend die Ausföhung des von dem Hoppenhaupt den Müllerschen Gläubigern referirten Eydes, einige zweifelhafte und bishero in Unserm Codice nicht entschiedene Fragen vorkommen; So haben Wir nöthig gefunden euch nach demjenigen, was bey der Revision des Codicis in dem Titul von Eyden angeordnet worden, folgende allgemeine Vorschrift zu ertheilen:

- 1) Wenn der Curator oder communis Mandatarius eine zur Concurs- oder Liquidations-Masse gehörige Forderung, wider einen Schuldner der Masse einlagt, oder sonst einen Anspruch derselben ausführt, und ihm die Führung eines Beweises oder einer Bescheinigung auferleget wird, so liegt ihm ob, mit aller Sorgfalt die zur Masse gehörigen Urkunden und Brieffschaften durchzusehen, und diejenigen davon, welche zur Ausmittelung des erkantten Beweises oder Bescheinigung dienen, des Endes zu gebrauchen; Finden sich dergleichen nicht, so steht



## 704 Anhang zum Codice Fridericiano.

steht ihm frey, dem Schuldner der Masse oder demjenigen, wider den der Ausspruch ausgeführt wird, den Eyd sowohl über des Schuldners eigene als eines dritten Handlung zu deferiren, und brauchet er dazu keine besondere Vollmacht abseiten der Gläubiger der Masse.

- 2) Im erstern Falle, wenn dem Schuldner der Eyd über dessen eigene Handlungen deferiret wird, ist die Zurückschiebung des Endes unstatthaft, im andern Falle muß solche de ignorantia an die Gläubiger der Masse geschehen.
- 3) Es ist aber nicht nöthig, daß diese sämtlich den zurückgeschobenen Eyd ablegen, sondern nur diejenigen unter ihnen, welche von der vom Curatore eingeklagten Forderung oder Anspruch ihre Befriedigung ganz oder zum Theil zu erwarten und daran Theil zu nehmen haben. Ist die Theilnehmung unter den Gläubigern selbst noch nicht ausgemacht, so bleibt auf ihr Verlangen, bis es geschehen, die Ablegung des Endes ausgesetzt. Es ist aber der Schuldner nicht gehalten, immittelst die streitige bewegliche Sache zum gerichtlichen Deposito zu bringen, woserne nicht solche Umstände vorhanden sind, welche zur Sicherheit der Gläubiger die Sequestration, Deposition oder Anlegung des Arrestes erfordern.
- 4) Ist dem gemeinschaftlichen Schuldner vor seinem Austritt oder Tode, ehe ein Curator Litis bestellt, von einem seiner Debitoren ein Eyd de veritate oder über eines dritten Handlungen referiret worden, so stehet dem Referenten frey, binnen 4 Wochen, von der Zeit an zu rechnen, da er die Bestellung des Contradictoris gewillt, die Relation zu widerrufen, und sich selbst zu Abschwörung des referirten Endes zu erbietzen, wozu er zu verstaten ist. Widerrufen er die Relation binnen der gesetzten Zeit nicht, so müssen

## Anhang zum Codice Fridericiano: 705

müssen die Gläubiger der Masse den referirten End de ignorantia abschwören, und wenn sie um die Aussetzung der Ableistung bitten, findet dasjenige statt, was bey vorgehender No. 3. verordnet worden.

- 5) Nimmt der Curator Litis einen Schuldner der Masse in Anspruch, und wird diesem über eine Einsendung ein Beweis oder eine Beschränkung eröffnet; So muß er, wenn er solchen durch Eydes Delation antreten will, den End nicht dem Curatori, sondern den Gläubigern, und zwar über eines dritten Handlungen nur de ignorantia deferiren. Denjenigen, welche an der vom Curatore eingeklagten Forderung Theil zu nehmen haben, steht es frey, solchen zu referiren, oder abzuschwören; Ist aber die Theilnehmung noch nicht ausgemacht, ist es so zu halten, wie ad No. 3. vorgekommen.
- 6) Ist die Delation des Endes dem gemeinschaftlichen Schuldner von einem seiner Debitoren vor Bestellung des Curatoris Litis oder communis mandatarii geschehen, so steht dem Deferenten frey, binnen 4 Wochen nach der von den Gläubigern erfolgten Acceptation des Endes solchen zu widerrufen, wobei er zugleich binnen eben der Zeit den Beweis auf andere Art antreten, auch solches vor dem zur Ablegung des Endes angeetzten Termin anzeigen muß, widrigenfalls ist es eben so zu halten, als wenn die Delation den Gläubigern geschehen wäre.
- 7) Wenn von dem Theilnehmenden Gläubigern einigen ihnen referirten End ableisten, andere aber sich dessen weigern, oder einige den ihnen nach dem No. 5. & 6. deferirten End ableisten, andere aber sich dessen weigern oder ihn referiren, so ist es mit jenen auf gleiche Weise wie bey Litis-Contorten zu halten, folglich werden die zu Abschwörung des Ends sich versiehende Gläubiger dazu verstattet, und

## 706 Anhang zum Codice Fridericiano.

die Wirkung davon ist, daß sie vom Schuldner der Masse denjenigen Antheil der streitigen Forderung oder Sache erhalten, den sie bekommen haben würden, wenn selbige völlig zur Masse gekommen, und unter ihnen und den sich weigernden Gläubigern wäre vertheilt worden; diese aber sind *pro jurare nolentibus* zu achten, und der Schuldner der Masse ist von der Bezahlung desjenigen zu entbinden, was auf selbige von der streitigen Forderung oder Sache gefallen seyn würde.

- 8) Wenn die Theil nehmenden Gläubiger vor Ablegung des ihnen referirten oder deferirten Juramenti ignorantiae die ihnen bekannten Umstände anzeigen, so müssen sie dem ohngeachtet schwören, daß sie ein mehreres nicht wissen, es ist aber hiernächst zu erkennen, ob und wie weit die angezeigten Umstände zum Beweise zureichen.

Wird letzteres erkannt, und es haben einige derselben gleichen Anzeigen gethan, andere aber nicht, so ist die Wirkung eben so zu bestimmen, als wie vorhero in dem Falle verordnet, wenn von einigen die Weigerung von andern aber die Ableistung des Eides geschieht.

Ihr habt euch also künftig nach diesen Verordnungen zu achten, und den gegenwärtigen Fall in der schwebenden Appellations-Instanz, nach der sub No. 3. & 4. befindlichen allgemeinen Vorschrift, zu entscheiden, auch dieses Rescript vor der Hand durch einen Aushang zu publiciren. Sind ic. Begeben Berlin, den 14. Jul. 1760.

An das Hof- und Cammer-Gericht.

P. S.

Auch ic. Es ist bey der Revision des Codicis angemercket worden, daß in Concurs- und Liquidations-Processen, wenn darinn auf Eyde erkannt wird, zu Verhütung unndthiger Eidschwüre, falls die Concurs-Masse auf

## Anhang zum Codice Fridericiano. 707

auf die Forderung des schwörenden Gläubigers nicht setzen sollte, die Suspension der würclichen Eyd:Leistung demselben nicht zu versagen sey; Da nun dergleichen Fälle, da dergleichen Aufschub zu verstaten, häufig vorkommen; So haben Wir euch vorläufig Unsere Willens: Meynung deshalb dahin bekannt zu machen für gut befunden:

Daß in Concur. und Liquidations-Processen, wenn der Zustand der Masse noch nicht mit solcher Zuverlässigkeit ausgemittelt ist, daß sich bestimmen lassen sollte, ob auf die Forderung desjenigen Gläubigers, welcher entweder einen ihm zuerkannten oder von seinen Mitgläubigern ihm zugeschobenen und in beyden Fällen acceptirten Eyd abzuleisten hat, die Masse ganz oder zum Theil reichen werde, alsdenn die würcliche Ableistung des Eyd:es so lange auszusetzen, bis der Zustand der Masse oder der Vorwurf des Liquidations-Processus dergestalt ausgemittelt, daß sich bestimmen lasse, ob auf die Forderung des Gläubigers, welcher einen ihm zuerkannten Eyd abzulegen hat, oder auf die Forderung des Mitgläubigers, welcher den acceptirten Eyd deferiret hat, die Masse ganz oder zum Theil reiche oder nicht, weil im letztern Fall bey völliger Unzulänglichkeit der Masse die Ableistung des Eyd:es von gar keiner Wirkung seyn würde; Jedoch steht dem Gläubiger, der den Eyd abzulegen hat, frey, der Aussetzung sich zu begeben, und einen Termin zur würclichen Præstation zu bitten. Ihr habt euch also hiernach zu achten. Sind ic. Berlin, den 14. Jul. 1760.

An das Hof: und Cammer:Gericht.

Friedrich, König in Preussen ic. Nachdem Wir bereits durch die unterm 16. Jun. 1759. und 14. Jul. 1760. an euch ergangene Rescripta verordnet, daß die in Concurſu hievor dem Curatori bonorum deferirte

## 708 Anhang zum Codice Fridericiano.

Ende nicht weiter demselben, sondern den Concreditoribus, welche bey der Sache ein Interesse haben, deferiret werden sollen; hiebey aber Zweifel entstehen, wie nach Beschaffenheit der unter sich sehr verschiedenen Fälle es zu halten sey, wenn von den Concreditoribus, welchen der End deferiret worden, einige den End ablegen, andere aber nicht; so haben Wir nöthig befunden, zur Abhelfung solcher Zweifel und zu mehrerer Erläuterung des Anfangs-gedachten Rescripti wie auch der unterm 14ten Jul. 1760. in der Müllerschen Credit-Sache an euch ergangenen Verordnung annoch folgendes festzusetzen.

1. Es sind drey Fälle, worinn den Creditoribus der End deferiret werden kann:

- 1) Von einem Debitore massæ Concurfus, wenn wider denselben der Curator bonorum ein zur Masse gehöriges Activum einlagt.
- 2) Von einem Creditore super veritate seiner bey dem Concurfus liquidirten Forderung.
- 3) Von einem Creditore super prioritare seiner liquidirten Forderung.

In allen drey Fällen sind die Creditores, welche bey der Sache interessiren, und denen also der End nur allein deferiret werden kan, diejenigen, welche davon profitieren, wenn in casu primo das Activum der Massæ concursus zuwächst, in Casu Secundo der Creditor deferens mit seiner Forderung in Classificatoria wegfällt, und in Casu tertio der Creditor deferens mit seiner Forderung präterdirten vorzüglichsten Orte hinweg fällt. Siehe Beilage sub Lit. A.

Wenn ein Debitor massæ concursus Creditoribus den End deferiret, und einige der interessirenden Creditorum schwören, andere aber nicht, so wird der Debitor zur Bezahlung desjenigen Quanti condemniret, welches die Creditores jurantes von dem durch das Activum entstehenden augmento massæ profitieren; Von demjenigen Quanto hingegen, welches die Creditores non jurantes davon profitirt

## Anhang zum Codice Fridericiano. 709

1. sirt hätten; wenn sie gleichfalls geschworen hätten, absolviret. Siehe Beylage Lit. B.

3. Wenn ein Creditor super veritate seiner liquidirten Forderung den Concreditoribus den Eyd deferirt, und einige der interessirenden Concreditorum den Eyd ablegen, andere aber nicht, so erhalten Concreditores jurantes ex massa dasjenige Quantum, welche ihnen zu fallen würde, wenn die Forderung des deferentis gar nicht existirte; Concreditores non jurantes aber nur dasjenige Quantum, was ihnen ex massa gebührete, wann die Forderung des deferentis suo loco völlig stehen bliebe. Die Differenz hingegen dieses Quanti der non jurantium, von demjenigen Quanto, welches die non jurantes erhalten haben würden, wenn sie gleichfalls geschworen hätten, ist die Portion, welche der Creditor deferens wider die Creditores non jurantes erstritten, und womit er also an dem in Classificatoria ihm angewiesenen Orte stehen bleibt. Siehe Beylage sub Litt. C. & D.

4. Wenn ein Creditor super prioritare seiner liquidirten Forderung den Concreditoribus den Eyd deferirt, und einige der interessirenden Concreditorum den Eyd prästiren, andere aber nicht; so bekommen Concreditores jurantes ex massa dasjenige Quantum, welches ihnen gebühren würde, wenn der Creditor deferens mit seiner Forderung an dem vorzüglichsten Orte gar nicht, sondern nur an dem Loco posteriori, wohin er in Entscheidung des Beweises der Priorität eventualiter verwiesen ist, angefehrt wäre. Concreditores non jurantes hingegen erhalten das Quantum was ihnen ex massa in dem Fall zufällt, wenn die Forderung des Deferentis an dem vorzüglichsten Ort stehen geblieben wäre; die Differenz dieses letzten Quanti von demjenigen Quanto, was Concreditores non jurantes erhalten haben würden, hat der Creditor deferens wider die non jurantes erstritten, und diese Differenz nebst der Portion, welche dem Deferenti an dem eventualiter angewiesenen Ort annoch auf das

## 710 Anhang zum Codice Fridericiano.

Residuum seiner Forderung (im Fall etwa massa so weit hinreicht) zufällt, macht dasjenige Quantum aus, welches der Creditor deferens aus der Masse zu erheben hat. Siehe Beylage sub Litt. E. & F.

5. Wenn ein Creditor so wohl super veritate als super prioritare seiner Forderung Concreditoribus den End deferiret, und von den interessirenden Concreditoribus einige den End super veritate prästiren, andere nur super prioritare nicht aber super veritate, und noch andere keinen von beyden Enden ablegen, so wird es mit den Concreditoribus super veritate jurantibus auf gleiche Weise als im §. 3. vorgegeschrieben, mit denjenigen Concreditoribus aber, welche nur den End super prioritare, oder auch keinen von beyden Enden abgelegt, so wie im §. 4. vorgeschrieben ist, gehalten.

Die Differenz der quantorum aber, die solchergestalt die beyden letztern Arten der Concreditorum bekommen, von denjenigen Quantis, welche sie erhalten würden, wenn sie den End super veritate abgelegt hätten, macht die Portion aus, welche der Creditor deferens ex massa concursus zu erheben hat. Siehe Beylage sub Litt. G.

Ihr habt demnach in vorkommenden Fällen euch nach den obigen Vorschriften zu achten, und dieses Rescript den Partheyen und Sachwaltern durch einen Aushang bekannt zu machen. Daran zc. Berlin, den 28. Novembr. 1760.

### Beylage.

#### AD RESCRIPTUM.

##### A. ad §. 1.

Es sey massa concursus 1000 Rthlr. und darauf locirt,

loco 1. Cajus mit 600 Rthlr.

Curtius mit 200 Rthlr.

beyde in tributum,

2. Sejus mit 100 Rthlr.

3. Titius mit 500 Rthlr.

Tullius

## Anhang zum Codice Fridericiano. 711

Tullius mit 400 Rthlr.  
beyde in tributum,

### 4. Ulpianus mit 300 Rthlr.

Cajo der Beweis seiner Priorität aufgelegt, und in dessen Entstehung seine Forderung ad locum 4 verwiesen. Cajus deferire super prioritatem Concreditoribus den End, so kan er solchen nur allein dem Titio und Tullio, nicht aber dem Curtio, Sejo und Ulpiano deferiren, weil Curtius und Sejus ihre Befriedigung aus der Masse erhalten können, wenn auch gleich Cajus mit seiner Forderung loco 1. stehen bleibt, Ulpianus hingegen nichts bekommen kan, wenn gleich Cajus loco 1. ausfällt, und zu ihm in locum 4. eintritt.

### B. ad §. 2.

Es sey massa concursus 1000 Rthl. das von dem Curatore bonorum in Anspruch genommen Activum 300 Rthlr., und hierüber Creditoribus a debitore ein End deferiret:

Es sey ferner auf die massam lociret:

1. Cajus mit 500 Rthlr.
2. Sejus mit 100 Rthlr.  
Sempronius mit 500 Rthlr.  
beyde in tributum,
3. Titius mit 600 Rthlr.

so kan kan zunächst Cajus der End nicht deferirt werden, weil dieser seine Befriedigung völlig erhält, wenn auch gleich das Activum nicht ad massam kömmt.

Da nun hingegen, wann das Activum nicht ad massam kömmt, Sejus nur 83 Rthl. 8 Gr. Sempronius nur 416 Rthlr. 16 Gr. und Titius nichts erhalten würden, wenn es aber ad massam kömmt, Sejus davon noch 16 Rthlr. 16 Gr. Sempronius 83 Rthlr. 8 Gr., und Titius 200 Rthlr. bekommen, so sind diese den End zu leisten schuldig; und wenn §. E. Sejus und Titius solchen prästiren, Sempronius aber nicht; so wird der Debitor zur Bezahlung der dem Sejo und Titio zufallenden Quantorum



## 712 Anhang zum Codice Fridericiano.

rum à resp. 16 Rthlr. 16 Gr. und 200 Rthlr. condemniret, von dem Antheile des Sempronii à 83 Rthlr. 8 Gr. aber absolviret,

### C. ad §. 3.

Es bestehet massa Concurfus in 1000 Rthlr. und sey darauf

- 1) Cajus mit 400 Rthlr.
- 2) Sejus mit 300 Rthlr.
- 3) Tullius mit 500 Rthlr.
- 4) Ulpianus mit 600 Rthlr.

locirt, und dem Cajo der Beweis seiner Forderung aufsezt, von ihm darüber den Concreditoribus der End deferiret, Ulpianus schwöre den End ab, Cajus und Tullius aber nicht, so cessiret zusehends die Endes-Dilation gegen Sejum, weil zu dessen völliger Befriedigung massa hinreichte, wenn gleich Caji Forderung stehen bleibt. Da nun ferner, wenn Caji Forderung stehen bleibt, Tullius nur 300 Rthlr., und Ulpianus nichts bekommen würde; wenn aber Caji Forderung hinweg fällt, Tullius 500 Rthlr. und Ulpianus 200 Rthlr. erhalten, so bekommt Tullius non jurans 300 Rthlr., Ulpianus jurans 200 Rthlr., und Cajus bleibe mit der gegen Tullium erstrittenen Differenz à 200 Rthlr. stehen.

### D. ad §. 3.

Gesezt massa Concurfus bestehet in 2000 Rthlr., und es wäre darauf locirt:

- 1) Cajus mit 1000 Rthlr.
- 2) Sejus mit 300 Rthlr.  
Sempronius mit 500 Rthlr.  
Servius mit 400 Rthlr.  
alle 3 in tributum,
- 3) Titius mit 600 Rthlr.  
Tullius mit 200 Rthlr.  
beyde in tributum,

Sempro-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 713

Sempronio sey der Beweis seiner Forderung auferlegt, und er deferire den dabey interessirenden Concreditoribus, Sejo, Servio, Titio und Tullio darüber den End, Servius und Titius präskirten den End, Sejus und Tullius aber nicht; So erhält Servius jurans seine völlige 400 Rthlr., weil, wenn Sempronii Forderung hinweg fällt, die masse für die locc 1. & 2. übrigen Creditores hinreicht,

Da aber hingegen, wenn Sempronii Forderung hinweg fällt, für den locum 3 nur 300 Rthlr. von der massa übrig bleiben, worin Titius und Tullius in Tributum gehen, so empfängt Titius jurans zu seiner rata davon 225 Rthlr.

Sejus hätte, wenn der End von ihm abgelegt wäre, ebenfalls seine völlige 300 Rthl. bekommen müssen;

Da aber, ob non praestitum juramentum, Sempronii Forderung respectu seiner stehen bleibt, und er solches ebenfalls in die auf den locum 2 fallende 1000 Rthlr. mit Sempronio und Servio im tributum gehen muß, so erhält er zu seiner rata nur 250 Rthlr., die differentz à 50 Rthlr. aber hat Sempronius gegen ihn erstritten.

Gleichergestalt würde auch Tullius, wenn er den End abgelegt hätte, von den auf den locum 3 alsdenn fallenden 300 Rthlr. zu seiner rata 75 Rthlr. erhalten haben; da er aber nicht geschworen, und also in Ansehung seiner Sempronii Forderung loco 2 stehen bleibt; in diesem Fall aber die loco 1 & 2 angelegten Creditores die massa abforbiren, so bekommt er ob non praestitum juramentum nichts, und die differentz à 75 Rthlr. hat Sempronius wider Tullium erstritten.

Es erhalten also nach dieser Lage der Sache Cajus 1000 Rthlr., Sejus 250 Rthlr., Sempronius 125 Rthlr., Servius 400 Rthlr., Titius 225 Rthlr., und Tullius nichts.

E. ad §. 4.

Es sey massa Concurfus 1000 Rthlr., und auf dieselbe locirt:

## 714 Anhang zum Codice Fridericiano:

- 1) Cajus mit 400 Rthlr.
- 2) Fabius mit 300 Rthlr.
- 3) Sejus mit 500 Rthlr.
- 4) Titius mit 600 Rthlr.

Cajo aber der Beweis seiner Priorität auferlegt, widrigenfalls seine Forderung post locum 4 verwiesen. Gesezt, Cajus deferire super prioritate den hierbey interessirenden Concreditoribus Sejo und Titio den Eyd, Titius prästire den Eyd, Sejus aber nicht; So erhält Titius jurans, intuitu dessen des Caji Forderung loco 1 hinweg fällt, die nach Abzug der ihm vorstehenden Forderungen des Fabii und Seji von der massa übrig bleibenden 200 Rthlr., Sejus hingegen, respectu dessen Caji Forderung loco 1 stehen bleibt, die nach Abzug der Forderungen des Caji und Fabii von der massa auf seinen locum fallenden 300 Rthlr.

Da aber Sejus, wenn er auch den Eyd prästirt hätte, gleichfalls seine völlige 500 Rthlr. erhalten haben würde, so ist die differentz à 200 Rthlr. das Quantum, so Cajus wider Sejum erstritten; und da massa bis post locum 4, wohin Cajus eventualiter verwiesen worden, nicht hinreicht, so sind es diese 200 Rthlr. allein, welche Cajus ex massa bekommt, Fabius hingegen bekommt 300 Rthlr. Sejus 300 Rthlr. und Titius 200 Rthlr.

F. ad §. 4.

Es sey massa Concurfus 1000 Rthlr., und auf dieselben classificirt:

- 1) Cajus mit 700 Rthlr.
  - 2) Sejus mit 500 Rthlr.
  - 3) Titius mit 300 Rthlr.
- Tullius mit 200 Rthlr.

beyde in tributum,

Cajo sey der Beweis seiner präetendirten priorität auferlegt, widrigenfalls seine Forderung ad locum 3 verwiesen. Cajus deferire super prioritate Concreditoribus den Eyd, und es prästire solchen Titius, Sejus aber und  
Tul-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 715

Tullius nicht; So bekommt Sejus statt der völligen 500 Rthlr., so er in casu prælitii juramenti erhalten haben würde, nur 300 Rthlr., und Cajus hat wider ihn ob non prælitum juramentum 200 Rthlr. erstritten.

Wenn Cajus mit seiner Forderung loco 1 nicht stehen bleibt, so fallen auf locum 3 nach Abzug der Forderung des Seji 500 Rthlr., zu diesen concurriren alsdenn Titius mit 300 Rthlr., Tullius mit 200 Rthlr., und Cajus mit seinem residuo à 500 Rthlr. in tributum, welches auf Titii Antheil 150 Rthlr., auf Tullii Antheil 100 Rthlr., und auf Caji Antheil 200 Rthlr. ausmacht.

Es fällt aber Caji Forderung loco 1 nur allein respectu Titii jurantis hinweg, mithin bekommt nur dieser seine ratam à 150 Rthlr.

Intuitu Tullii non jurantis hingegen bleibt Caji Forderung loco 1 völlig stehen, und da in diesem Fall massa von denen loco 1 & 2 angesetzten Creditoribus absorbiert wird, so bekommt Tullius nichts, Cajus hingegen hat wider ihn die 100 Rthlr. erstritten.

Cajus empfängt also an den wider Sejum & Tullium erstrittenen differentien und an der auf ihn selbst loco 3 fallenden rata 550. Rthlr., Sejus 300 Rthlr., Titius 150 Rthlr. und Tullius nichts.

G. ed §. 5.

Es sey massa Concurfus 1200 Rthlr., und darauf classificirt:

- 1) Cajus mit 1000 Rthlr.
- 2) Sejus mit 200 Rthlr.  
Sempronius mit 200 Rthlr.  
Servius mit 200 Rthlr.  
alle drey in tributum,
- 3) Titius mit 500 Rthlr.  
Tullius mit 300 Rthlr.  
Terentius mit 200 Rthlr.

Cajo sey der Beweis sowol quoad veritatem als quoad prioritatem seiner Forderung aufgesetzt, und in Entstehung

## 716 Anhang zum Codice Frideniciano.

hung des Beweises der priorität seine Forderung ad locum 3 verwiesen; Er deseriret sowol super veritate, als super prioritare Concreditoribus den End. Servius und Titius schwören den End super veritate, Sejus und Terentius super veritate nicht, aber wol super prioritare; Sempronius und Tullius hingegen schwören keinen von beyden Enden; So bekommen zusörderst Sejus und Servius jeder seine liquidirte 200 Rthlr., weil die Forderung des Caji respectu Servii gänzlich hinweg fällt, respectu Seji aber post locum 2 hinfällt, solchensals aber massa zur völligen Befriedigung der loco 2 angefesten Creditorum hinreicht.

Auf gleiche Weise würde anch Sempronius seine völlige 400 Rthlr. erhalten haben, wenn er einen von beyden Enden prstirt hätte; da er aber keinen von beyden geschworen, und daher, intuitu seiner, Caji Forderung loco 1 stehen bleibt, in diesem Fall aber für die loco 2 angefesten Creditores nur 200 Rthlr. brig bleiben, we-  
rin dieselben in tributum gehen; so bekommt Sejus zu seiner rata nur 100 Rthlr.; die differentz  200 Rthlr. aber hat Caju wider ihn erstritten.

Wenn ferner Tullius und Terentius gleich dem Titio den End super veritate geleast hätten; so würden sie alle 3 in die nach Abzug der loco 2 angefesten Concreditorum von der massa auf den locum 3 fallenden 400 Rthlr. in tributum gehen, und Titius 200 Rthlr., Tullius 120 Rthlr., und Terentius 80 Rthlr. erhalten haben. Es hat aber nur Titius den End super veritate abgelegt, folglich bekommt dieser nur allein seine ratam  200 Rthlr. Tullius hat weder super veritate noch super prioritare geschworen; in Ansehung seiner bleibt also Caji Forderung loco 1 stehen, und da in solchem Fall von der massa nichts auf locum 3 fällt, so bekommt Tullius nichts, und Caju hat seine ratam  120 Rthlr. gegen ihn erstritten. Terentius hat nur super prioritare geschworen, intuitu  
seiner

## Anhang zum Codice Fridericiano. 717

seiner gehet also Cajus mit seinem Residuo von den vorbergehenden locis à 700 Rthlr. hoc loco mit in tributum, und Terentius bekommt dem zu folge statt 80 Rthlr. nur 74  $\frac{1}{7}$  Rthlr., Cajus hingegen hat wider denselben ob non præstitum juramentum super veritate delatura 32  $\frac{1}{7}$  Rthlr. erstritten.

Es empfängt also nach dieser Lage der Sache Cajus 452  $\frac{1}{7}$  Rthlr., Sejus 200 Rthlr. Sempronius 100 Rthlr. Titius 200 Rthlr., Tullius nichts, und Terentius 47  $\frac{1}{7}$  Rthlr.

*Ad Part. III. Tit. 30. §. 6. wegen des Eydes der Vormünder.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. No. 50.

*Ad Part. III. Tit. 30. §. 6. wegen der Schuldigkeit eines Curatoris, ein ihm super facto communi defuncti, so respectu seiner factum alienum ist, descriptes jurament de ignorantia, wenn er es mit gutem Gewissen thun kann, abzuschwören, und von der Befugniß eines Minderjährigen, der das 18te Jahr erreicht hat, ein seinen Curatori zugeschobenen Eyd selbst abzuleisten.*

vid. Cont. Const. de an. 1760. N. 20. ad punct. 3.

*Ad Part. III. Tit. 30. §. 12. wegen des fatalis acceptandi juramenti.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. No. 110.

§. 126.

*Ad eund. §. wegen Ablegung des Eydes per mandatum speciale.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. No. 110.

§. 127. & Cont. Const. de an. 1756. No. 117.

*Ad eund. §. wegen der Praclusion bey Eydes-Leistungen.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. No. 45.

*Ad §. 26. ejusd. Tituli, wegen des einer Gemein-  
de descripten Eydes ist unter dem 21. April 1760.  
folgen*

## 718 Anhang zum Codice Fridericiano.

folgendes Rescript an die Halberstädtische Regierung erlassen worden:

Friderich, König in Preussen 2c. Unsern 2c. Euch wird nicht unbekannt seyn, daß unter der Direction Unsers Groß:Canzlers eine von demselben niedergesezte Commission zeithero sich mit Fortsetzung der von unserm verstorbenen Groß:Canzler auf Unsern allergnädigsten Befehl angefangenen Revision des Cod. Frid. beschäftigt, durch die gegenwärtigen Umstände aber an Endschafft dieses mühsamen Wercks behindert worden.

Indessen ist unter andern im Titulo von Enden §. 11. festgesetzt, daß, wenn eine Gemeinde wegen einer theilbaren Sache in Proceß befangen, und ihr vom Gegentheil der End deferiret wird, diejenigen Mitglieder derselben, welche den End abzulisten sich weigern, pro jurare nolentibus geachtet werden sollen.

Da nun nach eurem allerunterthänigsten Bericht vom 2ten dieses die Frage, worüber der von Kößing zu Borsfel den dortigen Einwohnern den End zugeschoben, allerdings als eine theilbare Sache betreffend anzusehen ist, weil das Onus oder die Verbindlichkeit zum Abtrag des Hofrechts: Pferdes und der Buchleben: Ruh einen jeden Einwohner besonders angehet; So sind auch die samtlchen Besizer der Höfe und Häuser, oder ihre Erben zur Ablegung des ihnen von dem von Kößing deferirten Endes verbunden, als wornach ihr dieselben zu bescheiden, diesen Satz auch in allen ähnlichen vorkommenden Fällen zum Regularivo zu nehmen, gnädigst hiermit befehlliget werdet. Sind 2c. Gegeben Berlin, den 21. April 1760.

An die Halberstädtische Regierung.

Ad Part. III. Tit. 30. §. 27. wie es in dem Falle zu halten, wenn einer oder einige von den erwählten Mitgliedern einer Gemeine, Universität 2c. sich der Ableistung des Eydes weigern, andere aber darauf bestehen.

vid. Cont. Const. de an. 1764. No. 59.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 719

*Ad Part. III. Tit. 34. §. 6.* ist wegen der *Qualitas* der Zeugen in Bescheinigungs-Sachen folgendes *Rescript* unter dem 3. Octob. 1758. ergangen:

Von *G. G. Friderich*, König in Preussen *ic.* *Unsfern ic.* Aus der abschristlich hierbey gefügten Vorstellung der verwittweten Geheimten Etats Rätzin von Marschall wider die Wittwe Schmiedlcken und Consorten vom 30ten vorigen Monats haben Wir wahrgenommen, wasmassen bey einer blossen Gegen-Bescheinigung in einer geringfügigen Sache *super qualitate personali* der Zeugen, ob sie nehmlich der *Supplicantiæ Domestici* sind oder nicht, ein besonderer Incident - Punkt veranlasset, und darüber *juramentum de & referiret* worden. Warum solches geschehen, davon habt ihr Uns die Ursachen mittelst eines sorderksamst abzustattenden Berichts allergehorsamst anzuzeigen, and inzwischen bis zu der darauf erfolgenden Resolution den auf den 1ten dieses angeetzten Terminum *præstationis juramenti* zu suspendiren, allermassen *Untertanen und Domestici* dem Befinden nach allerdings zum Zeugniß *salvis exceptionibus* zu verstaten, insonderheit in geringfügigen Sachen, nachdem sie nehmlich über die streitige Frage, ob sie bey dem *De- oder Redemonstranten* in Lohn und Brod stehen, endlich abgehört worden, worüber *Partes* allensfalls die Nothdurft in einem Verhörs-Termino nach beygebrachtem *Protocollo* über der Aussage verhandeln müssen, damit bey dem *Definitiv-Erkenntniß* zugleich über solchen Neben-Punkt erkannt, und wenn die Zeugen ihre *qualitatem personalem* falsch angegeben, wider dieselbe *ratione perjurii* das nöthige veranlasset werde; da hingegen *Parten*, die ein *juramentum credulitatis* mithin *de ignorantia* über solchen den Zeugen am besten bekannten Umstand abgeschworen, schwerlich eines *Meinendes* überführt werden können. Sind *ic.* Gegeben Berlin, den 3. Octob. 1758.

An das Cammer-Gericht.



## 720 Anhang zum Codice Fridericiano:

*Ad Part. III. Tit. 35. §. 5. wegen der Articuli d. Fragestücken bey Bescheinigungen.*

vid. Cont. Const. de anno 1757. No. 40.

*Ad Part. III. Tit. 39. §. 3. No. 32. wegen der Strafen der Advocaten.*

vid. Cont. Const. de anno 1754. No. 46.

*Ad Part. III. Tit. 40. §. 2. wegen der 3ten Instanz in Bau-Sachen.*

vid. Cont. Const. de an. 1755. No. 83.

*Ad Part. III. Tit. 40. §. 4. & 5. wegen Beybringung der Deductions-Schrift in Revisorio, und wie es damit zu halten, wenn in Appellatorio einige Gravamina zum fernern Verfahren verwiesen, ist vom Cammer-Gericht folgender Aushang publiciret:*

Es wird denen vor Einem Königl. Cammer-Gerichte litigirenden Partheyen und deren Sachwaltern durch diesen öffentlichen Aushang bekannt gemacht: daß, wenn in Appellatorio über einige Punkte confirmatorie erkannt, über andere aber die Sache zuförderst zum fernern Verfahren verwiesen, und wegen jener das Remedium Revisionis eingewandt worden, sodenn Deductio Revisionis nicht eher eingebracht werden soll, als bis auch wegen der in der Appellations-Sententz zum Verfahren verwiesenen gewesenen Punkte nachher hauptsächlich erkannt ist: Sodenn, wenn auch dagegen Revisio eingewandt wird, die Deductio Revisionis über sämtliche vorige und nachherige Revisions-Gravamina in einer Schrift binnen vier Wochen a die Exhibitionis der letztern Revisions-Schedul gefasset werden soll, damit die doppelten Kosten wegen der Inrolulation und sonst dadurch verhiuret werden mögen. Wornach sich denn sämtliche Cammer-Gerichts-Advocati genau zu achten haben. Berlin, den 9. Aug. 1752.

*Ad Part. III. Tit. 40. §. 4. und 5. wegen Beybringung der Deductions-Schrift in Revisorio, wenn in Appellatorio einige Beschwerden zum fernern*  
Verfah

## Anhang zum Codice Fridericiano. 721

Verfahren verwiesen, und daß denen Partheyen frey stehe, die Fortsetzung und Entscheidung der Revision, bey denen für unerheblich erkannten Beschwerden in währenddem Verfahren in *Adpellatorio*, wegen der übrigen verwiesenen Beschwerden zu verlangen.

vid. Cont. Const. de An. 1762. No. 29.

*Ad Part. III. Tit. 40. §. 10.* wegen der *Succumbentz-Gelder* in der dritten Instantz ist unter den 24sten November 1749. folgendes Rescript an das Cammer-Gericht ergangen:

Von S. S. Friedrich, König in Preussen etc. Unsern etc. Auf eure unterthänigste Anfrage von 19. hujus, ob die *Succumbentz-Gelder*, wenn von dem dritten Senat in der Revisions-Instantz erkannt wird, gleichergestalt, als ob solches von dem Tribunal geschähe, auch auf 20 Rethr determinirt werden sollen, ertheilen Wir euch zur gnädigsten Resolution, daß, da in genere auf die dritte Instantz zwanzig Thaler *Succumbentz Gelder* geordnet, und darunter blos auf die Instantz, keinesweges aber auf die Senate, woselbst sie befangen, Absicht genommen worden, dieses Quantum, im Fall daz conformes confirmirt werden, jederzeit, es mag bey dem dritten Senat oder bey dem Tribunal gesprochen werden, von dem succumbirenden Theil erlegt werden müsse, wonach ihr euch also bey vorkommenden Fällen gehorsamst zu achten und zu verfahren habet Verbleiben euch mit Gnaden gewogen. Gegeben Berlin, den 24. Nov. 1749.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. III. Tit. 40. §. 10.* wegen Aenderung zweyer Conformen Urtheile.

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 119.

*Ad eund. §.* wegen der *Succumbentz-Gelder*.

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 85.

## 722 Anhang zum Codice Fridericiano.

Wegen der *Succumbentz-Gelder* ist auch d. 21. Febr. 1759. ein *Rescript* an das *Altmärckische Ober-Gericht* ergangen.

vid. Cont. Const. de an. 1748-1759. n. 8.

*Ad Part. III. Tit. 41. §. 28. seqq.*

vid. die *Landreuter-Ordnung* in Cont. Const. de an. 1755. n. 59.

*Ad Part. III. Tit. 41. §. 40.* wegen der *Zinsen post inmissionem* ist den 24. Jun. 1759. ein *Circulare* an alle *Justitz-Collegia* ergangen.

vid. Cont. Const. de an. 1759. No. 5.

*Ad eund. §.* wegen *Bezahlung des Kauf- Pretii bey Subhastationen.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. No. 44.

- *Ad Part. III. Tit. 41. §. 48.* wegen der *Gefahr bey einem erkauften Stücke*, und daß in *Ansehung derjenigen, welche subhastiret worden*, es bey der *Vorschrift der Concurs-Ordnung* wegen aller andern *freywilligen Kaufe*, hingegen es bey dem *gemeinen Recht* verbleibe.

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 7.

*Ad Part. III. Tit. 41. §. 56-60.* wegen des *juris re-luendi*, und wegen der *Licitations Termine.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 110. §.

128. Cont. de an. 1751. n. 44. Continuat. de an. 1752. n. 61. 66.

*Ad Part. III. Tit. 41. §. 57-58.* wegen der *Adjudication* für  $\frac{2}{3}$  der *Taxe.*

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 60.

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 15.* wegen der *Arreste wi-der Auswärtige.*

Vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 83.

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 19.* wegen des *Fori*, wo der angelegte *Arrest* zu *justificiren*, wenn schon in einem andern *Foro*, als dem *Foro domicilii*, die *Sor-derung*,

## Anhang zum Codice Fridericiano. 723

derung, weeshalb der Arrest ausgebracht, *competenter* Flagbar gemacht worden.

vid. Cont. Coult. de an. 1762. n. 28.

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 25.* wegen der *Appellation* von einem Erkenntniß, welches auf die *Justification* eines Arrestes gesprochen, ist unterm 3. Dec. 1760. folgendes *Circulare* ergangen:

Friedrich, König in Preussen etc. Unsern etc. Die Vorschrift Unsers Codicis Part. III. Tit. 42. §. 25. und Part. III. Tit. 39. §. 3. No. 23. daß, wenn über die *Justification* eines Arrestes oder dessen *Relaxation* erkannt worden, keine *Appellation* statt haben solle, hat in der Anwendung so viele Bedencklichkeit verursacht, daß bey *Revision* des Codicis hierunter eine Aenderung getroffen werden müsse, welche Wir euch vorläufig zur Achtung bekandt zu machen für gut befunden haben.

- 1) Wenn über die *Justification* oder *Relaxation* eines Arrestes erkannt worden, so soll wider das Erkenntniß die *Appellation* nach ihrer völligen Wirkung, aber kein weiteres *Remedium* zulässig seyn.
- 2) Ist der Arrest für *justificirt* erkannt, so muß der Arrestat bey seiner *Appellation* wider das Urtheil die gesetzten *Fatalien* der 10 Tage und 4 Wochen in der *Interposition* und *Rechtfertigung* beobachten, und es hat das gewöhnliche Verfahren in *Appellatorio* statt.
- 3) Ist hingegen auf die *Relaxation* des Arrestes gesprochen worden, so muß der Arrestant in der binnen 10 Tagen einzubringenden *Appellations-Schedul* zugleich seine *Beschwerden* rechtfertigen, diejenigen *Bescheinigungs-Mittel*, welche er an Arresten oder brieflichen Urkunden annoch in Händen hat, beylegen, und überhaupt ist in diesem Falle dasjenige zu beobachten, und es findet das kühnere Verfahren statt, welches Wir per *Rescriptum* vom 3ten Decembr. 1760. alsdenn vorgeschrieben haben,

ben, wenn auf eine Zeugen:Reculation die Zulässigkeit eines oder mehrerer Zeugen erkannt worden.

- 4) Wenn jemand Relaxationem Arresti gegen Caution sucht, so muß er bey diesem Ansuchen zugleich die Cautions-Notul, und alles was zu Beurtheilung der Tüchtigkeit der Caution nöthig ist, beylegen, welches hierauf der Richter dem Arrestanten mit einem kurzen Termino communicirt, und in Termino über die Tüchtigkeit der Caution erkennt.

Uebersteigt der Werth der arrestirten Sache die Forderung des Arrestanten, so darf die Caution nur auf so hoch, als die Forderung an Capital, Interessen und Kosten sich beläuft, bestellt werden. Ist aber der Werth der Sache geringer als die Forderung des Arrestanten, so ist zur Relaxation des Arrestes genug, wenn so viel Caution, als der Werth der Sache beträgt, bestellt wird.

Erkennt der Richter die Caution für tüchtig und hinlänglich, so soll zwar dem Arrestanten die Appellation cum effectu suspensivo nachgelassen werden; es ist aber bey derselben dasjenige was No. 3. vorgeschrieben zu beobachten; und was alsdenn in der zweyten Instanz erkannt wird, dawider soll kein Remedium weiter verstattet werden.

Findet hingegen der Richter die Caution untüchtig und unzulänglich, so muß nicht auf die Abheilung der bey der Caution befindlichen Mängel interloquirt, sondern solche so fort verworfen, und die Ursachen, weshalb die Caution verworfen wird, in rationibus decidendi angeführt werden.

Demjenigen aber, welcher die Caution stellen wollen, steht sodenn frey, entweder ohne Interposition eines Remedii den in rationibus decidendi angemerckten Mängeln abzuhelfen und über der nunmehrigen Hinlänglichkeit der Caution Terminum zum Verhör und Erkenntniß auszubringen, oder  
aber

## Anhang zum Codice Fridericiano. 725

aber, wenn er durch die geschehene Verwerfung der Caution sich beschweret zu seyn erachtet, wider die Anfangs erkannte Unzulänglichkeit der Caution Appellation zu interponiren und bey Rechtsfertigung derselben zur Abhelfung der Caution's-Mängel das erforderliche bezubringen, wozu ihm zwar die zur Justification geordnete 4 Wochen unbenommen seyn, was aber alsdenn in der zweyten Instantz erkantt wird, dawider soll kein weiteres Remedium statt finden.

- 5) Damit derjenige, welcher Arrest ausbringet, völlig gesichert seyn könne, daß vor erkannter oder vom Richter verordneter Relaxation die mit Arrest besetzte Sache nicht hinweg gebracht werde, so darf derjenige, bey dem der Arrest angelegt, oder welcher den Befehl von dem Richter zur Einbehaltung der Sache oder der Schuld erhalten, erstere weder an den Schuldner noch an einen dritten ausbändigen, oder letztere auszahlen, noch einem etwanigen richterlichen Befehl hierunter Folge leisten, bis der Arrest-verhängende Richter den Arrest-Befehl ausdrücklich aufgehoben.

Wir befehlen auch demnach die obigen Vorschriften in genaue Erfüllung zu bringen, Sindtc.. Begeben  
Berlin, den 3. Dec. 1760.

*Circulare an alle Regierungen  
und Justitz-Collegia.*

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 25. wegen des Effectus Suspensivi der Appellationen bey Arrest-Sachen,  
vid. Cont. Const. de an. 1764 n. 46.*

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 28. wegen der Praesentz  
ex capite Arresti.*

*vid. Supplement. Const. de an. 1751 - 1755. No.  
17. §. 156. No. 20.*

*Ad Part. III. Tit. 42. §. 12. wegen Abholung und  
Lieferung der Pfänder ist unterm 15. Sept 1757.*

## 726 Anhang zum Codice Fridericiano.

folgendes Rescript an die Magdeburgische Regierung ergangen:

Friedrich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Ihr habt in Pfändungs-Sachen der Gerichts-Obrigkeit zu Hohenz-Nauen der von der Hagen und der Geschwister von Rauch haupt wider die Gemeinde zu Grün nach der in Abschrift nebenliegenden specie facti und Vorstellung vom 4. huj. unrecht verfahren, und dem Sinn des Codicis nicht gemäß gesprochen;

Dasjenige was Parte III. Tit. 43. §. 12. darin geordnet ist, versteht sich eigentlich von dem Fall, wenn die Obrigkeit ihren Unterthanen die Pfänder zu restituiren befehliget, oder restitutio pignorum salvo jure ante decisionem causæ interimistice verordnet worden.

Da nun im gegenwärtigen Fall nach der producirten Sententz vom 25ten Aug. a. pr. die restitutio pignorum nicht salvo jure, sondern mit Entscheidung der Sache selbst rechtskräftig erkannt gewesen, so hätte nicht den Supplicanten, sondern der Gemeinde zu Grün als injuste pignorum vielmehr anbefohlen werden sollen, das gepfändete ad locum unde zu restituiren.

Ja wenn ihr auch wirklich geglaubet hättet, nach der Disposition des Codicis verfahren zu haben, so hättet ihr dennoch nicht wie geschehen in terminis partitionis auf Bescheinigung oder iterata mandata erkennen, sondern den Executorem beordern sollen, entweder auf Kosten dessen, der in culpa non factæ partitionis ist, oder wenn de culpa eines oder des andern Theils nicht constiret, auf Kosten beider Theile das gepfändete abzufordern, und dem pignoranti einzuliefern.

Hiernach habe ihr nun euch sowohl in diesem als künftig in andern Fällen zu achten, damit unnöthige Incident-Punkte coupiret werden. Sind ꝛ. Berlin, den 15ten Sept. 1751.

An die Magdeburgische  
Regierung.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 727

*Ad Part. III. Tit. 44. §. 6. wegen des Pfand-Geldes.* vid. Cont. Const. de an. 1751. No. 87.

*Ad Part. IV. Tit. 2. §. 14. wegen der Unter-Gerichts-Sporteln in Sachen unter 50 Rthlr.*

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 27.

*Ad Part. IV. Tit. 4. §. 10. 11. 17. § 18. wegen der Wirkung des ungehorsamlichen Ausbleibens in Injurien-Sachen, auch der einzubringenden weitem Defension und Gravatorial-Schrift, ist unterm 20ten May 1760. folgendes Rescript ergangen:*

Friedrich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Wir haben zwar auf eure unterm 12ten Jul. a. pr. allerunterthänigst geschehene Anfrage, wie es in Injurien-Sachen zu halten, falls der Denunciat in der wider ein Contumacial Urtheil eingewandten ulteriori defensione die Injurien leugnet, noch in demselben Monath verordnet; die bereits ausgefertigt gewesene Expedition aber hat nachher nicht aufgefunden werden können, und ist vermuthlich bey denen damals allhier erfolgten Unruhen verlohren gegangen; Daher Wir auf euren anderweit unterm 11ten Febr. c. allerunterthänigst eingereichten Bericht und Anfrage nach Maafgebung der Tit. des Cod. Revisi von Contumacien und Injurien-Sachen folgendes, wornach ihr in künftig vorkommenden Fällen, zu sprechen habet, fest zu setzen gnädigst resolviret.

Zuförderst ist, wenn in Injurien-Sachen der Denunciat in contumaciam condemniret worden, und derselbe in seiner dawider ergriffenen ulteriori Defensione die denuncierte Injurien leugnet, ein Unterscheid zu machen, ob der Denunciat legale Ursachen seines Ausbleibens angeführet und gehörig bescheiniget hat, oder nicht?

Im ersteren Fall ist der Denunciat so wohl mit der Ableugnung der Injurien, als auch wenn er zu seiner Defension neue Umstände angeführt, und zugleich die Beweis-Mittel, wodurch er solche bescheinigen will, angegeben, mit diesen neuen Umständen annoch zuzulassen. Es



## 728 Anhang zum Codice Fridericiano.

bedarf aber sodann keiner Vernehmung des Denunci-  
ten, auf was Weise er die abgeleugnete Injurien bescheu-  
nigen wolle, weil dieser dazu die *media probationis* be-  
reits in seiner Denunciation angegeben haben muß, son-  
dern wenn der *Judex superior*, an welchen die *Acta* mit  
der *ulteriori defensione* zum Spruch eingesendet worden,  
die angezeigte Ursachen des *Aussenbleibens legal*, und zu-  
gleich genugsam oder doch in so weit bescheinigt findet, daß  
der Denunciat zum *suppletorio* zu admitiren, so muß  
die Schuld des Ungehorsams, allenfalls *prævio supple-*  
*torio*, für nothdürftig abgelehnt erkannt, und zugleich in  
der Hauptsache auf die so wohl von dem Denuncianten  
als Denunciaten angegebene Beweis: Mittel gesprochen,  
und wenn Zeugen angegeben worden, daß nunmehr mit  
summarischer Abhörnung der *hinc inde* angegebenen Zeu-  
gen zu verfahren, erkannt werden;

Und damit der Denunciat von seinem *Aussenbleiben*  
nicht den unbilligen Vortheil ziehe, daß der Denunciane  
gegen denselben vorgeschickte *Exculpationes* ungehört blei-  
be, so haben Wir hienit festsetzen, und in so fern den  
§. 17. und 18. Tit. 4 P. 4. des Cod. Frid. dahin decla-  
riren wollen, daß, so oft in Injurien: Sachen ein Remed-  
ium ergriffen wird, es mag in *Contumaciam* oder auf  
gepflogenes Verhöhr der Partheyen erkannt seyn, so wohl  
*ulterior defensio* des Denunciaten als die *Gravatorial-*  
*Schrift* des Denuncianten bey dem Richter erster Instanza  
übergeben, und von diesem dem Gegentheil *ad excipien-*  
*dum* binnen 4 Wochen, so aber niemahls *prorogiret*  
werden soll, *communiciret*, nach eingekommener *Excep-*  
*tions-Schrift* aber *Acta* ohne vorgängigem *Termino in-*  
*rotulationis* an das *Judicium superius* zum Spruch ein-  
gesandt werden sollen.

Im letztern Fall hingegen, wenn die von dem De-  
nunciaten angegebene Ursachen seines *Aussenbleibens* ent-  
weder nicht *legal*, oder nicht bescheiniget sind, so ist von  
dem *Judicio superiori* weder auf die in *ulteriori defen-*  
*sione*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 729

sione geschene Ableugnung, noch auf die von dem Denunciaten zu seiner Exculpation angegebene facta und Umstände, wosern nicht etwa dieselben sofort in der Defensions-Schrift bescheinigt sind, zu reflectiren, sondern in der Haupt-Sache ohne weitere Erforderung oder Zulassung einer Bescheinung secundum Acta zu erkennen, weil der Denunciat sich selbst beyzumessen hat, daß er nicht in primo termino, wie ihm obgelegen, seine Nothdurft beobachtet. Sind ic. Begeben Berlin, den 20. May 1760.

An die Magdeburgische Regierung.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 5. wegen Verfertigung der Defensionen.*

vid. Cont. Const. de an. 1754. n. 2.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 8. wegen Einbringung der Defensions-Schrift von den Inquisiten ist unter dem 18. Nov. 1756. ein Rescript ergangen.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 106.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 8. wegen der Pflicht der Defensorum, sich über die Momenta Defensionis mit den Inquisiten in mündliche Unterredung einzulassen, nicht aber bey der blossen Nachsicht der Acten es bewenden zu lassen; auch daß über vorerwehnte Unterredung von dem inquirenden Richter ein Protocoll jegliches mahl abzuhalten und den Actis beyzufügen.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 63.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 8. Litt. e. wegen der Strafen zur Sportul Cassa.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 17.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 8. Litt. g. wegen Einsendung der Criminal Sentenzen und Acten.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. No. 18. 49. 60.

67. & Cont. Const. de an. 1758. No. 36. 37.

## 730 Anhang zum Codice Fridericiano.

Es ist auch deshalb unterm 13. Aug. 1760. folgende *Resolution* an den Zehdenschen Amts-*Justitiarium* Phemel ergangen:

Se. Königl. Majestät in Preussen etc. Unser allergnädigster Herr befehlen dem Zehdenschen Amts-*Justitiarium* Phemel bey Gelegenheit seiner in der Mellinschen Inquisitionssache unterm 30ten m. pr. allerunterthänigst eingereichten Vorstellung hiermit in Gnaden, künftighin in solchen Fällen, wo ein Mensch ums Leben gekommen, jederzeit das Urtheil anhero zur Confirmation einzusenden, wenn gleich *pœna ordinaria capitalis* nicht statt findet, sondern *absolutorie* erkannt wird. Berlin, den 13ten Aug. 1760.

An den Zehdenschen Amts-*Justitiarium* Phemel.

Wegen einer in *casu denunciirter Excesse* vorgeworlenen *Irregularität* ist den 16. Nov. 1758. folgendes *Rescript* an die Pommersche Regierung erlassen worden:

Friderich, König in Preussen etc. Unsern etc. Eurer in der vorgegangenen Denunciations-Sache des Krieges Rathes Sndow zu Colbaß, wider den Lebowskihen Prediger Matthias Uns mittelst allerunterthänigsten Berichts und Anfrage vom 18ten Jan. c. vorgelegtes *Dubium*, wie es nehmlich mit dem Erkenntniß zu halten, wenn bey denunciirten Excessen der zweyte Senat auf *Litis Contestation ad articulos* erkannt, der erste Senat aber *super defensione pro avertenda* den Denuncianten in die Kosten condemniret, und dieser dagegen sich eines *Remedii* bedienet, erlediget sich nach mehrerem Inhalt des hierbey gefügten P. S. Unsers hiesigen Criminal-Senats vom 6ten hujus in so fern von selbst, als selbiges auf die darin angezeigte *Irregularität* in der *Sententia a qua* beruhet, welche Ihr künftighin vorgeschlagener massen zu vermeiden, und euch in vorkommenden Fällen nach diesem Gutachten zu achten

## Anhang zum Codice Fridericiano. 731.

achten habt. Das ist Unser Wille, und Wir sind ic.  
Gegeben Berlin, den 16. Nov. 1758.

An die Pommersche Regierung.

*P. S. des vom Criminal - Senat abgestatteten  
Berichts.*

Nach ic. Sollten Wir annoch über die Anfrage der Pommerschen Regierung, wie es bey denunciirten Excessen in dem Falle, daß in der erstern Instantz indirecte vor den Denuncianten, in der zweyten Instantz aber wider denselben in Ansehung der Kosten erkannt worden, und wider diese letztere Sententz ein Remedium interponiret werden, mit dem künftigen Erkenntniß gehalten werden solle? allergnädigst befohlener massen Unser ohnmaßgebliches rechtliches Gutachten eröffnen. Zu dessen allergehorsamster Befolgung können Wir zusörderst nicht unberührt lassen, daß der gegenwärtige Fall, wodurch sich die Pommersche Regierung selbst wegen des Erkenntnisses in Verlegenheit gesetzt hat, blos durch eine Irregularität in dem Erkenntniße a quo verursacht worden, sine mahlen der Denunciant modo Deducent eigentlich nicht so fort in die Erstattung der Kosten condemniret werden sollen, sondern entweder dem Denunciato wider ihn wegen der fälschlichen Denunciarorum der Regress wegen Schimpfs, Schaden und Kosten in quantum de Jure vorbehalten werden müssen, als wodurch denn die Sache unter beyden Theilen auch wegen Bezahlung der commissarischen Untersuchungs-Gebühren zur rechtlichen Ausführung gekommen, und dabey so wohl dem einen als dem andern Theile die ordentlichen Remedia frey verblieben wären; oder aber doch wenigstens dem Denuncianten modo Deducenten den Rechten und der Willigkeit gemäß, vor dem Erkenntniß seine Nothdurst bezubringen nachgelassen werden sollen; mithin der gegenwärtige Fall, wann die vorangemerckte Irregularität inskünftige vermieden wird, gar nicht weiter auf die ähnliche Art

## 732 Anhang zum Codice Fridericiano.

Nicht existiren kann. Daferne sich aber dennoch d. gleichen Vorfall wieder zutragen möchte, so ist freylich wohl nichts billiger, als daß dem Denuncianten, wenn er tempektive wider die gravirliche Sententz ein Remedium interponirt, solches verstattet, und er mit seiner Nothdurft gehöret werde, und würden Wir in solchem Fall ohnvorgreiflich dafür halten, daß jederzeit, wann bey der Pommerischen Regierung schon von beyden Senaten gesprochen, die Acta an das Cösilinsche Hof-Gericht & vice versa zum Spruch zu remittiren wären.

Wir überlassen jedoch alles Eur. Königl. Majestät allerhöchstem Ermessen, und verharren ut in Relatione humilima &c. den 6. Nov. 1758.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 8. Litt. h. wegen Einsendung der Criminal-Acten in ulteriori defensione.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 76.

Es ist auch *ratione ulterioris defensionis* den 1. Februar 1759. ein *Circulare* an alle Justiz-Collegia ergangen.

vid. Cont. Const. de anno 1759. No. 6.

*Ad Part. I. Tit. 5. §. 8. wegen Einscheidung der Acten zur Confirmation vor der Publication, wenn wider die Prediger auf Translocation oder Cassation erkannt wird.*

vid. Cont. Const. de an. 1760. No. 35.

*Ad Pars. IV. Tit. 5. §. 12. wegen der Appellation oder weiteren Deduktion in fisc.lichen Processen und caulis leviorum delictorum* ist unterm 28. Nov. 1752. folgende *Resolution* an den General-Fiscal Uhden ergangen:

Se. Königl. Majestät in Preussen u. lassen Dero Geheimten Tribunals Rath und General-Fiscal Uhden auf des Clevischen Advocati Filci von Oven Anfrage wegen des Remedii ulterioris deductionis in Denunciations- und Inquisitionen-Sachen vom 28. Jan. c. zur *Resolution* gnädigst hlermit ertheilen, daß in caulis leviorum delicto-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 733

delictorum, besonders woben es auf Contraventiones Edictorum ankommt, und eine fiscalische Strafe gesetzt ist, beyden Theilen das Remedium Appellationis zu verstaten sey, weil die Sachen nicht criminaliter sondern civiliter tractiret werden; Im übrigen aber sein des Referenten Gutachten vom 12ten huj. überall gegründet befunden werde, und er den 2c. von Oben hiernach bescheld den könne. Berlin, den 28. Febr. 1757.

An den 2c. *General-Fiscal* Uthden.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 14. wegen der Sententien in Domainen-Proceffen.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 76. 84.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 15. 16. wegen der Sportul-Freyheit der Königl. Amts-Untertanen.*

vid. Rescript vom 9ten May 1759. in Cont. Const. de an. 1748. 1750. No. 57.

*Ad Part. IV. Tit. 5. §. 17. No. 6. wegen der Possession de Anno 1740. contra Fiscum.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 61. 62. 72.

*Ad Part. IV. Tit. 6. §. 49. wegen der Commissions-Gebühren.*

vid. Cont. Const. de anno 1753. No. 71.

*Ad Part. IV. Tit. 7. §. 1 & 2. wegen des in Ehe-Sachen anzustellenden Versuchs der Güte.*

vid. Cont. Const. de an. 1762. No. 32.

*Ad Part. IV. Tit. 7. §. 9. wegen der Vergleichs-Gebühren der Advocaten.*

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 67.

*Ad Part. IV. Tit. 8. §. 15. & 16. wegen des Verfahrens in Pacht-Sachen, da der Verpächter den Anschlag zu vinciren schuldig, und daß solchensfalls vor den Erkenntnissen auf Beweis, eine Untersuchung in Loco durch Wirthschaftsverständige mit Abhörnung von Zeugen zu veranlassen.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 49.

## 734 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Part. IV. Tit. 8. §. 32.* wegen der *Processe* zwischen *Obrigkeiten* und *Untertanen* ist den 26. *Julii* 1755. an die *Schlesische Ober-Amts-Regierungen* folgendes *Rescript* ergangen:

P. S.

Auch ic. Da die im letztverwichenen Jahre zur *Justiz-Visitation* nach *Schlesien* abgefertigte *Commission* verschiedene *Mißbräuche* in den *Processen* zwischen *Grund-Herrschaften* und *Untertanen* angemercket, und in dem darüber erstatteten *Bericht* umständlich detailliret, wie in dergleichen *Materie* die im *Schwange* gehenden *Mißbräuche* abgestellt, alle unnütze *Weitläufigkeiten* coupiret, und nach dem wahren *Sinn* des *Codicis* und *Unserer* heilsamen *Landes-väterlichen* *Intention* verfahren werden müsse, Wir auch solche *Vorschläge* allergnädigst approbiret; So lassen Wir euch die *Extracte* davon quoad *passus concernentes* hiebey communiciren, mit gnädigstem *Befehl*, nach deren *Inhalt* so wohl selbst auf das genaueste zu verfahren, als auch die *Mediat-Regierungen* zu instruiren, und aufmercksam darauf zu invigiliren, daß bey denselben ein gleiches geschehe. Ut in *rescripto*. Berlin, den 26ten *Jul.* 1755.

### Erster Extract

#### des in *Rescripto* angeführten *Berichts*.

In *Processen* zwischen *Obrigkeiten* und *Untertanen* ist der im *Codice* sowol als in der *Schlesischen* *Instruktion* de anno 1730. vorgeschriebene *Modus procedendi* in keinem *Stücke* befolget worden:

Die ganze *Absicht* dieses *Gesetzes* zielt hauptsächlich dahin ab, daß so wenig die *Obrigkeiten* als *Untertanen* in *weitläufige* *Processe* gerathen, sondern solche *Streitigkeiten* kurz und gründlich durch die dazu anzuordnende *Commission* erdretet, mithin blos *essentiale processus* von denselben beobachtet werden sollen.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 735

Es mögen nun Untertanen oder Obrigkeiten die Stelle des Klägers vertreten, so muß nach Vorschrift der im Codice enthaltenen Maasregeln der Advocat ganz genaue Information von den Klagen der Partheyen einzutheilen, und in libello actionis sich jederzeit zu Vorzeigung des von ihm aufgenommenen Informations-Protocolls erbiethen, allermassen, wenn er solches nicht thut, und er in termino Commissionis sich nicht im Stande befindet, auf die darinn von dem Beklagten obmoverte und angeführte Umstände deutlich zu antworten, er gewärtigen muß, daß er ex propriis die fruchtlos verursachten Kosten zu erstatten angehalten werden solle.

Um dieses zu vermeiden, kann und muß der Advocat nach Beschaffenheit der Sache von dem klagenden Theile fordern, daß er entweder selbst oder durch seinen Wirthschafter, oder wenn es eine Gemeine ist, durch zwey oder drey Deputirte in primo termino persönlich erscheine.

Nach eingebrachtem Klage-Libell ist zugleich in dem Citatorio der Rath des Collegii zu benennen, der mit Zuziehung eines Referendarii beyde Theile ad Protocolum vernehme. Ist die Gemeine verklagt, so wird ihr zu Folge vorhin allegirter Befehle aufgegeben, zwey Deputirte, die von der Sache die beste Wissenschaft haben, zu ernennen, und wenn diese nicht zugleich eine auf einen Advocaten gestellte Vollmacht produciren, müssen sie sich anheischig machen, solche binnen einer gewissen Zeit beyzubringen.

Hätte aber einer oder der andere von der Gemeinde ganz besondere Jura oder Vorträge; so muß derselbe in Person selber erscheinen, als welches in libello actionis ausgedrucket werden muß, es mögen Obrigkeiten oder Untertanen die Klage erheben.

In Termino Commissionis muß Commissio den Beklagten Punct für Punct umständlich befragen, und so wol demselben als auch dem Kläger die auf die ungebührliche Leugnung gesetzte poenam in hac actione und damit verknüpfte



## 736 Anhang zum Codice Fridericiano.

verknüpfte Erstattung der Kosten vorbehalten. Wird von einem oder dem andern Theile ein erheblicher und auf Beweis beruhender Umstand abgeleugnet, so ist der Gegner gleich zu befragen, wie und auf was Art er den Beweis zu führen gesonnen, indem beyden Theilen gleich in der ersten Citation aufgegeben worden, ihre Documenta und Urbaria mit zur Stelle zu bringen.

Wird ein zum Beweis ganz untauglicher Zeuge produciret oder angezeigt, so ist solches sogleich demjenigen, der den Beweis führen soll, anzuzeigen, und im Protocollo ausdrücklich zu bemerken, und solchergestalt, so viel möglich, denen Incident-Punkten vorzubeugen.

Im Fall ein oder der andere Theil vorschüzte, daß er wegen Mangel der Instruction nicht so gleich in Termino antworten könnte, muß nicht die Sache zum schriftlichen Verfahren verwiesen, sondern *novus Terminus in brevi* angefezt, und mit Untersuchung der Sache *continuiret* werden.

Wenn die Gemeine eine Unmöglichkeit die Dienste zu leisten vorschüzet, muß *Commissarius* sich nach allen Umständen derselben bestens erkundigen, und worin selbige bestehet, zu erforschen suchen, besonders wenn *Urbaria* vorhanden, die Umstände, unter welchen *tempore confecti urbarii* die Dienste stipuliret worden, mit denen dernaehlichen wohl zusammen halten, die Verschiedenheit derselben deutlich bemerken, dabey mit auf den Zustand sehen, in welchem sich die Untertanen damahlen befunden, und worinnen sie sich iho befinden, und solchergestalt die Sache also instruiren, daß auch über diese vorgeschüzte Unmöglichkeit mit erkannt werden könne.

Hiernächst, wenn *Partes* über alle und jede Punkte gehöret, und sowol die Sache selbst instruiret, als *Commissarius* von derselben informiret ist, muß die Güte a *Commissario* retiriret werden, und derselbe sich bemühen, wo nicht alle Punkte doch wenigstens einige derselben so viel möglich zu vergleichen. Verschänget die Güte nicht,

## Anhang zum Codice Fridericiano. 737

nicht, muß er besonders den Gemeinen und Unterthanen andeuten, daß sie *pendente lite* die bisher geleisteten Dienste *continuiren* müssen; daß solches die Geſetze und Rechte also verordnen, solches der Hauptsache nicht *præjudiciren*, und ihnen dennoch Recht und Gerechtigkeit wiederfahren solle, ihnen dabey die unnachbleiblichen Folgen des Ungehorsams, im Fall sie die Dienste nicht verrichten würden, wohl *expliciren*, und da sie sich zu Verfolgung derselben nicht verstehen solten, die zwey *Deputirte* so lange beym Kopfe nehmen lassen, bis die andern sich zur Leistung der Dienste *pendente lite* von selbst verstehen.

Nach abgehaltenem *Protocoll* muß *Commisarius* in dem ersten Senat ordentlich referiren, und demnächst über die Punkte, so *ad definitivam* instruirt sind, sogleich das Haupt-Erkenntniß abgefaßt; über diejenigen Punkte aber, die auf Beweis und *Ocular-Inspection* beruhen, der Beweis ordentlich in der *Sententz* normirt, und dem in loco zu benennenden *Commisario* *specificè* aufgegeben werden, was zur Instruirung des Beweises erforderlich ist. Sind Zeugen in loco abzuhören, so müssen *Advocati* die *Articulos* und *Interrogatoria* zugleich übergeben, damit solche dem *Commisario* sogleich zugefertigt werden können. Wären *partes a loco judicii* so weit entfernt, daß sie in loco *judicii* nicht vernommen werden können, so muß der in loco *ex officio* zu benennende *Commisarius* hiernach in *Commisario* instruirt werden, daß er nach obiger Vorschrift die Sache bey Verlust seiner Gebühren instruiren, und demnächst zur Abfassung des Urtheils die aufgenommenen *Protocolle* einsende.

### Zweyter Extract

#### des angeführten Berichts.

Nach dem Codice Frideric. und dem Justitz Reglement de Anno 1750. sollen in Streitigkeiten zwischen Obrigkeiten und Unterthanen, zwischen Miethern und

## 738 Anhang zum Codice Fridericiano.

Vermiethern, desgleichen in Berechnungs-Sachen, 1  
ernannten Commissarii, so viel möglich, den process ad  
definitivam instruiren. Des Endes ist es nothwendig,  
daß Commissarius nicht simpliciter die Vorträge der Ad-  
vocaten, welche etwa die Partheyen vertreten, ad pro-  
tocolum nehme, als welches von blossen Cancellisten ge-  
schehen könnte; sondern er muß beyde Theile, besonders  
die Deputirten der Gemeinden über die streitigen und auf  
Beweis beruhenden momenta causæ befragen, wie und  
welchergestalt sie in Ermangelung schriftlicher Urkunden  
diesen Beweis zu führen vermeinen, auch die Qualität  
der von ihnen zu ernennenden Zeugen erforschen, und  
wenn selbige ganz verwerflich, ihnen solches sogleich vor-  
stellen, damit so viel möglich unnütze Incident-Punkte su-  
per inhabilitate tertium vermieden werden.

Daferne von den Unterthanen eine Unmöglichkeit, die  
verlangten Prästanda zu prästiren, vorgeschützt werden  
solte, muß der Commissarius die Ursachen derselben um-  
ständlich anzeigen lassen, solche gehörig untersuchen, und  
besonders wenn Urbaria vorhanden, die Umstände, unter  
welchen tempore confecti urbarii die Dienste stipuliret  
worden, mit denen dermahligen wohl zusammen halten,  
die Verschiedenheit derselben wohl bemerken und anzei-  
gen, dabey mit auf den Zustand sehen, in welchem sich  
die Unterthanen zu der Zeit befunden, und in welchem  
sie sich dermahlen befinden; und solchergestalt die Sache  
so instruiren, daß auch über die vorgeschüzte Unmöglich-  
keit erkannt werden könne. Daß dieses alles von den Ju-  
stiz-Räthen und denen von dem Oberamte ernannten  
Commissariis nicht genau beobachtet worden, und daher  
die Processe zwischen Obrigkeiten und Unterthanen in  
grosse Weitläufigkeit gerathen, hat Commissio bey Durch-  
sehung der Acten wahrgenommen. Es wird also höchst  
nothwendig seyn, daß ins künftige bey Entstehung solcher  
Processe selbige so viel möglich in loco judicii, wenn  
Partes nicht über 4 bis 5 Meilen davon entfernt sind,  
tracti-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 739

tractiret, und die Gemeinde nach Vorschrift des Codicis und des Justitz-Reglements de 1750. in der Citations-Verordnung ausdrücklich angewiesen werde, durch zwey Deputirte, welche von der Sache die beste Wissenschaft haben, in loco judicii zu erscheinen, und die Urbaria und andere Documenta mit zu bringen; wenn aber solches wegen Entlegenheit des Orts oder anderer erheblichen Umstände halber nicht thunlich wäre, so ist der auswärtige Commillarius, nach obigen Anmerkungen zu verfahren, ausdrücklich anzuweisen, den Proceß so viel möglich ad definitivam zu instruiren, des Endes nicht von den etwan assistirenden Advocaten sondern von den Partheyen selbst so viel möglich Instruction einzuziehen; auch wenn die ganze Gemeinde coram commissione in loco erscheinet, und die Sache nicht ein oder das andere Membrum der Gemeinde insbesondere angehet, dieselbe anzuhalten, daß sie zwey Deputirten aus ihrem Mittel erwähle, die von der Sache die beste Wissenschaft haben, nicht aber, wie bishero geschehen, die ganze Gemeinde zum Verhör zu admittiren, sondern woferne sie oder 2/3 von der Gemeinde den Proceß fortzusetzen beschloßen, sie alsdenn zugleich den Mandatarium, welchen sie zu fernere Führung des Processus bey dem Oberamte ernennen müssen, ad Protocollum zu bevollmächtigen, damit es hiernächst nur des Umschlages oder Beylegung der gedruckten Vollmacht bedurfe.

Wenn die Gemeinde eine Klage erhebet, muß wegen Rathabition der Vollmacht Commillarius ex officio die Gemeinde vernemen, überhaupt auch jedesmahl der Gemeinde zu Gemüthe führen, wie sie, im Fall die Beschwerden ungegründet sind, keine Erstattung der angewandten Kosten erhalten, sondern vielmehr dem Befinden nach zur Schadloshaltung ihrer Gerichts-Obrigkeit, und zur Erstattung der ihr verursachten Kosten angehalten werden solle.

## 740 Anhang zum Codice Fridericiano.

Nicht weniger sind die Advocaten anzuhalten, daß sie bey Ausstellung der Klage sich gründlich von Beschaffenheit der Sache so informiren, daß sie ihr Informations-Protocoll dem Collegio sogleich auf Verlangen vorzeigen, und diejenigen, welche bey ihnen Namens der Gemeinde die Klage angebracht, namentlich benennen können, als welches auch in *progressu litis* zur Entdeckung der Aufwiegler vieles beytragen kan.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 9. No. 3. wegen des Intervins-Curatoris.*

vid. Supplem. Const. de an. 1751-1755. n. 17.  
§. 156. n. 4.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 3. wegen baarer Zahlung und alsbaldiger Aushändigung der in einer Auction erstandenen Stücke, auch daß derjenige, dem eine Zögerung hierin beyzumessen, die Gefahr zu tragen habe.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 7.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 14. betreffend die Frage, wie es mit der Subhaftation derer nicht sub foro concursus gelegenen Grund-Stücken zu halten, ist unterm 30. Jan. 171. folgendes Rescript an das Cammer-Gericht ergangen:*

Friderich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Euer allergehorsamster Bericht vom 16ten hujus betreffend das Credit-Wesen des zu Porsdam verstorbenen Krieges-Raths Wofß ist zurecht eingelaufen und verlesen worden.

Es ist bereits bey Revidirung des Codicis die Frage vorgekommen, wie es zu halten sey, wenn der Debitor, über dessen Vermögen ein Concurs entsteht, unter verschiedenen Jurisdictionen Immobilia besitzet, und ist die Sache dahin reguliret worden, daß in foro domicilii debitoris communis der Concurs eröffnet, der Contradictor bestellet, die Citaciones Creditorum abgelaßen, von allen und jeden Creditoribus bey diesem foro liquidiret, und facta liquidatione von demselben sowohl classifica-

## Anhang zum Codice Fridericiano. 741

sificatoria als distributoria generalis über dem ganzen Vermögen des Debitoris und in Absicht aller Creditorum abgefasset werden solle.

Dahingegen die Subhastationes der Güter von jedem Judicio, worunter die Immobilia gelegen, geschehen, dieses aber, ehe und bevor es das Immobile plus licitanti zuschlägt, zusörderst das höchste Geboth dem Judici Concurtus melden, oder darüber und ob dem Käufer das Immobile pro licito zuzuschlagen oder nicht, der Creditoren Erklärung erfordern, und sodann den Judicem rei sitæ bescheiden soll, ob das Immobile plus licitanti zu adjudiciren, oder novus terminus licitationis anzusehen sey.

Wann nun diese Einrichtung sowol den Rechten als der Natur der Sache gemäß ist, und durch die über der Adjucaation von den Creditoribus abzugebende Erklärung die Sache nicht aufgehalten werden kan, indem Mandatarii Creditorum, wenn sie in Termino licitationis ultimo besagte Erklärung abzugeben im Stande sind, eben dieses auch nach eingelaufenem Bericht des Judicis subhastantis auf des Contradictoris dieserhalb geschehenen Antrag bey den mündlichen Vorträgen thun können:

Als soll es auch in dem gegenwärtigen bey den Possitischen Immobilien sich ereignenden Falle auf gleiche Weise gehalten werden, und habt ihr darunter das erforderliche überall weiter zu verfügen. Sind ic. Berlin, den 30. Jan. 1761.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 15.* betreffend die *Concurs- und Liquidations-Processse* über diejenigen Grundstücke und *Pertinentien* eines *Debitoris*, welche in verschiedenen Provinzen liegen, zu eröffnen, ist unterm 21. Aug. 1760. folgendes *Rescript* an das Cammer-Gericht ergangen:

Friedrich, König in Preussen ic. Unsern ic. Auf den von euch unterm 6ten dieses abgestatteten allerunter-

Kaa 3

thänig:

## 742 Anhang zum Codice Fridericiano.

thänigsten Bericht, betreffend die Frage, wo der Liquidations-Process über die unter der Jurisdiction der Magdeburgischen Regierung belegene Pertinentien des dem Major von Wulsen zustehenden Guths Stresow zu eröffnen? haben Wir für nöthig gefunden, zu eurer Vorschrift in diesem und künftigen Fällen euch dasjenige befehlen zu machen, was in dem revidirten Codice bey der Materie von Concurten in dem Fall fest gesetzt worden, wenn der gemeinschaftliche Schuldner in verschiedenen von unsern Provinzen, Güter oder Grundstücke besitzt:

- 1) Wenn der Schuldner in verschiedenen Unserer Provinzen, Güter oder Grundstücke besitzt, und der Concur in foro domicilii eröffnet worden, so müssen daselbst von allen, auch denjenigen Gläubigern, welche auf die in andern Provinzen gelegene Güter versichert sind, die Forderungen liquidiret, und muß eine allgemeine Prioritäts-Sentenz abgefasset werden, keinesweges aber sollen in den übrigen foris rei sitae Neben-Concurse oder Neben-Liquidationes veranlasset werden.
- 2) Die Hypothequen-Scheine aus den Gerichten, worunter die übrigen Güter gelegen, müssen herbey geschafft, und die in selbigen aufgeführte Gläubiger als gewisse per Patentum ad domum, allenfalls vermittelst der gewöhnlichen Requisitorialien zur Angelegenheit ihrer Forderungen vorgeladen werden.
- 3) Hingegen verbleiben die Tax- und Subhastationes der übrigen auffer dem foro domicilii liegenden Güter den Gerichten, worunter sie gelegen, diese aber müssen von den angefügten terminis Licitationis, den erfolgenden Licitis und dergleichen, dem Gericht, wo der Concur sus schwebet, Nachricht geben, als welches den Verkauf und die Zuschlagung oder das Gegentheil zu veranlassen hat.
- 4) Wenn kein Concur sondern nur ein Liquidations-Process

## Anhang zum Codice Fridericiano. 743

Proceß obhandeln, so ist derselbe, wenn gleich der gemeinschaftliche Schuldner verschiedene in andern Provinzen gelegene Güter besitzt, in demjenigen Gericht zu verhängen und fortzusetzen, worunter das Gut, über welches liquidiret wird, belegen ist.

5) Befindet es sich, daß ein Grund:Stück oder ein Gut in einer, einige Pertinentien davon, so kein besonderes Gut ausmachen, in einer andern Provinz gelegen sind, so kann zwar das Gericht, worunter sie liegen, eine besondere Taxe davon aufnehmen, und an das Gericht, worunter das Haupt:Gut gelegen, übersenden, die Subhastation derselben aber muß von dem letzteren mit dem Haupt:Gute selbst geschehen.

6) Ueber die Pertinentien eines Gutes kann kein besonderer Liquidations-Proceß in foro rei sitæ gestattet werden, sondern wenn über das Gut selbst in dem Gerichte, worunter es lieget, der Liquidations-Proceß eröffnet: so müssen daselbst alle diejenigen Gläubiger liquidiren, welche auf dessen Pertinentien, sie mögen in ein und eben derselben oder einer andern Provinz liegen, versichert sind.

Der von euch berichtete Vorfall erhält seine Erledigung aus demjenigen, was ad No. 5. und 6. festgesetzt worden; Ihr habt euch also darnach zu achten, und empfanget hierben die Abschrift des unterm heutigen dato an die Magdeburgische Regierung erlassenen Rescripts. Sind ic.  
Gegeben Berlin, den 21. Aug. 1760.

An das Cammer-Gericht.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 27. wegen des Juris retorsionis in Concurſen.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 6. & n. 50.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 44. & 77. von paraphernalien und receptilien.*

vid. Cont. Const. de an. 1748:1750. n. 110. § 129.



## 744 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 48. wegen der Prior: t der General Krieges-Canzeley-Casse, welche derselben eben so, wie den Regiments-Cassen zustehen soll.*

vid. Cont. Const. de an. 1764. No. 11.

*Wegen des Vorzugs der Königl. Cassen.*

vid. Supplement. Const. de an. 1751-1755. No.

17. §. 156. No. 17. 18. & Contin. de 1756.

No. 78.

*Wegen der Sportul-Cassen.*

vid. Cont. Const. de an. 1765. No. 28.

*Wegen der Service-Reste.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 1. & 17.

*Wegen der Feuer-Societäts-Gelder.*

vid. Cont. Const. de an. 1753. No. 21.

*Wegen des Juris separationis ist den 13. May 1759. folgendes Rescript an die Pommersche Regierung ergangen:*

Von G. G. Friedrich, König in Preussen 2c. Unsern 2c. Ihr habt in eurem ad Supplicam des verstorbenen Lands Raths von der Schulenburg Creditorum von Uns erforschten und sub dato den 11ten Dec. a. pr. zu seiner Zeit eingegangenen Bericht, einige derselben jus separationis betreffende dubia zu Unserer Entscheidung allerunterthänigst vorgetragen:

- 1) Ob besagten des juris separationis theilhaftigen Creditoren gleich andern ex dispositione Unseres Codicis Part. IV. Tit. IX. §. 28. nur ein dreijähriger Zinsen-Rückstand nebst dem Capital in classificatoria anzusetzen sey? oder
- 2) Ob selbige die Zinsen auch durante Concursum genießen, und dabeneben zu den Concursum-Kosten nichts beitragen sollen?
- 3) In wie fern ihnen sämtliche Kosten müssen ersetzt werden?

Die

## Anhang zum Codice Fridericiano. 745

Die erste Frage erlediget sich daher, daß Unser Codex in diesem Stück aus der Concurſ- und Hypothecquen-Ordnung genommen, und damit übereinstimmt.

Zu letzterer steht §. 136. deutlich, daß den väterlichen Creditoribus, welche eine Hypothec erlangt, und solche eintragen lassen, das beneficium separationis zukomme. Wann nun nach dem Begriff dieses beneficii die dessen sich zu erfreuen habende Creditores aus dem väterlichen Vermögen ihre völlige Befriedigung, zumalen im gegenwärtigen Fall dasselbe dazu hinreichend ist, zu erlangen befugt sind, und das alsdenn noch überschießende der Erben Creditoren zufließet; so ist die dahin ausfallende Entscheidung der zweyten Quæſtion klar, daß nemlich die Creditoren, so das beneficium separationis haben, nicht allein alle auch über 3 Jahre rückständige Zinsen ante concursum, sondern auch die durante concursu forlaufenden bis zum Tage der Zahlung erhalten, und von dem Beitrag zu den Kosten des Concurſes frey bleiben müssen. Dieser gehet, wiewohl diejenigen Creditoren, denen das jus separationis zustehet, zu Verhütung mehrerer Weitläufigkeiten in der Classicatoria mit lociret werden müssen, dennoch der Erben Creditoren allein an, von welchen auch der entgegen zu stehen scheinende §. 127. der Concurſ Ordnung nothwendig zu verstehen ist.

Dahingegen, so viel die dritte Frage anbelanget, Creditores beneficie separationis gaudentes die Erstattung der zu Ventreibung ihrer Forderungen verwandten Kosten aus der Ursache nicht prärendiren können, weil sie nicht mit ihren Schuldnern, sondern mit andern Creditoren zu thun haben, wider welche sie ihre Ansprüche nothwendig liquidiren und justificiren müssen, und diese in solchem Betracht probabilem & iustam litigandi causam für sich haben.

Dieses ist, was Wir euch in gnädigster Resolution ohnverhalten lassen wollen, wie ihr denn nach sothanen in einigen Fällen schon beym Tribunal angenommenen

## 746 Anhang zum Codice Fridericiano.

Principiis in der vorliegenden Sache *salvis remediis* zu kennen, und in vorkommenden gleichen Fällen auch zu richten habt. Sind ic. Gegeben Berlin, den 13ten May 1759.

An die Pommersche Regierung.

Wegen der *Woll-Fabricanten* u. s. w.

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 68. und 81.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 50. 51.* wie es bey *Concurſen* über das Vermögen eines Königl. Beamten wegen der *Amts-Gefälle*, *Inventarien* und andern zur Pacht gehörigen Stücke zu halten sey.

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 6.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 66.* wegen der *General-Hypothec* auf *Mobilien* und *ausstehenden Schulden*, und daß die *General-Hypothec* der *Special-Verpfändung* nachstehet; auch welchergestalt letztere in *Ansehung der Ausstehenden* so wohl *eingetragenen* als *bloßen chirographorischen Schulden* zu richten. vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 36.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 145.* wegen der *Lydes-Delation* in *Concurſen*.

siehe die oben ad P. III. Tit. 30. *eingrückte Rescripta*.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 171.* wegen der *Ehefrauen der Banqueroutirer*.

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 26.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 180.* wegen der *Immissionen in casu moratorii*.

vid. Cont. Const. de an. 1757. n. 7.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 186.* wegen des *Consensus majoris partis creditorum*.

vid. Cont. Const. de anno 1756. No. 29.

Es ist auch deshalb folgende *Resolution* unterm 6. Dec. 1760. an die *Interims-Iustiz-Commission* zu Soest ergangen:

Friderich, König in Preussen ic. Unsern ic. Da Wir die im Codice Fridericiano P. IV. T. 9. §. 186. befindliche

## Anhang zum Codice Fridericiano. 747

siche Verordnung, wie es ratione der dissentirenden Creditoren in puncto beneficii cessionis und moratorii, auch der Creditoren Behandlung gehalten werden soll, durch die nachherige an die Breslauische Ober-Amts-Regierung unterm 28. Febr. 1756. erlassene abgeändert, und was deshalb in der allgemeinen Concurs- und Hypothequen-Ordnung de Anno 1722. versehen, wieder hergestellt, weil solches nicht allein dem juri communi, sondern auch Sr. Majestät allergnädigsten Willens-Meynung gemäß ist, und die Erfahrung gelehret, daß vornemlich ausländische Creditores sich die im Codice enthaltene Abänderung zu Nutze gemacht haben; Als gehet Unsere gnädigste Willens-Meynung dahin, daß ihr euch nach der letztern richten und Inhalts derselben bey vorkommenden Fällen erkennen sollet; Welches euch auf eure dieserhalb unterm 20ten m. pr. geschehene unterthänigste Anfrage zur Resolution ertheilet wird. Sind ic. Berlin, den 6. Dec. 1760.

An die Interims-Justitz-Commission  
zu Soest.

*Ad Part. IV. Tit. 9. §. 187. No. 15. wegen des Banquerouts der Juden.*

vid. Cont. Const. de an. 1755. n. 97. & Continuat  
de an. 1756. n. 65. §. 10.

### Zur Tribunals-Ordnung.

*Ad Tit. 8. der Tribunals-Ordnung ist wegen der Quedlinburgischen Sachen den 12. May 1752. folgendes Rescript an das Tribunal erlassen worden:*

Von G. G. Friedrich, König in Preussen ic. Unsern ic. Die Resolution auf eure allerunterthänigste Anfrage vom 21ten Dec. a. pr. in Sachen des Doctoris Lichtwehr wider den Cämmerer Rabe hat wegen rückständig gewesener Einrichtung der Instanzen zu Quedlinburg einigen Anstand gehabt.

Nach:

## 748 Anhang zum Codice Fridericiano.

Nachdem aber diese Hinderung nebenliegender r. ien ihre abhelfliche Maasse erhalten; Als befehlen Wir euch hiermit in Gnaden, die vorgedachten Acten nach Halberstadt zum Spruch nunmehr zu remittiren, indem der Regierung bereits anbefohlen worden, *sententiam* daraus abzufassen, und dieselbe *cum actis* verschlossen an den r. von Schellersheim zur Publication zu übersenden.

Uebrigens wird nöthig seyn, daß ihr, wenn künftig in *tertia Instantia acta* aus Quedlinburg an euch einlaufen, wegen des daseibst hergebrachten Chur-Sächsischen *modi procedendi* gleichfalls nach der Chur-Sächsischen Proceß-Ordnung erkennet, dessen Wir euch gnädigst hiermit haben erinnern wollen, und sind r. Gegeben zu Berlin, den 12ten May 1752.

An das Tribunal allhier.

Friedrich, König in Preussen r. Unsern r. Von dem Tribunal ist laut abschriftlicher Beilage vom 21ten Dec. a. pr. in Sachen des Doct. Lichtwehr contra den Cämmerer Rabe allerunterthänigst angefraget worden:

Wie es mit denen in *appellatorio* eingelaufenen Acten zu halten, und ob dieselben nicht in der zweyten Instantz zuvörderst nach Halberstadt *per modum commissionis* gesandt werden sollen?

Wir haben Uns dabey eurer wegen des dortigen *modi procedendi* unterm 12ten Jul. 1749. gemachten Dubiorum erinnert, finden aber nicht, warum Wir nicht solten besugt seyn, da Uns *superioritas territorialis* zusetzet, die Proceße zu beschleunigen, und die *abusus* abzustellen. Indessen wollen Wir die nähere Erörterung dieses Punkts bis auf andere Zeit ausgesetzt seyn lassen; Damit aber einigermaßen eine Ordnung der Instantien gemachet werde: So greifen Wir vor der Hand euren damals gethanen Vorschlag dahin, daß Unsere Unterthanen von der schweren Last der Verschickung der Acten *ad extraneos* befreuet, und in *caulis privatorum* selbige, wenn die erste Instantz bey den stiftlichen Gerichten ist, in *tertia*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 749

ria Instantia an die Regierung zu Halberstadt per modum commissionis, und wenn die erste Instanz bey euch gewesen, in secunda Instantia ebenfals an besagte Regierung commissions Weise gesandt, und erst in der dritten Instanz an das Tribunal eingeschicket werden sollen.

Wir haben auch zu dem Ende diese Collegia bereits abschriftlich nebenliegender massen, und daß sie nach der Ehur-Sächsischen Proceß-Ordnung erkennen sollen, instruiret.

Euch aber befehlen Wir in Gnaden, diese neue Einrichtung den Partheyen durch einen Ausbang kund zu thun, damit sich jedermann darnach achten könne. Sind ic. Berlin, den 12. May 1752.

An den Stifto-Hauptmann von  
Schellersheim zu Quedlinburg.

*Ad eund. Tit. wegen der Freyheit der Magdeburgischen Bürger, in einer über 1000 Rthlr. betreffenden Sache in revisorio auf das Erkenntniß des Tribunals statt des zweyten Senats der Magdeburgischen Regierung zu provociren, ist unterm 18. May 1749. folgendes Rescript an das Tribunal ergangen:*

Von G. G. Friedrich, König in Preussen ic. Unsern ic. Weil Wir bey Einrichtung der Justiz bey dem Magdeburgischen Magistrat auch unter andern festgesetzt, daß, wenn ein dortiger Bürger in einer Sache, die notorie über ein tausend Rthlr. beträgt, in der Appellations-Instanz bey dem ersten Regierungs-Senat succumbiret, und das Revisorium ergreifen will, die Freyheit haben soll, entweder bey dem zweytem Senat oder bey euch in solcher dritten Instanz sprechen zu lassen, jedoch daß solchensals Acta instructa euch zugesandt werden: So haben Wir euch gnädigst hierdurch Nachricht davon geben wollen, und sind ic. Gegeben Berlin, den 18. May 1749.

An das Tribunal alhier.

Ad

## 750 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad eund. Tit.* wegen der Freyheit der Clevisch-Märckischen Unterthanen in den Sachen, welche bey den Untergerichten anfangen und *summam revisibilem* von 600 Gold-Gulden betragen, entweder bey dem Tribunal oder bey der Regierung sprechen zu lassen, ist unterm 19. Mart. 1752. solgendes Rescript an die Clevische Regierung ergangen:

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Weil die Stände in ihren Monitis bey dem Cod. Frid. unter andern angemercket, daß die meisten und wichtigsten Sachen, sonderlich in der Graffschaft Marck, wo die erste Instantz bey den Unter-Gerichten sey, allezeit in der dortigen Provinz bleiben, und also die dortigen Unterthanen in diesen Punct einigermassen *deterioris conditionis* wären, als die übrigen, denen dort frey stünde, in *causis revisibilibus* in *tertia Instantia* an das Tribunal zu *provociren*:

Wir auch diese Monira nicht ungegründet befunden; Als wollen Wir allergnädigst daß den dortigen Clevisch-Märckischen Unterthanen von nun an die Wahl verstatet werden soll, ob sie in denen Sachen, welche bey den Unter-Gerichten anfangen, und *Summam revisibilem* von 600 Gold-Gulden betragen, in der dritten Instantz entweder bey euch sprechen lassen, oder die *Acta anhero* an das Tribunal versandt wissen wollen.

Ihr habt euch gehorsamst hiernach zu achten, und diese verstattete Wahl durch einen Aushang kund zu machen, damit sie zu jedermanns Notiz gelangen möge. Sind ꝛc. Berlin, den 19. Mart. 1752.

An die Clevische Regierung.

*Ad eund. Tit. §. 13.* wegen der dritten Instantz in Bau-Sachen.

vid. Rescriptum vom 20. Febr. 1752. in Contin.  
Const. de an. 1752. n. 17.

*Ad*

## Anhang zum Codice Fridericiano. 751

*Ad eund. Tit.* wegen der Ostfriesischen Revisionen, ist unterm 26. Febr. 1752. folgendes Rescript an das Tribunal erlassen worden:

Friedrich, König in Preussen etc. Zufolge Unfers an euch unterm 3ten dieses Monaths erlassenen Rescripts communiciren Wir euch zu eurer Nachricht hierneben in Abschrift, was Unser Geheimer Rath und Clevische Regierungs-Präsident von Könen wegen der bey der Justitz-Einrichtung in Ostfriesland festgesetzten Summe revisibilis und Succumbentz Gelder unterm 18ten ej. allerunterthänigst einberichtet hat. Sind etc.

*Extract des in diesem Rescript allegirten Berichts des Präsidenten von Könen vom 18ten Februar 1752.*

Auf Eur. Königl. Majestät allergnädigstes Rescript vom 3ten Februar c. wegen der von Höchst-Deroseiben Ober-Appellations-Gericht gethanen Anfrage in Ansehung der Summa revisibilis und Succumbentz-Gelder bey der Ostfriesischen Regierung zeige ich hierdurch allergehorsamst an, daß nach Anleitung des hierbey gehenden Extractus der Ostfriesischen Instruction die erste auf 400 Gulden, und die letztere auf 25 Gulden festgesetzt worden.

*Ad eund. Tit.* wegen der Clevischen und Mindenschen Sachen.

vid. Cont. Const. de anno 1751. No. 2. & Cont. de anno 1755. No. 41.

*Ad eund. Tit.* wegen der Succumbentz-Gelder in den Provintzen Minden, Moers, Ravensberg, Lingen und Tecklenburg.

vid. Continuat. Constitut. de Anno 1751. No. 90.

*Ad eund. Tit.* wegen der Salberstädtischen Revisionen.

vid. Continuat. Constitut. de Anno 1755. No. 84.

*Ad eund. Tit.* wegen der Pommerischen Revisionen.

vid. Cont. Const. de an. 1759. n. 32. & de an. 1752. n. 3. 4. 5.

*Ad*



## 752 Anhang zum Codice Fridericiano.

*Ad Tit. 9. §. 9. wegen Einsendung der Re- und Correlationen.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 26.

*Ad Tit. 12. wegen den Preussischen Revisionen.*

vid. Cont. Const. de annis 1752. No. 2. und de an. 1754. No. 12.

*Ad Tit. 13. wegen Beytreibung der Tribunals-Urtheils-Gebühren.*

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 107.

### Zur Pupillen - Ordnung.

*Wegen der Edition des Inventarii in Ansehung der Kaufmannschaft.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. n. 38 & 86.

*Wegen der per Testamentum geschehenen Befreyung der Vormünder von Errichtung des Inventarii und Rechnungs-Ablegung.*

vid. Cont. Const. de an. 1758. n. 8. und 56.

*Wegen der Anzeige des Absterbens der Eximirten.*

vid. Cont. Const. de an. 1751. im Anhang n. 2.

*Wegen des Fori der Eximirten, welche zugleich das Bürger-Recht gewonnen haben, in Vormundschafts-Sachen.*

vid. Cont. Const. de an. 1758. No. 2.

*Wegen der Erbtheilung der Thorschreiber, Sörster, Notarien, und Rülster-Kinder.*

vid. Cont. Const. de an. 1754. n. 44.

*Wegen der Forstbedienten Kinder.*

vid. Cont. Const. de an. 1753. n. 69.

*Wegen Vormundschaft der Officier-Kinder.*

vid. Cont. Const. de Anno 1752. No. 40. & 79.

Cont. Const. de an. 1755. No. 76.

Es ist auch deshalb unter dem 3. Febr. 1755. folgendes Rescript an das Breslauische Pupillen-Collegium ergangen:

Gries

## Anhang zum Codice Fridericiano. 753

Friedrich, König in Preussen etc. Wir haben zu seiner Zeit wohl erhalten, was ihr auf Unsere allergnädigste Verordnung vom 20ten Julii 1752. wegen der Vormundschaft der Officiers-Kinder unter dem 28ten Nov. desselben Jahres unterthänigst vorgestellt.

Nun lassen Wir Uns zwar eure darin enthaltenen Vorschläge, das nemlich das Pupillen-Collegium der Provinz, wo der Fall geschiehet, die Actus, so keinen Aufschub leiden, als zum Exempel die Obhsignationen der hinterlassenen Effecten besorge, oder nach Verschiedenheit der Fälle, die gerichtliche Auerbietung zu einer zu edirenden endlichen Specification, welche auch nach dem Verlaufe des in dem Land-Recht determinirten 4 wöchentlichen Spatii, so von Zeit dieser gerichtlichen Angelobung anzurechnen wäre, jedoch nur über die in gedachter Provinz liegenden Effecten einfordere und annehme, nicht weniger der Actuum halber, so kurz nach der Officierees Ableben sich begeben, dergleichen die vorzunehmende Abrechnung mit den Regimentern und andere Vorfällenheiten, Curatores ad interim bestelle, und endlich dem Pupillen-Collegio der Provinz, wo ein grosser Theil des Defuncti Vermögens befindlich, von dem Todes-Fall sofort Nachricht gebe, damit auch alldort durch ad interim zu bestellende Curatores der Unmündigen Vortheil in Acht genommen werde, in Gnaden ganz wohl gefallen, und approbiren selbige vollkommen.

Wann ihr aber fernerhin in Vorschlag bringet, daß den Wittwen ein sechs monatliches Spatium zu verstaten, um sich wegen des künftig zu nehmenden Domicilii zu erklären, so finden Wir solches in etwas bedenklich, indem solchergestalt die Kinder ganzer 6 Monate unbesvormundet bleiben würden, um so mehr, da die Wittwen die Veränderung des Domicilii zu realisiren auch nach ertheilter Erklärung lange Anstand nehmen, auch wohl gar ihre Entschliessung ändern könnten; wodurch dann die Vormundung ganze Jahre und länger verzögert wer-

## 754 Anhang zum Codice Fridericiano.

den dürfte. Wenn auch die Wittwen die Vormundschaft über ihre Kinder selbst übernehmen wollen und können, so sehen Wir ohnedem keine Ursache, weswegen die Bevormundung verschoben werden dürfte: anerwogen die Veränderung des Domicilii keine Veränderung in der Vormundschaft nach sich ziehet, und der daraus zu besorgenden Inconvenienz dadurch hinlänglich vorgebeuet werden kan, daß die Acta an das Pupillen-Collegium der Provinz, wohin die Wittwen ihr Domicilium verlegen, zu weiterer Verfügung remittiret werden. Wollten aber die Wittwen sich mit der Vormundschaft gar nicht befassen, sondern einen andern Vormund in Vorschlag bringen, so könnet ihr den Wittwen aufgeben, sich binnen einer gewissen nach Beschaffenheit der Umstände zu bestimmenden Frist zu erklären, ob sie das Domicilium beybehalten, oder selbiges, und wohin, verändern wolten. Letztern Falls müste nun zwar allerdings ein Vormund ad interim bestellt werden, und hättet ihr ex officio für der Unmündigen Sicherheit zu sorgen, und bey erfolgender Veränderung des Domicilii Acta an das Gericht des Orts zur ordentlichen Bevormundung und weiterer Verfügung einzusenden.

Welches alles ihr euch dann bey vorfallenden Umständen zur Richtschnur dienen zu lassen habt. Sind ic. Berlin den 3. Febr. 1755.

An das Breßl. Pupillen-Collegium.

Wegen der Prediger-Kinder.

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 44.

Wegen Bevormündung der ausserhalb Landes domiciliirten adelichen Kinder.

vid. Cont. Const. de an. 1755. No. 99.

Wegen der Majorennität derer von Adel.

Vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 32. u. 59.

Wegen der Majorennitäts-Jahre und Ertheilung der *venia etatis*.

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 48. & Cont. de an. 1753. n. 74.

Wegen

## Anhang zum Codice Fridericiano. 755

Wegen der *Disposition* derer von Adel, welche das 20te Jahr zurückgeleget, über die ihnen zugefallene *Pretiosa* und *Baarschaften* ist den 17. Febr. 1761. folgendes *Rescript* ergangen:

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unserm ꝛc. Wir geben euch auf den allergehorsamsten Bericht vom 10. Junij wegen Declaration des Edicts vom 10ten Aug. 1752. hiermit zur gnädigen Resolution:

Daß denen von Adel nach zurückgelegtem 20ten Jahre die *Disposition* der ihnen alsdann durch Erbschaft zugefallenen *Pretiosorum* und *Baarschaften* nur auf den Fall zu lassen sey, wenn solche nicht mehr als einjährige Einkünfte ihres Vermögens oder ihre einjährige Reventuen, worüber sie zu dieser Zeit zu disponiren haben, betragen, sonst es aber mit besagten *Baarschaften* und *Pretiosis* eben so als mit den *Capitalien* gehalten werden müsse. Sind ꝛc. Berlin, den 17. Febr. 1761.

An das hiesige *Pupillen-*

*Collegium.*

Wegen der *Land-Räthe*, daß sie *Vormünder* seyn können.

vid. Cont. Const. de an. 1752. n. 58.

Wegen nicht genugsam angefassener *Vormünder.*

vid. Cont. Const. de an. 1758. n. 4.

Wegen der *Sicherheit* der *Pupillen* und *minorennen Frauen*, deren *Väter* oder *Ehe-Männer* als *Cassen-Bediente* *Caution* machen müssen.

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 86.

Wegen der *Fälle*, in welchen von einem *Vater* als natürlichen *Vormunde* seines Kindes *Caution* zu fordern.

vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 37.

Wegen *Edition* des *Inventarii* und *Ablegung* der *Vormundschafts-Rechnung.*

vid. Rescript vom 10ten Febr. 1758. in Contin.

Const. de an. 1758. No. 8.

## 756 Anhang zum Codice Fridericiano.

Wegen der *Cautious-Leistung* der *testamentarischen* Vormünder, und wegen *Subhastation* der Güter, wenn *majorannes ad divisionem provociren*, ist den 23. Febr. 1760. folgendes *Circulare an alle Justitz-Collegia* ergangen:

Von S. G. Friderich, König in Preussen ꝛ. Unsern ꝛ. Nachdem bey Uns sowohl in Absicht auf die *Cautious-Leistung* der im Testament ernannten Vormünder, als auch wegen der Veräußerung der unbeweglichen Güter in dem Fall, da von einem *majorannen Mit-Erben* auf die Theilung *provociret* wird, verschiedentlich angefraget worden, und es die Nothdurst erfordert, hierunter gewisse *Principia* festzusetzen; Als sind wir dadurch bewogen worden, unsere gnädigste Willens-Meinung darüber euch zu eurer allergehorsamsten Achtung nachstehender massen hiermit bekannt zu machen:

In Ansehung der Frage:

Ob *indistincte* ein jeder *Tutor Testamentarius sive a patre sive ab alio quocunque testatore datus a praestatione cautionis liberiret* seyn solle?

lassen Wir es zwar bey der in den gemeinen Rechten vorgeschriebenen Regel, daß ein von dem Vater oder einem *Testatore extraneo* ernannter Vormund *Cautionem* zu prästiren *regulariter* nicht schuldig sey.

Weil aber eines jeden Vormundes Vermögen seinem *Pfleg-Befohlen* *hypotheca tacita* verhaftet ist, welche nach eingeführten *Hypothequen-Büchern* auf die *Immobilia* des Vormundes eingetragen werden muß: So wollen Wir und verordnen hiermit, daß auch auf die *Immobilia* eines *Tutoris Testamentarii*, es mag solcher vom Vater oder einem *Extraneo* ernannt seyn, dessen Vormundschaft ebenermassen eingetragen werden, und hierunter des obigen wegen keine Ausnahme statt finden solle. Falls aber der *Tutor Testamentarius* keine *Immobilia*, worauf die Eintragung geschehen kan, besizet, oder von dem *Testatore* von der *Caution* befreyet worden;

## Anhang zum; Codice Fridericiano. 757

den; So lieget euch ob, des Vormundes Gewalt zur Einhebung der pupillarischen Gelder einzuschränken, und des Endes die Clausul, daß ohne Vorberwust und Genehmhaltung des vormundtschaftlichen Judicii dem Vormund keine Capitalien und Kauf:Precia auszuzahlen, sondern solche ad depositum judiciale zu liefern sind, sowol dem Tutorio oder Curatorio, als auch den anzufertigenden Obligationen und Contracten zu inferiren und einzuverleiben, auch solches bedürfenden Falls, und wenn die Einkünfte des Unmündigen ansehnlich sind, auf die Zinsen, Pacht:Gelder oder andere in grossen Posten bestehenden Reventues zu extendiren, demnächst sowol die Obligationen und Verschreibungen nebst den Pretiosis, als auch bey jedesjähriger Rechnungs:Abnahme den zu fernerer Bestreitung der Ausgaben nicht nothwendigen Ueberschuß ad depositum zu nehmen.

Anlangend hiernächst die Frage:

Ob in casu factæ provocationis ad divisionem a coherede majori die Veräußerung der unbeweglichen Güther auch anders als prævia tax- & subhastatione geschehen möge?

So ist zwar Unser Wille, daß auch in casu provocationis ad divisionem sowohl Taxatio als Subhastatio immobilium, so oft ein Unmündiger dabey interessiret ist, geschehen müsse.

- 1) Aber verstehet es sich hiebey von selbst, daß es weder der Tax- noch Subhastation alsdenn bedürfe, wenn der Testator den Preis des Immobilis selbst festgesetzt, und vor solchen Preis es jemand zugeschlagen oder darum zu loosen geordnet hat, wenn anders nicht der casus læsionis in legitima vorhanden ist.
- 2) Bedarf es nur der Taxation und keiner Subhastation, wenn der Unmündige das Immobile selbst, es sey mit Verwilligung seiner majorennen Mit:Erben oder Jure optionis vermöge der Regel: quod

## 758 Anhang zum Codice Fridericiano.

major dividat und minor eligat, vor oder untert  
Taxato pretio annimmt. Nicht weniger

3) ist es der Subhastation nicht vonnöthen, wenn in casu provocationis ad divisionem einer der majorennen Interessenten das Immobile obgleich unter der Taxe annehmen will, dabey aber solche Conditionen offeriret, welche kein Extraneus eingehen kan, gleichwohl aber dem Unmündigen grössern Vortheil bringen, als das an der Taxe ermangelnde Quantum beträgt, z. E. wenn eine Mutter sich zum favour der Kinder ihrer Illatorum begiebet, oder die Alimentation ihrer Kinder übernimmt; ic. So oft hierunter der Vortheil der Unmündigen nicht evident und die Sache zweifelhaft ist, habt ihr als lenfalls mit Beylegung der Votorum Verhaltungs-Befehl bey Unserm Hof-Lager darüber einzuholen. Wird endlich

4) in casu provocationis entweder von einem Extraneo oder auch von einem der mit interessirten Majorennen das Pretium taxatum oder ein mehreres für das Immobile offeriret, und es consentiren sämtliche oder die übrigen Majorennen in den Verkauf; So steht dem vormundschaftlichen Judicio und dem Vormund frey, ohne vorgängige Subhastation dem Befinden nach, und wenn wider die Taxe nichts zu erinnern, darin zu consentiren.

In besagten vorkommenden Fällen befehlen Wir euch also, euch eures Orts nach vorstehenden gehorsamst zu achten, auch die Unter-Gerichte erforderlichen Falls nach diesen Principiis zu instruiren. Sind ic. Begeben Berlin, den 23. Febr. 1750.

Wegen Eintragung der Vormundschaften auf des Vormundes liegende Gründe, und wie solche geschehen müsse, ist unterm 9. Sept. 1760. folgende Resolution an das Hof-Gericht und Puppil-  
len Collegium zu Coblin ergangen:

Sries

## Anhang zum Codice Fridericiano. 759

Friedrich, König in Preussen ꝛc. Unsern ꝛc. Euer auf Unser allergnädigstes Erfordern sub dato des 18ten m. pr. über das die von den Vormündern zu bestellende Caution betreffende Gesuch Unserer dortigen Land:Stände an Uns abgestatteter allerunterthänigster Bericht ist zu recht eingelaufen, und haben Wir dessen Inhalt vernommen, und besunden, daß, da Unser über nur ermeldetes Sujet unterm 23. Febr. jüngsthin ergangenes Circular-Rescript den Inhalt der den supplicirenden Land:Ständen den 23. April 1748. dieser Sache wegen erteilten Resolution nicht aufhebet, sondern nur die testamentarischen Vormünder denen übrigen dahin, daß erstere gleich den letztern die Vormundschaften auf ihre Immobilien eintragen lassen sollen, mithin, in so ferne diese mit der Caution übersehen werden können, jene auch damit würden verschonet bleiben, blos parificiret, die von den besagten Ständen nachgesuchte Declaration des letztern Circularis nach Maafgebung der in vorgedachter Resolution enthaltenen Clausul: daß nehmlich, wenn der Vormund ein bekannter guter Wirth ist, es auf die Caution oder Eintragung der Vormundschaft so sehr nicht ankomme, um so weniger statt finden könne, als hiernächst, wie in eurem des Pupillen-Collegii Gutachten sehr gründlich bemercket wird, die Application dieses Satzes in Ansehung der ausfündig zu machenden hypothecis überaus schwer fallen, und in Absicht auf die dem Publico würcklich zum wahren Besten gereichende Sicherheits:Nehmung nicht wenig bedenklich seyn würde.

Diesemnachst aber kommt es bey dem Gesuch der Land:Stände hauptsächlich darauf an, daß dem in der vorgeschützten Schwächung des Credits bestehenden vornehmsten Motif desselben begegnet werde. Wenñ nun selbige insonderheit daher, daß die Vormundschaften auf solcher Vormünder Immobilien, die schon mit Schulden beschweret sind, indefinite eingetragen werden, entstehet, und deshalb in Unserer Schlesiſchen Vormundschafts:



## 760 Anhang zum Codice Fridericiano.

Ordnung Tit. 6. §. 8. bereits die Vernehmung geschehen, daß zur Vermeidung dessen die Caution von den Vormündern nicht höher als vonnöthen erfordert, und daher ein gewisses Quantum nach Beschaffenheit des Vermögens, so der Vormund in Händen bekommt, bestimmt, und eingetragen werden solle, und also consideriret werden müsse, ob das Vermögen in Capitalien bestehe, welche alsdenn deponiret werden können, oder ob lauter Immobilien vorhanden, da es solchenfalls keiner grossen Caution ratione der Reventen erfordere: So wollen Wir, daß ihr hiernach gleichfalls fürs künftige dahin sehen und darauf halten sollet, daß jedesmahl ein gewisses Quantum cautionis nach Beschaffenheit des Vermögens, so der Vormund in die Hände bekommt, bestimmt, und in das Land-Buch eingetragen, und solchergestalt die Vormünder nicht mit höherer Caution als erforderlich ist beschweret werden. Und gleichwie euch hiebey zugleich frey gelassen wird, zur Verminderung des Quanti cautionis euch der in Ansehung der nicht angefessenen Vormünder in mehr erwehntem Circulari vom 23. Febr. c. vorgeschriebenen Præcautionen sämtlich oder zum Theil, je nachdem es die Beschaffenheit und Erforderniß der Umstände mit sich bringen, zu bedienen, so verstehet es sich aber auch von selbst, daß, so lange das Inventarium von des Unmündigen Vermögen nicht berichtet, und was davon in des Vormundes Händen kommt, ersichtlich ist, mithin ehe und bevor solches geschehen, kein certum quantum cautionis bestimmt werden könne, die Vormundschaft indefinite eingetragen werden müsse.

Wir befehlen euch also hiermit in Gnaden, dieser Vorschrift überall ein accurates Genügen zu leisten, und selbige den supplicirenden Ständen zu ihrer Nachricht und Achtung bekannt zu machen. Eind. 1c. Berlin, den 9. Septembr. 1760.

An das Hof-Gericht und Pupillen-  
Collegium zu Coblenz.

Wegen

## Anhang zum Codice Fridericiano. 761

Wegen des *Decreti de alienando*, ob solches *in foro domicilii* oder *rei sitae* zu ertheilen, ist den 2. April 1750. nachstehendes *Rescript* an die Halberstädtische Regierung erlassen:

Friedrich, König in Preussen etc. Unsern etc. Die Halberstädtische Cammer hat wegen der bey Gelegenheit einer von dem Curatore der blödsinnigen Wittwe Bahrens-dorf nachgesuchten Subhantation eines Gartens dem Amte der Majorey von dem Pupillen-Collegio streitig gemachten Ertheilung eines *Decreti de alienando* unterm 14ten Jan. c. nach der abschriftlichen Anlage bey Unserm General-Ober-Finantz Directorio Beschwerde geführt, und letzteres solches dem Justitz-Department zur Verfügung zugesandt,

Wie nun sowol nach den gemeinen Rechten, als der Vormundschafts-Ordnung §. 50. ein Vormund die Wahl hat, ob er bey dem *Judice domicilii* oder *rei sitae* das zur Veräußerung eines unbeweglichen Guts der Unmündigen erforderliche *Decret de alienando* suchen will; zu Folge der von der etc. Cammer eingesandten Amts-Akten aber der Vormund der blödsinnigen Bahrens-dorffin bey dem Amte der Majorey als *Judice rei sitae* darum angesuchet hat; So könnet ihr die von dem Amte geschehene Ertheilung des *Decreti* nicht als eine violation eurer oder des Pupillen-Collegii Jurisdiction ansehen; dahingegen aber, und weil es sowol in dem gegenwärtigen Fall als überhaupt bey allen solchen Veräußerungen der Grundstücke der Unmündigen auf die Kenntniß des Vermögens ankommt, wenn eine gründliche Beurtheilung, ob die Alienation nothwendig sey oder nicht, geschehen soll, diese aber dem *Judicio domicilii*, welches den Vormund konstituirt hat, und bey dem er Rechnung ablegen muß, aus dem Inventario und den Rechnungen beywohnet; So befehlen Wir euch hiermit in Gnaden, dem Amte der Majorey zu verweisen, daß selbiges das *Decret* quakt. dem Vermunde der blödsinnigen Wittwe Bahrens-dorffin

## 762 Anhang zum Codice Fridericiano.

auf dessen bloße Angabe, ohne vorherige Anfrage 9 dem Pupillen-Collegio, mithin ohne gehöriger *causæ cognitione* ertheilt, und habt ihr ermeldetes Amt dahin anzuweisen, daß, so oft der Fall sich ereignet, daß ein von einem andern *Judice* *sive* *inferiore* bestellter Vormund bey dem Amt zur Veräußerung eines unter demselben belegenden Grund:Stückes um das *Decretum de alienando* ansucht, das Amt jedesmahl vor dessen Ertheilung bey dem *Judice domicilii*, welcher den Vormund bestellet, anzufragen habe, ob derselbe dabey ein Bedencken finde. Sind ic. Gegeben Berlin, den 2. April 1760.

An die Salberstädtische Regierung.

Wegen Ertheilung des *Decreti de alienando*, welches von einer Person gesucht wird, die *veniam ætatis* erhalten, ist unterm 30. Jul. 1760. folgens des *Rescript* an das Cammer-Gericht ergangen:

Friedrich, König in Preussen ic. Unsern ic. Auf euren bey Gelegenheit des von der Amnen Sophien Christianen Neuterin nachgesuchten *Decreti de alienando* eines in der Wersichschen Erbschaft ihr zugefallenen Hauses unterm 16ten dieses allerunterthänigst abgestatteten Be:richs und Anfrage, wie es in dem Fall mit Ertheilung eines *Decreti de alienando* zu halten, wenn solche Personen darum Ansuchung thun, so *veniam ætatis* bekommen? lassen Wir euch hierdurch zur gnädigsten Resolution ertheilen:

Daß in dem von euch allegirten *Decisiv-Rescript* vom 23. Febr. c. blos entschieden worden, ob und wie weit ein Immobile, so von Unmündigen und Majorinnen gemeinschaftlich besessen wird, ohne Subhastation veräußert werden könne, welches dann deshalb zur *Cognition* des Pupillen-Collegii oder desjenigen *Judicii* gehöret, so den Vormund bestellet, weil dieser in solchen und andern Angelegenheiten vor sich allein nichts vornehmen darf.

## Anhang zum Codice Fridericiano. 763

So bald hingegen ein sub cura gestandener Minorennis veniam ætatis erhalten, bedarf er keines Vormundes mehr, und er muß also, wenn er ein Decretum de alienando wegen eines zu veräußern: den Immobilis brauchet, solches bey dem Judicio suchen, unter welchem das Immobile stehet, wozu er keinen Curatorem nöthig hat.

Als wornach ihr euch sowol in gegenwärtigen als künftigen Fällen gehorsamst zu achten habt. Sind ic.  
Gegeben Berlin, den 30. Julii 1760.

An das Cammer-Gericht.

**Wegen Ausleihung der Pupillen - Gelder auf Wechsel.**

vid. Cont. Const. de an. 1756. n. 69.

**Wegen der Versehen der Geistlichen wider die Pupillen-Ordnung.**

vid. Cont. Const. de an. 1752. No. 50.

**Wegen der Rechnungs-Bescheide des Pupillen-Collegii.**

vid. Cont. Const. de an. 1754. n. 88.

**Wegen der *panarum secundarum nuptiarum*.**

vid. Cont. Const. de an. 1756. No. 111. & 112.

**Wegen der in der Pupillen-Ordnung §. 21. geordneten Procent-Gelder.**

vid. Cont. Const. de an. 1748-1750. n. 34. 35.

**Wegen Bevormündung der Officiers-Kinder, und der Unmündigen vom Militair-Stande, auch daß nach dem Tode eines Officiers die Jurisdiction des General Auditoriats aufhöre, und die Wittwen und Erben unter die Jurisdiction der Regierung und Pupillen-Collegiorum gelange.**

vid. Cont. Const. de an. 1762. n. 5.

**Wegen Majorennität derer von Adel, und daß selbige ihre gänzliche Volljährigkeit, nach zurückgelegtem 24. Jahre erreichen.**

vid. Cont. Const. de anno 1762. No. 40.

**Wegen**

## 764 Anhang zum Codice Fridericiano.

Wegen des Nachlasses und der Bevormündung der Kinder derjenigen Hof-Arbeiter und Hof-Handwerker, welche es mit Jünsten halten und zum Magistrat gehören, und der Hof-Künstler, deren Wittwen und Kinder *Forum privilegium* behalten.

vid. Cont. Const. de anno 1762. No. 41. und 46.

Wegen der von den Eltern der Unmündigen auf Wechsel ausgeliehenen *Capitalien*, daß solche gegen Verlängerung der Wechsel bis zu einem nach dem Frieden festzusetzenden *Regulativ* den Schuldnern gelassen werden können, sonst aber es bey der Verordnung verbleibe, daß auf Wechsel keine Kinder-Gelder ausgethan werden sollen.

vid. Cont. Const. de an. 1762. No. 17.

Wegen Einrichtung eines richtigen *Status bonorum* und *Balance*, abseiten der Vormünder, wenn gleich vom *Testatore* ein Verbot geschehen.

vid. Cont. Const. de an. 1763. No. 59.

Wegen der Abwesenden, und wie es mit deren Güter und Vermögens, Verwaltung zu achten, auch wenn sie für todt zu erklären.

vid. Cont. Const. de an. 1763. n. 77.

Wegen der Großjährigkeit der natürlichen Töchter eines vom Adel.

vid. Cont. Constit. de an. 1763. n. 98.

Wegen der Würckung der *venia etatis* in Ansehung der Erhebung der *Capitalien* und Rückstände.

vid. Cont. Const. de an. 1764. n. 58. & 68.





**Register**  
 über das Project  
 des  
**CODICIS FRIDERICIANI**  
**MARCHICI,**  
 wovon  
 die erste Zahl den Theil und die zwoyte den  
 Titul anzeigt.

---

A.

**A**bholung, der Waaren oder Sachen, wenn sie, durch Dienstbothen oder andere, für jemand geschieht, wie, weil der, in dessen Nahmen die Abholung geschehen, dafür hafte, III. 23. §. 14. p. 245.

**A**bschiede, worauf bey deren Verfassung zu sehen; vid. Urtheln.

**A**bschriften, wie es mit deren Uebergebung und Beweis zu halten; III. 23. §. 4. p. 243. & §. 21. sq. p. 247. sq.

**A**bwesende von Consorten, wenn deren Aufenthalt unbekannt, wie es zu halten, III. 9. §. 8. sq. p. 185.

**A**bwesenheit, wie selbige bey insinuation der citation und im processu schade; ib. §. 3. 9. 10. p. 183. seq. add. III. 19. §. 12. p. 231.

— zur Zeit des Verfalls eines Wechsels, vid. Wechsel.

**A**kten, unter was Umständen sie jemand mit nach Hause gegeben werden können, auch sonst vorzulegen stehen; I. 9. §. 17. 18. p. 43. 44. II. 3. §. 11. p. 128.

Astorum

## Register.

- Aetorum irrotulatio**, vid. *irrotulatio*.  
**Acta** sollen nicht verschicket werden; II. 7. §. 1. p. 138.  
— — wie und welchergestalt man sich darauf zu beziehen habe; III. 23. §. 4. p. 243.  
— — (andere) wenn ein Theil deren Combinirung verlangt und der andere widerspricht, wie es sodann zu halten; III. 35. §. 8. p. 311.  
— — von deren Verschickung und Austheilung in *criminalibus*, vid. *criminal*.  
**Actio realis**, vid. *realis*.  
**Actuarius Fisci**, vid. *Fiscus*.  
**Adeliche Gerichte**, wie sie zu bestellen; I. 13. S. 44. p. 73. seqq.  
**Adherent**, was er zu prästiren habe; III. 4. §. 21. p. 160. & §. 25. p. 162.  
**Adjudication**, vid. *Zuschlag*.  
**Adjudications-Formul** bey dem Concurs; III. Lit. C. p. 408.  
**Adjunctus Fisci**, vid. *Fiscal*.  
**Administrationis forum**, ist bey der Rechnungs-Ablegung bezubehalten; III. 2. §. 9. p. 144.  
**Administration**, wann dazu, und zur Rechnung, die Güter einen Sequestro oder Curatori zu überlassen; III. 41. §. 40. p. 347.  
**Administratores piorum corporum** wann zwischen ihnen und dem pio corpore Streit entsteht, wie solcher abzuthun, IV. 8. §. 39. p. 478.  
**Advocaten**, deren Obliegenheit; I. 3. §. 16. 17. p. 17.  
— — was dieselbe bey expedirten Sachen zu observiren haben, I. 8. §. 6. p. 36.  
— — von deren Amt, requisitis und Pflichten; I. 14. per tot. p. 79. seqq.  
— — bey dem Cammer-Gericht, deren Anzahl und wer das zu gebrauchen; I. 14. §. 1. 2. 3. 5. p. 79. seqq.  
— — wie sie beschaffen seyn und was sie vorher prästiren müssen; ib. §. 4. p. 79. seqq.  
— — was überhaupt ihrentwegen zu bemercken, ib. §. 5. usq. 10. p. 81. Advoca-

## Register.

- Advocaten, des Klägers, was sie besonders bey Annehmung der Sachen und information von denselben, zu consideriren haben; I. 14. §. 10. & 12. p. 82. seqq.
- — des Beklagten, was sie ratione exceptionum & informationis zu observiren haben; ib. §. 11. & 12. p. 83. 84. seq.
- — was in ungerichten oder zweifelhaften Sachen, ihres Thuns sey; I. 14. §. 13. p. 84. ii. II. 3. §. 6. p. 126.
- — was sie zu Bescheinigung der Processe zu thun haben; I. 14. §. 14. 15. p. 85.
- — was wegen ihrer Gebühren, verordnet; ib. §. 15. seqq. usque 23. p. 85. seq. & §. 41. p. 97.
- — was wegen ihrer Gebühren, Fremde zu leisten haben; ib. §. 23. p. 87. seq.
- — von der Nothwendigkeit ihrer Unterschrift der Memorialien und deren Verhältniß und Abfällen; I. 14. §. 24. usque 29. p. 87 & 91.
- — wie sie die Schriften recht einrichten und rubriciren sollen; ib. §. 32: 38. p. 93. seqq. III. 6. §. 12. & 16. p. 172. seq.
- — was sie in fremden Sachen, worinn sie die Schriften nicht selbst machen, zu thun haben; I. 14. §. 38. 39. p. 95. seq.
- — was ihnen in Ansehung der Commissionen und Commissarien, obliege, I. 14. §. 44: 46. & 48. p. 198. sq.
- — wegen ihrer Gebühren, ob sie Acten an sich behalten können, I. 14. §. 49. p. 99.
- — wie sie wegen ihrer Verschung und Fehler zu bestrafen; ibid. §. 52. 53. 54. p. 98. sq.
- — wegen ihrer Vollmachten, und was dessfalls auf alle Art und in allen Fällen zu observiren; I. 15. per tot. p. 102. seqq. & III. 6. §. 7. p. 171.
- — von deren Caution de rato; I. 15. §. 1. 13. & 21. p. 102. seq.
- — ob die, so in prima instantia patrociniret, den Process



## Register.

- cefs in allen Instantzen fortsetzen können; I. 15. §. 1. p. 81. & I. 14. §. 8. p. 102. it. II. 3. §. 17. p. 130.
- Advocaten, müssen Substituten haben; I. 15. §. 14. 15. p. 107.
- — von ihrer Renunciation in der Advocatur; *ibid.* §. 17. p. 107.
- — wie weit sie dem Gegentheil, nach der Einschlagung des Processles, dienen können; *ib.* §. 19. p. 108.
- — wie sie sich bey dem Constitutioniren zu verhalten haben; II. 3. §. 1. usq. 10. & §. 15. seqq. p. 124. seqq.
- — und zwar in specie bey Sachen, so *altioris indaginis*; *ibid.* §. 8. 9. p. 127.
- — müssen wegen des Constitutionirens nichts fordern; *ib.* §. 16. p. 130.
- — was sie bey Appellationen zu beobachten haben, III. 4. §. 11. usque 16. & §. 42. p. 156. & 157. & 167.
- — Pflicht, wenn *mandatum speciale* nöthig; III. 6. §. 11. p. 181.
- — wie sie sich in Händeln zwischen Obrigkeit, und Unterthanen verhalten müssen; III. 6. §. 20. & 24. p. 175. sq.
- — was wegen seiner Bestellung sofort in der citation zu verordnen; III. 8. §. 2. p. 179.
- — Strafe, wenn sie unnöthige und ungegründete *exceptiones* eingewandt; III. 9. §. 11. p. 186.
- — bey dem Versehen, in *calu plurium Interessentium*, III. 10. §. 24. p. 195.
- — wie sie sich, wegen näherer information von den Erben, bey dem Absterben des *Principalis* zu verhalten haben; III. 15. §. 1. 2. 6. p. 213. sqq.
- — wie sie sich bey dem *Contumaciren* verhalten müssen, III. 18. §. 8. 9. p. 224.
- — wenn sie in *præclusiono* des Beweises säumig, *qualis pœna*; *ibid.* §. 10. p. 224.
- — wenn durch dessen Schuld, ein *Fatale* oder *Safschrift* versäumt worden, *qualis pœna*. *ib.* §. 13. p. 226.
- Advo-

## Register.

- Advocaten, deren impedimenta sind keine Ehehaften, III. 19. §. 11. p. 230.
- — dessen Strafe, wenn er anders, und weiter dilaciones sucht, als die Ordnung haben will; III. 19. §. 9. p. 230.
- Advocati Strafe, wenn er ratione Novorum sich vergangen, III. 20. §. 10. p. 234. & III 35. §. 6. 7. p. 310. sq.
- — Strafe wenn er, durch Incident Punkte, die Hauptsache aufhalten; III. 20. §. 12. p. 235.
- — Strafe, wer verbotene Zeugen vorschläget, oder frivole wider sie excipiret, III. 28. §. 30. 31. p. 275.
- — wie sie sich ratione rotuli ejusque publicationis bey Strafe zu verhalten haben, III. 28. §. 71. p. 285.
- — Strafe wegen serventlicher Beschuldigung eines Mein:Endes, III. 30. §. 17. p. 298.
- — Strafe bey dem Vergehen ratione des Declarations:Gefuches, III. 38. §. 4. 6. 7. p. 322. seq.
- — Strafe bey ungebührlich aufgehaltener Execution, III. 41. §. 7. p. 336.
- — Strafe, wenn er, wegen Beschleunigung der Commissionen das nöthige nicht observiret, IV. 6. §. 17. p. 455.
- — Pflicht, Gebühren und Verantwortung in Absicht eines Versuchs zur Güte. vid. Güte.
- — pauperum und deren Pflichten, I. 16. per tot. p. 109. seq.
- Advocatur, ist mit dem Fiscalat verknüpset, I. 13. §. 56. p. 77.
- Alienando (de) von dem nöthigen decreto bey Veräußerung derer Pupillen Immobilien, III. 41. §. 14. p. 338.
- Altemarck von deren Instanzen, II. 7. §. 7. p. 140.
- Alternative wenn gebethen worden, wie sich der Richter zu verhalten, III. 6. §. 22. p. 176.
- Amte, wenn eine Sache darin einschläget, von dem sodann abzugebenden Zeugnißen, III. 28. §. 11. p. 266. seq.
- Anastasiana lex soll aufgehoben seyn, III. 6. §. 9. p. 172.

## Register.

- Animositate, wie die daraus entstandene Injustitz zu bestrafen, I. 1. §. 26. p. 8.
- Annui redditus, in welche Classe sie zu lociren, IV. 9. §. 130. p. 528.
- Unvertrauete Sachen zum Verkauf, wohin sie zu lociren; IV. 9. §. 36. 504.
- Appellation, besonders von den Untergerichten ans Cañtergericht, was dabey zu beobachten, III. 4. §. 16. 18. 19. usque ad fin. tituli p. 158. seq. confer. Untergerichte.
- — welchergestalt auch ein tertius, ob interesse, sich derselben bedienen könne, ib. §. 22. & 23. p. 160.
- — tertii, welchergestalt Principalis, in calu victoria, daran participire, ibidem.
- — was davon, in casu plurium litis consortium zu observiren, III. 4. §. 24. p. 161.
- — soll kein beneficium commune seyn ic. ib. §. 25. p. 162.
- — wann sie nicht, sondern simplex querela, statt habe, ib. §. 26. p. 162.
- — wie weit zu deferiren, III. 4. §. 32. p. 165.
- — von den observandis bey deren justification, ib. §. 34.
- — daß querela nullitatis stets darunter begriffen, ib. §. 37. p. 167.
- — wenn dabey die Sententia confirmiret oder reformiret wird, wie es ratione remissionis actorum zu halten, ib. §. 38. p. 167.
- — wenn sie frivale geschehen, quid juris; ib. §. 39. p. 167.
- — welchergestalt sie regulariter anzunehmen, und dabey Appellations Ende, apostoli, compulsoriales &c. abzuschaffen, III. 39. §. 2. p. 324.
- — in was Sachen und Fällen sie für unzulässig specificis zu achten, ib. §. 3. p. 324.
- — wie bey etner unzulässigen der Richter, ratione executionis und der Strafe zu verfahren habe, III. 38. §. 4. p. 323.

Appel-

## Register.

- Appellation**, in welchen Fällen dieselbe blos effectum devolutivum haben solle, ib. §. 5. p. 323.  
— — wie bey solchen effectu devolutivo, ratione executionis zu verfahren, ib. p. 323. sq.  
**Appellation: Eyd**, vid. *juramentum appellationis*.  
— — Libell, wie der Richter darauf zu verfahren habe, III. 4. §. 28. seqq. p. 163.  
— — Schemata, von deren Nothwendigkeit und Innhalt, III. 4. §. 30. p. 164.  
**Arbeits-Lohn der Arbeiter**, so nicht bey einem ganzen Bau oder nothwendiger Reparation verdienet, IV. 9. §. 133. p. 529.  
**Arbeiter der Wolle**, vid. *Wollarbeiter*.  
**Arme**, welche dafür zu halten, und wie sie solches darzu thun haben; I. 16. §. 1. 2. 3. 4. p. 109. seqq.  
**Armenrecht**, was davon der Vortheil, I. 16. §. 14. p. III  
— — *Procurator*. vid. *Procurator*.  
**Arme** müssen die Briefe franquieren, I. 17. §. 15. p. 115.  
**Armen-Sachen**, wie es darin, ratione juramenti, actuum, des porto &c. zu halten und was nicht dahin zu rechnen, III. 4. §. 28. p. 164.  
**Arrest**, wie er, per requisitoriales, auf eine Besoldung zu legen, und von dessen Vorzug, III. 19. §. 12. p. 231.  
— — wie dabey, sub poena relaxationis, eine Vollmacht ad acta zu bringen, III. 6. §. 11. p. 172.  
— — ob in casu periculi moræ, solcher, sub cautione de rato, anzulegen, I. 15. §. 13. p. 106. & III. 42. §. 18. p. 412.  
— — ihn zu justificiren ist der terminus præclusivus, III. 19. §. 14. p. 231.  
— — wenn selbiger periculo petentis anzulegen, III. 42. §. 2. p. 410.  
— — wieder welche, und in was casibus, er statt habe, ib. §. 3. usque 12. p. 410 & 411.  
— — real und personal- wider welche, und in was Fällen er nicht statthast, ib. §. 12: 17. p. 411. sq.

## Register.

- Arrest, was bey dessen gesuchter Ausbringung, an Vollmach-  
machen und sonst nöthig, III. 42. §. 17. 18. p. 412.  
— — was bey dessen Erkennung so fort, ratione justifi-  
cationis, zu verordnen, ib. §. 19. p. 412.  
— — wann solcher durch eine, und durch was für eine,  
Caution zu relaxiren, III. 42. §. 21. 22. p. 412. 413.  
— — Sachen, wie darin zu procediren, ibid. §. 22. p. 413.  
— — ob wider die Erkenntniß, ratione justificationis, &  
relaxationis, ein remedium statt habe, ib. §. 23. p. 413.  
— — wie wegen der darin übergebenen Caution, pro re-  
laxatione, zu verfahren, III. 42. §. 24. p. 413.  
— — wenn solcher zur Ungebühr angeleget, was sodann  
ratione relaxationis, auch wieder den Arrestanten und  
Richter zu verhängen, III. 42. §. 25. p. 413.  
— — bey dem solcher angeleget, was er gerichtlich zu de-  
clariren habe, ib. §. 26. p. 414.  
— — ob er eine Hypothec oder Præference würcke, ib.  
§. 28. p. 414.  
— — wann und wie der Gläubiger solchen selbst gegen den  
Schuldner mit dessen Angriff und eigenmächtiger Fest-  
nehmung, exerciren kann, ib. 29. add. IV. 9. §. 116.  
p. 526.  
— — wer damit eines entwichenen Schuldners wegzub-  
ringen gemeinte Güther belegen, oder ihn selbst arresti-  
ren lässet ꝛc. vor dessen præference und jure tacitæ hy-  
pothecæ, IV. 9. §. 110. p. 525.  
Arrestirte Sachen, wie damit, wenn sie ohne Schaden, oder  
grosse Kosten nicht verwahret werden können ꝛc. zu ver-  
fahren III. 42. §. 27. p. 414.  
Arrha, ob desfalls was anzurechnen, III. 37. §. 17. sq. p. 320.  
Articuli probatoriales, wie sie einzurichten, III. 28. §. 17. p. 272  
— — additionales, it. veränderte, oder neue, wann sie  
statt haben, ib. §. 19. p. 272.  
— — wie es mit Benbringung der exceptionum dawir-  
der zu halten, ib. §. 26. 27. p. 274.  
— — was der darauf anwartende für Webehrden mache,  
muß

## Register.

- muß besonders bey Inquisitionen, observiret und verzeichnet werden, III. 28. §. 58. p. 287.
- Articuli reprobatorii reprobatoriorum sind gänzlich verbotthen, III. 29. §. 5. p. 306.
- Arzney des francken Schuldners, was dazu verwandt, was solches für eine locum verschiedentlich und wann es solchen habe, IV. 9. §. 54. p. 510. it. §. 126. p. 528. & §. 135. p. 529.
- Attentata, was dagegen anzufangen, III. 4. §. 29. 30. p. 164.
- Attentatum exceptio, III. 10. §. 29. p. 197.
- Auctoris nominatio, vid. *nominatio*.
- Auction wie damit in Concurſen zu halten, IV. 9. §. 13. p. 495.
- Avocatio actorum & causarum, wenn solche statthafft, und wie dabey zu procediren, III. 2. §. 18. 19. 20. p. 146. sq.
- Auscultatores sollen beym Cammergericht seyn, I. 1. §. 2. p. 1.
- — deren vorläufige præſtanda und requisita, ib. §. 7. p. 4.
- — von deren Amte ic. I. 7. per tot. p. 34.
- Ausfaat, vorgeschossene, wie sie zu lociren, IV. 9. §. 59. p. 511.

## B.

- Baar, zu bezahlen, was jemand gekauft, aber gleichwohl binnen 4. Wochen nicht bezahlt, wohin solches zu classificiren, IV. 9. §. 39. p. 505.
- Bugarell-Sachen, was darin, bey Formirung der Klage, der Kläger sowohl als der Advocat zu beobachten habe, IV. 2. §. 2. p. 422.
- — wenn ein Bauer, oder anderer gemeiner Mann, darin keinen Schrifsteller erhalten kann, was so dann zu thun, ib. §. 3. p. 422.
- — was der Richter darin auf die Klage zu verordnen und zu veranlassen habe, ib. §. 4. p. 422.
- — wie es darin, ratione insinuationis und eines recepisse, zu halten, ib. §. 5. 6. p. 423.

## Register.

- Bagatell-Sachen, was darinn, ratione contumaciæ & ej.**  
dem purgationis zu observiren, *ib.* §. 7. p. 423.  
— — was dabey in Absicht des Verhörs, der Untersu-  
chung und Entscheidung, zu beobachten, *ib.* §. 8. p. 424.  
— — was dahin zu rechnen, *ib.* §. 9. p. 424.  
— — wie zu verfahren, wenn die Sache nicht über 10.  
Rthlr. betrifft, *IV.* 2. §. 11. p. 425.  
— — wenn sie nicht über 20. Rthl. betrifft, *ibid.* §. 12.  
p. 425.  
— — wenn sie über 20 Rthl. und unter 50 Rthl. be-  
trifft, *ib.* §. 13. p. 425.  
— — Ob Richter und Commissarii darin Gebühren neh-  
men können, *IV.* 2. §. 14. p. 425.  
— — wenn darin ein Advocat appelliret und confirmato-  
ria erfolgt, wie er sodann anzusehen, *IV.* 2. §. 14. p. 225.  
— — wie darinn zu klagen, *III.* 6. §. 21. p. 175.  
**Banquetour, wenn die Frauens mit Gelegenheit dazu geben,**  
ob sie so dann ihre Vorrechte genießen sollen, *IV.* 9. §.  
171. p. 541.  
**Banqueroutirer, wie damit zu verfahren, *IV.* 9. §. 155.**  
p. 535. sqq.  
— — wer dafür zu halten, *ibid.* §. 156. 167. 168. 170.  
p. 535. sqq.  
— — von der Special-Inquisition wider ihn, und ob als-  
dann *defensio pro avertenda* statt habe, und wie sonst  
criminaliter gegen ihn zu verfahren, *ib.* §. 159. p. 536.  
— — wann er süchtig wird, wie er in specie auf alle Art  
zu verfolgen, und es mit seinen Sachen und Citation zc.  
zu halten, *ib.* §. 160. sqq. p. 536.  
— — die Obrigkeit, so in dessen Verfolgung säumig,  
oder ihn echapiren läßt, ja mit ihnen colludiret, wie  
wider sie zu agiren, *ib.* §. 163. & 164. p. 539.  
— — die Fehler seiner bevorstehenden Falliments oder  
*Ausvitts*, wie solche anzusehen, *ib.* §. 165. p. 539.  
— — wenn er sich unter fremde Potentz. in oder aufferhalb  
Reichs beziehet, wie er zu verfolgen sey, *IV.* 9. §. 166. &  
167. p. 539. Banque.

## Register.

Banqueroutirer, ob auch als ein solcher anzusehen und wider den zu verfahren sey, der zwar, wegen Unglücksfälle, sich der verordneten Rechts-Wohlthaten bedienen kann, aber auf die Citation nicht erscheinet, oder sonst bey der Specification betrüglich verfähret *ic. ib. §. 168. & 169. p. 539. sqq.*

Bauren *vid. Unterthanen.*

Begräbnis-Kosten, was und wie viel dahin, nach eines jeden Condition zu rechnen, und wohl solch zu classifiziren, *IV. 9. §. 53. p. 509.*

Behandlung der Creditoren, *vid. Creditores.*

Beklagte, wie sie sich, bey erhobener Klage überhaupt zu verhalten haben, *III. 10. §. 1. p. 189.*

Beneficii competentis exceptio, *III. 10. §. 27. p. 297. add. Competentia.*

Beneficium legis & inventarii, was dabey zu observiren, *III. 15. §. 3. usq. ad fin. tit. p. 214. sq.*

Bescheide, *vid. Decreta.*

Bescheinigung, welche zureichlich sey, *III. 28. §. 25. p. 274.*

— — wenn sie statt habe oder nicht, *III. 34. §. 1. p. 307.*

— — wird unter dem Worte: *Heybringung*, und durch *Darhün* ein Beweis verstanden, *III. 33. §. 1. p. 308.*

— — wie sie so wohl *per documenta* als durch Zeugen geschehen könne, und wie solches im ersteren *calu*, zu verrichten, *ibid. §. 3. 4. p. 308.*

— — durch Zeugen, wie dabey zu *procediren*, *ib. §. p. 308.*

— — wie viele und was für Zeugen dazu erfordert werden, und von den *exceptionibus contra personas & dicta*, *ib. §. 6. p. 308.*

— — wenn dazu die Zeugen *coram Notario* nicht erscheinen wollen, *III. 34. §. 7. p. 309.*

— — wie dabey, *ratione termini & conclusionis* zu verfahren, *ib. §. 8. 9. p. 309.*

— — (*Gegen*) ob sie statt habe, und wie es damit zu halten, *ib. §. 10. p. 309.*



## Register.

- Beschluß der Sachen, ob und wann, nach solchem noc. is  
was ad acta zu verstaten, III. 35. §. 1. 4. 6. p. 309. sq.
- Besitz, vid. *Possession*.
- Besoldung, wie sie mit Arrest zu belegen stehe, III. 19.  
§. 12. p. 231.
- Beweis, wenn jemand sich darin verspätet, wie sodann  
wider ihn zu procediren, III. 18. §. 10. p. 224.
- — von demselben überhaupt, III. 21. per tot. p. 236. sq.
- — wenn jemand dazu zu lassen; ib. §. 1.
- — ob zu dessen Antretung dilation zu suchen stehe,  
ib. §. 2. & III. 5. sq. p. 265.
- — wenn man entweder dazu nicht schuldig sey, oder  
den andern nicht dazu lassen will, was für remedia  
und mit was für Effect dagegen anzubringen, III. 21.  
§. 2. 3. p. 236.
- — wenn solcher nicht admissible, ibid. §. 4. 5. p. 237. sq.
- — daß solcher so wohl reo als actori, diverso re-  
spectu, obliege, ib. §. 7. & 9. p. 238.
- — wie nicht darauf zu interloquiren wenn documen-  
ta der Klage beygefüget, ib. §. 10.
- — wenn Beklagter solchen von selbst übernommen,  
quid juris; ib. §. 11.
- — wenn beyde Theile dazu gelassen, ist zu gleicher  
Zeit zu führen; III. 21. 8. 12.
- — besserer, ob solcher zu erkennen; ib. §. 13. p. 239.
- — ob jemand dazu zu lassen, wenn ihm der Eyd de-  
feriret ist? ib. §. 14.
- — dessen Modus ob und welchergestalt er zu ändern  
stehe; ib. §. 16.
- — durch Zugeständniß; vid. *Zugeständniß*.
- — briefliche Urkunden; vid. *Urkunden*.
- — per comparationem Litterarum; vid. *Littera-  
rum &c.*
- — durch Zeugen, vid. *Zeugen*.
- — wenn solcher semiplene geschehen zu seyn zu er-  
achten; III. 31. §. 4. p. 302.

Beweis,

## Register.

- Beweis**, wenn solcher von beyden Theilen plene oder semi-plene beschaffen, ob a'sdem juramentum suppletorium oder eine Theilung der Sache statt habe; *ib.* §. 6. p. 303.
- Beweise** oder Bescheinigungen, wenn solche, nach der Priorität-Urtheil, bezubringen, wie es mit dessen Vollziehung zu halten; *IV.* 9. §. 145. p. 531.
- Blanquet**, wie weit es, statt Vollmacht, dienen kann, *I.* 15. §. 4. p. 104.
- Bonorum specificatio**, wann solche von einem debitore zu übergeben; *IV.* 9. §. 2. p. 483.
- Borgen**, wie Kaufleute dabey sicher gehen; *III.* 23. §. 15. p. 246.
- Both**, *vid.* Ueberbietben.
- — ob der grössste stets für den besten zu halten; *III.* 41. §. 54. p. 353.
- — auf das Gut, ob solcher auch von dem Creditore selbst zu thun, und wie ihm allenfalls selbiges zu überlassen sey? *ib.* §. 55. p. 353.
- Bothenmeister** und Bothe; *vid.* Cammergericht & *L.* 8. §. 6. p. 36. *it.* *I.* Tit. 11. 12. per tot. p. 48. *seq.*
- Braut**, so dem Bräutigam vor der Hochzeit Geld, zu Bezahlung seiner Schulden *ic.* vorschieset, und darüber keine Verschreibung nimmet, wo sie zu lociren; *IV.* 9. §. 124. p. 527.
- Buch-Schulden**, wo solche zu lociren; *IV.* 9. §. 132. p. 529.
- Bücher**, wann solche vom debitore zu produciren; *IV.* 9. §. 2. p. 482. *seq.*
- — (Rechnungs- und Handlung:) wie weit und wie lange sie probiren; *III.* 23. §. 13. p. 245. & *IV.* 9. §. 16. 17. p. 498.
- — welche Arten zu beweisen dienen können; *III.* 23. §. 9. 10. 13. p. 244. *seq.*
- — der Juden und Handwercksteuthe von deren Beweis; *III.* 23. §. 18. 19. p. 247.

## Register.

**Bürgen**, welche für tüchtig zu halten und von ihre renunciatoren; III. 17. §. 17. seq. p. 221.

**Bürgschaft**, super reconventione, it. simul super expensis, wozu und wie weit solche obligire; ib. §. 22. seq. p. 222.

**Bürge**, wann er bey gethaner Bezahlung tacitam hypothecam wider den Principal-debitorem habe; IV. 9. §. 114. p. 525.

### C.

**Cabinetts-Rescripta**, vid. *Rescript.*

**Calumniæ juramentum**, vid. *juramentum calumniæ.*

**Cammer-Gericht**, woraus es bestehet; I. 1. §. 1. p. 1.

— — dessen Präsidenten, Directoris und Rätthe Eigenschaften, requisita und præstanda; ib. §. 3. 4. p. 1. 2.

— — von Besetzung einer dahin gehörigen Stelle, ib. §. 3. p. 1. & §. 5. p. 3. seq.

— — von dessen Referendarien; ib. §. 5. 6. p. 3. 4.

— — Aulcultoribus; ib. §. 7.

— — Protonotariat und Secretarien, I. 1. §. 8. & II. p. 4. & 5.

— — Registratoribus; ib. §. 9. & 11.

— — Canselydienern, Botzenmeistern und Botzen; ib. §. 12. & P. I. Tit. 11. & 12. per tot. p. 48. & 54.

**Cammer-Gerichts-Auctorität**, officium und Pflicht; I. 1. §. 14. p. 5.

— — wer demselben sich ungehorsam, oder ungebührlich bezeigt, wie er zu bestrafen; I. 1. §. 28. p. 10.

**Cammer-Gerichts-Advocaten in specie**, I. 14. §. 1. 2. 3. 5. p. 79.

**Cammer-Gericht**, dessen Instantzen, II. 7. per tot. p. 138.

— — was für Personen und Sachen dahin gehören; III. 2. per tot. p. 142. seq.

— — was für Sachen zu dessen Cognition nicht gehören, III. 3. per tot. p. 149. seq.

— — wie davor der Kläger den Libell einzurichten habe, III. 6. §. 3. seq. p. 170.

**Canzels**

## Register.

- Canzellisten und Copisten officium**, I. 10. per tot. p. 45. seq.
- Cassen** (Königl.) von deren Präferentz und dem dahin gehörigen Edict, IV. 9. §. 49. p. 507.
- Calus fortuiti**, v. Unglücks-Fälle.
- Cautio de rato**, was desfalls zu observiren, I. 15. §. 1. 13. & 21. p. 102. 106. 108.
- Caution**, in welchem Fall, und welche der Beklagte von dem Kläger fordern könne, III. 17. §. 2. 3. 4. p. 218. sq.
- — wann und wie sie in judicio zu suchen, und ob die litis contestatio dadurch aufgehalten werde? ib. §. 5. 6. 7. p. 222.
- — pro re conventione, damnis & expensis, was davon zu bemerken; ib. §. 3. 7. p. 219. & §. 22. & 23. p. 222.
- — welche von deren Leistung befreuet sind, und unter was Bedienung, ib. §. 8. 14. p. 220. seq.
- — in processu legis diffamari, wer und wenn er solche zu thun habe? ib. §. 14. p. 221.
- — wenn solche in calu versprochener Zahlung in diem vel sub conditione, statt habe; ib. §. 15.
- — womit sie zu leisten; ib. §. 19.
- — juratorische, wenn sie statt habe, auch in eine andere verwandelt werden könne; ib. §. 20. 21. 22. 1. seq.
- — ob solche noch in appellationis instantia gefordert werden könne, ib. §. 24. 222.
- — wenn darüber erkannt, ob ein remedium dawider statt habe, ib. §. 25.
- — wann ohne dieselbe Churmärckische Unterthanen bey Fremden nicht admittiret werden, hat retorsio statt, ib. §. 26.
- — wenn jemand propter immobilia, davon befreuet worden, ob dagegen seine Güther jure tacite hypothecæ haften, IV. 9. §. 117. p. 526.
- Cessionis bonorum beneficium**, wer dazu admittiret seyn will, wie er beschaffen seyn und was er prästiren müsse, IV. 9. §. 196. p. 549. Cessio.

## Register.

- Cessionis bonorum beneficium, in welchen Fällen auch iudicialiter debitoribus jemand dazu zu lassen, und wie weit wieder solche Sententz remedia statt haben, ib. §. 197. p. 550.
- — wenn solches erhaltene Beneficium nicht präjudicire, ib. §. 198. p. 550.
  - — welche dazu nicht zu admittiren, ib. §. 199. p. 551.
  - — wer dazu admittiret ist, was er für einen Eyd prästiren müssen, ib. §. 200. p. 552.
- Cessionariibus, wie er klagen muß, vid. **Klag-Libell.**
- Chirographarii von deren und anderer schlechten creditorum Classification, IV. 9. §. 128. 528. seq.
- Citatio, von deren Verordnung, und wie sie einzurichten, III. 8. per tot. p. 179. seq.
- — wie sie auch an einen Dritten ergehen könne, ib. §. 7. p. 181.
  - — wie sie auch durch den Causeldiener zu verrichten, ib. §. 5. p. 180.
  - — edictalis eines Vagabundi, und wann sie sowohl in Ansehung desselben als anderer statt habe, ib. §. 8. 9. 10. p. 181. seq.
  - — eines Collegii oder Commun, ib. §. 12. p. 182.
  - — eines minoris, prodigi, pupilli, furiosi, ib. §. 13.
  - — deren Effect, ib. §. 13.
  - — von deren insinuation in allerhand Fällen, III. 9. per tot. p. 183.
  - — creditorum, so von dem Käufer eines Guts veranlaßt wird, ob sie einen Concurus mache? IV. 9. §. 5. p. 484. seq.
  - — creditorum edictalis, wie solche, und nach welcher formul sie zu bewerkstelligen, IV. 9. §. 9. p. 487. & all. in fine lit. A.
  - — wie solche, nach Verschiedenheit der Umstände, auch sehr verschiedentlich eingerichtet, und sowohl die edictalis, als eine jede andere vollzogen, auch es mit der Aff- und reflexion gehalten werden müsse, ib. §. 10. p. 488.

## Register.

- Citatus, wenn er auf die präjudication nicht erscheinet,  
wie in contumaciam zu verfahren, III. 9. §. 2. p. 183.
- — wenn er in Person erscheinen müsse oder nicht,  
III. 10. §. 5. p. 190.
- Classis I. concursus, dahin gehören, die ein in des Schuldners Vermögen vorhandenes Eigenthum zurückfordern ꝛ. IV. 9. p. 504. seq.
- — II. dahin gehören die ein singulare jus prælationis haben ꝛ. ib. p. 507. seq.
- — III. dahin gehören, die ein in das Schuldbuch eingetragene Hypothec haben ꝛ. ib. p. 513. seq.
- — IV. dahin gehören, die, nebst dem Jure tacitæ hypothecæ, ein privilegium personale haben aber ihre jura nicht eintragen lassen ꝛ. ib. p. 516. seq.
- — V. dahin gehören, die eine gerichtliche oder stillschweigende Hypothec erhalten, solche aber weder eintragen lassen, noch ein privilegium personale haben ꝛ. ib. p. 521. seq.
- — VI. dahin gehören, die ohne Hypothec blos personaliter privilegiert seyn ꝛ. IV. 9. p. 526. seq.
- — VII. von den Prius-hypotheken, IV. 9. p. 528.
- — VIII. von den Chirographariis und andern schlechten Creditoren, IV. 9. p. 529. seq.
- Classification der Creditorum, vid. *Priorität-Urtheil*.
- Clauseln der Instrumenten, Contracten &c. sind deutsch zu sezen, I. 18. §. 7. p. 118.
- Colonien (Französische) deren Jurisdiction, III. 3. §. 4. p. 153.
- Commendator zu Lischen, dessen forum, III. 2. §. 10. p. 145.
- Committarii, ob sie vorzuschlagen, I. 14. §. 44. p. 98. vid. tamen, IV. 6. §. 13. p. 454.
- — bey Zeugen-Verhören, siehe *Zeugen-Abhörung*.
- — was für Personen dazu genommen werden können oder nicht, IV. 6. §. 10. 11. 12. p. 480.
- — von deren Schuldigkeit zu Uebernehmung der *Commiss.*

## Register.

- Commission, oder wie sie solche allenfalls zu decliniren haben, ib. §. 18. p. 455.
- — ob und wann, auch was für eine instruction ihnen zu geben sey, ib. §. 19.
- — was sie in Ansehung des anzusetzenden Termin, und Citation, auch rations der Untergerichte, zu observiren haben, IV. 6. §. 20. 21. p. 455. seq.
- — wie weit deren sämtliche Gegenwart in termino nöthig sey, ib. §. 23. p. 456.
- — wie lange sie täglich arbeiten müssen, ib. §. 25.
- — wie sie die Güte inter partes versuchen müssen, und was bey deren Einrichtung weiter zu thun, ib. §. 26.
- — wie sie es bey Abnahme abzuliegender Rechnung in allen Stücken zu halten haben, ib. §. 27. usque 37. 457. 458.
- — wie sie in Rechnungs-Sachen die End-Urtheile einzurichten haben, ib. §. 33. 34. 35. p. 458.
- — bey Taxen der Güther, wie sie sich verhalten sollen, III. 41. §. 43. p. 348. seq.
- — ob sie der Gebühren halber, die rotulos, Berichte &c. an sich behalten können, IV. 6. §. 38. p. 458.
- — wenn sie etwas versehen, und wider die Instruction handeln, wie sowohl wider sie als sonst zu verfahren, IV. 6. §. 41. p. 459.
- — wie sie sich unpartheyisch zu betragen und wie sie es, nach der Commission mit den Aeltern zu halten haben, IV. 6. §. 42. 43. p. 459. & 460.
- — von denen Gebühren, Dixten-Gelder, wann, wie viel und woher solche bezahlet werden sollen, ib. §. 44. 45. p. 460.
- — ob sie für Essen, Quartier, Wagen, Abschreibung des Berichts und der Protocollen besonders etwas fordern können, und wie sie es mit ihrem Quartier zu halten haben, ib. §. 46.
- — wie sie die Dixten annehmen sollen, wenn sie mehrere Commissiones, während der Abwesenheit, verrichtet

## Register.

- richtet haben, oder eine neue Sache während der Commission, an eben demselben Orte ihnen committiret wird, ib. §. 47. p. 461.
- Commissarii, was sie der liquidation ihrer Gebühren derzeit mit beyfügen müssen, ib. §. 47. 48.
- — bey Gränz: Streitigkeiten wie solche sich zu verhalten haben, IV. 8. §. 40. p. 479.
- Commissio, wem solche aufzutragen, IV. 6. §. 10. p. 453.
- — wann solche statt haben soll, IV. 6. §. 2. p. 449. sq.
- — wann sie nicht statt haben soll, ib. §. 3. 4. p. 451.
- — wann solche bey Hofe extradiret, ob, und wie ferne darauf zu reflectiren, und daß darauf per commissionem ergangene gültig, ib. §. 5.
- — wann solche bey Hofe gesucht, wie weit der Con-  
cipient, Advocat und Consulent, für den daraus ent-  
standenen Schaden hafte, ib. §. 7. p. 452.
- Commissio, bey deren ungebührlicher Extrahirung vom Hofe, was der leidende Theil für Assistenz genießen solle, ib. §. 9.
- — bey Taxirung der Güther wie solcher ein Occo-  
mie-Verstandiger zuzugeben, ib. §. 19. p. 455.
- — wann solcher artis periti und Notarii oder Han-  
delsleute zu adhibiren, und was sodann derselben Of-  
ficium sey, IV. 6. §. 15. p. 454.
- — wie solche in Absicht der Commissorialen, und  
Vorschreitung einer gewissen Zeit, zu beschleunigen,  
IV. 6. §. 16. 17. p. 454. 455.
- — wie in Ansehung der dazu gesetzten Zeit der Ad-  
vocat sich zu verhalten habe, ib. §. 17.
- — was dabey partes, in Absicht der Absagung oder  
prorogation eines Termini in Acht nehmen muß, ib.  
§. 22. p. 456.
- — ob dabey Secretarii oder Notarii zu adhibiren, ib.  
§. 24.
- — wie wider die darinn ergangene Uctheilm remedia  
anzustellen, sowohl wenn eine Commission verstatet  
ist,



## Register.

- ist, ehe die Sache rechtshängig geworden, als c. 5, wenn sie ob neglectam vel protractam justitiam, von einem Senat ab und zur Commission gezogen worden, ib. §. 40. p. 459.
- Commissio, wenn solche einem Referendario, Bürgermeister, Syndico &c. wie auch einem Notario, aufgetragen werden, ib. §. 40.
- Commissio localis; vid. *Local-Commission*.
- — ex officio, wie es dabey ratione der Kosten zu halten, IV. 6. §. 51. p. 461.
- Commissions-Bericht, wenn er eingelaufen wie es, ratione publicationis desselben und der weiteren Verhandlung darüber, zu halten, IV. 6. §. 39. p. 459.
- Commissions Gebühren, wie sie zu vergüten, III. 98. §. 72. p. 285.
- — Kosten oder Diäten: Gelder, wie solche von der Parthey wieder abzufordern und beyzutreiben, IV. 6. §. 50. p. 461.
- Communen, von deren jure tacite hypothecæ in den Gütern der Administratoren und Vorsteher, IV. 9. §. 107. & 108. p. 523. seq.
- Competentiæ beneficii exceptio, III. 10. §. 27. p. 197.
- — Beneficium, wer dessen würdig zu achten oder nicht, IV. 9. §. 201. & 202. p. 553.
- — wenn solches in specie zustehe, ib. §. 203. p. 553. add. §. 199. n. 7. p. 551.
- — was vermöge desselben jemand zu genießen habe, ib. §. 204. p. 554.
- — wie dessen Quantum fest zu setzen, und ob, auch wie weit, dagegen remedia zustehen, ib. §. 205.
- — wo das Capital dazu herzunehmen, und von dessen Rückfall, ib. §. 205. p. 555.
- — welche nicht dazu zu lassen, ib. §. 208.
- — die solches genießen, wozu sie sich, mittelst Eides, verbinden müssen, ib. §. 207.

## Register.

- Competentia beneficii, wenn wegen dessen Zuständniß Streit entsethet, wie solches zu schlichten, und wie weit dagegen Remedia zugelassen, ib. §. 209.
- — ob illo non obstante, die Execution auf jemandes Klage in die Competenz zu verstaten, ib. §. 210. p. 556.
- Competenz Gelder, von des Fiscalis Gegenwart bey deren Betrachtung, I. 13. §. 29. p. 68.
- Conclusio in causa vid. Beschluß der Sachen.
- Concurs, in was Fällen derselbe nicht vorhanden, noch zu eröffnen, IV. 9. §. 2:7. p. 482. seq.
- — was dessen Eröffnung, in Absicht aller actionum erga debitorem, und der vorhin in diversis judiciis, angestellt gewesenem Prozesse, auch was für ein forum er operiret, ib. §. 8. p. 487.
- — nach dessen Eröffnung, ob ein debitor dennoch, in favorem creditorum disponiren könne, und ob die nachherige gerichtliche Eintragung auch noch Prærogative gebe, IV. 9. §. 8.
- — wie nach dessen Eröffnung, Gerichtswegen contra debitorem, und in Absicht dessen Vermögens und Güther, auch Citation der Creditorum, zu verfahren, ibid. §. 9.
- — wie und wie weit solcher, wenn das Vermögen sich an verschiedenen Orten befindet, auch an verschiedenen Orten zu eröffnen; ib. §. 15. p. 498.
- — wie dabey Acta und Protocolla, nach den besondern Forderungen zu separiren und einzurichten, ib. §. 21. p. 500.
- Confessio, vid. Zugeständniß.
- Connexitas causæ, wo desfalls das Forum, III. 2. §. 23. p. 149.
- Constitutioniren, wie dabey sich die Rätthe zu verhalten haben, I. 6. §. 7. 8. 9. p. 24. 25.
- — wie Referendarii sich dabey verhalten müssen, I. 7. §. 2. p. 34.

## Register.

- Constitutioniren, worinn es bestehe, II. 1. §. 1. n. p. 120. & Tit. 3. §. 2. p. 125.
- — wenn solches im Process seinen Aufang nimmet, ib. §. 3. 4.
- — statt dessen, ob in den Ferien schriftliche supplicata anzunehmen, ib. §. 13. p. 129.
- Constitutum, possessorium, vid. *possessorium*.
- Consuliren, wann solches den Rätthen erlaubt ist, I. 6. §. 14. p. 27.
- Contestatio, vid. *litis Contestatio*.
- Contumacia actoris, wie sie zu coerciren und zu bestrafen, III. 18. §. 1. 2. 3. p. 223.
- — des Beklagten, wie sie zu coerciren und zu bestrafen, ib. §. 4. 5. 6. 7. p. 223. seq.
- in Contumacium vorzutragen, wenn ein Advocat sich dessen nicht unterstehen darf, und wenn er es thun muß, III. 18. §. 8. 9. p. 224.
- — wenn erkannt worden, wie solches und unter was Condition zu remediren, ib. §. 10.
- — wie über das Ausbleiben in einem Verhör, bey einem Incident-Punct zu erkennen und ob solches zu impugniren stehe, III. 18. §. 12. p. 226.
- — wenn vorgetragen werden kann, und wie wieder den condemnirten Ausbleibenden *ratione executionis* zu verfahren, III. 19. §. 12. p. 231.
- — wenn so gleich in primo termino verfahren w. : den kann und *citatio prima præclusiva* ist, ib. §. 14. p. 231.
- Contumacia, pro fundanda illa, welche insinuatio zureiche, III. 19. §. 12. p. 231.
- Contumacie Urtheil, wenn sie in der Oberinstanz reformiret worden, wo die Hauptsache alledem zu lassen, III. 18. §. 16. p. 227.
- — wie solche zu impugniren, III. 39. §. 3. n. 2. p. 324.
- Copyen, vid. Abschriften.

## Register.

- Corpus delicti**, wie solches bey special-inquisitionen vorher gewiß seyn müsse, IV. 5. §. 3. p. 439.
- Correctur eines erroris**, wie lange solche frey stehe; I. 14. §. 50. p. 99.
- Correferent**, dessen Pflicht, II. 6. §. 12. p. 136.
- Corruptiones iudicium**, worinn solche bestehen und wie sie zu bestrafen, I. 1. §. 17-25. p. 7. & 8.
- — wann solche fälschlich bemessen werden, *ibid.* §. 27. seq. p. 9.
- Creditirte Waaren und Sachen**, wenn solche zu vindiciren stehen, IV. 9. §. 38. 39. p. 505.
- Creditor immixtus**, *vid. Immixtus.*
- Creditores**, was sie für Rücksicht gegen Debitores ausüben sollen, III. 41. §. 64. p. 356.
- — so gewiß, sind in specie zu citiren, IV. 9. §. 10. p. 488. & §. 14. p. 497.
- — wenn sie sich mit ihrer Præsentation und Liquidation oder Beybringung des Originals verspätet, wie es so dann zu halten, *ib.* §. 22. seq. p. 501.
- — so ein jus prælationis haben, ob und wenn sie in tributum gehen, oder sich folgen, und wie es inter æquos privilegiiatos haben zu halten, IV. 9. §. 67. p. 513.
- — der 3ten Classe, was für eine Ordnung unter ihnen zu halten, *ib.* §. 70. p. 515.
- — der 4ten Classe, was für eine Ordnung unter ihnen zu halten, *ib.* §. 95. p. 520.
- — der 5ten Classe, was für eine Ordnung unter ihnen zu halten, *ib.* §. 128. p. 528.
- — der 6ten Classe, was für eine Ordnung unter ihnen zu halten, *ib.* §. 139. p. 529.
- — wie solche ratione moratorii zu hören, IV. 9. §. 121. p. 527.
- — ob major pars derselben, oder deren Pluralität, ratione eines zu ertheilenden moratorii, den Anschlag gebe, *ib.* §. 186. p. 545.

## Register.

- Creditores, wenn die Behandlung derselben st. habe, und wie es damit zu halten, *ib.* §. 190:195. p. 548. *lq.*
- Criminal-Sachen, wie darin jede Obrigkeit, razione der Zeugen und sonst, alle Hülfe leisten müsse, *IV.* §. §. 7. p. 440.
- — von der Verschickung der Acten und Verfassung der Urtheile darin, *ib.* §. 2. p. 439.
- — was Fiscale und Unterrichter dabei für Normen zu nehmen haben, *ib.* §. 9. p. 442.
- Reliqua *vid.* sub Tit. *inquisitio Fiscalis.*
- Curatores, *vid.* Vormünder.
- Curator, von dessen Klage, *vid.* *Klag-Libell.*
- Curator bonorum, wenn solcher zu bestellen, *IV.* §. 9. §. 2. 3. 6. p. 482. 483. 485.
- — und contradictor, wie solche zu combiniren, *IV.* §. 9. §. 12. *init.* p. 491.
- — dessen Obliegenheit, in Ansehung der Mobilien und Auktionen, *ib.* §. 13. p. 495.
- — in Ansehung der Immobilien und deren Subhastation, *ib.* §. 14. p. 497.
- Curatoris bonorum Bestellung, Verpflichtung und Obliegenheiten, in Ansehung der Rechnungen, Gelder und Pflichten des Debitoris und seiner Familie, *IV.* §. 9. §. 12. p. 491.
- Curator bonorum, von dessen Obliegenheit nach der Priorität-Urtheil, und wie er es sodann, besonders mit denen Rechnungen und deren Belangen zu halten, *IV.* §. 9. §. 147. 148. & 149. p. 531. *lq.*
- — bonorum was er nach der Appellations-Instanz wegen der Creditorum zu veranlassen habe, die nicht aus der Baarschaft befriediget werden können, *ibid.* §. 151. p. 533.
- Curator, wie er wegen seiner Administration zu quittiren und endlich zu dimittiren sey, *ib.* §. 152. p. 534.
- — wie es mit seinen Gebühren und den von ihm zu stehenden Auslagen zu halten, *ib.* §. 153. & 154. p. 534.
- Damnum,

## Register.

### D.

Damnum, vid. Schaden.

Debitor, von dessen jure reluendi, vid. *reluendi ius*.

— — so nicht bezahlen kan, wie er anzugreifen, wenn er bonis cediret noch das Beneficium competentiae zu genießen hat. III. 41. §. 62. p. 355.

Debitores, was gegen sie für Uelindigkeit, und gegen welche solche, a creditoribus und dem Verichte zu gebrauchen, ib. §. 64. p. 356.

— — wie sie bey denen ihnen gesetzten Terminen sich zu verhalten haben, ib. in fine.

Declaration einer Urthel oder Bescheides, wie solche, und zwar auch cum allegationum caussarum, zu suchen, III. 38. §. 1. p. 322.

— — wie darinn nachdem causae offenbar oder altioris indaginis sind, zu erkennen, ib. §. 2. 3.

— — wenn deren Besuch everisionem sententiae inferret oder notoriae frivola ist, wie sodann zu erkennen, ib. §. 4. add. §. 6. p. 323.

— — ob wieder deren Anschlag ein Remedium statt habe, ib. §. 5. p. 323.

— — wenn selbige, cum eventuali appellatione, gesucht und letzterer blos descriret wird, ib. §. 6.

— — einer Urthel, wenn solche in der dritten Instantz, gesucht wird, was so dann verschiedentlich, in Cognition, zu beobachten, ib. §. 7.

Decreta, wann Advocati davon selbst Copey nehmen können, oder sich geben lassen müssen, II. 3. §. 7. p. 126.

— — wie es mit deren Verfertigung, Expedirung und Mundirung zu halten, II. 4. §. 5. 6. 8. 9. 10. p. 131. 14.

— — sind von allen Rätthen zu unterschreiben, II. 5. §. 6. p. 134.

Decretiret, wer zuerst hat, muß perpetuus decernens bleiben, ib. §. 5. p. 133.

Defecten und defectiren, oder Verfahren, über inventaria, daß solches loco exceptionis, anzuführen, III. 20.

§. 4. p. 233.

Ddd 3

Defen-

## Register.

- Defensio pro avertenda inquisitione; vid. *In Jstio.*  
— — inquisiti. vid. *Inquisitio.*  
Deliberandi spatium, vid. *Erbe.*  
Delicta, was ein jeder, so davon Nachricht erhält, dessfalls thun muß, I. 13. § 43. p. 72.  
— — was dessfalls Urtheilgerichte, so die Jurisdiction haben, observiren müssen, ib. & §. 44. p. 73.  
Denunciatio litis, wenn und wie solche zu thun, und wenn sie statt habe, auch wie darauf weiter zu verfahren, III. 12. §. 1. usque 7. p. 201. sq. & §. 11. p. 203.  
— — wenn der, so die Eviction versprochen, verstorben, ib. §. 7. p. 202.  
— — in casu einer noch unangetretener Erbschaft, ib. §. 8. p. 203.  
— — minderjährigen, und ratione tutorum & curatorum, ib. § 9.  
Denunciant, wann Kläger ihn ex lite lassen will &c. ib. §. 17. p. 204.  
— — wenn er die Proceß-Kosten, item die Indemnification von den Denuncianten wieder fordern kan, ib. §. 18.  
Denuncianten, welche mit Grund etwas anzeigen, was solche zu gewarten haben, IV. 5. §. 1. p. 438.  
Denunciant (litis) wenn er condemniret wird, was so dann besonders ratione denunciari, und dessen Obligation zu observiren, III. 12. §. 14 p. 203.  
Denunciatus litis wie er sich zu verhalten habe, III. 12. §. 12. 13. p. 203.  
— — dessen Erscheinen ob es dem Denuncianten befreye, ib. §. 15 p. 204.  
— — wenn er den ganzen Proceß übernehmen will, wie der Kläger sich so dann zu verhalten habe, und es mit den Urtheil zu machen sey, ib. §. 16.  
Depositirte Gelder und andere Deposita, von deren diversen Classification, IV. 9. §. 34. p. 504. sq. & §. 118. p. 526. & §. 138. p. 529.

Deposi-

## Register.

- Depositen-Tabellen von des Fiscalis Gegenwart bey deren  
Verfertigung, I. 13. §. 29. p. 68.
- Deposum, wenn daraus die Creditores, vor der Zeit  
Gelder haben wollen, was für Caution zu stellen, IV.  
9. §. 148. p. 532.
- Deputat, so an statt Lohn gegeben wird, wie hoch solches  
zu rechn. n und wohin es zu lociren, ib. §. 58. p. 511.
- Devolutivi effectus in casu, was sodann zu observiren,  
I. 6. §. 5. p. 23.
- Deutsch sind die Clauseln und renunciaciones zu sehen,  
I. 18. §. 7. p. 118.
- Diäten, vid. *Gebühren*.
- Diener (verrechner) wegen dessen liquidi und Liqui-  
dations-Proccelles, vid. *Liquidation*.
- Dienste und præstationes der Unterthanen, vid. *Unter-  
thanen*.
- Dienstvorben-Lohn, vid. *Lohn*.
- Diffamations-Klage, wann sie statt habe, und wie es dar-  
mit auseinander gehe, III. 7. per tot. p. 176. seqq.
- Diffessio (addatur *recognitio*;) wie solche unter der recog-  
nitio zu verstehen, III. 25. §. 12. p. 256.
- — wenn sie nicht statthast, und was dawider vor-  
zunehmen, ib. §. 18. 19. 20. p. 258.
- — wie sie von Pupillen, minoribus und Erben zu  
verrichten, ib. §. 21. 22. p. 258. seq.
- — der Hand unterschriebener Zeugen und Notarii,  
III. 26. §. 5. p. 261.
- Diffessio jurata instrumentorum, wie sie zu bewerkstel-  
ligen, und durch wen, III. 25. §. 12. 13. p. 256.
- — ob und wie jemand darinn juridic ziehen könne ic.  
ibid. §. 14. p. 257.
- — contentorum der Privat-Instrumente, wie damit  
zu procediren, ib. §. 15.
- — wie nach derselben der Beweis des periculi vor-  
zunehmen, III. 26. §. 9. p. 262.



## Register.

Dilationes, was desfalls zu beobachten, II. 3. §. & 8. p. 126. seq.

— — ob zu deren Eintheilung *justæ causæ* erfordert werden, und wie viel ihrer, auch unter was für Umständen, und auf was Zeit, zu ertheilen, III. 19. §. 2. 3. 4. p. 228. seq.

— — wenn die solche zu erhalten, allegirte *causæ* ungegründet, ib. §. 5. p. 229.

— — ob nach der dritten noch mehrere zu geben, und was der dritten in Ansehung derrer, denen das *beneficium restitutionis* zukommet, für eine Clausel hinzuzufügen, ib. §. 6. 7.

— — wer solche suchet, und erlanget, wie er sich zu verhalten habe, ib. §. 8. p. 230.

— — wenn solche anders und weiter, als in der Ordnung enthalten, gesucht und gegeben werden, wie es an den Advocaten und Decernenten zu bitrasen, ib. §. 9.

— — solche zu suchen, welche Ursachen rechtmäßig sind oder nicht, ib. §. 10. 11. 12. p. 230. seq.

— — ob der dies *ad quem* mit darunter zu rechnen, III. 19. §. 13. p. 231.

— — wenn sie nicht verflattet werden, sondern die erste *citatio præclusiva* ist, ib. §. 14. p. 231. seq.

— — zu Anretung des Beweises, vid. Beweis.

Director beim Cammer-Gericht, vid. Cammergericht.

— — dessen *Officium* beim dritten Senat, I. 5. per tot. p. 22.

Distributivus terminus, welche Creditores besonders dazu zu citiren, und was sodann, wegen des in deposito liegenden Geldes zu deliberiren, IV. 9. §. 150. p. 533.

Distributions Urtheil, wie solches abzufassen, und die Distribution zu beschaffen sey, ib. §. 148. p. 532.

Divisionis exceptio, III. 10. §. 23. p. 194. seq.

Documenta, vid. Urkunden.

Domum (ad) *infiuatio* wie sie, *pro fundanda contumacia*, genug sey, III. 19. §. 12. p. 231.

Domum

## Register.

- Domum executio*, wenn und wie sie statt habe, *ib.*  
*Duplic* oder *Replie*, wenn jemand sich darum veräußert,  
ob und welchergestalt es zu redressiren, III. 18. §. 11.  
p. 225.  
— — ob über dieselbe noch ein Schriftwechsel zu ver-  
statten? III. 20. §. 5. p. 233.  
in *Duplo* wie alle Schrift-Sätze zu übergeben, III. 20.  
§. 5. p. 233.

### E.

- Edictal-Citation*, *vid. Citatio*.  
*Edirung* der Urkunden, von der Obliegenheit des Klä-  
gers dazu, III. 24. §. 1. 2. p. 249. *seq.*  
— — wenn der Beklagte dazu verbunden, *ib.* §. 3. 4.  
p. 250.  
— — wenn man sich davon durch Zeugen befreien will,  
*ib.* §. 5. 6. p. 250. *seq.*  
— — was Erben, Vormünder und Administratores  
dessfalls præstiren müssen, *ib.* §. 7. 8. p. 251.  
— — wenn der Kläger sich deren weigert, *quæ pœna*,  
*ib.* §. 11. p. 252.  
— — wenn der Kläger, wie auch der Beklagte, solche  
suchen, und wie sich alsdenn das Gegentheil verhalten  
müsse, *ib.* §. 12.  
— — wie jemand, und besonders der sich wegernde und  
ungehorsame dazu zu vermögen, *ibid.* §. 13. 16. 17.  
p. 252. *seq.*  
— — wenn jemand, nicht dazu schuldig zu seyn, vermei-  
net, wann solches anzuführen ist, *ib.* §. 14. p. 253.  
— — wer die Kosten dazu zu tragen habe, *ib.* §. 8. p. 251.  
*Ehe Frauen*, von deren *juræ tacitæ hypothecæ*, in An-  
sehung ihrer Receptirien, Gegenvermächtniß, Morgens-  
gabe *zc.* IV. 9. §. 105. p. 523.  
*Ehegeld* item eingebrachtes der Ehefrauen, *vid. illata*.  
*Ehehaften*, was dahin zu rechnen, III. 19. §. 10. p. 230.  
— — was nicht dahin zu rechnen, *ib.* §. 11. 12. p. 230. *seq.*  
*Eyd*, *conf. omnino, juramentum*.

## Register.

- Eyd**, wenn es erlaubt, solchen zu deferiren, III. 1. §. 1. p. 236.
- — dem derselbe deferiret, ob er zum Beweiß zu lassen, ib. §. 14. p. 239.
- — ob und wenn der deferens ihn revociren könne, ib. §. 15.
- — wenn solcher, Innhalt der Priorität-Urtheil abzulegen, wie es desfalls zu halten, IV. 9. §. 145. p. 531.
- Wedes-Formul**, ob sie der Sententz beizufügen, I. 6. §. 18. p. 29.
- Eigenthümliche Sachen**, wer solche, in concursu wieder fordert, wie er sie liquidiren und verificiren müsse, IV. 9. §. 13. & 33. p. 495. & 504.
- — ob sie, wenn sie erweißlich gemachet und verhanden, dem Eigenthümer fort anzuliefern sind, IV. 9. §. 33. p. 504. & §. 47. p. 506.
- Eigenthum**, so solches zurück fordern, in welche Classe sie gehören, ib. Classis. I. p. 504. seq.
- — wenn es, beim Verkauf eines unbeweglichen Gutes reserviret, ob und wenn solches in prima Classe gehöre oder nicht, ib. §. 46. p. 506. & §. 93. p. 520.
- — ob dessen Eintragung ins Hypothequen-Buch besonders gebethen, oder wie es sonst damit gehalten werden müsse, ib. §. 46. p. 506.
- — wenn solches zurück gefordert wird, aber nicht mehr vorhanden ist, wo es sodann zu lociren, und wenn solches Abfälle habe, ib. §. 119. p. 527.
- Eigenthum**, wer sich solches, bei einer verkauften Sache, bis zur Bezahlung des Kauf-Geldes, vorbehalten, solches aber nicht eintragen lassen; was er für eine Priorität habe, IV. 9. §. 93. p. 520.
- Einheimische**, ob sie Fremden vorzuziehen, I. 1. §. 13. p. 5.
- Einseitiger Vortrag**, wenn darauf zu decretiren, II. 3. §. 15 p. 129.
- Entfernung**, zu Zeit des Verfalls eines Wechsels, was solche nach sich ziehe, IV. 9. §. 7. p. 485.

## Register.

**Erbauung, Erhaltung und Besserung eines Hauses, Schiffes, die dazu Geld angeliehen oder Materialien hergegeben, oder Arbeitslohn dabey verdienet, was für eine Classification und wenn sie solche erhalten, ibid.**  
§. 87. p. 518.

— — wie die desfalls geschehene Kosten zu erweisen, und wie weit solches p. privilegium gehe, ib. §. 89. 90. p. 519.

**Erben, ob sie den Proceß zu reallumiren nöthig haben, vid. reassumptio.**

— — wenn deren verschiedene vorhanden, wie es so dann, ratione citationis & insinuationis, item exceptionis, nach verschiedenen Umständen zu halten, III. 9. §. 9. p. 185. seq. & III. 10. §. 24. p. 195. seq.

— — ob man solche seyn wolle, binnen welcher Zeit man sich zu erklären, und was man, wegen des spatii deliberandi, item beneficii legis & inventarii zu observiren habe, III. 15. §. 2. usque ad fin. tit. p. 213. sq. add. IV. 9. §. 7. p. 485. seq.

**Erbe, wenn jemand nicht seyn will, was er gleichwohl thun und was der Richter, bey Vielheit der Schuld so dann verschiedentlich veranlassen müsse, ib.**

**Erbschafft, wenn sie jacens, wie es damit, insonderheit wenn die Erben abwesend, zu halten; III. 15. §. 6. p. 215.**

— — wer sich derselben einmahl, ob schon cum beneficio legis & inventarii, angemasset, wozu er, bey verführter insufficentia bonorum gehalten, IV. 9. §. 7. p. 485. seq.

**Error, wie, und wie lang er zu corrigiren, I. 14. §. 50. p. 99.**

— — juris aut facti, wie er in confessionibus schade, III. 22. §. 12. seq. p. 241. seq.

— — der Wehrte, Mahnen, Zahlen, Blätter, wenn er in den Urtheilen verkennt, wie es zu remediren, III. 36. §. 21. p. 315.

**Error calculi bey Rechnungen, vid. Rechnung.**

**Etats-Rath, (Geheime) wozu er bestellet, I. 14. §. 30. seq. p. 92.**

**Eviktion,**

## Register.

- Eviſion, wenn der, ſo ſie verſprochen, verſtorben, wie die *denunciatio litis* zu thun, *vid. denunciatio litis.*
- Examen, deſſen Nothwendigkeit bey einem officio der Cammer, I. 1. §. 4. p. 2.
- Exceptiones, wie ſie alle vor und bey der *litis conteſtation* anzubringen, oder auch nachhero zu admittiren, III. 10. §. 6. & 7. p. 190. ſeq.
- Exceptio erroris calculi *it. litis finitæ* von deren privilegii, III. 10. §. 7. p. 190. & §. 30. ſeq. p. 198.
- Exceptiones dilatoriæ, wie weit darauf zu reflectiren, *ib.* §. 8. p. 191.
- — wenn darauf, und auf die *inventuale litis conteſtation* zugleich erkannt wird, wie weit deſſfalls *ſalaria*, wegen des Beweiſes oder Endesleistung, zu ſuspendiren, *ib.* §. 9. p. 191. ſeq.
- — welche dahin zu rechnen, und was von jeder in ſpecie zu merken, *ib.* §. 13:30. p. 192. ſeq.
- Exceptiones peremptoriæ, welche es ſind, und wenn ſie zu opponiren, III. 10. §. 30. 31. 32. p. 198.
- Excullionis exceptio, *ib.* §. 22. p. 194.
- Execution, wenn der Unterrichter darin ſäumig wie der Oberichter ſodann procediren können, III. 41. §. 1. p. 333.
- — ob ein *Commiffarius arbiter*, oder die Parthey ſelbſt ſolche vollziehen könne, *ib.* §. 2. p. 334.
- — wenn der *ſuccumbirende Theil* ſich unter fremder *Juriſdiction* befindet, und wenn von fremder *Juriſdiction* ſolche hier verlanget wird, III. 41. §. 3. p. 334.
- — wie weit ſolche in *Ferien* ſtatt habe, *vid. Ferien.*
- — ob ſie, *absque cauſæ cognitione & judicato*, auch auf einſeitiges Geſuch, in *Civil Sachen* zu veranlaſſen, und ob deſſfalls in *wechſel- und peinlichen Sachen*, was beſonders zu obſerviren, *ib.* 5. p. 335.
- — was zu deren *promten expedition* in ſpecie verordnet, und wie ſolche zu *bewerckſtelligen*, *ibid.*
- — wie zu deren *Accuratelle*, die *præſtanda* des *Debitoris*, in den gerichtlichen *Verordnungen*, genau auszudrücken

## Register.

- zubrüden sind, und was, wegen genauer Specification des Quanti, dem Advocaten obliege, ib. §. 6.
- Execution, wie solche, durch Unter- und Oberrichter nicht zu retardiren und im wiedrigen die solches verursachende Parthien zu bestrafen, ibid. §. 7. p. 336.
- — wenn sie per rescriptum aus dem Hoflager, aufgehoben, was so dann zu thun sey, ibid.
- — wenn sie durch Cabinets Ordre suspendiret, was dabey zu thun, und dessen, so es zur Ungebühr verursachet, sammt des Advocaten Strafe, ibid.
- — wenn darinn der gewinnende Theil, den Schuldner, aus freyen Stücken, zu lange Dilation giebet, ob nachher revocatio executionis, oder was sonst, statt habe, ib. p. 336.
- — wie sie contra Principalem (und nicht wider den Anwald) oder wider das Guth, wezu jemand condemniret, it. contra procuratorem in rem suam vorzunehmen; ib. §. 8. p. 337.
- — wie sie wider den Caventen für die zu bezahlende Kosten, und hingegen contra fideiussorem ex contractu, anzustellen, III. 41. §. 9. p. 337.
- — in casu, wenn der Principal bonis cediret, oder vor der Bezahlung verstirbet, die Erben aber der Verlassenschaft sich nicht annehmen, ib. §. 10. p. 338.
- — wenn die Erben sich der hereditat angemasset, ibid. §. 11.
- — wenn, in ipsa, der verlierende Theil stirbt, ib. §. 12.
- — in casu plurium hæredum, vel interessentium und wie dabey auf den Besizer der Hypothec die Renunciation des beneficii divisionis, und die individuitatem cause mit zu sehen, ibid. §. 13.
- — wie sie, wegen nicht docirter partition, zu vollstrecken, und was desfalls, bey einem Officier, in specie zu observiren, ib. §. 19. p. 340.
- — wenn derselben sich jemand wiedersetzet, wie der executor se wechß als das Gericht sich alsdenn zu verhalten habe, ib. §. 21.
- Execu-

## Register.

- Execution, wenn vor in: und bey derselben von dem jure victo, Beschädigungen und Schäden geschehen, wie solches zu ersehen, III. 41. §. 23. p. 341.
- — in actione reali, wie solche sowohl qua mobilia als immobilia zu verrichten, ib. §. 24. p. 341. seq.
  - — wenn solche durch Verlust der Possession, mit oder ohne Schuld des verlustigen Theils nicht mehr zu vollstrecken; was dann weiter zu thun, ib. §. 25. p. 342.
  - — wie sie, bey einem constituto possessorio, zu verrichten, ib. §. 26.
  - — in actionibus personalibus, wie sie in beweglichen Gütern zu verrichten, ib. tor. Sect. 5. p. 343. seq.
  - — wenn der Beklagte in specie ein gewiß Ding heraus geben soll, III. 41. §. 28. p. 343.
  - — wenn etwas präskriret werden soll, ib. §. 29.
  - — welcher Gestalt, und in was Ordnung, solche in den Sachen zu verrichten, und welche von diesen zuerst anzugreifen, wenn die condemnatio generaliter concipiret ist, ib. §. 30. p. 344.
  - — was für Sachen dabey privilegiret und bis auf welche zu spahren, ib. §. 31. 32. 33. p. 345.
  - — wenn dabey jemand einige Sachen für die Einnahme ausgeben und wegnehmen will, ob und welcher Gestalt solches zu verstaten, ib. §. 35. 36. p. 345.
  - — ob und wenn sie mit auf der Bauren Hofwehre zu ziehen, ib. 34. p. 345.
  - — wie sie in Actionibus personalibus, in unbeweglichen Gütern und ausstehenden Schulden zu verrichten, ib. tor. Sect. 6. p. 346. seq.
  - — wenn unter den unbeweglichen Gütern, der Sitz und Wohnung anzugreifen, ib. §. 37.
  - — in was Ordnung und welcher Gestalt dabey in den Immobiliis zu verfahren, ib. §. 38. 39. 40. p. 347.
  - — wie solche zu verrichten, wenn der Debitor nichts in bonis hat, III. 41. §. 62. p. 355.

Execu-

## Register.

**Execution**, wenn solche in ein Stück Guthes geschieht, was der verlustige Theil, wenn er begütert und es verlanget wird, gerichtlich angeloben müsse, *ib.* §. 63. p. 356.

— — wie dabey christl. Nachsicht gegen Debitores zu gebrauchen, *ib.* §. 64.

**Executor**, wie er sich *exequendo* zu verhalten habe, und wenn er dawieder handelt und nachlässig ist, zu bestrafen sey, III. 41. §. 17. 18. & 20. p. 339. & 340.

**Exmission des Pächters**, *vid.* **Pächter**.

**Expedirte Sachen**, wie solche zu besorgen, I. 8. §. 6. p. 36. & I. 11. §. 29. p. 53.

— — **Sachen**, von denen dessfalls zu machenden Specificationen und deren Gebrauch, II. 4. §. 7. & 11. p. 132.

**Expensen**, *vid.* **Kosten**.

**Expectantz auf Aemter**, ob sie nütze, I. 1. §. 3. p. 1.

§.

**Fabricanten der Wolle**, wer ihnen zu ihrer Manufactur Vorschuss gethan, wenn dessen *jure tacitæ hypothecæ*, IV. 9. §. 109. p. 524.

**Fallit**, *vid.* **Banqueroutirer**.

**Fatalium contra lapsum**, wie die Restitution zu suchen, *vid.* *restitutio in integrum*.

**Ferien**, welche sie sind, und was in demselben, sowohl Göttl: als Weltlichen, gleichwohl vorgenommen werden soll und kann, I. 2. §. 3. *seq.* p. 10. *it.* 3. §. 11. p. 16. II. 3. §. 13. 14. p. 129.

**Feriarum exceptio**, III. 10. §. 14. pag. 193. *add.* **Feiertage**.

**Feudum**, *vid.* **Lehn**.

**Feuersbrünste**, wie es darinn mit den Archiven und Acten zu halten, I. 8. §. 18. p. 39. & I. 9. §. 26. p. 45. I. 11. §. 27. p. 53. I. 12. §. 10. p. 55. *seq.*

**Feiertage und Vacanten**, ob sie unter den Fristen und Terminen mit zu rechnen, III. 19. §. 13. p. 231. & III. 20. §. 3. p. 233.

**Fideicom.**



## Register.

- Fideicommiss-Güter, wie und wenn sie in prima clas.  
stehen, IV. 9. §. 42. p. 505.
- Sindet, was sich an fremden Gütern unter des Schuld-  
ners Vermögen absque julto titulo, was solches für  
einen Locum habe, ib. §. 47. p. 506.
- Fiscal-Sachen, wie sich das Cammer-Gericht dabey zu  
verhalten, I. 1. §. 15. p. 6. & I. 3. §. 18. p. 17.
- — von dem dazu verordneten Botzen, I. 12. §. 6.  
usq. 10. p. 55. seq.
- — wann darinn Commissiones erkannt, was Fiscalis  
zu observiren habe, I. 13. §. 47. p. 74. seq.
- — unter was Foro sie stets zu treiben, III. 2. §. 5.  
p. 143.
- — von der Aufsicht über deren Verschleumung, I.  
13. §. 22. 29. p. 65 & 68.
- — von der Verschickung oder Einschickung der Acten  
darinn, und wie es dabey mit Verrfertigung der Urtheiln  
zu halten, IV. 5. §. 8. p. 440. seq.
- — wie es darinn mit den remediis zu halten, ib. §.  
19. p. 448.
- Fiscalische Processse, wenn deren Vorkommenheiten zu Er-  
sparung der Kosten, committiret werden können, ibid.  
§. 11. p. 442.
- — wie selche von Inquisitionen wohl zu unterscheiden  
und wie darinn zu verfahren, ib. §. 12. p. 443.
- — was darunter gehöre, ib. §. 13. 14. p. 444.
- — was der Richter darin verordnen und veranlassen  
müsse, und wie weit Injurien-Sochen dahin gehören,  
ib. §. 12. p. 443.
- — ob dahin zu rechnen, wenn die Fiscäle der Städte,  
Magistrate und Cämmereyen jura descendiren, ib. §.  
15. p. 444.
- — wie weit dahin zu zählen, wenn einem privato ass-  
sistentia Fisci verplattet wird, und was Fiscus, in solchem  
Fall, zu observiren habe, ib. §. 16. p. 444. seq.

## Register.

- Fiscalische Processse, von denen Gebühnissen und Obliegenheiten der Fiscalie in selbigen, und der, wie dreyenfalls, erfolgenden Bestrafung, *ibid.* §. 17. 18. p. 445. *seq.*
- — wie Fiscalie dabey in ungerechten, ungegründeten, zweifelhaften, und streitige Güther angehenden Fällen, sich zu verhalten haben, *ib.* §. 18. p. 446. *seq.*
- — wie Untertthanen, und in specie die von Adel, damit nicht zu chicaniren, vielmehr selbige in *juribus*, auch so gar in Kleinigkeiten contra den Landesherren, zu schützen sind, *ib.* §. 18. n. 6. 7. p. 447.
- Fiscalische Strafen und von deren Listen, I. 13. §. 17: 34. p. 63. usque 70.
- — deren quora, was sie sey, und wenn sie statt habe, *ib.* §. 22. 23. 24. 33. 56. p. 65. 70. 77.
- — von dem Strafbuche, *ib.* §. 25. 26. & 28. p. 66. 67. *seqq.*
- — von denen, dreyfalls, am Trinitatis, einzureichens den Specificationen, I. 13. §. 27. p. 67.
- — deren Erlassung, §. *ib.* 30. p. 69.
- — wenn sie nicht erleyet werden, oder inexigibel, *ib.* §. 31. p. 69.
- Fiscalat, von der damit verknüpften Privat Advocatur, *ib.* §. 56. p. 77.
- Fiscalis, von dessen observandis, Pflichten und Vollkommenheiten bey Criminal-Sachen, und Inquisitionen, *vid. Inquisitio.*
- — wie er, auch in Civil-Sachen, interveniren könne, und wie er sich zu verhalten habe, wenn ihm, sein Amt zu thun, anbefohlen wird, IV. 5. §. 13. p. 444.
- — ehe er, wegen der Regalien oder Domainen, oder wegen der Cränken *cc.* jemand in Anspruch nimmet, was er vorher zu thun habe, *ibid.* §. 14.
- — wenn derselbe, auf Befehl des Collegii, fiscalische Processse fortsetzet, die Sache aber widrig ausschläget, was, in Ansehung seiner sowohl, als das Collegii und Decernenten, der Effect davon sey, *ib.* §. 18. n. 5. p. 447.

## Register.

- Fiscalis, von dessen *pari jure cum privatis* und wiederum von dessen Vorzügen, *ib.* §. 20. p. 448.
- — von dessen Gebühren und wann solcher zu bezahlen, *ib.* §. 21. p. 448.
- Fiscal (General) von dessen *requisitis* und Pflichten, I. 13. §. 1. 2. 3. 4. 5. 8. 17. 43. 49. p. 56. seq.
- Fiscäle, von deren Amt und Obliegenheit, I. 13. *per tot.* p. 56. seq.
- — so zu besondern Collegiis bestellet, *ib.* §. 9. p. 59.
- — der Cammer, deren specielle Pflicht, *ibid.* §. 10. p. 60.
- — bey den Consistoriis, deren *Officium*, *ibid.* §. 11. p. 60. seq.
- — von deren Specification oder Tabellen der Civil-Processen, *ib.* §. 14. p. 62. & §. 16. p. 63.
- — von deren Tabellen, in Inquisitionen Sachen, *ib.* §. 13. p. 61. & §. 17. p. 63.
- — deren Gegenwart *ratione* der Competenz-Gelder und Depositen-Tabellen, I. 13. §. 29. p. 68. seq.
- — wie sie sich auswärtig, bey Verschiebungen zu verhalten haben, *ib.* §. 41. 42. p. 71. sq.
- — was sie wegen der, bey Untergerichten, verübten Verbrechen, beobachten müssen, *ib.* §. 43. seq. p. 72.
- — wie ihnen a Collegiis zu assistiren, *ib.* 50. p. 75.
- Fiscus, und dessen *Cessionarii*, wann, und unter was Umständen und Modificationen er in 2da Classe sortire oder nicht, IV. 9. §. 49. 50. 51. p. 507. seq.
- — von dessen Vorrecht in der Pächter, Administratoren, Cassen-Bedienten und deren Caventen, Güther, und wenn hingegen und welcher Gestalt, solches Vorrechts halber, andere *Creditores* nicht zu leyden kommen sollen, *ib.* §. 50. 51.
- — wie weiter *tacitam hypothecam*, wegen verurtheilter und wider den Schuldner erkannter Strafe habe, *ib.* §. 110. p. 524.
- — dessen *Officium* wegen der *Procuratorum*, I. 17. §. 4. p. 112.
- Fiscus,

## Register.

- Fiscus, dessen Actuarius, und sein Officium, ib. §. 11. 12.  
13. p. 115.
- — dessen Adjuncti Pflicht, I. 13. §. 1. p. 56. §. 5.  
6. p. 58. sq. it. §. 29. 34. p. 68. seq.
- — dessen Procurator, ejusq. officium, I. 17. §. 5. 6.  
7. 8. 9. 10. & 16. p. 113. sqq.
- Fori exceptio, III. 10. §. 13. p. 192. sq.
- — wem sie re convento zukommen, vid. *Reconventus*.
- Französische und deren Colonien, Jurisdiction, III. 3.  
§. 4. p. 153.
- Fremde, ob sie ins Cammer: Gericht kommen, I. 1. §.  
13. p. 5.
- Fristen, so einmal gesetzt, sollen auch wegen der übrigen  
Sätze, præjudicialis und peremptorisch seyn, III. 20.  
§. 3. p. 233.
- Früchte, wenn solche zu erstatten, wie dabey zu verfahren,  
III. 37. §. 21. p. 321.
- Furioli, wie sie zu verklagen, vid. *Klag Libell*.

### G.

- Gebräuche, Gewohnheiten, vid. *Observantz*.
- Gebühren, der Advocaten, vid. *Advocaten*.
- — ob unter dem Prætext, daß solche nicht bezahlet,  
Commissarii, Land-Meßer, Taxatores, die routes, Bes  
richte, Taxen und Charten an sich behalten können,  
IV. 6. §. 38. p. 458.
- — der Commissarien, vid. *Commissarien*.
- — der Räte und Advocaten, so die Güte erreichen  
helfen, IV. 7. §. 9. p. 453. seq.
- — des Curatoris bonorum, Contradictoris, und  
Advocati bey Concurren, wenn sie zu fordern, IV. 9.  
§. 153. p. 534.
- Gefahren-Listen, was desfalls nöthig, I. 13 §. 44 p. 73.
- Gegen-Bestehung, ob sie statt habe, und was da  
bey zu observiren, III. 34 §. 10. p. 309.
- Gegen Verweis, wann, und in was Processen, er statt  
hast, III. 29. §. 1. 2. p. 291. seq.

## Register.

- Gegen-Beweis**, ist auf den Beklagten auf die *e. p. tiones peremptorias* der *litis Contestation* mit zu richten, *ibid.* §. 3. p. 292.
- — was der *productus*, *ratione* der Uebergebung der *Articul*; und sonst, dabey zu beobachten habe, *ib.* §. 4.
- — ob dem Reprodukten dawider noch ein *Gegen-Beweis*, oder was sonst, zusehe, *ib.* §. 5.
- Geheime Etats Rath**, *vid.* *Etats Rath*.
- Geistliche Personen und Sachen** von deren *diversen foro*, III. 2. §. 17. p. 146.
- Geld**, mit denjenigen der *Minderjährigen*, *Soldaten*, *Kirchen*, und anderer, diesen gleich geachteten Personen, was erkaufet worden, was es für ein *Vorzugs-Recht* habe, IV. 9. §. 91. 92. p. 519.
- Geliebene Sachen**, *vid.* *Leihen*.
- General-Fiscal**, *vid.* *Fiscal*.
- Gerichte auf dem Lande in Städten**, *vid.* *Unterge-richte*.
- Gerichts-Kosten**, *vid.* *Kosten*.
- Gesamnte Hand**, deren *Forum* III. 2. §. 8. p. 144.
- Geschencke**, wie der, so solche nimmt, oder giebet, zu bestrafen, und was darunter zu verstehen, I. 1. §. 17. 26. p. 7. 9.
- — wenn fälschlich deren *Annahme* bemessen wird, I. 1. §. 27. p. 9.
- Gezeugniß zu ewiger Gedächtniß**, *vid.* *Zeugniß*.
- Glauben (auf) gelassene Sachen**, *vid.* *Credit*.
- Graviret**, wenn sich jemand befindet, wie er sich, *contra decretum*, zu verhalten habe, II. 3. §. 10. p. 127.
- Gränz-Streitigkeiten**, wie solche zu untersuchen und abzuthun, IV. 8. §. 40. p. 479.
- Güte zu versuchen**, ob darnach der *Process* aufzuhalten, I. 14. §. 48. p. 99. IV. 7. §. 13. p. 454.
- — wie sie, bey *Commissionen*, *inter partes* zu versuchen, *vid.* *Commision*.
- — wie solche gleich bey *Anfang* des *Process*, zu verfu-

## Register.

- versuchen, und was desfalls zu veranlassen, IV. 7. §. 1. 2. p. 462.
- Güte**, wie der Versuch zu selbiger selbst in termino, genau, und in specie, anzustellen, ib. §. 3. 4.
- — wenn selbige entsteht, was der Commissarius sodann anzuordnen und selbst zu thun habe, ib. §. 5.
  - — wie solche refusiret, wenn der hernach verliethret oder weniger erhält, wie mit ihm, ingleichen mit dem Advocaten, der den Vergleich wiederrathen, zu verfahren, ib. §. 6.
  - — wenn bey deren Entstehung, ein Urtheil gesprochen, und dagegen remedia gesucht, ob sie nochmahl zu versuchen, und wie es, bey abermahliger Entstehung derselben zu halten, ib. §. 7.
  - — ob sie auch in progressu litis zu versuchen, ib. §. 8.
  - — wie die dazu verhelfende Rätthe und Advocaten, nach Proportion, zu befehlen, IV. 7. §. 9. p. 463.
  - — wie deren Versuch und ein Vergleich blos in zweifelhaften Fällen statt habe, denen aber, so das offenbare Recht für sich haben, nicht zu viel anzumuthen, ib. §. 10. p. 464.
  - — wenn solche erreicht wird, wie der Vergleich abzufassen, ib. §. 11.
  - — und Erreichung des Vergleiches, was für Rätthe und Advocaten sich desfalls distinguiret haben, was davon für Listen zu machen, ibid. §. 12. p. 464.
- Güter**, von deren Anschlag, oder Taxen, vid. *Taxe*.
- — wie es mit deren Verwaltung, Subhastation, und Adjudication, bey Concurren zu halten, IV. 9. §. 14. p. 497.
- Guts-Herrn und Pächter**, wenn zwischen selbigem Streit vorfällt, wie es dabey zu halten, IV. 8. p. 455. seqq.
- — wie selbiger solche Streitigkeiten untersuchen und entscheiden lassen müsse, und was, bey solcher Untersuchung, in Ansehung des Versuchs der Güte, und weiter, bey deren Entstehung vorzunehmen, ib. §. 3. 4. 5. p. 456.

## Register.

- Guts-Herrn**, wie wider ihn der Pächter zu se en Liquididen-Forderungen am besten kommen können, ib. 6. 7. p. 466. 467.
- — wie er am besten zu seinen Liquididen-Forderungen von dem Pächter, oder seinen Caventen gelangen könne, ib. §. 8. 9.
- — von den Remedii in dessen Streitigkeiten wieder den Pächter, und deren Effect wieder die Urtheiln, ib. §. 10. 11. p. 468.
- — wie dessen Eicherheit zu prospiciren, wenn der Pächter die erkanute Exmission, während der Pacht-Jahre impugniret, ib. §. 11. p. 468.
- — wenn solcher de facto wieder den Pächter verfährt, was diesem sodann frey stehe, und wie zu verfahren, ib. §. 13. 14.
- — wie es, in den Streitigkeiten zwischen ihm und dem Pächter wegen einer Local-Commission, zu halten, ibid. §. 16. p. 469.

### S.

- Sand-eigne** von dem Beweis dadurch, vid. *Litterarum comparatio*.
- Sand-Schriften** oder Handelsbücher, welche creditores gar keine haben, wo sie zu lociren, IV. 9. §. 134. p. 529.
- Sandwerk=Leuthe** bey Erbauung oder Reparierung der Schiffe, Häuser, von deren Arbeitslohn, vid. *Reparation*, item *Erbauung*.
- Hypothec**, verschriebene, wenn die Immission in selbige statt habe, und was sie würcken, III. 41. §. 27. p. 343.
- — wenn sie generaliter verschrieben, ob desfalls sämtliche Güther aufzubieten, ib. §. 56. p. 353. seq.
- Hypothecam tacitam vel expresseam**, im Fall einer auf ein unbeweglich Guth, ehe es an den jetzigen Schuldner gekommen, erhalten hat, ob und wann er desfalls in secunda classe zu lociren, IV. 9. §. 52. p. 508. seq.

Hypo.

## Register.

Hypotheca generalis ob und wann sie der speciali vorgehe, ib. §. 73. p. 575. seq.

Hypothec, eine gerichtliche oder stillschweigende die solche verhalten, aber nicht eintragen lassen, noch ein privilegium personale haben, wie sie zu lociren, ib. §. 96. legq. p. 521. seq.

— — gerichtliche, wie und wenn sie einer tacitæ, oder privatæ vorgehe, und wie sie zu lociren, ib. §. 97.

— — eine generale und speciale, wer sich gerichtlich bestellen lassen, in welcher Ordnung er sich an solche halten könne, ib. §. 98.

Hypotheca specialis judicialis, wer solche hat, aber die Bezahlung nicht daraus erlangen kann, wie weit er sich, und ob mit einiger præference, an das übrige Vermögen halten könne, ib. §. 100. p. 521.

Hypothecam generalem der auf nomina activa erhalten, ob und wenn er eine præference habe, ib. §. 101.

Hypothecæ tacitæ, so nicht eingetragen worden, was sie für einen locum haben, und wie sie unter sich die eine der andern vorgehe, ib. §. 102.

Hypotheca tacita, welchen Personen solche zustehet, IV. 9. §. 102. usque ad fin. tituli, p. 522. seq.

Hypothec, wie man zu der alten recurriren könne, wenn gleich eine neue Verschreibung gegeben worden; ib. §. 113. p. 525.

Hypothecæ privatæ, wohin sie gehören, IV. 9. §. 129. seq. p. 528.

Hypothecarii, wie lange deren jus separationis dauret, ib. §. 22. p. 508.

Hypothequen-Buch, die ihre Credita allda eintragen lassen, was sie auch concurrendo cum Fisco, für Privilegia und Indemnisation haben, ib. §. 51. p. 507.

— — die ihre Schulden allda eintragen lassen, in welcher Classe sie gehören, und was sie für ein Vorrrecht in specie, und für welche sie es haben, ib. p. 513.

— — was für eine præference unter denen darinn ein-



## Register.

- getragenen Schulden sey, ib. §. 70. 71. 73. 74. .  
515. seq.
- Hypothec. en. Buch, obdarinn, und welchergestalt, auch invito debitore, ein Creditor seine Forderung und Hypothec eintragen lassen könne, ib. §. 72. p. 515.
- — dessen Schuld allda eingetragen ist, ob solcher auch dem Gläubiger, so von dem Schuldner die Possession des Gutes eingeräumt bekommen, verzehe, ib. §. 47. it. §. 99. p. 516.
- — die ihre jura allda nicht eingetragen; aber gleichwohl, nebst dem jure *tacite hypothecae* ein *privilegium personale* haben, zu welcher Classe sie gehören, *ibid.* p. 516. seq.

### 3.

Jährliche Pächte, Hebungen und *præstationes* von Güttern, *vid. onera.*

*Illata uxorum*, wann sie und was für welche, in prima Classe stehen, IV. 9. §. 43. 44. p. 505.

— — wann sie, und was für welche, in die 4te Classe gehören, ib. §. 77. p. 516.

— — ob die statt derselben verschriebene Leibzinsen oder Leibgedinge, gleiches Vorrecht haben, ib. §. 78.

— — was bey deren Reperition, und wie solches zu erweisen, ib. §. 78. 79. 80. p. 576. 577.

— — was desfalls überhaupt verordnet, ob und wie weit solches auch in Ansehung Adeltlicher Personen, Judenweiber, und solcher Frauen, die mit ihrem Manne Kaufmannschaft gehalten zc. und ihren eigenen Vortheil mit betrieben zc. statt habe, ib. §. 81. 82. 83. p. 517. seq.

— — wie solche alsdem alle Vorzüge verlieren, und was sie für einen *locum* erhalten, wenn die Frau übel gewirthschafftet und verthullich gewesen zc. *ibid.* §. 84. p. 517. seq.

— — wie weit der denselben zustehende Vorzug auch *hereditibus competere*, *ibid.* §. 85. *add.* §. 77. & 78. p. 518. 516.

*Illata*

## Register.

*Illata uxorum*, wie weit deren Vorzugs-Recht auch zu cediren stehe, ib. §. 86. p. 518.

Immission in die Hypothec, wenn solche statt habe, und und was dabey weiter zu beobachten, III. 41. §. 27. p. 343.

— — bey der Execucion in actionibus personalibus, in Ansehung der uneweglichen Güther, wenn solche statt habe und wie dabey zu verfahren, III. 41. §. 38:43. p. 347. seq.

— — in die Hypothec, wenn solche geschehe wie der Debitor und Eigenthümer sich zu verhalten habe, ib. §. 41. p. 347. seq.

— — was vor derselben dem Creditori, in Ansehung der Güther frey stehe, III. 41. §. 56. p. 353. seq.

— — wenn solche tacitam hypothecam würcke, und wenn sie pro realiter facta zu halten, IV. 9. §. 115. p. 525. seq.

*Immissiones creditorum* in die Güther, ob dadurch ein Concurs-Process veranlasset werde, ibid. §. 3. 4. p. 483. seq.

*Immissus*, wie solcher besonders wider den *jure victum*, und ihn depossidirenden, oder Gewalt anthuenden, zu schützen, und letztere zu bestrafen, III. 41. §. 22. p. 341.

— — Creditor, was ihm, ratione der Rechnung, ob siege, ib. §. 42. p. 348.

*Incident-Punct*, wenn in einem solchen jemand im Verhör, post litem contestatam, ausbleibet, welchergestalt sodann in contumaciam zu erkennen, und ob solches zu impugniren stehe, III. 18. §. 12. p. 226. seq.

*Incident-Puncte*, wie solchen abzuhelfen, und desfalls zu urtheilen, III. 20. §. 12. p. 235. & III. 36. §. 10. p. 313. seq.

*Indultum moratorium*, III. 10. §. 27. p. 197. add. *moratorium*.

*Inficiationis pœna*, vid. *Leugnen*.

## Register.

Injurien-Sachen, von dem Libell darinn, vid. XI §. Libell.

— — wenn solche bey Executionen vorkommen, wie es desfalls zu halten, III. 41. §. 16. p. 339.

— — Sachen daß alle Umstände darinn zu beschreiben; ibid.

— — unter Handwerksgeossen, oder ganzen Zünften, wie weit solche nachtheilig, und welcher Gestalt wider den Injurianten zu verfahren, IV. 4. §. 2. p. 432.

— — so von keiner Erheblichkeit sind, und geringe Leute angehen, wie solche vorzutragen, zu untersuchen und zu entscheiden, ib. §. 3.

— — wenn solche von Wichtigkeit sind, und personas honoratiores betreffen, wie sodann darinn zu verfahren, ib. §. 4. p. 433.

— — wie die darinn einzureichende schriftliche denunciationen einzurichten, ib. §. 5. p. 434.

— — was dabey in Ansehung der Zeugen und schriftlichen Documenten, zu observiren, ib. §. 6.

— — wie auf die darinn geschene Denunciation das Gericht, und officium Filci sich zu verhalten habe, ib. §. 7.

— — wie dabey auf ergangene Citation, der Denunciat, Denunciant und Fiscalis sich zu verhalten habe, IV. 4. §. 8.

— — wenn darinn der Denunciat, in termino auszubleiben, erhebliche Ursache habe, und wie weit darinn Dilation gegeben auch ein Mandatarius admittiret werde, ib. §. 9. p. 435.

Injurien, wenn der Denunciat darbey nicht in termino selbst, oder per mandatarium, erscheint, oder letzterer Weiträufigkeit machet, was sodann zu verhängen, ib. §. 10. p. 435.

— — wenn dabey der Kläger in termino ausbleibet, was solches nach sich ziehe, ib. §. 11.

— — von der darinn zu versuchenden Güte, ib. §. 12.

Injurien

## Register.

- Injurien, wenn darinn die Güte vergeblich gesucht auch die Sache instruiret ist, und der Injuriant, das Factum gestehet, wie der Richter sodann sprechen müsse, *ibid.* §. 13. p. 435. seq.
- — wenn dabey der Denunciat das Factum in totum oder in tantum, leugnet ic. wie sodann ratione der Zeugenverhöre, cum annexis zu verfahren, *ibid.* §. 14. p. 436.
- — ob und wie weit darinn remedia impugnativa statt haben, und wie damit zu verfahren, *ib.* §. 16. 17. 18. 19. 21. p. 436. usq. 438.
- — ob in solchen Sachen ulterior defensio, neue Zeugen, oder neue Documenta und Attestata zu admittiren, IV. 4. §. 20. p. 437.
- Inquisitio generalis vel specialis, mit was für præcaution und prærequisitis solche a Fiscali anzustellen, IV. 5. §. 1. p. 438. & §. 9. p. 442.
- — wie zu Anstellung einer jeden von diesen beyden, zuvor bey dem Cammer:Gerichte, von dem Fiscali, Anfrage zu thun, *ib.* §. 2. p. 439.
- Inquisitio, ob in denen dahin gehörigen, oder Fiscalischen Sachen, Acta verschicket werden können, oder wie es sonst damit, und mit deren Einschickung, auch mit den Urtheilen zu halten, *ib.* §. 8. p. 440. seq.
- — wie es mit denen darinn gesuchten defensionibus ulterioribus zu halten, *ib.*
- — wenn dabey jemand in eine Geld:Strafe condemniret ist, was der Fiscalis zu beobachten habe, *ibid.* §. 10. p. 442.
- — specialis, wie behutsam sowohl der Fiscalis, als Decernent, bey deren Veranlassung sich zu verhalten und im widrigen, für eine Strafe zu gewarten habe, *ib.* §. 3. 4. p. 439.
- — wenn die Defension pro avertenda illa, statt haben solle oder nicht, *ib.* §. 5. p. 439. seq.
- — wie sich der Fiscalis dabey, ratione der zu formirenden

## Register.

- renden Articul, imgleichen der Defension des In-  
sui, zu verhalten habe, ib. §. 6. p. 440.
- Inquisition-Proceſſe, (und fiſcaliſche) wenn ſolche und  
die Vorkommenheiten darinn, zu Erſparung der Koſten  
committiret werden können, ib. §. 11. p. 442.
- — daß davon Fiſcaliſche zu unterſcheiden und daß  
in letztern nie inquisitorie verfahren werden ſolle, ibid.  
§. 12. p. 443.
- — daß darum ein Fiſcal ſtets einen andern ſubſti-  
tuiren müſſe, IV. 5. §. 17. p. 445.
- — und andern Fiſcaliſchen Sachen, wenn die Fiſcale  
dabey wider die Rechte, Acta und Ordnung handeln,  
von deren Strafe, ib. §. 18. p. 446.
- Inſinuatio, was dabey in Acht zu nehmen, I. 12. §. 3.  
p. 54. & §. 9. p. 55. ſq. III. 9. per tot. p. 183. ſeq.
- — von denen darüber 7 Notariis zu machenden Do-  
cumenten, I. 18. §. 12. p. 112.
- — an welchen Tagen und wenn ſie zu thun, III. 9.  
§. 1. p. 183.
- — wenn ſolche niemand annehmen will, ibid. §. 2.  
wenn ſolche an eine Stadt, Commune, oder Collegium  
zu thun, ib. §. 4. p. 184.
- — wenn ſie an Häſner, Coſſäten, Landfröhner und  
andern Conſorten zu verrichten, ibid. §. 5.
- — wenn viele Interelleſſenten vorhanden auch einige ab-  
weſend, ib. §. 6. 7. 8. ſeq. p. 184. ſeq.
- — in caſu plurium heredum, und nach deſſen ver-  
ſchiedenen Umſtänden, ib. §. 9 p. 185.
- — in actione reali, welchergeſtalt ſie ſowol in loco  
domicilii, als auf dem Gute, worauf die Forderung  
haftet, zu thun, ib. §. 10. p. 186.
- — wie die ſonſten auf den Gütern zu thun, ib. 11. 12.
- — in dem Fall verſchiedener tutorum und curato-  
rum, §. 13. p. 187.
- — wenn ein Mandatarius ad Acta beſtellet iſt, ibid.  
§. 14.

## Register.

Insinuatio, wie solche am richtigsten in Städten, und auf dem Lande zu thun, und wie weit ein Postschein darin probire, ib. §. 15.

— — wie deren Annahme nicht, besonders wegen unrechter Titulatur, zu verweigern, und was der Annehmende sonst zu leisten habe, ib. §. 16. p. 187. seq.

— — wenn das Document darüber verweigert oder der Insinuant iniuriert wird, ib. §. 17. 18. 19. p. 188.

— — wenn der Citandus unter fremder Jurisdiction, oder ein Vagabundus, III. 9. §. 22. sq. p. 189.

— — ad domum, wie sie, pro fundanda contumacia, zureiche, III. 19. §. 12. p. 231.

Insinuantens Bericht, wie solchem zu glauben, und wenn selbiger falsch ic. III. 9. §. 20. sq. p. 188. seq.

Inspectio ocularis, vid. *Ocular-Inspection*.

Instanzen bey Cammergerichten, II. 7. per tot. p. 138.

Instruktion des Procellus, was dazu gehöret, wie solches vorzubringen, II. 3. per tot. & in specie, §. 2. 3. 4. p. 125.

— — was nicht dazu, sondern zu Nebenpuncten gehöret, und wie darin zu verfahren, II. 4. §. 1. p. 130.

Instrumenta privata, wenn, und wie viel sie beweisen; III. 23. §. 11. p. 245.

— — publica, was dafür zu halten, ib. §. 7:11. p. 244. sq.

— — wer sie für falsch ausgeben will was er zu thun habe, III. 26. §. 10. p. 262.

Interesse, wenn selches zuerkant, wie detsfalls zu verfahren und was dahin zu rechnen, III. 37. §. 22. 23. p. 321.

Interessentium plurium exceptio, III. 10. §. 24. p. 195. seq.

Interrogatoria, wie sie einzurichten, und wie sie nicht beschaffen seyn müssen, III. 28. §. 20. 21. 22. p. 273.

— — wie und welche solche seyn sollen, ib. §. 23. 24. p. 273. seq.

Interven-

## Register.

- Intervention, wenn sie proprio jure geschieht, was sodann Rechtsens und zu observiren, III. 14. §. 1:9. & p. 14. p. 210. seq. & p. 212.
- — wie weit solche dem Haupt:Process inter actorem & reum einen Wandel gebe, und die Execution darin suspendire, ib. §. 7. & 8. p. 211.
- — wenn sie ad assistendum uni vel alteri parti, pro proprio interesse geschieht, was sodann dabey in Acht zu nehmen, ib. §. 1. 3. 9. 10. 11. p. 210. seq.
- — wann, und wie, solche auch bey Concurfen, in der Appellations-Instanz, statt habe, IV. 9. §. 143. p. 530.
- — wenn eine oder die andere calumniose oder caluloric verrichtet worden, III. 14. §. 12. 13 p. 212.
- Inventarii nondum confecti exceptio, III. 10 §. 26. p. 197.
- Inventarium, binnen welcher Zeit solches von den Erben zu machen, und was dessfalls weiter zu beobachten, III. 15. §. 3. p. 214.
- — und eibliche Specificationes, wie darüber ratione der Defecten zu verfahren, III. 20. §. 4. p. 233.
- — was post immisionem, demselben abgethet, wer es tragen müsse, III. 41, §. 42. p. 348.
- — eines Gutes, wer dazu Geld vorschiesset oder et was liefert, wo er zu lociren, IV. 9. §. 125. p. 527.
- Johanniter-Ordens Vasallen von deren Foro, III. 2. §. 10. p. 145.
- — von dem Foro Appellationis wider ihre Abschiede, ib. §. 11.
- Irrotulatio actorum, wie es damit zu halten, I. 9. §. 23. p. 45. & II. 6. §. 8. & 9. p. 136. it. III. 35. §. 9. 10. p. 311.
- Irthum. vid. Error.
- Juden, deren Forum, III. 2. §. 13. 14. 15. 16. p. 145. sq.
- — deren Handelsbücher, vid. Bücher.
- Judicis suspecti exceptio, III. 10. §. 15. p. 194.
- Judicium ex falsa causa, vid. Urthel.

## Register.

Juramentum, in was Sachen dessen Delatio statt hat, III. 30. §. 1. p. 293.

— — ob deßfalls inter aEorum & reum ein Unterscheid und darin eine Bescheinigung vorher nöthig, auch wie weit vorher deßfalls eine Veranlassung per sententiam erforderlich sey, ibid. §. 2.

— — wer solche Delation thun könne, und wie weit Heredes Socii, Syndici und Mandatarii dazu befugt, ib. §. 3.

— — was in Ansehung Unmündiger, Minorennium, Blöder, Wahnsüchtiger, Abwesender, auch Prodigorum, hierin juris sey, ib. §. 4. p. 293. seq.

— — delatum, welches, und wie weit solches Tutores und Curatores leisten müssen, und im widrigen, der Pflegebefohlene darunter leide, und wann, und in was Fällen, Pupillen, und Minores selbst schwehren müssen, ib. §. 6. p. 294.

— — ob es auch Anverwandten und Eltern, Obrigkeiten und Magistraten, deferiret werden könne, ib. §. 5.

— — wenn es Litis Consorten betrifft, wie es in allen Fällen mit dessen Præstirung zu halten, ib. §. 7. p. 295.

— — zu was für eines die Erben verbunden, ib. §. 8.

— — wie es mit dessen Præstirung, ratione cedendis & Cessionarii zu halten, ib. §. 9.

— — worauf es eigentlich gerichtet und daß die Formul jedesmahl dem Bescheid inseriret werden müsse, ibid. §. 10. p. 296.

— — von dessen Formul, Præstirung und Wirkung in casu, wenn ein gewisses Quantum libelliret worden, §. 11.

— — welcher gestalt es ... acceptiren oder zu referiren und zu præstiren, ib. §. 12. & §. 19. p. 298.

— — ob statt der Acceptation man sein Gewissen mit Beweis vertreten könne, ibid.

— — wenn es von einer infamen Person deferiret worden, wenn es zu acceptiren, ib. §. 13. p. 297.

— — wie lange es revociret werden könne, ibid. §. 14. 15. it. 15.

Juramen-



## Register.

- Juramentum, ob es prætextu periurii zu revociren stehe, ib. §. 16. p. 237. seq.
- — delatum, wenn es einmahl revociret, ob es in Defectu eines andern Beweises noch einmahl zu deferiren, §. 18. p. 298.
- — wenn dessen Relatio nicht statt hat, ibid. §. 19. p. 298.
- — relatum, was wegen dessen Revocation Rechtsens, ibid. §. 20.
- — dem es referiret, was dem zu thun erlaubt sey oder nicht, ib. §. 21. p. 298. seq.
- — wie es pro parte deferiret, und auch pro parte acceptiret und referiret werden könne, ib. §. 22. p. 299.
- — super credulitate, ob und wenn es referiret werden könne, III. 30. §. 23. p. 299.
- — wer solches remittiren könne, ib. §. 24.
- — was dessen Remission würte, ib. §. 25.
- — wenn es einem Collegio deferiret wird, wer als dem schwerer müsse, ib. §. 26. p. 299. seq.
- — wenn solches Hüfieren, Gärtneren, Handfrohneren etc. deferiret wird, wer es abzustatten müsse, ib. §. 17. p. 300.
- — wenn es pro prælitio zu halten, ibid. §. 28. p. 300. seq.
- — wie solches von Entferneten, Kranken, betragten Leuten, abzustatten, ib. §. 29. 30. p. 301.
- — appellationis, von dessen Abschaffung, III. 16. §. 4. p. 216.
- — calumnia, wenn solches nicht statt haben soll, ib. §. 1. 2. 10. 11. & 12. 216. seq.
- — wenn es statt haben soll, ib. §. 5.
- — wenn jemand solches abzustatten sich weigert, ib. §. 7. p. 216. seq.
- — wenn dessen Abstattung obgleichet jemand calumniöse handelt, ib. §. 8. p. 217.
- — ob durch dessen Abstattung jemand von Ersatzung der Kosten befreiet werde, ib. §. 9.

## Register.

- Juramentum calumniæ, wenn solches Communen, Minorennen, Litis-Consorten aufgelegt wird, ib. §. 13. p. 218.
- — in Litem, wenn und welcher Gestalt solches statt habe, III. 33. §. 1. p. 305. III. 37. §. 22. p. 321. seq.
- — wer dazu, und wider welche man dazu verstattet werde, III. 33. §. 2; 7. p. 305. seq. & III. 41. §. 25. p. 342. §. 29. p. 343. seq.
- — affectionis & veritatis, ob beide zu admittiren, und was ratione des erstern zu merken, III. 33. §. 7. 8. p. 306.
- — wenn es wider die Erben zu verstaten, ib. §. 11. p. 307.
- — die Wirkung von dessen Abschwörung, ib. §. 12.
- — ob probatio in contrarium, oder ein Remedium, oder Recissio ob læsionem dagegen statt habe, ib. §. 13.
- — in Litem veritatis, was dabey zu beobachten und wer es præstiren könne, III. 33. §. 9. p. 307.
- — wenn solches ohne Moderation zu admittiren, ib. §. 10.
- — Malitiæ, III. 16. §. 3. & 6. p. 216.
- — Minorationes, ob solches beym Cammer-Gericht zu admittiren, III. 33. §. 14. p. 307. III. 37. §. 18. p. 320.
- — purgatorium, wann, und bey welchen, es statt habe oder nicht, III. 32. §. 1. 2. 3. p. 304.
- — ob es schlechthin abzustatten, und ob ein Juramentum Malitiæ, eine Relation und Vertretung des Gewissens mit Beweisi, statt habe, ibid. §. 3.
- — was davon die Wirkung, wenn man sich dessen weigert und wenn es hingegen præstiret worden, ib. §. 4.
- — suppletorium, wenn solches statt habe oder nicht, III. 31. §. 2. 3. 7. 8. p. 302. seq.
- — welchem Theil es für den andern abzulegen, ibid. §. 5. p. 303.
- — ob solches oder was sonst, statt habe, wenn beyde

## Register.

- beide Theile plene oder semiplene probirt zu haben, *ibid.* §. 6.
- Juramentum suppletorium, wer nicht dazu zu lassen, und wie weit in specie ein Jude, *ib.* §. 7. 8.
- — wenn es super veritate oder super credulitate abzuschwören, *ib.* §. 9.
- — oder purgatorium, oder in litem, wenn per sententiam erkandt, was ratione Ausbringung des termini der Præstation, und statt dessen der Vertretung des Gewissens mit Beweis, Rechtsens seyn solle, *ibid.* §. 10.
- — wenn es abgelegt, wie sodann weiter zu verfahren, *ibid.* §. 11. p. 303. seq.
- — eo prædito, ob alsdenn probatio periurii annoch statt habe, *ibid.* §. 12. p. 304. & Tit. 32. §. 5. p. 305.
- Jurisdiction, wenn sie dubia oder controversa, wo alsdenn das Forum sey; III. 2. §. 6. p. 143.
- Justitiæ denegatæ vel protractæ forum, und wie dabey zu verfahren, auch was sonst davon zu observiren, *ibid.* §. 18. p. 146.
- Justitiarum Eigenschaften, Bestellung, Officium, und Jurisdiction, III. 4. §. 2. 3. 4. p. 154. seq.

## Z.

- Kauf eines Hauses oder Gutes, wer dazu, mit dem Beding eines Unterpfandes, Geld hergeschossen, es aber nicht eintragen lassen, wie er zu classificiren, IV. 9. §. 92. p. 519.
- — wer dazu Geld geliehen und sich keine gerichtliche Hypothec constituiren lassen; item wer wegen des Nachstandes vom Kauf: Pretio mit keiner gerichtlichen Hypothec versehen, wo er zu lociren, *ib.* §. 120. p. 527.
- — eines Gutes, wenn dabey jemand freywillig Creditores citiren läset und das Kauf: Pretium nicht zu reichet, wie es sodann ratione prioritatis creditorum,  
und

## Register.

- und der Präclusiv-Sententz, zu halten, *ibid.* §. 140.  
141. p. 530.
- Kauf-Prætitum.** wie es mit dessen Auskehrung nach Adjudication der Güther zu halten, III. 41. §. 48. 50. 51. 52. p. 351. seq.
- — wer solches nachher nicht auszahlen kann, wie mit ihm zu verfahren, *ib.* §. 51. 52. p. 352. seq.
- — welche bis zu dessen Auszahlung sich das Dominium reserviret, was sie für einen Locum haben, wenn solches nicht eingetragen worden, IV. 9. §. 93. p. 520.
- Kauf-Leute,** wie sie mit Sicherheit, creditiren können, III. 23. §. 15. p. 246.
- Kaufmanns-Bücher,** wenn und wie lange sie beweisen, III. 23. §. 13: 19. p. 245. seq. add. IV. 9. §. 16. 17. p. 498. seq.
- Kerb-Söldner,** von deren Beweis, III. 23. §. 12. p. 245.
- Kinder,** von deren tacita Hypotheca in der Mutter und Großmutter, als Vormünder, Vermögen und wenn diese sich wieder verheyrathen, in deren Männer Güther, IV. 9. §. 103. p. 522. seq.
- — von deren tacita hypotheca in des Vaters Güthern, ratione des Mutter-Guthes, Pathe-Geldes, und anderer Adventitorum, *ib.* §. 106. p. 523.
- Kinder-Gelder,** wohin sie zu classificiren, *ibid.* §. 37. p. 505.
- Kirchen, Schulen, Stipendiaten, Hospitälern, Städte, Gemeinen,** von deren jure tacite hypothecæ in den Güthern ihrer Vorseher und Administratoren, *ibid.* §. 107. & 108. p. 523. seq.
- Kirchen-Gelder,** oder der Unmündigen, Soldaten, *ic.* wenn damit was erkaufet. *vid. pia corpora.*
- Klage,** wie solche wieder Rasende, Wüthsinnige, Unmündige, prodigos, und filios familias wegen der *peculiorum*, anzustellen, III. 10. §. 2. 3. 4. p. 190.
- Klagen,** wer nicht kann, III. 6. §. 1. p. 169.

## Register.

- Klagen, wenn dazu jemand gezwungen werde ann, III. 7. §. 1. 7. & 8. p. 176. & 178.
- Klag-Libell, wie solcher überhaupt einzurichten; I. 14. §. 10. sqq. p. 82. seqq. III. 6. §. 3. 4. 10. 12. 16. 18. p. 170. seq.
- — wenn er obscur oder inept, III. 6. §. 5. p. 171.
- — in Schuld-Sachen, und wenn viele Interessenten verhanden, ib. §. 6. 7.
- — eines Vormundes, oder wider einen Unmündigen und furiosum, was diverso respectu, deßfalls zu beobachten, ib. §. 8. p. 171. seq.
- — eines Cessionarii, ib. §. 9. p. 172.
- — in causis arresti divisionis, decreti alienandi, und wo sonst speciale mandatum nöthig, ib. §. 11.
- — in casu verschiedener Forderungen, III. 6. §. 13. p. 172. seq.
- — in casu eines in Ansprache genommenen unbeweglichen Stückes, ib. §. 14. p. 173.
- — ganzer Collegien oder Corporum, III. 6. §. 17. p. 173.
- — wenn und wie solcher geändert werden könne, ib. §. 19. p. 164.
- — in casu der Obrigkeit und Untertanen, ib. §. 20. & 24. p. 175. & 176.
- — in Bagatell Sachen, ib. §. 21. p. 175.
- Kldger, was er zu thun habe; III. 6. per tot. p. 169. sqq.
- — was er vorher zu erwegen habe, ib. §. 2. p. 170.
- — vom Cammer-Bericht, wie er die Sache vorstellen müsse, ib. §. 3.
- Königliche Cassen, vid. Cassen.
- Kosten (Berichte:) wie auch darauf in specie, in den Urtheilen, zu reflectiren, und wenn solches nicht geschehen etc. III. 37. §. 1. 2. p. 315. seq.
- — wenn solche nur zu compensiren, ib. §. 2. 3. p. 316.
- — ob derselbe, so in einem Nebenpunct gewinnet, davon zu bestreyen, ib. §. 2.

Kosten

## Register.

- Kosten (Gerichts:)** wie es mit deren Erstattung, bey einem ungehorsamen Ausbleiben zu halten, ib. §. 3.  
— — deren Erstattung bey erfolgten Sententiis confirmatoriis, ib. §. 4.  
— — deren Erstattung bey reformation der Urtheiln, ib. §. 5.  
— — in casibus renunciationis litis, ibid. §. 6.  
— — juramentorum & inquisitionis, ib. §. 7. p. 317.  
— — wenn jemand, bey vermerckten nicht guten Sache, vom Proceß abgestanden, ib. §. 8.  
**Klag-Libell**, wie es mit deren Liquidation, Moderation und Beytreibung zu halten, ib. §. 9: 15. & §. 17. 18. p. 317. usque 320.  
— — wie nach Unterscheid der Instantzen, mit deren Moderation zu verfahren, III. 37. §. 13. p. 318.  
**Kosten (Gerichts:)** judicial und extrajudicial wie sie zu separiren, und was zu jeder Art zu rechnen, III. 37. §. 10. 15. 16. p. 317: 319.  
— — wenn die condemnatio in selbige usque ad finem litis ausgesetzt wird ic. ib. §. 15. p. 318.  
— — wegen selbst gefertigter Schriften, wie weit sie anzurechnen, ib. §. 16. p. 319.  
— — ob unter solchen pro arrha, wegen eines Responsi, und aller Rescripte etwas anzurechnen, ib. §. 17. p. 320.  
— — ob der in der Hauptsache gewinnende diejenigen wieder begehren könne, die er, ob contumaciam oder wegen eines sonstigen Incident-Puncts, bezahlet, ibid.  
— — ob desfalls die Appellation, und das juramentum minorationis, statt habe, ib. §. 18.  
— — welcher Condemnirter sie nicht bezahlen kann, wie es mit dem zu halten, ib. §. 19. p. 320. seq.  
— — was solche für einen locum in der Priorität-Urtheil erhalten, nachdem sie entweder vorher zu erkannt oder zum Concurs verwandt sind, IV. 9. §. 29. 31. p. 503.

## Register.

**Kosten (Gerichts)** so auf die Citation verwandt, wie solche anzusehen, wenn jemand ein Gut durch freywilligen Kaufhandel an sich bringet, oder der Käufer, zu seiner Sicherheit, Creditores curiren läset, *ibid.* §. 32. p. 503. seq.

— — und Advocaten-Gebühren *ic.* was sie für einen locum in der Priorität-Urtheil haben; *ib.* §. 31.

**Kranckheit des Schuldners**, wohin solche Kosten und was für welche dahin zu lociren, *ib.* §. 54. p. 510. sq. & §. 126. p. 528.

### L.

**Lande (die Gerichte auf selbigen)** *vid.* **Untergerichte.**

**Landmesser**, ob sie ihrer Gebühren halber die Charren *ic.* an sich halten können, IV. 6. §. 38. p. 458.

**Legata**, ob und wenn desfalls *tacita hypotheca* zusehe, IV. 9. §. 112. p. 524.

**Legitimationis ad causam**, *item* **legitimationis advocati exceptio**, III. 10. §. 9. p. 190. & §. 16. 17. p. 194.

**Lehns-Sachen** deren *forum*, III. 2. §. 7. 8. p. 144.

**Lehns-Folger und Land-Erben**, wie die unter ihnen, besonders wegen Separirung des *allodii* vom *feudo*, entstehenden Streitigkeiten zu untersuchen und abzutun, IV. 8. §. 38. p. 478.

**Leib-Zinsen oder Leibgeding**, statt Ehegeldes, von deren Vorzug, *vid.* *illata.*

**Leihen**, geliehene Sachen, wohin sie zu classificiren, IV. 9. §. 35. p. 504.

**Leugnen**, wie solches, besonders wenn es falsch bey *litis conellationen* geschieht, zu bestrafen, III. 11. §. 7. p. 200.

**Libellus actionis**, *vid.* **Klag-Libell.**

**Libelli inepti**, aut *obscuri*, *exceptio*, III. 10. §. 19. p. 194.

**Licitation**, *vid.* *subhastation.*

**Liquidations-Process**, wenn solcher statt habe, IV. 9. §. 3. 4. 5. p. 383. seq.

Liqui-

## Register.

- Liquidation der Schuld in concursu, und was in dem, zu solchem Ende angeetzten termino zu beobachten, ib. §. 16. p. 498. seqq.
- — wie dagegen, und wie weit sowohl von dem contradictore, als creditoribus, dubia zu machen, und Ende zulässig, ib. §. 19. & 21. p. 499. seq.
- Liquidations Processse und liquidum eines verreckneten Dieners, wie es damit in concursu creditorum zu halten, ib. §. 20. p. 499. seq.
- — acta und protocolla, wie die zu formiren und zu separiren, ib. §. 21. p. 500.
- Liquidation, wie weit solche bey Concurisen, auch noch in der Appellations Instantz admissibel und was ein solcher Liquidant zu beschaffen habe, IV. 9. §. 143. & 144. p. 530. seq.
- — ob solcher, per remedia wider den Anschlag des moratorii, zu hemmen, ib. §. 155. p. 544.
- Liquidum, wie solches ratione executionis, nicht aufzus halten, III. 4. §. 35. p. 504.
- in litem juramentum, vid. *juramentum*.
- Litis curator der Weiber, ob in dessen Güthern tacita hypothecca statt hat, IV. 9. §. 104. p. 523.
- Litis contestatio, wie sie zu thun, und ob dabey alle exceptiones anzuführen, oder wenn sie auch noch nachhero zu admittiren, III. 10. §. 6: 11. p. 190. seq.
- — was sie sey, und in was terminis und Aeußerungen selbige zu thun, III. 11. §. 2. 3. 4. p. 199.
- — was der Richter dabey observiren müsse, *ibid.* §. 4 5. p. 199. seq.
- — in casu plurium consortium, ib. §. 6. p. 200.
- — wenn dabey Unwahrheit und falsches Zeugnen vorgehet, wie solches zu bestrafen, ib. §. 7.
- Litis denunciatio, vid. *denunciatio litis*.
- Litis finitæ exceptio, vid. *exceptio*.
- Litis penditæ forum, III. 2. §. 6. p. 143.



## Register.

- Litis pendentia**, wodurch sie entstehe, III. 8. §. 1. p. 182.
- — **reassumtio**, ob sie deren Erben halber nöthig, III. 15. §. 1. p. 213. add. III. 36. §. 16. p. 314.
- Litterarum comparatio**, wenn solche, statt Beweises vorzunehmen, III. 26. §. 1. §. 6. p. 260. seq.
- — was der, so solche angestellet wissen will, zuvor zu präctiren habe, und wie solche ordentlich und legal anzustellen, ib. §. 2. 3. 4.
- — unterschriebener Zeugen, it. des Notarii, wenn sie statthast, ib. §. 5. p. 261.
- — binnen welcher Zeit, und auf was Art, solche vorzunehmen, ib. §. 7. p. 261. seq.
- — wie der Richter dabey auch Eyde auflegen könne, III. 26. §. 8. p. 262.
- — ob sie post juratam discessionem, noch statthabe, ibid. §. 9.
- Local-Commission**, wenn und wie solche zu verhängen, IV. 8. §. 16. p. 469.
- Loci non tuti exceptio**, III. 10. §. 21. p. 194.
- Lohn**, was solches nach Unterschied der Umstände für einen differenten locum habe, IV. 9. §. 55. 56:60. p. 510. seq. add. §. 126. p. 528. & §. 133. & 136. p. 229.

## II.

- Mandatarius falsus quis**, und seine Strafe, I. 15. §. 20. p. 108.
- Mandatum advocati**, was bey dessen revocation zu observiren, I. 15. §. 18. p. 108.
- — **speciale**, wenn es erforderlich, ib. §. 13. p. 106. add. III. 6. §. 11. p. 172.
- Manus recognitio**, vid. *recognitio*. it. *Litter. comparatio*.
- Medici Collegii**, und derrer dahin gehörigen Sachen Jurisdiction, III. 3. §. 5. p. 153.
- Mein-Eyd**, wer solchen begehret, wie er zu bestrafen, III. 30. §. 16. p. 297. seq.

Meine

## Register.

- Mein-Eyd**, eines zu begehenden, wer den anderen freventlich beschuldiget, wie er zu bestrafen, *ib.* §. 17. p. 298.
- Meliorationes**, wie solche zu erweisen, und ob, wenn selbige festgesetzt, dagegen *remedia* vorhanden, III. 41. 59. p. 354. *seq.*
- Miethe-Mann**, wie dessen Güther und Sachen *jure tacitæ hypothecæ* haften, IV. 9. §. 111. p. 524.
- Militair Personen**, deren *Forum &c.* III. 3. §. 3. p. 150.
- Minderjährige**, wenn und wie die Urtheiln wider sie rechtskräftig werden, III. 36. §. 17. 18. p. 314.
- — Unmündige, Soldaten, Kirchen *zc.* was mit deren Gelde erkaufet *zc.* *vid.* Geld.
- — Pupillen, *absentes*, *furiosi prodigimati & furdi*, von deren *tacita hypotheca*, IV. 9. §. 103. p. 522. *sq.*
- Minorations Eyd**, *vid.* *juramentum minorationis.*
- Miserabiles personæ**, welche solche sind, und von deren *foro & beneficio*, III. 2. §. 21. p. 148.
- Miswachs**, wenn der Pächter solchen tragen muß oder nicht, IV. 8. §. 18: 37. p. 469. *seq.*
- Moratorium**, was nach Erlangung desselben, *creditoribus* gleichwohl frey stehe, IV. 9. §. 6. p. 485.
- — welchen *debitoribus* es zu ertheilen, und ob auch Fünftigen, *ib.* §. 172. 173. 174. p. 541. *seq.*
- — wo und wie solches zu suchen, und wie bey dessen Ertheilung, *ratione securitatis creditorum* deren *Citation* und sonstn, zu verfahren, *ibid.* §. 175-180. p. 542. *seq.*
- — wie währenden dessen Gesuchs, es *ratione* der schon angestregten *Executionen*, *Publication* der Urtheil, *Execution* der Person und des Vermögens *zc.* es zu halten, *ib.* §. 180. p. 543.
- — ob zu dessen Ertheilung *Creditoribus* alle *Documenta*, *Nachrichten* *zc.* vorgeleget, und sie also genau gehört werden müssen, *ib.* §. 182. p. 544.
- — was zu dessen Erhaltung der *Debitor cavere* und

## Register.

- und wie solche Caution eingerichtet seyn müsse, *ibid.* §. 183.
- Moratorium, auf wie viele Jahre es nur zu ertheilen, *ibid.* §. 183.
- — wenn solches nicht zu ertheilen, und wie sodann zu verfahren, *ib.* §. 184.
- — ob wider dessen Abschlag *remedia* zu verstaten, *ib.* §. 185. p. 544. *seq.*
- — wenn durch eine Cabinets-Ordre desfalls Bericht erfordert oder selbiges gar ertheilet wird, ob es das rechtliche Verfahren hemme, oder was dabey zu thun; *ibid.* §. 185.
- — bey dessen Ertheilung ob pluralitas und major pars debitorum darinn gelte, oder den Ausschlag gebe, *ib.* §. 186. p. 545. *seq.*
- — wider welche, und in welchen Falle man sich dessen nicht bedienen könne, *ib.* §. 187. p. 546. *seq.*
- — daß solches keinem Juden zu ertheilen, *ibid.* §. 187. n. 15. p. 547.
- — ob dessen ohngeachtet der Creditor Execution auf Capital und Zinsen suchen könne, wenn der Debitor letztere nicht bezahlet, *ib.* §. 188.
- — desfalls ist gegen Auswärtige das jus talionis zu observiren, *ib.* §. 189.
- Morgengabe der Frauen, welchen locum sie habe, IV. 9. §. 3. p. 506. & §. 105. p. 523.
- Mündliche Verhöre, wenn sie statt haben, und wie dabey zu verfahren, II. 5. per tot. p. 133. *seq.*
- VI.
- Nahme von der Dissession dessen eigenen Unterschrift, III. 26. §. 4. p. 261.
- — von deren notwendigen Ausdrückung in Libellen, III. 6. §. 12. & 16. p. 172. *seq.*
- Negativa probatio, *vid.* Beweis.
- Neumärckische Regierung, wie es damit, und mit deren Instantzen, aus einander gehe, II. 7. §. 6. p. 139.
- Nomi-

## Register.

Nominatio Auctoris, wenn sie statt habe, III. 12. §. 19. p. 205.

Notarien, von deren Eigenschaften, Bestellung und Pflichten, I. 18. per tot. p. 124 seq.

— — nach deren Absterben, wie sich ihre Erben und des Orts Obrigkeit, zu verhalten habe, I. 18. §. 13. p. 119.

Nova an Documenten und sonst, wenn solche in den Schlusschriften vorhanden zu seyn, vorgegeben wird, wer alsdenn verschiedentlich zu procediren, III. 20. §. 9. 10. 11. p. 233. seq. & III. 35. §. 2. 6. 7. p. 310. sq.

Novatio, wie weit solche bey Hypothequen schade, IV. 9. §. 113. p. 525.

Nullitas, ob unter solchem Prætext mehr als 3 Urtheiln statthast? II. 7. §. 8. p. 141.

### O.

Observantz wer sich darauf fundiret, was er thun müsse, III. 36. §. 4. p. 312.

Obrigkeit, und Unterthanen, wenn zwischen ihnen wegen Dienste oder anderer Præstationen Streit entsethet, wie es mit dessen Untersuchung und Abhelfung, zu halten, IV. 8. §. 36. p. 476. add. Klag-Libell.

Ocular-Inspection wenn und wie sie statt habe und zu veranlassen, III. 27. §. 1. 2. 3. p. 262. seq.

— — welchergestalt solche zu bewerkstelligen, und was dabey zu adhibiren, ib. §. 4. 5. 6. p. 263.

— — wenn und wie solche in Gränzstreitigkeiten anzustellen, IV. 8. §. 40. p. 479.

Oeconomic Rechnung des Pächters, vid. Pächter.

Officier, was demselben zu seiner Kriegs-Equipage, angeliehen, was solches für einen locum, und wenn es solches habe, IV. 9. §. 65. p. 513. add. p. 561. seq.

Onera, so auf den Häusern und liegenden Gründen haften, was für einen locum, und unter was Bedingungen, Umständen und Limitation sie solchen haben, oder nicht, IV. 9. §. 60:65. p. 511. seq. add. §. 137. p. 529.

Oralis

## Register.

Oralis loco, ein Verfahren, wenn darauf zu provociren  
stehet, II. 3. §. 9. p. 127. conf. III. 5. §. 3. p. 168.

— — wie es damit überall zu halten sey, II. 6. per tot.  
p. 169. seq.

— — wenn in der ersten Instantz verfahren worden, ob  
irrotulatio actorum statt habe, III. 35. §. 9. p. 311.

Ordinarius processus, wenn und wie er statt habe, III. 1.  
§. 3. p. 142.

— — wie er zu führen, III. 20. per tot. p. 232. seq.

— — was dabey in allen zu beobachten, *ibid.* §. 14.  
p. 236.

Originalia, wenn solche besonders in Concurſen nicht zu  
rechter Zeit eingebracht werden, wie sodann zu verfahren,  
IV. 9. §. 23. seq. p. 501.

P.

Pächter und Guthsherr von den Streitigkeiten zwischen  
ihnen *ic. vid. imprimis* Guthsherr,

— — wie er zu seiner liquiden Forderung an den  
Guthsherrn am besten gelangen könne, und ob und  
wie weit ihm desfalls das *ius retentionis* zustehet, IV.  
8. §. 6. 7. p. 466. seq.

— — und dessen Caventen, wie der Guthsherr, seine  
Forderungen halber, sie angreifen könne, *ib.* §. 8. 9.  
p. 467.

Pächter und Guthsherr, von den Remediis, wider die  
in ihren Streitigkeiten ausgesprochene Urtheile, und  
deren Effect, *ib.* §. 10. 11. p. 467. seq.

— — wenn dessen Exmiffion, während der Pacht-Jahre  
erkannt, dawider aber ein Remedium angestellet wird,  
wie inzwischen dem Guthsherrn zu prospiciren; *ibid.*  
§. 11. p. 468.

— — was demselben frey stehe, und wie sodann zu  
verfahren, wenn der Guthsherr *de facto* wider ihm  
agiret, *ibid.* §. 13. seq.

— — und Guthsherr, wie es in ihren Streitigkeiten wes-  
gen einer Local Commiffion zu halten, *ib.* §. 16. p. 469.

Pächter,

## Register.

**Pächter**, wenn er de facto exmittiret worden, wie ihm zu helfen, ib. §. 17.

— von den ihn bestrafenen Unglücks-Fällen und ob, auch welcher Gestalt deßfalls remissio pensionis, oder deren retentio, statt habe ic. vid. **Schaden, Unglücks-Fälle, Mißwachs, Viehsterben.**

— von dessen zuzührenden Oeconomie-Rechnung, IV. 8. §. 30. 31. p. 475. seq.

— wie dessen Güter und Sachen jure tacitæ hypothecæ haften, IV. 9. §. 111. p. 524.

**Pächte und Præstationes der Güter**, vid. *Onera.*

**Parthey**, wenn dieselbe Memorialia, ohne Unterschrift eines Advocaten übergiebet ic. I. 14. §. 28. p. 88. seq.

**Partheyen**, welche Consulenten aus fremden Jurisdictionen haben, wozu sie gehalten, I. 14. §. 42. p. 97.

**Pathen Geld**, wohin solches zu classificiren, IV. 9. §. 37. p. 505.

**Pauperes eorumque Advocati**, vid. *Advocati. Armen.*

**Peculium**, wer nach Unterscheid desselben klagen könne, III. 6. §. 1. p. 169. seq.

— zu verklagen siehe, III. 10. §. 4. p. 190.

**Pensions-remission**, vid. *Remissio pensionis*, ibid. **Unglücks-Fälle.**

**Perhorrescentiæ juramentum**, I. 6. §. 12. p. 26.

**Perjurium**, vid. *Mein-Eyd.*

**Petitorium & possessorium**, sive ordinarium, sive summarium, von dessen Mißbrauch und wie es damit zu halten, III. 6. §. 20. p. 175.

**Pfand**, wenn einer ein bewegliches in Händen hat, was solches für ein Privilegium, auch in Ansehung derer habe, so mit einem Pignore generali auf alle bewegliche Güter versehen, IV. 9. §. 66. p. 573.

— in unbeweglichen Gütern, vid. *Hypothec.*

**Pfände**, binnen welcher Zeit, und unter was Condition solche einzulösen, III. 44. §. 8. 9. p. 418.

**Pfände,**

## Register.

- Pfände**, wenn solche dem Pignoranten über Gebühr zur Last gelassen werden, wie er sich sodann prospicitiren kömme, *ibid.* §. 9.
- — wenn jemand solche, *contra mandatum*, nicht restituiren will, wie wider ihn zu verfahren, *ib.* §. 11.
  - — wie es mit deren Abholung und Wiederlieferung zu halten, *ib.* §. 12. p. 418. *seq.*
  - — was solche für einen privilegiirten Locum, und wenn sie ihn haben, IV. 9. §. 40. p. 505.
- Pfand-Geld** für das Vieh, wie hoch solches zu nehmen, III. 44. §. 6. p. 417.
- Pfand-Kehrung**, von deren ausdrücklichen Verbothe, *ib.* §. 15. p. 419.
- Pfand-Ställe**, wenn durch deren Erbrechung oder gewaltsame hinwegnehmung der Pfände, eine Jurisdiction violiret wird, wie es zu bestrafen, *ib.* §. 16.
- Pfändung**, wann und in was Quantitat solche zu thun, III. 44. §. 1. p. 416.
- — des Viehes, wann damit nicht, besonders unter Nachbahren, zu verfahren, *ib.* §. 2.
  - — wenn solche an Vieh geschehen, wo selbiges sodann in den Pfand-Ställen oder sonsten zu verwahren, *ibid.* §. 3. p. 417.
  - — wie dabey der vom Vieh verursachte Schaden zu taxiren, *ibid.* §. 4.
  - — von dem dabey vermachten Taxations - Gebühren, §. 5.
  - — der Schweine, was dabey, in Ansehung der Unterbringung, Ersetzung des Schadens, und sonsten zu observiren, III. 44. §. 7. p. 417. *seq.*
  - — wenn jemand solche für ungebührlich angiebet, und *ratione restitutionis* Streit entstände, wie sodann zu procediren, *ibid.* §. 10. p. 418.
  - — wer solche verrichtet, was er zu erweisen und sodann zu gewarten habe, *ibid.* §. 13. p. 419.

## Register.

Verfändung, wenn solche unrechtmäßig geschehen, wozu sodann der Pignorant gehalten, *ibid.* §. 14.

Pflüger-Lohn, *vid.* Lohn.

*Pia corpora*, wenn mit deren, oder der Soldaten, Unmündigen, und anderer gleichgeachteten Personen, Gelde etwas erkaufet worden, was er für ein Privilegium habe, IV. 9. §. 91. p. 519.

— — von deren *jure tacite hypothecæ* in den Gütern der Vorsteher und Administratoren, *ibid.* §. 107. & 108. p. 523. *seq.*

— — deren *Administratores*, *vid.* *Administratores*.

*Pluralitas creditorum ratione moratorii*, *vid.* *creditores, moratorium*.

*Plus licitans*, *vid.* Heberbietzen.

*Plus petitionis tempore, exceptio*, III. 10. §. 20. p. 194.

Possession, wenn dem immisso darin Gewalt geschieht, oder er gar depossediret wird, *vid.* *immissus*.

— — wenn der verkehrende Theil solche, mit oder ohne Schuld, eingebüffet, was sodann *ratione executionis*, Rechtsens, III. 41. §. 25. p. 197.

*Possessorium constitutum*, was solches würcke, und wie dabey zu verfahren, *ib.* 26.

— — *summarium vel ordinarium*, wenn dabey ein Beweis oder Bescheinigung des Tituli vorkommet, ob als denn auch in *petitorio* zu sprechen stehe; IV. 3. §. 8. 9. p. 428.

— — *ordinarium*, wie darin, ungleichen, wenn damit das *Petitorium* cumuliret worden, zu sprechen, IV. 3. §. 10. p. 428. *seq.*

— — *sive ordinarium, sive summarium*, wer das rein gewinnet, nachher aber in *Petitorio* succumbiret, ob, und wie weit er *adstitutionem fructuum & expensarum* gehalten, IV. 3. §. 22. p. 432.

— — *summarium*, wer darin durch zwey Urtheil condemniret, ob er noch das *ordinarium* ausstellen könne, oder das *petitorium* ergreifen müsse, III. 6. §. 20. p. 175. Possel.



## Register.

- Possessorium, ob darin auch actus antiqui zu erweisen, und das petitorium damit meliret werden könne, *ibid.* add. IV. 3. §. 8. p. 428.
- — in was Fällen auch ein Zeuge, und ein actus non contradictus, darin einen völligen Beweis macht, III. 28. §. 11. p. 266. sq. IV. 3. §. 7. p. 427. seq.
- — wenn solches nur statt habe, IV. 3. §. 2. p. 426.
- — wie darin Libellus zu formiren, §. 3. p. 426.
- — wie der Richter darauf zu verordnen habe, *ibid.* §. 4.
- — von der darin nöthigen Bescheinigung, und wie solche einzubringen, *ib.* §. 3. & 5. p. 426. seq.
- — worauf darin in Articuli und Bescheinigung zu richten, *ibid.* §. 6. p. 427.
- — was für Actus possessorii, und ob der, so caussam litis gegeben, dahin zu rechnen, *ib.* §. 6.
- — wie darin Zeugen zum Zeugniß zu vermögen, *ibid.*
- — wie weit darin interrogatoria & exceptiones contra personas & dicta tertium zu attendiren, *ib.* §. 7. p. 427. seq.
- — vor wem darin zu sprechen, *ibid.* §. 7.
- — von dem Vortheil dessen, der darin geschüßet worden, und actus possessorios antiquos für sich ansühret, *ibid.* §. 8. & 10. p. 428. seq.
- — wer darin, durch zwey Instantzen, die Sache verlohren, ob er noch und unter was Condition, das ordinarium anstellen könne, *ib.* §. 10.
- — ob und welcher Gestalt, darin zu Abhörung, der Zeugen, Dilation zu geben, *ib.* §. 12. p. 429.
- — was dabey der Implorat in termino zu dociren oder sonsten, bey Strafe, zu praxelliren habe, *ib.* §. 13.
- — wenn dabey die Zeugen nicht einig sind, und wenn sodann ocularis inspectio statt habe, *ibid.* §. 14. p. 430.

## Register.

- Possessorium summarissimum, wenn darin metus armorum, oder periculum in mora, vorhanden, was der Richter alsdenn zu veranlassen habe, *ibid.*
- — wie es dabey in re corporali bey einem zweifelhaften Besitz zu halten, und ob sodann Sequestratio, oder eine Verpachtung des streitigen Ortes statt habe, *ibid.* §. 15. p. 430. seq.
- — was bey einem Streit super possessione rerum incorporalium zu thun, *ibid.* §. 3. p. 426.
- — wenn dabey ungebührliche Pfändung vorgegangen, oder sonsten Schaden zugesüget worden, was deßfalls, item wegen der Kosten, zu verordnen, *ibid.* §. 15. p. 430.
- — ob und was für Eide darin so wohl qua actus ultimos non contradictos, als auch über den actumurbationis selbst, statthaft, *ib.* §. 15. p. 431.
- — ob, in der Erkenntniß darüber, das possessorium ordinarium und petitorium zu reserviren, *ib.* §. 17.
- — ob solches in Erbsällen, inter liberos, wenn eines von ihnen possessionem apprehendiret, statt habe, *ib.* §. 18.
- — ob solches statt habe, in Aufsehung eines proximi Agnati, nach Absterben des letztern Vasalli, oder in Aufsehung eines heredis fideicommissarii, post mortem ultimi possessoris, wenn sie alsdenn solche Güter in Besitz nehmen, und wider die Wittve darin geschützt seyn wollen, *ibid.*
- — ob darin litis denunciatio, oder reconventio, zuzulassen, *ib.* 3. §. 19.
- — ob schriftlich, oder wie sonsten; darin zu verfahren, *ibid.* §. 20. p. 432.
- — ob und wie weit darin remedia impugnativa zulässig, *ibid.* §. 21.
- Præclusionis ius singulare, wie solches haben, in welcher Classe sie stehen, IV. 9. §. 48. sqq. p. 507.

## Register.

- Præscriptio**, wodurch sie interrumpiret werde, III. 8. §. 14. p. 182.
- Præsident** beyhm Cammer-Gericht, vid. **Cammer-Gericht**.
- Præsidenten**, deren Officium, I. 3. per tot. p. 11. seq.
- — der zweyten, Officium in specie, I. 4. per tot. p. 20.
- Præventio**, wenn sie statt habe, III. 2. §. 6. p. 143. seq.
- — wodurch sie entstehe, III. 8. §. 14. p. 182.
- Præventionis exceptio**, III. 10. §. 18. p. 194.
- Præcario**, überlassene Sachen, wohin sie zu classificiren, IV. 9. §. 35. p. 504.
- Prioritar-Urtheil**, wenn solche zu verfassen, IV. 9. §. 25. p. 502.
- — wie darin ein ewiges Stillschweigen aufzulegen, ibid. §. 26.
- — wie darin das Jus retorsionis gegen Feinde zu brauchen, ib. §. 27.
- — wie weit darin die Zinsen cum sorte einerley locum haben sollen, ib. §. 28.
- — was für Kosten darin eben den Ort cum sorte haben können, ib. §. 29. p. 503.
- — wie weit darin die successio in locum dimissorum creditorum statt habe, ib. §. 30.
- — was darin die Gerichts-Kosten, Advocaten-Gebühren, litis & honorum curatoris salarium, für et nen Platz haben sollen, ibid. §. 31.
- — von denen dawider zustehenden Remediis, und was dabey weiter zu observiren, ibid. §. 142:149. p. 530. seq.
- — wenn in derselben Ende, Bescheinigungen oder Beweise aufsetzet, wie es mit deren H. legum und Vollziehung zu halten, IV. 9. §. 145. p. 531. 1q
- — wie nach derselben, non obstanti appellati me. mit den Forderungen der übrigen Creditorum, zu verfahren, ibid. §. 146.

Prio-

## Register.

- Priorität, ob eben die inter creditores zu observiren, wenn jemand solche beim Kauf des Gutes, freywillig citiren lästet, und das Kauf-Prectium nicht zureichet, als wenn ein ordentlicher Concurs vorhanden, *ibid.* §. 140. p. 529.
- Privat - Informations, ob sie erlaubet, I. 3. §. 10. p. 15
- Probatio, *vid.* Beweis.
- Probandum, wie solche specificce auszudrücken, III. 21. §. 6. p. 238.
- Proesse, daß sie, in einem Jahre durch alle drey Instanzen zu endigen, II. 7. §. 2. & all. *ibi loca*, p. 138. *sq.*
- — von einigen besondern, was dabey generaliter zu desideriren, IV. 1. *per tot.* p. 420.
- Processus ordinarius & summarius, *vid.* *Ordinarius. Summarius.*
- Procuratores, von deren Abschaffung und Gebrauch, I. 17. §. 1. 2. 3. 4. p. 112. *sq.*
- — in Fiscalischen, Armen: und Soldaten-Sachen, *ib.* §. 5. *seq.* p. 113. *seq.*
- Procurator Fiscalis in specie, I. 17. §. 6 : 11. & 16. p. 113. *seq.*
- Procuratoris bey der Cammer officium, *ibid.* §. 9. p. 114.
- — bey dem General Fiscalat, officium, *ibid.* §. 10.
- — der Soldaten und der Armen officium, *ib.* §. 14. & 16. p. 115.
- P-odigi, wie sie nur klagen können, III. 6. §. 1. p. 169.
- — verklaget werden können, III. 10. §. 3. p. 190.
- Progration, der Cammer-Verichts-Jurisdiction, wie weit sie adminibel, III. 2. §. 24. p. 149.
- Protonotarii, *vid.* Cammer-Gericht. & I. 3. §. 15. p. 16.
- — von deren Nute, I. 8. *per tot.* p. 35. *seq.*
- Protonotarii officium, ratione, der per sententiam dictirten Strafe, I. 13. §. 26. p. 66.

## Register.

Publica & privata instrumenta, vid. *Instrumente*  
Pupillen und Vormünder von den Streitigkeiten unter  
ihnen, vid. *Vormünder*.

### Q.

Querela simplex, wenn solche nur, loco appellationis,  
statt habe, III. 4. §. 26. p. 162.

Quota derer Fiscalie. vid. *Fiscal*.

Quota litis (de) transacta, I. 14. §. 16. p. 85.

### R.

Nach des Cammer-Gerichts, vid. *Cammer-Gericht*.

Räthe des Cammer-Gerichts officium, I. 6. per tot.  
p. 22. seq.

Rationes decidendi, von deren Inserirung in den Urtheeln,  
I. 6. §. 18. p. 29.

— — wenn solche zu verfassen, und wie es damit hal-  
ten, III. 36. §. 11. p. 314.

de Rato cautio, vid. *Cautio*.

Realis actio, in was für einem Foro sie anzustellen, III.  
2. §. 4. p. 143.

Reassumptio processus, ob Erben solche nöthig haben, I.  
15. §. 16. p. 107.

— — litis, vid. *Litisreassumptio*.

Rechnungs-Ablegung vor was für einem Foro sie gehö-  
re, und wie jemand dazu zu vermögen, III. 2. §. 9.  
p. 144.

Rechnung, wie darauf bey Executionen, die Creditori-  
bus zu übergeben, selbige sich aber von solcher Rech-  
nung losmachen und andern dazu, und zur Admini-  
stration, die Güter übergeben können, III. 41. §. 40.  
p. 347.

— — bey deren Abnahme, wie sich Commissarii in al-  
len Stücken zu verhalten haben, IV. 6. §. 27; 37.  
p. 457. seq.

Rech,

## Register.

Rechnung, wer solche abzulegen schuldig, und wann ein jeder darüber zu quittiren sey, ib. §. 28.

— — wie solche der Rechnungs-Führer zu verzeichnen habe, und was bey sich findenden Bestände zu thun sey, ibid. §. 29.

— — wenn dabey verschiedene Persohnen interessiren, wie es, nach Verschiedenheit der Umstände, ratione Communis, Mandatarii, und sonst zu halten, ibid. §. 30. & 31.

— — wie dabey Commissarii so wol in Ansehung der Abnahme als des End-Urtheils, sich zu verhalten haben, ib. §. 32. 33. p. 457. seq.

— — von den Remediis, so in solchen Sachen, contra sententias einzuwenden, ib. §. 34. 35. p. 458.

— — wenn darin ein error calculi, ratione des commissariischen liquidi, angegeben wird, was deßfalls vorzunehmen, ib. §. 36.

— — wie es damit der Curator honorum, besonders nach der Prioritat Urtheil, zu halten habe, vid. Curator honorum.

Recognitio, welche Acta und Instrumenta deren nicht bedürfen ꝛ. III. 25. §. 1. 3. 4. p. 251. seq.

— — welche Documenta derselben unterwerfen, ibid. §. 2.

— — oder Diffessio, oder Annehmung pro recognito was deßfalls zu observiren, ibid. §. 5. 6. p. 255.

— — ob solche per exceptiones aufzuhalten, oder, wie weit diese dabey in salvo bleiben, ib. §. 7.

— — nur wen sie zu thun, ib. §. 8.

— — deren in fremden Sprachen geschriebenen Documenten, ibid. §. 9. 10. 11. p. 255. seq.

— — wie sie unter der Diffessio zu verstehen, ib. §. 12. p. 256. add. Diffessio.

Recognitio manus alterius, wenn und wie solche durch Zeugen zu beschaffen stehe, ib. §. 16. 17. 18. p. 257. seq.

## Register.

Recognitio manus alterius, was solches Zeugniß sod .  
ratione dissidentis & diffessionis würdet, ibid. §. 18.  
19. 20.

— — oder Diffessio, welchergestalt Pupillen oder Un-  
mündigen, Minorennen und Erben dazu verbunden,  
III. 25. §. 21. 22. p. 258. seq.

— — alienorum documentorum, wie weit sie statthast,  
ibid. §. 23. p. 259.

— — nach derselben oder nach der Diffession, wo die  
Instrumenta zu lassen, ib. §. 24.

— — an welchem Ort, und vor welchem sie zu ver-  
richten, ibid. §. 25.

Reconvent, ob und in welchen Fällen er exceptionem fori  
habe, III. 13. §. 9. p. 207. seq.

— — wenn er sich in termino auf die Reconvention  
nicht einlassen will, ib. §. 10. p. 208.

— — wie weit er seine Klage præjudicium Reconve-  
nientis renunciiren könne, ib. §. 16. p. 209.

Reconventio, wo sie in allen Fällen anzustellen, ib. §. 1.  
p. 206.

— — wenn solche ad effectum simultanei processus an-  
zustellen, ib. §. 2.

— — wann solche, auch vor dem Richter der Appella-  
tions-Instanz angestellt werden kann, ibid. §. 3.

— — wenn sie bey der Litiscontestation per modum  
exceptionis angeführet, ib. §. 4.

— — wenn sie von der Decision der Hauptsache de-  
pendiret, ibid. §. 5. p. 207.

— — wie sie mit der Convention simultaneo processu  
zu treiben, ib. §. 6.

— — wie und wenn sie auch in processu executivo statt  
hat, ib. §. 7.

— — wenn sie keinen simultaneum processum würdet ic.  
ib. §. 11. 12. p. 208.

— — wider welche sie statt habe oder nicht, ib. §. 14.  
15. p. 209.

Recon-

## Register.

- Reconventio, reconventionis, ob sie statt habe, ib. §. 17.  
— — was von des Klägers Litiscontestation auf dieselbe praestita cautione pro reconventionem zu bemerken, ib. §. 18.
- Reconventionem (pro) cautio, vid. Cautio.
- Recusatio iudicis, was dabey zu beobachten, I. 6. §. 12. p. 26.
- Referendariorum requisita, und vorläufige praestanda, I. 1. §. 5. 6. p. 3. seq.
- Referendarii, von deren Amte ic. I. 7. per tot. p. 34. seq.
- Referent, wie er sich in Sachen, welche loco oralis verwiesen worden, zu verhalten, II. 6. §. 5. p. 135.  
— — wie er sich bey ordentlichem Schriftwechsel zu verhalten, ib. §. 10. seq. p. 136.  
— — wie viel in den Sachen seyn sollen, und wie die Rationes einzurichten, III. 35. §. 1. 2. p. 312.
- Reformatoria, wenn gleich die dritte Sententz ist, wie sie doch finalis, was aber dabey zu observiren sey, II. 7. §. 8. p. 141.
- Registratores, bey dem Cammer-Gericht, vid. Cammer-Gericht.  
— — deren Officium, I. 9. per tot. p. 40. seq. it. I. 3. §. 15. p. 17.
- Registraturen über gerichtliche Handlungen wie solche einzurichten, III. 4. §. 17. p. 158.
- Reisen derer Officialium, was dessfalls erforderlich ist, Part. I. unter jedem Special-Titul solcher Aemter in specie gemeldet.  
— — vom Hause, wie solches ohne Hinterlassung der Nachricht, wo man anzutreffen nicht zu verrichten, III. 9. §. 3. add. §. 9. & 10. p. 180. seq.  
— — welche notwendig und deren Kosten zu erstatten, III. 37. §. 16 p. 319.
- Relation deren Nothwendigkeit bey einem officio Camerali, I. 1. §. 4. p. 2. seq.



## Register.

- Reluendi jus** ob solches, und welchergestalt, auch wie lange dem Debitori zustehet, III. 41. §. 58. & 59. p. 354. seq.
- — ob und wie sich dessen Creditores, so wegen des geringen Kaufgeldes nicht befriediget werden können, bedienen mögen, ib. §. 59.
- — wer ein demselben unterworfenen Gut kauft, und Reparationes darinn thun muß, was er dessfalls für Privilegia und Prærogativen habe, IV. 9. §. 89. p. 519.
- Reluent**, wie er sich zu verhalten und was er zu praktiren habe, III. 41. §. 59. p. 354.
- Remedia impugnativa**, wie viel deren sind, und wie sie heißen, II. 7. §. 3. p. 138.
- Remediorum pro salvando jure**, Abschaffung, I. 14. §. 12. p. 84.
- Remissio pensionis**, wenn, und wie sie, wegen Mißwachsens, oder anderer Unglücks-Fälle statt hat oder nicht; IV. 8. §. 19: 37. p. 469. seq.
- Renunciatio Advocati**, vid. *Advocatus*.
- Renunciaciones der Instrumenten** &c. daß sie deutsch zu sehn, I. 18. §. 7. p. 118.
- Renunciatio processus**, unter was Umständen sie thunslich, III. 20. §. 13. p. 235. seq.
- Reparacion und Erbauung eines Hauses, Schiffes, &c.** wer dazu Geld oder Materialien hergegeben, oder Arbeits-Lohn dabey verdienet, in was für eine Classe derselbe, und wann er darinn komme, IV. 9. §. 87. seq. p. 518. seq.
- — wie die dessfalls geschene Kosten zu erweisen, und wie weit solches Privilegium gehe, ib. §. 89. seq. p. 519.
- Replic oder Duplic**, wenn jemand sich darin versäumet, ob, und welcher Gestalt es zu redrelliren, III. 18. §. 11. p. 225.

## Register.

Rescripta (Cabinets) was sie für Reflexion nur haben sollen, I. 1. §. 15. p. 6. add. I. 1. §. 4. in fin. p. 3.

Responsa, ob sie ad acta zu admittiren, III. 35. §. 3. p. 310.

— — ob desfalls die Kosten anzurechnen, III. 37. §. 17. p. 320.

Restitutio rei, oder deren Werth, wenn darum gebethen ist, was der Richter zu thun habe, III. 4. §. 40. p. 167.

Restitutio in integrum contra lapsum fatalium, wie sie zu erlangen, III. 18. §. 9. p. 224.

— — ob causam connexam & individuum, ob sie auch andern mit zu statten kommen, III. 18. §. 14. p. 227.

Retentionis jus des Pächters, vid. Pächter.

Retorsionis jus, wie solches überall gegen Fremde ausüben, IV. 9. §. 27. p. 502. seq.

Revident, wie er sich, ratione interpositionis & justificationis der Revision zu verhalten, III. 40. §. 3:6. p. 331.

Revisions-Instantz, wie darinn excipiendo zu schliessen, III. 40. §. 6. 7. p. 331.

— — wenn solche und was dabey statt habe, oder nicht, ib. §. 1. p. 330.

— — in welchen Sachen sie nicht zu verstaten, ibid. §. 2.

— — wie es dabey ratione relationis, der Urtheln und deren Publication zu halten, ib. §. 8. p. 332.

— — ob wider die darinn ausgesprochene Urthel ein Remedium statt habe, ib. §. 9.

— — wie bey den Votis und Verfassung, Verfertigung der Urthel zu verfahren, ib. §. 10.

— — wenn Partheren sich darinn vergleichen, was sodann ratione der Succumbentz-Gelder zu observiren, ib. §. 11.

## Register.

Revocatio mandati Advocato dati, welchergestalt .he  
erlaubet, I. 15. §. 18. p. 108.

Rotulus examinis testium, wie solcher zu verfertigen und  
einzusenden, III. 28. §. 66:70. p. 284. seq.

— — wie es mit dessen Publication nachhero zu halten,  
ib. §. 70 & 71. p. 285.

— — was darauf ratione submissionis & deductionis  
zu observiren, ib. §. 73. p. 285.

## S.

Salaria, vid. Lohn.

Schaden:Erstattung, wie desfalls zu procediren und  
darinn zu verordnen, III. 37. §. 20. 22. 23. p. 321.  
seqq.

— — wenn der Pächter solchen zu tragen habe, oder  
nicht, IV. 8. §. 18. 37. p. 469. 476.

— — welcher für groß oder für klein ratione des Päch-  
ters, zu achten, und wie solches zu rechnen und der  
Anschlag darnach zu machen sey ic. ibid. §. 22:37.  
p. 472. seq.

Schluß:Schrift, wenn nova darinn beygebracht, wie  
es desfalls zu halten, III. 35. §. 5. 6. 7. p. 310. sq.

Schreib:Meister, wie sie bey der comparatione littera-  
rum zu adhibiren, III. 26. §. 7. p. 261. seq.

Schriften, wie selbige vor Gericht einzurichten, I. 14.  
§. 32:38. p. 93. seq.

— — wenn sie, statt Constitutionirens zu gebrauchen,  
II. 3. §. 9. & 14. p. 127. seqq. & III. 5. §. 2. 3. p.  
168. seqq.

— — wie damit, nach deren Uebergung zu verfahren,  
II. 4. per tot. p. 130. seq.

Schriftlich, wenn verfahren worden, wie es ratione di-  
tributionis sententiae & publicationis zu halten, II. 6.  
per tot. und in specie §. 8. seq. p. 136. seq.

Schriftliches Verfahren, wie solches zu veranlassen,  
III. 20. §. 2. seq. p. 232. seq.

Schuld.

## Register.

- Schuldner**, wie er auch zum Liquidations-termin zu citiren, und darin, ob er dolo oder lata culpa was versehen, der Fiscal vigiliren müsse, IV. 9. §. 10. in fin. & 11. p. 488. seq.
- — was dessen Frau, Familie und Domestiquen, bey entstandenem concursu creditorum, oder cessione bonorum, für einen Eyd zu præstiren haben, ib. §. 12. p. 491.
- — betrüglischer, muthwilliger, vid. *Banqueroutier*.
- — wie und wenn derselbe zu Verhandlung mit creditoribus zu lassen, IV. 9. §. 190:195. p. 548. seqq.
- — so flüchtig wird, ob er zur Verhandlung, cessionem bonorum, und andere beneficia juris zu lassen, IV. 9. §. 168. p. 539. & §. 194 p. 549.
- Schuld-Sachen**, von dem Libell darinn, vid. *Klag-Libell*.
- Schweine**, von deren Pfändung, vid. *Pfändung*.
- Seize**, wie viel Zeilen, und wie viel diese an Silben haben müssen, I. 10. §. 3. p. 46.
- Secretarii**, vid. *Canoner-Gericht*; & I. 3. §. 15. p. 16. seq. it. I. 8. per tot. p. 35. seq.
- Senat**, in dem 3ten was gehöre, I. 5. §. 1. p. 22.
- Senate**, derer sollen 3 seyn, und von deren Versammlung und Verrichtungen, II. 2. §. 1. 2. 3. 9. 10. 12. p. 122. it. II. 3. §. 6. p. 126.
- — wie solch' drey aus einander gehen, und was vor sie in specie gehöre, II. 7. §. 4. 5. p. 138. seq.
- Sententz**, die dritte, ob sie stets final sey, ibid. §. 8. p. 141.
- Separationis jus**, wann und wie lange solches hypothecariis zusich'he, IV. 9. §. 52. p. 508. seq.
- — wann solches statt habe, und die præferentz hinvieder aufhöre, ib. §. 94. p. 520. & §. 127. p. 528.
- Sequester**, wer nicht dazu zu bestellen, und bey was Strafe, III. 43. §. 2. p. 415.

Sequester,

## Register.

- Sequester, wozu er gehalten und verbunden, *ibid.* §. 7. p. 416.
- Sequestration, wie sich creditor inmissus deren bedienen können, III. 41. §. 42. p. 347.
- wenn solche statt habe, und wie weit ein Remedium dagegen zustehet, III. 43. §. 1. p. 415. add. IV. 3. §. 15. p. 430.
- Sequestration, der Mobilien, wie damit zu verfahren, *ib.* §. 3. p. 415.
- — der Güther und liegenden Gründe was dabey zu beobachten, *ib.* §. 4.
- — wer sich solcher widersetzt, oder dagegen etwas unternimmet, wie er anzusehen, *ibid.* §. 5. 6. p. 415. sq.
- Sessiones, wie es damit im Cammergerichte zu halten, II. 2. per tot. p. 122. seq.
- Societat-Gelder, was für ein privilegium solche und wenn sie es in concursu haben? IV. 9. §. 41. p. 505.
- Soldaten-Procurator. *vid. Procurator.*
- — ob sie Briefe franquiren müssen, I. 17. §. 15. p. 115.
- — und Officiers, von den Schulden, *vid. Officiers*, add. Lit. E. Beyl. A. p. 556. seq.
- Spatium deliberandi, *vid. Erbe.*
- Specificationes, so über expedirte Sachen zu machen und was damit zu thun, II. 4. §. 7. & 11. p. 132.
- Specificatio bonorum, *vid. bonorum specificatio.*
- Spolii exceptio, III. 10. §. 28. p. 197.
- Sporteln, wie es mit denselben, und deren Casse zu halten, I. 6. §. 25. p. 31. seq.
- Städtische Satz-Schriften, wie weit sie vom Magistrat zu unterschreiben, I. 14. §. 3. p. 79. §. 40. p. 96. sq. III. 6. §. 17. p. 173.
- — Obrigkeit und Gerichte, *vid. Untergerichte.*
- Steuern, so auf den Gütern haften, *vid. onera.*
- Strafen, fiscalische, und deren Listen, *it. Strafbuch*, *vid. fiscalisch.*

## Register.

- Studiren, welche darzu Geld hergegeben, wie sie zu classificiren, IV. 9. §. 76. p. 516.
- Sub- & obreptionis exceptio, III. 10. §. 25. p. 197.
- Subhastation der Güther, wenn solche bey Executionen zu verrichten, III. 41. §. 39. seq. p. 347.
- — wie es damit, und mit dem dabey nöthigen Patent zu verfahren, ib. §. 45. p. 350. seq.
- — wenn solche nach geschehenem Botz weiter zu verfügen oder nicht, ib. §. 46. p. 351.
- — wann dabey das licitirte Gut ohnseßbar zuzuschlagen, ib. §. 47.
- — wenn dabey jemand überbietet, vid. Ueberbieten.
- — sämmtlicher Güther, wann und wie sie bey ver schriebener General - hypothec, statt habe, ibid. §. 56. p. 353.
- Subhastationes, ob solche, propter lacionem enormem, oder weil ein pupillus, pia causa &c. per negligentiam tutoris vel administratoris dabey lediret worden, zu rescindiren stehen, ib. §. 61. p. 355.
- Subhastations - Patent eines Ritter-Guthes, Formul, III. Lit. B. p. 407.
- Subhastation der Güther, wann, und wie oft solche zu veranlassen, IV. 9. §. 14. p. 497.
- Submittiret (wenn ein Theil ad acta) wie es sodann weiter zu halten, III. 20. 8. p. 233.
- Subsidiales, wenn dadurch die Citation zu verrichten, III. 8. §. 11. p. 182. & III. 9. §. 22. p. 189.
- Substitu derer Advocaten, I. 15. §. 14. 15. p. 107.
- Successio in locum dimissi creditoris wann und wie solche statt habe, IV. 9. 30. p. 503.
- Succumbentz-Gelder, von deren Erlegung, III. 4. §. 21. 22. p. 160. seq. & §. 33. & 39. p. 165. seq. III. 36. §. 5. p. 313. III. 40. §. 10. p. 332.
- Summarius processus, wann er vorhanden, und wie er

## Register.

zu betreiben, III. 1. §. 2. p. 142. III. 5. per tot.  
168. sq.

Summariissimum possessorium. vid. *possessorium*.

### T.

Tabellen, wie sie verschiedentlich beschaffen seyn und ein-  
gesandt werden müssen, I. 3. §. 22. p. 18.

Taxa der Güther wie und welchergestalt solche bey Exe-  
cutionen vorzunehmen, und was dabey zu observiren,  
III. 41. §. 39. 40. p. 347. & in specie §. 43. p. 348.

Taxe, ob dawider ein Remedium zu verstaten, ib. §. 43.  
Neuntens. p. 350.

— — eines Guthes, was dabey insgemein zu beobach-  
ten, III. Lit. A. p. 357. seqq.

— — — — in der alten Marck, Lit. A. 2. p. 361.  
seqq.

— — — — in den Mittel-Marck, wie auch den  
Storck- und Beeskowschen Kreys, Lit. A. 3. p. 364.  
seqq.

— — — — in der Ufermarck, Lit. A. 4. p. 370. seqq.

— — — — in den Sieben Neumärckischen und  
Sternbergischen Kreysen, Lit. A. 5. p. 375.

Taxe der Güther, was dabey für ein Unterscheid zu beob-  
achten, p. 376. seqq.

— — wie dabey der ordentlichen Commission ein Oeco-  
nomie-Verständiger zuzugeben, IV. 6. §. 14 p. 454.

Taxatores & Taxe-Committarii, deren Officium, und  
wie und wornach die Taxe zu setzen, III. 41. §. 43.  
& 44. p. 348. seqq.

Taxatores, ob sie ihrer Gebühren halber die Taxen re. an  
sich behalten können, IV. 6. §. 38. p. 458.

Terminus wenn kein gewisser in der Sententz gesetzet  
worden, was für eine Zeit sodann verstanden werde,  
I. 14. §. 43. p. 98.

— — wie solcher regulariter sofort anzusetzen, III. 8.  
§. 16. p. 223. seqq.

Terminus

## Register.

- Terminus** wie nach Ablauf dessen, die Dilatio oder Prorogatio erst anfangt, III. 19. §. 13. p. 231.  
— — daß der dies ad quem nicht mit darunter zu rechnen, *ibid.*
- Termine**, wie solche a debitoribus bey Bezahlungen zu observiren, III. 41. §. 64. p. 356.
- Termini**, ob sie all. in specie auch der Probatorius præjudicial, III. 19. §. 1. p. 228.  
— — was darinn bey Licitationen, Subhastiren, und Adjudicationen zu observiren, III. 41. §. 45 : 49. p. 350. seq.  
— — subhastationis, wenn sich in dreuen kein Käufer findet, wie sodann es mit den Gütern zu halten, *ibid.* §. 57. p. 354.  
— — executionis & immissionis, ob und wenn solche vom Richter zu erlangen oder einzuschränken stehen, *ib.* §. 60. p. 355.
- Testes**, *vid.* Zeugen.
- Theilung der streitigen, Sachen**, wenn solche statt hat, III. 31. §. 6. p. 303. & III. 36. §. 6. p. 313.
- Tode eines Abwesenden**, wie er durch einen Zeugen zu erweisen, III. 28. §. 11. n. 1. 2. p. 266. seqq.
- Tradition der adjudicirten Güter**, wie solche zu verrichten, und wer bis dahin das periculum trage, III. 41. §. 48. 49. p. 351. seq.
- Trauer-Kleider**, welche und was solche für einen privilegierten locum haben, IV. 9. §. 53. p. 509.
- Tribunal von der Revision** dabey, *vid.* Revision.
- Tutores**, *vid.* Vormünder.

## II.

- Uckermarck**, von deren Instantzen und Gerichten, II. 7. §. 7. p. 140.
- Ueberbietende**, wenn solcher nicht bezahlet, wie mit ihm zu verfahren, III. 41. §. 52. p. 353.

Ueber:



## Register.

- Ueberbiehende, ob er noch gehalten, wenn der ihn wie-  
der Ueberbiehende nachhero sein licitirtes Quantum  
nicht bezahlet, ib. §. 53.
- Ueberboth oder Masse, ob er solchen auch geben wolle, ob  
es bey dem Käufer stehe, ib. §. 59. p. 354. seq.
- Ungerechtigkeit aus Animosität oder Unwissenheit be-  
gangen, wie solche anzusehen, I. 1. §. 16. p. 6.
- Unglücks-Fälle, ob, wie weit, und wann der Pächter sol-  
che tragen müsse, oder desfalls Remission an der Pen-  
sion verlangen könne, IV. 8. §. 18. 37. p. 469. seq.
- Unkosten (Gerichts-) vid. Kosten.
- — wenn solche bey Executionen zu Capital zu schla-  
gen, III. 41. §. 40. p. 347.
- Unmündige, wenn sie zu verklagen, vid. *Klag-Libell*.
- Untergerrichte, von der Ausübung ihrer Jurisdiction in  
delictis, I. 13. §. 43. 44. sq. p. 72. sq.
- — wenn wider sie geklaget wird, was zu thun, I. 14.  
§. 29. p. 91.
- — was davor zu ziehen, und wie weit sie in ihrer Ju-  
risdiction zu schützen, III. 3. §. 1. p. 149. seq.
- — wie selbige und dazu die Personen zu bestellen und  
beschaffen seyn müssen, III. 4. §. 1. 2. 3. 4. p. 154. seq.
- — von deren Gerichts-Tagen, und was daselbst und  
vor denselben, oder im Hause und allein vorgenommen  
werden könne, ib. §. 6. 7. 8. 9. p. 155. seq.
- — wie darinn besonders a judice zu procediren, ibid.  
§. 9. 10. usque 18. p. 156. seq.
- — wie weit Advocaten dabey zu admittiren, und  
wie dieselbe sich dabey verhalten sollen, ib. §. 11. 12.  
usque 16. & §. 42. p. 156. seq.
- — was wegen der davon unternommenen Appella-  
tion besonders vom Unterrichter zu observiren, ibid.  
§. 16. 18. 19. usque ad fin. p. 158. seq.
- Unterpfand, vid. Pfand.
- Unterthanen und Obrigkeiten, wenn unter ihnen Streit,  
vid. *Klag-Libell*.

Untertha-

## Register.

- terthanen wenn unter ihnen, wegen Dienste, oder anderer Praestationen, Irrungen entstehen, wie es mit deren Untersuchung und Abrichtung zu halten, IV. 8. §. 37. p. 476. seq.
- Urkunden**, wann sie überhaupt und auch in specie auf den Fall eines erkannten Beweises bezubringen, III. 23. §. 1. 2. 3. it. §. 6. p. 242. seq.
- — wie es mit Uebergebung ihrer Copeyen zu halten, ibid. §. 4. p. 243.
- — wie weit man nur einen Theil derselben anziehen und gebrauchen könne, ibid. §. 5.
- — gerichtliche, sind pro instrumentis publicis zu halten, ibid. §. 7. p. 244.
- — wie hierin die Originalia von den Copeyen, ratione des Beweises differiren, ibid. §. 21. 22. p. 247. seq.
- — wenn sie unleserlich geworden von deren Renovation, ibid. §. 23. p. 248.
- — wenn selbige im Feuer, oder sonsten, von Händen gekommen seyn sollen, ibid.
- — wenn selbige entwendet, zerrissen, durchschnitten seyn sollen, ibid. §. 26. 27.
- — von deren Probation contra producentem auch in nicht dienlichen Punkten, ib. 28. 29. p. 248. seq.
- — wenn sie angefochten, ob man sich gleichwohl deren bedienen könne, ibid. §. 30. p. 249.
- — von deren Rasuren, Einrückungen, Marginalien, und veränderter Tinte, ibid. §. 31.
- — von deren Edirung, vid. *Edirung*.
- — wer solche zu haben leugnet, was er ratione juramenti und sonstem zu praestiren habe, III. 24. §. 5. p. 250.
- — wie daraus gerichtliche Auszüge zu machen, und was solche probiren, ibid. §. 9. p. 251.
- — wenn das Gegentheil mit den Extracten nicht zufrieden, ibid. §. 10. p. 251. seq.

## Register.

- Urkunden, von deren Recognition, vid. *Recognition*.  
Urtheiln und Abschiede, worauf bey deren Verfertigung  
zu sehen, III. 36. §. 3. p. 312.  
— — wie sie abzufassen, ib. §. 5. 12. 13. 14. p. 313. sq.  
— — was bey deren Publication zu observiren, ibid.  
§. 15. p. 314.  
— — wie sie so wohl des Defuncti Erben als Litis con-  
sortes verbinden, ibid. §. 16.  
— — wie und wann sie wieder Minderjährige rechts-  
kräftig werden, ibid. §. 17. 18.  
Urtheiln, wie solche zur Execution zu bringen, ib. §. 19.  
20. p. 315.  
— — wenn darinn Error in den Worten, Zahlen,  
Blättern zc. vorhanden, wie es sodann desfalls zu  
halten, ibid. §. 21.  
— — wenn solche ex falsis instrumentis testimoniis,  
ex falsa causa ergangen zu seyn vorgegeben werden,  
wie alsdenn zu verfahren, ibid. §. 20.  
— — wie darinn auch der Expenken, Schäden, Früchte,  
Abnuhungen, Zinsen und Renten zu gedencken, und  
wenn solches nicht geschehen, was sodann zuthun, III.  
37. §. 1. p. 315.  
— — von deren Execution, vid. *Execution*.

## V.

- Vagabundi, von dessen Citation, III. 8. §. 9. p. 181. &  
III. 9. §. 23. p. 189.  
Verbrechen, vid. *Delicta*.  
Vergleich, vid. *Güte*.  
Verhör, oder Verfahren loco oralis, wenn darauf zu  
provociren steht, II. 3. §. 9. p. 127.  
Verhöre (mündliche,) wenn sie statt haben und wie es  
damit zu halten, II. 5. §. per tot. p. 133. seq.  
Verhörs-Termine, wie es mit deren Aufsetzung zu hal-  
ten, III. 8. §. 5. p. 180.

Verhö.

## Register.

**Verhören**, wie dabey Rätbe sich zu verhalten haben, I. 6. §. 7. 8. 9. p. 24. seq.

**Verschreibungen**, welche gar keine haben, wohin sie mit ihren Forderungen zu lociren, IV. 9. §. 102. p. 522.

**Versuchung der Güte**, vid Güte.

**Viehsterben**, ob und woann der Pächter solches tragen müsse, IV. 8. §. 33. p. 476.

**Vollmachten der Advocaten**, vid. *Advocaten*.

**Vormund**, von dessen Klage, vid. *Klag-Libell*.

**Vormünder**, wie sie sich bey Alienirung der Grundstücke der Unmündigen zu verhalten, III. 41. §. 14. p. 338.

— — ob an ihr Vermögen der Pupillen halber Creditores sich halten können, ib. §. 15. p. 238. seq.

— — und Pupillen, wenn unter ihnen Streitigkeit entstehet, wie der Proceß zu untersuchen und abzu thun, IV. 8. §. 39. p. 478.

— — ob deren abgelegte Rechnungen nachhero auch den gewesenen Unmündigen vorzulegen, *ibid*.

— — in deren Gütern, ob, und wenn Unmündige, Pupillen und Minderjährige auch prodigi, absentes, furiosi, muti und surdi tacitam hypothecam haben, IV. 9. §. 102. p. 522.

**Votiren**, wenn ein Rath dessen sich enthalten soll, I. 6. §. 13. p. 27.

— — wie es damit besonders bey Verfassung der Urtheiln zu halten, III. 36. §. 7. 8. 9. p. 313.

## W.

**Waaren**, Abholung oder Ausrechnung, vid. *Abholung*.

— — creditiren, vid. *Borgen*.

— — creditirte, wie solche zu lociren, IV. 9. §. 132. p. 529.

## Register.

- Wechsel**, wie dabey und benn Wechsel-Recht *ratione appellationis & executionis* zu verfahren, III. 39. §. 5. p. 328. seq.
- — wenn zu dessen Verfall: Zeit sich jemand *absentiret*, was solches nach sich ziehe, IV. 9. §. 7. p. 485.
- — mit oder ohne Hypothec auf sich selbst gestellet, was sie für eine *Priorität* haben, IV. 9. §. 123. p. 527.
- Weyde-Geld**, verglichenes, wohin solches zu lociren, IV. 9. §. 59. p. 511.
- Wohnung** jemandes, wie privilegirt dieselbe in *Executionen* sey, III. 41. §. 37. p. 346.
- Woll-Arbeiter**, die selbige mit Geld oder Wolle verlegen, von deren *Sicherheit*, IV. 9. §. 109. p. 524. add. das *Edict* p. 568.

### 3.

- Zeilen**, wie viel auf jeder Seite seyn, und wie viele *Sylben* sie haben müssen, I. 10. §. 3. p. 46.
- Zeugen** deren *Auslage* und *Verhöre*, wie sich solcher halben *Notarii* zu verhalten, I. 18. §. 10. 11. p. 118.
- — unterschriebene müssen auf *Verlangen* *manum recognosciren* oder *dissiciren*, III. 26. §. 5. p. 261.
- — wie der *Beweis* durch selbige anzutreten; *wobey de articulis, termino, dilatione* und *interrogatoriis generalia* disponiret werden, III. 28. §. 4. usq. 8. p. 265. seq.
- — wann *zween* einen *völligen Beweis* machen, *ib.* §. 8. 9. p. 266.
- — wie viel einer *regulariter* und wann er *völlig* beweiset, *ib.* §. 10. 11. p. 266. seq.
- — welche *Personen* es gar nicht seyn können, *ibid.* §. 12. p. 268.
- — welche *Personen* es in gewissen *Sachen* nicht seyn können, *ib.* §. 13. p. 269.

Zeugen,

## Register.

- Zeugen, welche Personen es ob Interesse und ihrer Qualita-  
tar zur Sache halber nicht seyn können, ib. §. 14.  
— — welche Personen es ob affectionem & connexionem nicht seyn können, ib. §. 15. 16. p. 270. seq.  
— — wenn die Producirung neuer, und Wiederabhö-  
rung alter statt habe, ibid. §. 19. p. 272.  
— — von den Exceptionen wider deren Admittirung,  
und wie defissalls zu verfahren, ib. §. 26. seq. p. 274.  
— — wie weit deren Abhörung, salvis exceptionibus, zu  
verrichten, ib. §. 28. & 31. p. 275.  
— — wenn sie verwerfen und inhabil declariret worden,  
wie es ratione remediorum dawider, und mit deren  
Abhörung gleichwohl zu halten, ib. §. 29.  
— — wer verbotheue wissentlich verschläget, dessen  
Strafe, ibid. §. 30.  
— — wer wider dieselbe frivole exceptiones einwendet,  
dessen Strafe, ibid. §. 31. p. 275. seq.  
— — wo sie abzuhören, und von den Commissarien oder  
Abhörenden Eigenschaften und Personen, ib. §. 32:36.  
p. 276. seq.  
— — Commissarii zu deren Abhörung, ob sie zu re-  
cusiren, ib. §. 36. p. 277.  
— — wie weit sie sich excusiren können, ib. §. 37.  
— — was ihnen zuzufertigen und aufzugeben, §. 38.  
p. 277. seq.  
— — wie sie die Commission zu vollziehen haben, ib.  
§. 39. p. 278.  
— — wie man sich ein solcher zu seyn, nicht entziehen  
können, und wie sie zu citiren, ib. §. 40. 41.  
— — wie die sich wegeruden und Ungehorsamen zu zwin-  
gen, ib. §. 42. 43. p. 278. seq.  
— — ob sie, in specie auch ein Geistlicher, notwendig  
schweren müssen, ib. §. 44. 45. p. 279.  
— — von denen ihreenthalben erforderlichen Kosten und  
Gebühren, ibid. §. 46. p. 279.

## Register.

Zeugen, gegen ihre Obrigkeit, was sie vor der Abhörung thun müssen, ib. §. 49. p. 280.

— — wie sie ihre Deposition verrichten müssen, ibid. §. 51.

— — ob sie dürfen antworten auf Fragen, die ihre oder des Gegentheils, oder des Mitzeugens, turpitudinem, enthalten, ib. §. 22. p. 173. & §. 59. p. 281. seq.

— — wegen eines streitigen Ortes wo sie abzuhören, ib. §. 62. p. 282.

— — bestochene oder verleitete, wie sie sowol als der solches gethan zu bestrafen ic. ib. §. 64. & 65. p. 283.

— — ob und welchergestalt die beim Beweisi gebrauchte auch zu Gegen-Beweisi produciret werden können, III. 29. §. 7. p. 292.

Zeugen-Verhör, daß darinn excipiendo zu schliessen, III. 20. §. 6. p. 233.

— — ob und wann und unter was Umständen solches zu repetiren, oder nachhero ein Beweis zuzulassen, III. 28. §. 65. p. 283.

Zeugen-Verhörs rotulus vid. *Rotulus*.

— — Auswärtige oder Fremde, wann und wie solche abzuhören, und wie solches zu bitten und zu besorgen sey, ibid. §. 74:79. p. 286. seq.

Zeugniß, zum Beweis durch selbiges, wenn jemand zu admittiren, ib. §. 79. p. 288.

— — zu ewiger Gedächtniß, wenn, wie und aus was Ursachen der Beklagte dazu zu lassen oder nicht, III. 28. §. 80. 81. p. 288.

— — wenn, wie und aus was Ursachen der Kläger das zu zu lassen oder nicht, ibid. §. 82. p. 289.

— — binnen was Zeit darauf der Kläger seine Klage vorbringen soll, III. 28. §. 84. p. 290.

— — als ein Gegen-Beweis was dabey zu observiren, ibid. §. 85.

— — vor Publication desselben, ob der Producent die abgehörte Zeugen nochmal oder auch andere abhören lassen könnte, ib. §. 86.

Zeug:

## Register.

- Zeugniß**, wie weit der Producent solches ganz fallen lassen und andern Beweis führen könne, ib. §. 87.
- — wie es nachhero mit dem Rotulo, und dessen Eröffnung hierinn zu halten, ibid. §. 88. & 89. p. 290. seq.
- — ob dazu post litem contestatam der Kläger oder Beklagter zu lassen sey, ib. §. 90. p. 291.
- — zu ewiger Gedächtniß, wenn es post litem contestatam admittiret worden, wie lange es Kraft habe, ibid. §. 91. seq.
- Zinsen**, wenn sie bey Executionen zum Capital zu schlagen, III. 41. §. 40. p. 347.
- — wie weit sie in der Priorität-Urtheil eundem locum cum forte haben, IV. 9. §. 28. p. 503.
- — wer ohne selbige Geld angeliehen, was er, pro diversitate circumstantiarum für einen locum erhalten, ibid. §. 121. p. 527.
- — und Renten eines Grundstückes, so eingetragen zu welcher Classe sie gehören, IV. 9. §. 130. p. 528.
- — wenn solche von deponirten Geldern gehoben werden, wie diese sodann zu lociren, ib. §. 138. p. 526.
- Zugeständniß** von dem Beweis dadurch, III. 21. per tot. p. 239. seq.
- — gerichtliches, von dessen Kraft, requisitis und Eigenschaft, ib. §. 1. 2. 3. 4.
- — außergewichtliches, wann und wie selbiges beweise, ibid. §. 5. p. 240.
- — ob dazu des Gegentheils Acceptation erfordert werde, ibid. §. 1. & 6.
- — bey welchen Personen es als ein Beweis gelte oder nicht, ibid. §. 7: 12. p. 241.
- — von dessen Verbindlichkeit in casu erroris juris vel facti, ibid. §. 12. 13. p. 241. seq.
- Zuschlag**, wie solcher bey Executionen zu thun, III. 41. §. 40. p. 347.

Zuschlag,



## Register.

- Zuschlag, wenn solcher bey Subhastationen: Jun, ibid.  
§. 46. 47. p. 351. & §. 57. p. 354.
- — wie solcher zum Effect zu bringen und was dabey dem Käufer zu prästiren sey, und er wieder zu prästiren habe, ibid. §. 48. p. 351. seq.
- — wenn solcher geschehen und der Käufer nicht bezahlen kann ic. wie es sodann zu halten, ibid. §. 51. p. 352. seq.
- — ob solcher striete dem plus offerenti, oder dem melius offerenti zu thun, ib. §. 54. p. 353.
- — wie solcher zu thun, wenn sich in drey Terminen kein Käufer findet, ibid. §. 57. p. 354.
- — nach demselben, was dem Debitori annehmlich justeste, ibid. §. 58. seq.
- — eines Guttes, wenn solcher statt habe, IV. 9. §. 14. p. 497.
- Zweifelhafte Sachen, wie darin zu urtheilen, III. 36. §. 6. p. 313.

F I N I S.

